

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13104 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 17 MARS 1987

L'Espagne et l'Amérique

Il y a un an, tout juste, plus de la moitié des Espagnols se prononçaient pour le maintien de leur pays dans l'alliance atlantique. Lundi 16 mars, le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, amorce à Madrid des conversations dont l'issue reste incertaine. Si M. Gonzalez avait le 12 mars 1986, en dépit des augures, remporté le référendum sur l'OTAN, réussissant grâce à son charisme personnel à faire pièce à une contestation qui se manifestait jusque dans sa propre formation, le PSOE, la question des bases militaires américaines en Espagne n'était cependant pas entièrement réglée. Le premier ministre espagnol s'était en effet engagé au cours de la campagne électorale à négocier avec Washington la réduction de la présence militaire des Etats-Unis dans son pays.

Commencées il y a sept mois, les conversations sur ce thème échouent sur le problème des soixante-douze chasseurs-bombardiers F-16 stationnés sur la base de Torrejón-de-Ardos, près de Madrid.

Le gouvernement espagnol demande le départ des Américains de cette base, située trop près de la capitale et devenue la cible des manifestations anti-OTAN organisées par la gauche radicale. Cette dernière a d'ailleurs mobilisé dimanche plusieurs dizaines de milliers de pacifistes pour une marche en direction des installations militaires, « salut » ainsi l'arrivée de M. Weinberger. Elle menace en outre de se livrer à un harcèlement « à l'allemande » de ces installations si elle n'obtient pas satisfaction.

On comprend que M. Gonzalez, à peine sorti de la contestation lycéenne, ne souhaite pas voir se développer à côté de la capitale un nouveau foyer d'agitation.

Pour M. Weinberger et le Pentagone, en revanche, le maintien des facilités militaires accordées par le traité d'amitié hispano-américain de 1953, et notamment de la base de Torrejón-de-Ardos, est une question-clé. Elle prend d'autant plus d'acuité que les propositions de M. Gorbachev visant au démantèlement des euromissiles rendent impérative une couverture aérienne du flanc sud de l'OTAN. De celle-ci dépend le contrôle du détroit de Gibraltar et la réponse potentielle à toute tentative d'encerclement qui pourrait être menée par les pays du pôle de Varsovie, via l'Afrique du Nord.

Si les conversations de Madrid devaient échouer, les responsables américains bénéficieraient certes d'une position de repli : le Portugal, où l'opposition à l'OTAN n'a jamais pris la même ampleur qu'en Espagne. Liebonne a d'ailleurs fait des offres de service dans ce sens.

Mais un refus espagnol de prendre en compte les arguments de Washington, s'ajoutant aux mises en cause de l'engagement militaire des Etats-Unis en Europe dans de vastes secteurs de l'opinion publique en RFA, en Grande-Bretagne ou en Grèce, conforterait outre-Atlantique les partisans d'une réduction de la présence américaine en Europe.

Ce serait l'amorce de ce fameux « découplage » entre l'Europe et les Etats-Unis, redouté par tous ceux qui, d'expérience historique et politique, sont persuadés qu'il constituerait le plus grand danger pour la sécurité et la liberté de l'Europe occidentale.

Le sort des otages détenus au Liban

Le chef spirituel des chiïtes a lancé un appel à la clémence

C'est lundi 16 mars au soir qu'expirait le nouvel ultimatum de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a annoncé, samedi dernier, qu'elle prononcerait « dans les quarante-huit heures » une « sentence de mort » à l'encontre de Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986 à Beyrouth. Dimanche, des responsables de l'Elysée, de Matignon et du Quai d'Orsay se sont réunis pour faire le point. A Beyrouth, Cheikh Fadlallah, chef spirituel des chiïtes libanais, a lancé un appel à la clémence.

La nouvelle menace de l'OJR a suscité, dès samedi soir, un communiqué du Quai d'Orsay qui, outre un appel à la clémence, refuse l'interprétation que fait l'OJR de la politique française depuis onze mois au Proche-Orient. Ce communiqué affirme notamment que le gouvernement « entend en particulier poursuivre avec l'Iran le processus engagé il y a onze mois et dont il attend des conséquences positives à divers égards ». Ce communiqué a été publié alors que M. Chirac se trouvait en Afrique pour une brève visite au Sénégal et au Cameroun. Il a été cependant publié avec l'accord de M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre.

La tonalité du texte du Quai d'Orsay tranche avec la fermeté des propos tenus, vendredi dernier, par M. Denis Baudoin, le porte-parole de Matignon. M. Baudoin, dont la déclaration avait reçu l'aval de l'Elysée, avait insisté sur la détermination de « l'ensemble des autorités françaises » à poursuivre « avec ténacité et fermeté » la lutte contre le terrorisme et avait affirmé que le gouvernement français « tiendra pour directement responsable du sort » des otages les groupes ou les organisations qui les détiennent. M. Baudoin avait également mentionné la volonté française de « rétablir » des relations avec l'Iran.

(Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.)

L'anniversaire de la cohabitation et la campagne présidentielle

M. Chirac entend « maintenir le cap » malgré les critiques et les impatiences

M. Chirac, devant les cadres du RPR, a dressé, dimanche 15 mars, un premier bilan de son action au terme d'une année de pouvoir. Malgré les impatiences, les critiques, voire les déceptions, nous devons « maintenir le cap » a-t-il affirmé.

Le premier ministre a exprimé sa confiance dans le verdict des Français pour ne pas « interrompre l'œuvre de rénovation ». « La campagne commence », affirme pour sa part M. Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui invite les Français à « chasser » le gouvernement au plus tôt. Samedi, à Nevers, M. Mitterrand avait invité les responsables politiques à ne pas céder à leurs passions instinctives, tandis que M. Barre et Delors ont respectivement plaidé pour « la concorde nationale » et pour « une armistice idéologique ».

Lundi matin, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a critiqué M. Barre, coupable à ses yeux de « démarquer ».

(Lire pages 10 et 11.)

Mi-chemin

par ANDRÉ FONTAINE

PERSONNE en France ne s'étonne de voir la République préparer d'un même cœur la célébration, cette année, du millénaire des Capétiens et, dans deux ans, du bicentenaire de la Révolution qui allait décapiter Louis XVI. L'identité nationale à laquelle, des communistes aux admirateurs de Jean-Marie Le Pen, personne, dans ce pays, n'est vraiment prêt à renoncer est faite de ces contradictions. Qu'elles aient trop souvent débouché sur la guerre civile ne saurait faire oublier les éclatantes manifestations d'unité qui, depuis la nuit des temps, ont jalonné notre histoire.

La phase que nous vivons aujourd'hui se situe à mi-chemin. Pas seulement à mi-chemin des législatures du 16 mars 1986 et de l'élection présidentielle du printemps 88. A mi-chemin aussi des incessants combats où se complait la

classe politique, et de cette union nationale dont la majorité des Français sentent bien que, dans le monde terrible dans lequel nous vivons, elle seule permettrait au pays d'éviter le déclin. C'est ce qui leur a fait accueillir avec tant de faveur la cohabitation et leur fait déplorer aujourd'hui qu'elle ne marche pas mieux.

Pourtant, après avoir donné un moment dans l'illusion, sortis aujourd'hui trop pessimistes. Car, après tout, pendant un an, un président de la République de gauche et un premier ministre de droite ont apporté la preuve que la cohabitation, pour reprendre l'expression de Jacques Chirac, était « non seulement inévitable mais possible ».

Quelques avertisseurs qu'il soit d'un point de vue sémiotique, ce propos dit bien ce qu'il veut dire.

(Lire la suite page 11.)

La nationalité des enfants d'immigrés

Brouillard sur le code

Trente mille personnes dans la rue. Ce n'est pas énorme pour une manifestation convoquée par quelques centaines d'organisations, dont le PS, le PC, la FEN, la CGT et la CFDT. Mais ce n'est pas négligeable compte tenu de la complexité du sujet et du flou artistique qu'entretient le gouvernement à son propos.

Un joli brouillard enveloppe, en effet, le code de la nationalité. Bien malin qui pourrait prédire le sort de cette réforme, engagée avec légèreté, conduite de manière contradictoire et qui n'a eu jusqu'à présent pour résultat que de dresser des Français les uns contre les autres et de masquer les véritables problèmes de l'immigration.

Partant d'une idée apparemment très raisonnable — la nationalité française ne doit être accordée qu'à ceux qui la demandent et la méritent — le gouvernement de M. Chirac a foncé, tête baissée, sur un champ de mines. Car autant ce principe se justifie pour des immigrants arrivés en France à l'âge adulte, autant il paraît contestable pour des enfants d'étrangers nés en France et qui n'ont jamais été eux-mêmes des immigrés. L'octroi, quasiment



automatique, de la nationalité française à ces enfants n'est-il pas un facteur d'intégration ?

Le gouvernement a été surpris par l'ampleur des réactions. Sa réforme ne lui paraissait pas particulièrement scandaleuse. Et, jusqu'à aujourd'hui, des hommes plutôt ouverts, comme M. Séguin ou M. Lalumière, dénoncent le malentendu, sinon la « désinformation », soulignant que la France conserverait en tout état de cause l'une des législations les plus libérales du monde en matière de nationalité.

ROBERT SOLÉ
(Lire la suite page 14.)

« L'Expansion » prend le contrôle du groupe Bertez

Trois nouveaux titres pour M. J.-L. Servan-Schreiber : « la Tribune », « la Vie française » et l'« Agefi »
PAGE 41

Les difficultés de M. Nakasone

La popularité du premier ministre japonais est au plus bas
PAGE 8

Le retour de Wayne Shorter

Un des plus grands saxophonistes de jazz à Paris et en province
PAGE 18

Le Monde

ÉCONOMIE

Un an de gouvernement Chirac
Le pouvoir a eu la volonté de mettre la France à l'heure des grands pays industriels ; mais son action a été freinée par des contradictions et des incohérences. La croissance n'a pas été au rendez-vous.

La chronique de Paul Fabra
Les chômeurs de longue durée
Pages 35 à 38

Le sommaire complet se trouve page 44

Conflits sociaux, réforme agraire en panne

Le Brésil en proie à la déconvenue

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Changement de pouvoir dans les vingt-trois Etats brésiliens, deuxième anniversaire de la présidence Sarney : le dimanche 15 mars a été une journée doublement significative. Les gouverneurs élus il y a quatre mois ont enfin pris leurs fonctions. A une exception près, ils appartiennent tous au parti majoritaire, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre gauche), qui domine également le Parlement.

Pourtant, c'est dans un climat chargé d'incertitude que M. José Sarney entame la troisième année de son mandat. Sa crédibilité est au plus bas, son « option pour les pauvres » se révélant de plus en

plus un simple slogan. Le chef de l'Etat a même dû, ces dernières semaines, entacher l'image de la Nouvelle République en recourant à la manière forte ou en menaçant de le faire pour réprimer ou désamorcer les mouvements sociaux qui affectent les ports et les raffineries du pays.

L'armée est entrée avec ses hommes et ses chars dans les installations de la Petrobras, la compagnie pétrolière de l'Etat, pour en déloger les employés qui les occupaient avant de décider s'ils se mettaient en grève pour obtenir de meilleurs salaires. La marine de guerre a menacé de faire de même, et dans certains cas a mis ses menaces à exécution pour décharger les navires paralysés par une grève de la marine marchande qui en est à sa troisième semaine.

Le président a assumé la responsabilité de l'intervention militaire. Mais l'image de l'armée chassant des ouvriers à la pointe du fusil a fait resurgir les fantômes du passé.

L'amorce d'un accord dans les deux secteurs en fin de semaine a permis à l'armée de se retirer des raffineries. La grève de la marine marchande immobilise près de deux cents navires et paralyse la moitié du commerce avec l'étranger. Les revendications des syndicats portent sur des augmentations qui sont à la mesure de la nouvelle explosion inflationniste, estimée à 35 % pour les deux premiers mois de l'année.

CHARLES VANHECKE

(Lire la suite page 5.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,30 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 120 dr. ; Indonésie, 35 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

Alcoolisme, toxicomanie française

Il faut, sans culpabiliser, expliquer et informer

par le professeur JEAN ADES (*)

Si les causes précises de l'alcoolisme demeurent encore mal connues, on sait aujourd'hui que ce comportement, qui est plus qu'une simple « maladie », relève de la concurrence de facteurs multiples d'ordre biologique, génétique, psychologique, psychiatrique et socioculturel. L'importance de ce dernier n'est pas la moindre. Si la France demeure en tête pour ce qui est de la consommation d'alcool par habitant et par an, c'est moins parce qu'elle est un pays producteur de vin que parce qu'y a cours, depuis des siècles, une riche et puissante « mythologie » de l'alcool dont les contenus sont presque tous positifs.

Qu'en est-il de ce que Roland Barthes avait magistralement analysé ? L'alcool est, en France, l'un des facteurs essentiels de la convivialité, et qui ne boit pas se met à l'écart et se trouve, pour le moins, tenu de s'en expliquer. Il est porteur de significations multiples dont les plus importantes sont la force, la virilité (« boire comme un homme »), l'intronisation symbolique au statut d'adulte pour l'adolescent, mais aussi l'insouciance, le plaisir partagé et plus généralement la « fête », aucun des événements importants de la vie ne peut être fêté sans que la consommation d'alcool ne lui confère sa valeur et son lustre.

Ces significations symboliques du vin et de l'alcool en général, profondément inscrites dans la culture, nous sont inculquées dès l'enfance ; elles favorisent les premières consommations, qu'elles sollicitent et renforcent. Bien des alcooliques, tous les praticiens le savent, n'ont commencé à boire que par timidité, inhibition, crainte du refus, incertitude sur leur identité sexuelle, cherchant dans ce geste symbolique un moyen d'être socialement intégré et reconnu, avant même de trouver dans l'alcool l'effet psychotrope qui provoquera l'abus et parfois la dépendance.

A cette pression socioculturelle, renforcée par la littérature, le cinéma, les médias, rien n'est vraiment opposé, et chacun sait à quel point, en France, les propos « anti-alcooliques », d'où qu'ils viennent, sont considérés comme obsolètes, poussiéreux, et sont traditionnellement ridiculisés. Comment accepter dès lors, dans cette lutte déjà trop inégale, l'autorisation de la publicité télévisée pour les boissons alcoolisées, quand on connaît l'impact insidieux de la publicité sur les jeunes. Au contraire de ce que certains pensent, cette publicité fait volontiers la promotion de

boissons peu tirées en alcool, dont les Français se plaisent à nier le caractère alcoolisé. (« La bière, ce n'est pas de l'alcool », nous disent couramment ceux qui en abusent...)

Symboles

La seule et réelle prévention primaire de l'abus d'alcool exige, pour sa partie informative, que soient tenus des propos vrais dénués à la fois d'agressivité et de complaisance. Il y faudrait un certain courage. Sans tomber dans les pièges ridicules et néfastes des consignes de prohibition, l'information publique sur l'alcool, qui doit être la plus possible soulagée de la concurrence redoutable des messages publicitaires, doit se proposer d'altérer quelque peu, comme on l'a fait sans hésiter pour le tabac ou la drogue, les significations symboliques et culturelles trop positives attachées à la consommation d'alcool. Cela passe, au prix d'affrontements difficiles avec de puissants intérêts économiques, par la diffusion de quelques vérités et de messages clairs.

Si l'alcool, consommé modérément, n'est qu'un poison de la cellule nerveuse dont les effets sont heureusement transitoires et réversibles, l'alcoolisme représente, en France, la troisième cause de mortalité et tue, directement ou non, près de soixante-dix mille personnes par an. L'alcoolisme peut être une vraie toxicomanie, largement aussi destructrice et à une plus grande échelle que celles dont les médias répètent à juste titre les dangers. L'abus d'alcool est un facteur cancérogène reconnu, et c'est l'association alcool-tabac qui est,

en France, responsable de la surmortalité masculine. Tout alcool, que dépendant ne peut, enfin, retrouver la santé physique et mentale qu'en consommant définitivement à la consommation de toute boisson alcoolisée, aussi faiblement titrée soit-elle.

Ces informations, qu'il faut diffuser sans terrorisme, sont bien différentes, on le voit, des messages complaisants et incertains des campagnes récemment proposées par le comité d'éducation pour la santé. Le trop célèbre « Un verre ça va ; trois verres, bonjour les dégâts ! » en est un bon exemple. Qu'en on juge : le contenu le plus clair de ce message est permis, puisqu'un verre ça va... De deux verres, rien n'est dit, et ce n'est qu'un troisième verre qui commence à pointer. Mais de quel verre s'agit-il ? D'un verre de quoi ? De quelle taille ? Et ce verre, à quel rythme peut-on le boire ? Est-ce un verre par jour, par heure, de temps à autre ? Quel médecin ne sait que les alcooliques ne boivent les verres qu'à l'unité ? Et puisqu'un verre, ça va... il n'y a guère de raisons de ne pas le prendre, chacun s'arrêtant au troisième pour recommencer au premier.

Tout gouvernement s'honorait et ferait preuve de courage en favorisant, à propos de l'alcoolisme, qui est la vraie toxicomanie des Français, la diffusion de données claires et suffisamment explicites. Qu'on ne se méprenne pas sur nos propos : il n'est nullement question d'interdire à qui-conque de boire de l'alcool, ni de culpabiliser sottement ceux qui l'apprécient, mais d'insister sur les pièges qu'il tend vite à qui en abuse et sur les conséquences de tout ordre de cet abus. Qu'au moins ceux qui informent et traitent leurs patients n'aient pas, avec les messages publicitaires télévisés, un nouvel et redoutable adversaire.

(*) Professeur de psychiatrie à la faculté Richat (Paris) ; membre du conseil d'administration de la Société française d'alcoologie.

FLÉAUX

La « libéralisation » de la publicité télévisée sur certains alcools provoque, dans les milieux médicaux, inquiétude et indignation. Le fléau de l'alcoolisme ne risque-t-il pas d'être aggravé ? Le professeur Jean ADES rappelle que l'alcool est la première drogue nationale et demande qu'on l'explique clairement aux Français. Le docteur Claude Sautier souhaite que, avant de donner des conseils aux pays en proie à la malnutrition, la France se penche sur son propre cas. Nous publions aussi un témoignage, en forme d'appel à la responsabilité des conducteurs, alcooliques ou non, à propos de cet autre fléau : la vitesse.

Hypocrisie

La maladie nutritionnelle de l'Hexagone

par le docteur CLAUDE SAUTIER (*)

Il me paraît nécessaire d'insister sur les aspects alimentaires qui désignent l'alcoolisme comme la plus importante malnutrition française.

La France détient le record mondial de consommation d'alcool par tête d'habitant, avec les conséquences que cela représente pour le nombre de cirrhoses, de maladies neurologiques, de foyers dissociaux ainsi que de blessés et de tués sur les routes. Pourtant nous commençons à être sur une bonne voie avec une diminution de la consommation de vin entre 1960 et 1983. Mais la consommation globale d'alcool est peu modifiée à cause de l'augmentation d'utilisation de la bière et des alcools forts.

Actuellement les jeunes commencent, en moyenne, moins d'alcool que leurs aînés, mais certains ne se rendent pas toujours compte de la quantité d'alcool apportée par la bière. L'autorisation de publicité à la télévision risque d'inciter ceux qui boivent peu ou pas de boissons alcoolisées (notamment parmi les jeunes et les femmes) à en consommer.

Les firmes concernées par ces productions font partie de grands groupes qui savent diversifier leurs activités. Ils sont capables de promouvoir des jus de fruit et d'autres boissons et de choisir les voies bénéfiques à la santé publique pourvu que les gouvernements, dont c'est la responsabilité, les aident en fixant certaines limites.

L'alcoolisme représente, en France, la troisième cause de décès après les maladies cardiovasculaires et les cancers. C'est aussi la première maladie française due à l'alimentation, avant même l'excès calorique et lipidique pouvant mener à la surcharge pondérale et concourir à la fréquence des maladies cardiovasculaires. La consommation d'alcool intervient aussi, par son apport calorique, dans beaucoup de maladies de surcharges qu'elle entretient. Mais celui qui mange trop, par rapport à sa constitution et à son activité physique, ne nuit qu'à lui-même ; celui qui boit trop peut nuire à autrui, sans même s'en être rendu compte, devenir un assassin.

Très justement les Français s'inquiètent des maladies nutritionnelles qui frappent les « pays en développement » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, et généreusement engagent leur temps ou leur argent dans cette nouvelle croisade. Le gouvernement y participe aussi à côté de nombreuses organisations non gouvernementales. Mais que fait-on pour la première malnutrition française, l'alcoolisme ? Assez d'hypocrisie ! Avant d'aller donner des conseils aux autres et de les aider à bien vivre, notoyons chez nous et commençons à essayer de régler nos problèmes nutritionnels.

(*) Membre de la section nutrition et hygiène de vie, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Hôpital Bichat.

TÉMOIGNAGE

Vitesse : « Un bilan de guerre civile »

Nous publions ci-dessous les principaux extraits d'un texte adressé récemment au président de la République ainsi qu'à MM. Chirac, Barre et Rocard, par les parents et la famille de Nathalie Michard, jeune journaliste de FR3 tuée par une moto alors qu'elle traversait une rue.

Voilà trois mois maintenant que notre fille, notre sœur et belle-sœur, notre épouse est morte, à l'âge de vingt-quatre ans, renversée par une moto tandis qu'elle traversait une rue de Paris, un soir, un dimanche.

Une mort parmi les dix mille autres morts sur les routes et dans les rues, parmi les mille cinq cents piétons tués de cette horrible et absurde mort, et à côté des cinquante-six mille blessés à vie. Comment accepter ce carnage, ce bilan de guerre civile ? Ces morts, ces blessés à vie qui entraînent autour de leur martyre un vaste cercle de désespoir ? Comment les endurer sans crier, ces non-sens qui fauchent des hommes et des femmes en pleine santé, des jeunes en plein essor, des enfants pleins de promesses ?

Est-ce parce que tout cela est dilué parmi les cinquante-cinq millions de Français, dont chacun espère inconsciemment que cela n'arrivera qu'à un autre ? Et il est vrai qu'avoir connaissance du nombre annuel de morts sur les routes, ou même apprendre la mort accidentelle d'un ami, ne saurait donner le même choc, oh non ! que de perdre ainsi son propre enfant, sa sœur, sa jeune femme. Hélas, il faut le dire, au rythme actuel chaque famille a des chances rien moins que négligeables d'être à son tour frappée, et même plusieurs fois comme la nôtre, où deux jeunes femmes sont ainsi mortes à vingt-cinq ans de distance.

Conduire et se conduire

Où alors ce silence presque consentant reflète-t-il l'idée qu'il n'y a rien à faire là contre, sauf aménager les carrefours, faire monter en série les ceintures de sécurité, rendre le port du casque obligatoire aux motards (mais les piétons ?), en somme des aménagements plutôt faits pour permettre de rouler aussi vite avec moins de risques, rien qui mette en cause la vitesse elle-même et l'attitude du conducteur au volant. Pourquoi n'est-il jamais rien fait de sérieux, de profond, de constant, sur la manière même de conduire, qui est une manière de se conduire ?

On part en guerre contre la drogue (deux cents morts-suicides par an) tandis qu'on

n'avance que de timides mesures pour contraindre les conducteurs à ne pas se comporter en assassins potentiels (dix mille homicides par an). Les seuls visés par les dernières déclarations des responsables politiques sont les conducteurs en état d'ivresse. Et les autres ? Ceux qui s'enivrent non d'alcool, mais de vitesse, de puissance mécanique arrogante ? N'est-il pas honteux qu'en France on puisse tuer quelqu'un et rentrer tranquillement chez soi sans plus en entendre parler ?

Malgré la prise de conscience qui se dessine actuellement, il y a encore trop de laxisme, comme une acceptation tacite d'une fatalité. « Des accidents, que voulez-vous, ce sont des accidents... » Des bavures du prospectus technique, un tribut inévitable à l'activité de notre société, au dynamisme de ses membres, à notre liberté à tous... C'est bien là ce qui freine la volonté de lutte contre cette guerre civile des routes : elle nous met tous en cause, tandis que la drogue, par exemple, concerne avant tout « les autres ». La brutalité sur les routes, l'excès de vitesse, la prime aux « chevaux sauvages », à la « force pure », cela met en branle des pulsions primaires, que la publicité sait flatter chez nous tous. Alors, devant cette adhésion sociale diffuse, alors sous la pression des lobbies économicistes, la volonté de respect de l'éthique, du respect de l'autre route, la liberté de la jungle progressent.

Il ne faut plus accepter que la France garde, parmi les nations industrialisées, son honteux record de mortalité routière. La bonne marche de l'industrie automobile ne dépend pas du culte de la vitesse — il n'y a qu'à voir les États-Unis. La fierté des hommes peut s'exercer ailleurs que sur les routes aux dépens des autres — il n'y a qu'à voir l'Espagne. Dans ces pays un code plus sévère, plus strictement appliqué par la police, des peines plus lourdes prononcées sans atermoiement par la justice, ont entraîné une modification fondamentale de la manière de conduire. L'éducation, le discours médiatique peuvent faire le reste.

Si nous le voulons tous, nous pouvons sortir de l'infantilisme au volant, de la préhistoire sur les routes, de la jungle dans les rues de Paris.

Ce texte est signé de : André Michard, professeur à l'Université ; Marie-Rose Michard-Pinel, psychologue ; Sylvie Leroy-Michard, architecte ; Rémi Leroy, musicien ; Philippe Michard, médecin ; Marie-Paule Michard-Hebting, documentaliste ; et Jérôme Dauvillier, chercheur.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutas

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPA 705-910 a published daily, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde

c/o Speedpress, 45-46 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A.

P.M.C., 45-46 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

"Le Point, je sais pourquoi je le lis."

Alain Chavallat, Président du groupe Météo-Hemera.

"Dans Le Point, cette semaine,

l'enquête sur les pieds-noirs m'a particulièrement intéressé. J'appartiens moi-même à cette communauté et je sais qu'il y a 25 ans, après le drame qu'a représenté la fin de la guerre d'Algérie, on n'aurait pas pu imaginer un bilan aussi positif, une intégration aussi réussie, notamment dans le Sud de la France.

Autre sujet intéressant dans Le Point : l'avion hypersonique AGV qui mettra Paris à 1 h de New York et à 2 h de Tokyo, avant la fin du siècle.

Et cette semaine encore Le Point analyse bien ce qui bouge, en économie comme en politique, avec l'article sur Jacques Chirac par Alain Duhamel, et le parallèle entre les placements boursiers spéculatifs et ce qui arrive à Volkswagen. Le Point, je sais pourquoi je le lis."

LE POINT

البيان

LIBAN : les menaces contre le preneur de son d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986

Le chef du Hezbollah affirme qu'il est interdit de tuer un otage

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

C'est le lundi 16 mars que, selon un nouveau communiqué de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) parvenu samedi soir au quotidien libanais *Al Nahar*, la « sentence de mort » devrait être prononcée contre Jean-Louis Normandin, dernier membre de l'équipe d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986 toujours détenu au Liban. Prononcée et pas nécessairement exécutée, ce qui pourrait laisser le temps aux éventuels négociateurs d'agir, d'autant que l'OJR semble allonger les délais.

Jedji, l'OJR annonçait, en effet, le « jugement et l'exécution » de Jean-Louis Normandin « dans les quarante-huit heures » si M. Chirac ne clarifiait pas les propos de M. Mitterrand sur les otages et la poursuite de l'aide militaire française à l'Irak. Samedi, l'OJR annonçait tout de suite la fois la condamnation « en justice » de notre confrère et la sanction — « la sentence de mort » — par le chef d'Etat.

Autre élément qui laisse un peu d'espoir : la déclaration, dimanche, de Cheikh Mohammad Hussein Fadallah, considéré comme le guide spirituel du Hezbollah (intégristes chiites pro-iraniens), qui a affirmé, sans jamais mentionner précisément l'OJR, qu'il était « interdit d'enlever ou de tuer une personne innocente, parce qu'on a un compte à régler avec le chef d'Etat » de son pays.

« Il est inadmissible que des innocents soient tués », a souligné Cheikh Fadallah, avant d'ajouter : « Je comprends parfaitement les motivations des ravisseurs, mais si la personne enlevée est innocente, il ne faut pas ajouter un autre crime aux crimes qui ont motivé son enlèvement. Cela dessert notre cause. » La mention de Cheikh Fadallah aux « différends entre deux Etats » fait-elle allusion au contentieux franco-iranien ? On peut le penser.

Ce communiqué de l'OJR — le deuxième en quarante-huit heures — semble en tout cas mettre en cause une nouvelle fois la Syrie. Accusant la France de vouloir « porter un coup à notre lutte sous toutes ses formes et à ses fondements », l'OJR affirme : « Elle ne pourra rien faire ni ses alliés en qui elle a fondé tous ses espoirs. » Déjà, jeudi, l'OJR avait dénoncé l'appui de la France à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest.

Des revendications floues

A quels accords et à quels engagements « non respectés par Paris », l'OJR fait-elle allusion ? Ceci demeure pour l'instant un mystère. Dans son dernier communiqué, l'OJR souligne toutefois qu'elle ne veut ni argent, ni armes, ni projets économiques, et insiste sur le fait qu'elle veut aboutir à une solution politique. Avec qui et sur quelles

bases ? Ce n'est pas la première fois que l'OJR mentionne des « accords » avec le gouvernement français. Déjà, lors de la libération, le 10 novembre dernier, de deux des otages français, MM. Condari et Sotage, l'OJR avait souligné que celle-ci était la conséquence de « promesses du gouvernement français concernant nos exigences qu'il comble bien et qui ont été discutées précédemment avec les Algériens ». L'OJR avait revendiqué l'enlèvement de M. Condari en raison du non-respect par Paris de « promesses données par l'intermédiaire de l'Algérie ».

L'Algérie, qui est intervenue à plusieurs reprises dans des affaires d'otages, s'était portée garante, lors de la libération du directeur du centre culturel français de Tripoli (Liban nord), M. Gilles Sidney Peyrolles, d'une prochaine libération de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) alors emprisonné à Lyon.

Dans le contexte actuel, les engagements et accords non respectés sont-ils une référence à l'affaire Abdallah ? Peut-être, mais rien ne permet de l'affirmer. Tenir plus ou moins au secret par la Syrie, le clan Abdallah s'est-il tourné vers des services français ? On ne peut, pour l'instant, que poser la question.

L'OJR désigne une organisation très mystérieuse qui n'a jamais, contrairement au Dihad islamique, formulé de revendications précises, au moins officiellement. Les points

communs de la quinzaine de communiqués qu'elle a publiés depuis le 14 mars 1986, date à laquelle elle s'est manifestée pour la première fois en revendiquant l'enlèvement de l'équipe d'Antenne 2, sont, dans l'ordre, la dénonciation du « colonialisme français », en particulier au Liban, la collusion de la politique française avec celle des Etats-Unis, la condamnation de la France pour son appui à l'Irak dans la guerre du Golfe. Son idéologie apparaît à la fois de gauche, avec, par exemple, l'exaltation « de la lutte et des victoires des peuples d'Algérie et du Vietnam » — et en même temps islamique.

L'Irak, la Syrie et l'Algérie (comme médiateur) sont les trois pays pratiquement toujours mentionnés par l'OJR. M. Chirac, qui, au lendemain de la libération d'Amel Coma, le 24 décembre dernier, n'avait pas remercié l'Irak, mais en revanche « les responsables palestiniens », s'était attiré une mise au point de l'OJR, précisant que « cette libération est intervenue grâce à la médiation de l'Irak, de la Syrie et, dans une moindre mesure, de l'Algérie ». L'OJR avait en outre dénoncé « la déclaration mensongère de M. Chirac, qui lui fait perdre le crédit qu'a acquis son gouvernement », et stigmatisé M. Ararat.

A relire les communiqués de l'OJR, il semble que, de mars à décembre, cette dernière s'est réagi tout à la fois aux pressions iraniennes et syriennes, avec des

variantes plus ou moins prononcées. Dans plusieurs cas, des intermédiaires palestiniens, jamais mentionnés par l'OJR, ont joué un rôle. Il est vrai que le mouvement palestinien, qui a attiré à une époque des révolutionnaires de tous bords, a sûrement gardé des contacts avec nombre d'entre eux.

Depuis le début de cette année, toutefois, l'OJR semble plus en relation avec l'Irak. Le 17 janvier dernier, comme le Dihad islamique, elle avait mis en garde contre la réunion du cinquième sommet islamique du Koweït, considérant sa tenue comme une « haute trahison au service de l'hégémonie colonialiste des Etats-Unis ».

Le président Assad de Syrie a participé à ce sommet, boycotté, en revanche, par l'Irak.

Le 6 février, mettant les Etats-Unis en garde contre toute agression militaire qui pourrait aboutir à la mort des otages — l'OJR dément deux Américains, MM. Joseph James Cicippio et Edward Austin Tracy, — l'organisation dénonçait la venue en France du ministre d'Etat irakien chargé des affaires militaires, L'OJR rappelait la « nécessité de traiter l'affaire des otages d'une manière sérieuse et responsable », poursuivant, sans nommer Paris : « En recevant un certain ministre et en livrant des armes à son pays, un Etat risque de transformer très rapidement sa politique réticente dans l'affaire des otages en tragédie ».

Le communiqué du 12 mars est intervenu après des propos de M. Mitterrand favorables à l'intervention syrienne à Beyrouth-Ouest et réaffirmant la politique française de vente d'armes à l'Irak. Deux observations qui ne peuvent que heurter Téhéran et ses alliés au Liban. Ce « rapprochement » OJR-Irak est, d'autre part, intervenu à un moment où les relations syro-iraniennes traversent, pour le moins, une phase difficile et alors que Paris, déçu des résultats immédiats de ses négociations avec l'Irak, semble jouer de nouveau Damas.

La tentative de l'OJR d'opposer MM. Mitterrand et Chirac à, en tous les cas, été reprise dimanche par le quotidien iranien *Ressalat*, qui souligne que le premier ministre, au contraire du chef de l'Etat « pro-irakien », est partisan d'un rapprochement avec l'Irak. Le journal laisse ainsi, contrairement à l'OJR, la porte ouverte à la poursuite du dialogue franco-iranien. Peut-être un autre signe.

Quoi qu'il en soit, l'OJR n'a jamais caché son véritable jeu, puisqu'elle déclarait le 23 décembre : « La prise d'otages français et américains n'est pas une constante de notre politique mais nous l'avons utilisée comme moyen de pression sur certains gouvernements. » On ne saurait mieux dire. En annonçant pour la première fois une « sentence de mort » contre un de ses otages, l'OJR a incontestablement fait monter les enchères.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le communiqué de l'OJR

« Normandin a été traduit en justice... »

Voici le texte intégral du communiqué manuscrit de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) parvenu samedi soir 14 mars au quotidien libanais indépendant *Al Nahar*, accompagné d'un cliché instantané en couleur de Jean-Louis Normandin :

« L'OJR poursuit partout sa lutte, avec fermeté et détermination, contre la présence impérialiste française sous ses aspects les plus détestables, ses aspects les plus institutionnels. Conformément à nos principes, d'abord, nos dialogues et recherches d'entente, puis nous livrons la guerre, avec audace et courage, si cette première politique s'avère vaine. Lorsque nous dialoguons et proposons la paix et la sécurité, nous assumons nos responsabilités, et, quand nous menons la guerre, elle est sans répit et sans concessions, quel qu'il en coûte. »

« En clair, les chances de dialogue et de paix sont terminées, car l'autre partie [la France] a déclaré la guerre à la raison et à la civilisation. Dès le départ, nous savions que les bases du dialogue n'existaient pas, et jamais nous n'avons discuté ou fait confiance au gouvernement français. »

« Nous avons appelé [le gouvernement français] à la discussion objective, pondérée et logique, mais celui-ci s'est tantôt abaissé à proposer d'échanger des otages contre de l'argent, des armes ou des projets économiques, industriels ou autres, et a tantôt demandé que nous libérions un otage, de temps à autre, pour ne pas être gêné dans sa propagande et pour renforcer sa politique sur le plan intérieur. »

« Nous avons refusé de troquer nos otages et insisté pour aboutir à une solution politique. Lors des discussions, il a fallu surmonter le complexe des Français perdus dans leurs rêves, et du temps a été gaspillé pour secourir chaque fois les responsables français perdus dans leurs

songes et leur imagination. Les négociations ont progressé, et nous sommes parvenus à des accords et à des engagements qui avaient commencé à être appliqués. Malheureusement, ils continuent de révéler que la France est une grande puissance et qu'elle peut poursuivre sa ténacité sur ses anciennes colonies. »

« Le temps du colonialisme est terminé. Nous sommes avvertis, et la France doit accepter d'être un Etat comme un autre et de ne plus s'ingérer dans les affaires des Etats. »

« Levons la main. Cessez vos crimes contre le Tchad, l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le Liban, l'Irak, la Palestine et d'autres. »

« En conclusion, après que l'autre partie [la France] a rompu les accords et n'a pas respecté ses engagements, et en persistant à qualifier de terrorisme la justice et en voulant porter un coup à notre lutte sous toutes ses formes et à ses fondements, elle ne pourra rien faire ni ses alliés, en qui elle a fondé tous ses espoirs. »

« Qu'ils [les responsables français] continuent avec leur imagination débridée et qu'ils poursuivent leurs rêves, l'important est que nous ne les laissons plus trouver le sommeil et [que] nous ne les laissons plus de accuser sur un village. »

« Enfin, en raison du non-éclatement des propos [du président français, François Mitterrand] et de la déclaration de guerre, Normandin a été traduit en justice, et la sentence révolutionnaire et juste de l'exécutif sera prononcée à l'issue de son procès, dans les prochaines quarante-huit heures. »

Le communiqué, qui commence par « Au nom du Aziz al Jabbar » (deux des quatre-vingt-neuf qualifiés de Dieu), se termine par l'expression : « Victoire aux opprimés. Gloire et immortalité aux martyrs ». — (AFP.)

Le gouvernement français défend sa politique

Le gouvernement français a lancé un appel à la clémence à l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui a menacé de prononcer, le lundi soir 16 mars « une sentence de mort » à l'encontre de Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 enlevé le 8 mars 1986, à Beyrouth. Samedi soir, alors qu'expirait un premier ultimatum, l'OJR faisait parvenir un communiqué au journal *Al Nahar*, accompagné d'une photo de Jean-Louis Normandin (voir encadré).

Depuis jeudi dernier, l'OJR entend obtenir de M. Chirac qu'il désavoue le chef de l'Etat. Si la France n'était pas l'ennemi de l'Irak, elle continuerait à fournir des armes à l'Irak en vertu d'un accord de 1976 et qu'elle n'entendait pas « traiter avec le terrorisme », et, en particulier, « renoncer à de justes peines (allusion à l'affaire Abdallah), mais sévères soient-elles », dans l'espoir d'un quelconque « marchandage ».

Devant cette volonté de l'OJR de jouer sur les difficultés de la cohabitation, l'Elysée et Matignon avaient fait savoir qu'il n'était « pas question de se précipiter pour répondre à une organisation de ce type ». Cette fois, face au nouvel ultimatum de l'OJR, le gouvernement a décidé de répondre. Peu après avoir connaissance du document transmis au *Nahar*, le ministère des affaires étrangères publiait un communiqué pour appeler les ravisseurs de Jean-Louis Normandin à « épargner la vie » d'un otage qui n'est « aucunement impliqué dans les événements du Proche-Orient ».

« Le gouvernement français, poursuit le communiqué, s'abstient d'interprétations données par l'OJR de la politique menée au Proche-Orient par le gouvernement français depuis onze mois. Cette politique est bien connue : elle vise au respect des droits et de la justice pour les peuples et les Etats de la région. » Notre pays, souligne encore le Quai d'Orsay, s'attache à nouer et à entretenir avec ces Etats des relations aussi bonnes que possible en tenant compte notamment de leurs responsabilités. Il entend en particulier poursuivre avec l'Irak le processus engagé il y a onze mois et dont il attend des conséquences positives à divers égards. »

Il s'agit là d'une allusion aux négociations entre Paris et Téhéran sur le contentieux financier entre les deux pays. Son règlement conditionne toute normalisation des relations bilatérales, dont on espère à Paris qu'elle facilitera la libération des otages.

● FRANCE-ARABIE SAOUDITE : coopération policière. — L'Arabie saoudite et la France ont renouvelé, le samedi 14 mars à Ryad, un accord de coopération en matière de sécurité signé en 1980. Le document a été ratifié par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et par son homologue saoudien, le prince Nayef Ben Abdel Aziz. L'accord prévoit l'équipement des forces de l'ordre saoudiennes en armes françaises et leur formation par des experts français. — (AFP.)

Dimanche, des responsables de l'Elysée, de Matignon et du Quai d'Orsay se sont réunis pour faire le point, tout en observant un mutisme total sur les contacts qui auraient eu lieu avec Téhéran, Damas et Beyrouth à la suite du nouvel ultimatum de l'OJR.

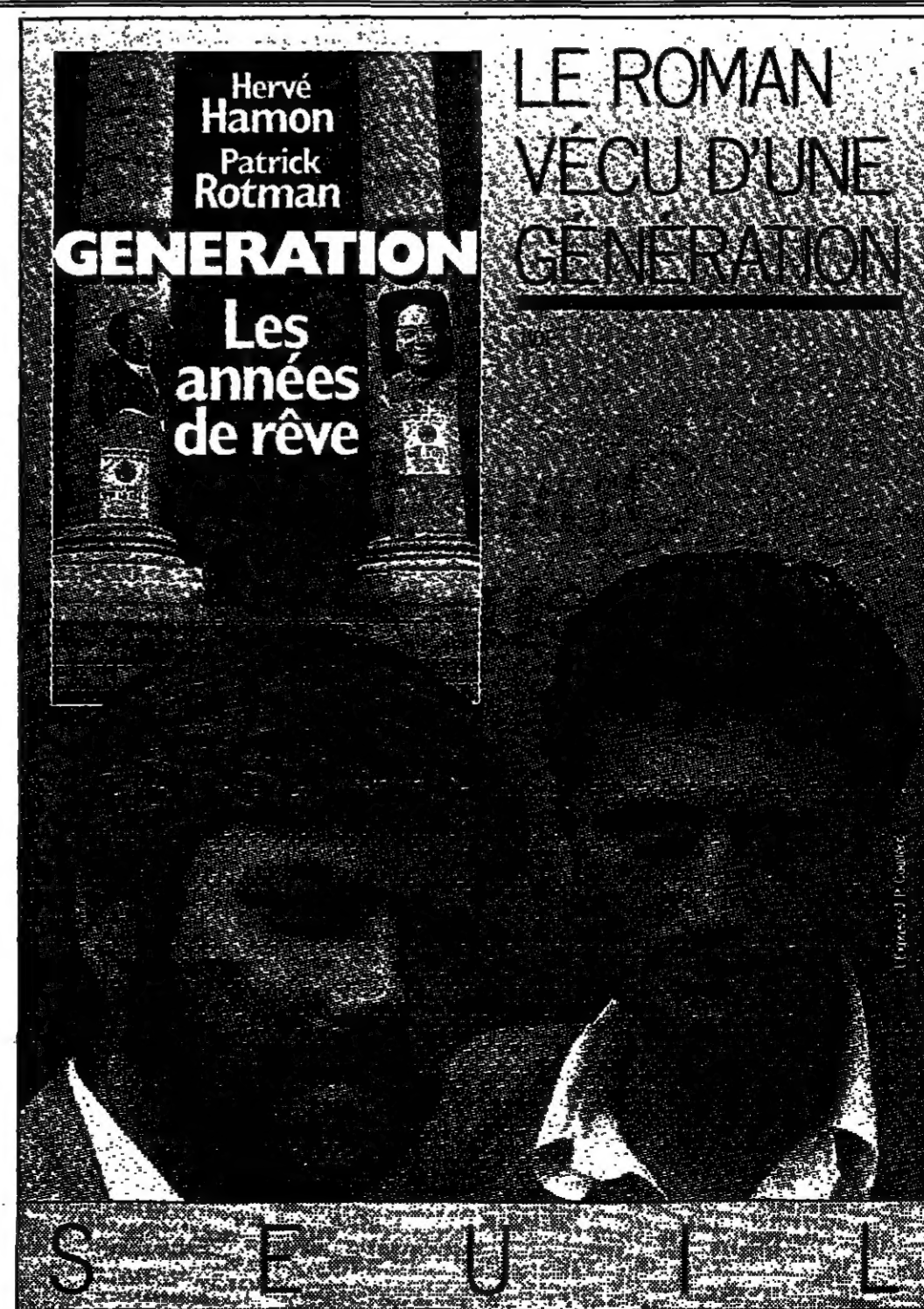
Celui-ci a suscité des réactions indignées en France, à commencer par celle de M. Mitterrand, qui, en visite dans la Nièvre, a évoqué « ce sujet très douloureux qui nous rassemble tous ». Les parents de Jean-Louis Normandin ont, pour leur part, adressé leurs remerciements au dignitaire chiite libanais, Cheikh Fadallah (guide spirituel des intégristes chiites pro-iraniens), qui a exhorté l'OJR à ne pas mettre à exé-

cution ses menaces. « L'écoute de votre message, dont la teneur nous a profondément touchés, disent les parents du technicien d'Antenne 2, montre que la voie de la compréhension et de la paix reste ouverte aux hommes de bonne volonté. Merci Cheikh Fadallah. Que le sang cesse de couler et que la paix revienne au Liban. »

Un des compagnons de Jean-Louis Normandin, le journaliste Philippe Rochot, enlevé, lui aussi, le 8 mars 1986, puis libéré le 21 juin, a, en revanche, déclaré qu'il avait été « choqué » par la déclaration faite mardi dernier par M. Mitterrand : « Dans le climat actuel, elle n'était pas nécessaire », a-t-il notamment indiqué.

Pour le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, « il faut d'abord penser à Jean-Louis Normandin, se préoccuper de son intégrité et en même temps pour les autorités, réagir comme un Etat (...), laisser entendre à ceux qui le détiennent que, s'ils le détiennent et s'il est vivant, eux-mêmes sont d'une certaine façon protégés ». Autre personnalité socialiste, M. Jean-Pierre Chevènement, le député de Belfort, a estimé que « s'il arrivait quelque chose à Jean-Louis Normandin la responsabilité en incomberait au gouvernement iranien ».

Enfin, M. Simone Veil, l'ancien président du Parlement européen, a jugé « particulièrement décevante » le chantage de l'OJR et assuré que MM. Chirac et Mitterrand « étaient totalement solidaires dans cette affaire ».



GUERRE DU GOLFE : selon le « Washington Post »

L'armée iranienne occupe les hauteurs de Gerdmand sur le front nord

Un groupe de journalistes étrangers a pu visiter récemment les hauteurs de Gerdmand, au Kurdistan irakien, occupées par les troupes iraniennes depuis l'offensive Karbala 7. Selon l'envoyé spécial du *Washington Post*, les Iraniens ont occupé un territoire de 20 kilomètres.

● M. Jimmy Carter au Proche-Orient. — L'ancien président Jimmy Carter est parti, le dimanche 5 mars, pour le Proche-Orient, où il pourrait, selon certaines sources, transmettre à la Syrie une requête de l'administration Reagan relative aux otages américains du Liban. — (Reuters.)

ses cartes entièrement recouvert de neige et dont l'importance stratégique est difficile à évaluer. Les militaires iraniens ont cependant qualifié le « promontoire de Gerdmand » de « position-clé » contrôlant une vallée irakienne ainsi que la route vers Rawandouz, qui se trouve désormais à la portée de l'artillerie iranienne. Les hauteurs de Gerdmand pourraient ainsi constituer un tremplin pour une future attaque contre les champs et installations pétrolières de Kirkouk, situés à une centaine de kilomètres au sud de Rawandouz.

QUAND ON DISTRIBUE LA QUALITÉ, ON NE PEUT PAS FAIRE N'IMPORTE QUOI!

Ce qu'il faut c'est s'attaquer
aux vrais problèmes :
combattre les déceptions
des consommateurs,
et lutter pour la satisfaction
de ses clients.

Le véritable combat de CASINO
c'est se battre tous les jours
pour la qualité des produits,
le choix, la fraîcheur,
la propreté, l'accueil,
les prix bien sûr...

Quand on distribue la qualité,
seule compte la satisfaction
de ses clients

Casino

Amériques

Le Brésil de M. Sarney en proie à la déconvenue

(Suite de la première page.)

C'est contre l'inflation que le gouvernement Sarney a essayé son échec le plus grave. Le tort du président est sans doute d'avoir fait du programme de stabilisation lancé l'an dernier, le « plan Cruzado », une panacée : non seulement les prix devaient se maintenir grâce au blocage (l'objectif était même l'inflation zéro), mais l'appareil de production devait marcher à toute vapeur et la richesse commencer à être redistribuée conformément aux préoccupations sociales du jour.

La déconvenue a été aussi grande que les espoirs suscités par le plan. Après avoir dû lâcher les prix et fait prendre à l'économie un régime de croisière, le gouvernement doit maintenant se battre sur le front extérieur : le moratoire sur les intérêts de la dette extérieure décrété le 20 février pour stopper l'hémorragie de devises due au « plan Cruzado », l'oblige à livrer une dure bataille avec les créanciers dont l'issue est incertaine.

L'échec de la réforme agraire

Autre échec dont on parle moins, mais qui touche le président au point sensible : celui de la réforme rurale. Les redistributions de terres, commencées l'an

dernier, se font à un rythme déclinant au vu des objectifs proclamés et des besoins de la population agricole. En 1986, elles n'ont bénéficié qu'à 10 % des familles initialement prévues, si l'on en croit les chiffres officiels. Selon un institut privé d'études économiques, l'IBASE, la proportion réelle serait de 2 %.

Sans réforme agraire et avec une inflation qui reprend aux consommateurs les gains de pouvoir d'achat conquis pendant neuf mois grâce au blocage des prix, la redistribution des richesses reste un vœu pieux, d'autant qu'aucune réforme fiscale n'a été entreprise pour corriger les écarts énormes de revenus.

M. Sarney se présente néanmoins devant l'opinion comme le « président des pauvres », l'apôtre de la justice sociale. Oubliant son engagement initial de modestie, il ne cesse de se féliciter lui-même pour son « courage », allant jusqu'à dire qu'aucun chef d'Etat brésilien n'avait été aussi intrépide que lui - « Moi qui ai eu le courage de lever le drapeau de la réforme agraire », dit-il. Ainsi réduit à proclamer les réformes au lieu de les faire - et le « plan Cruzado » n'a pas été une exception - M. Sarney prêche le flanc à ceux qui l'accusent de « vendre des illusions ».

Popularité au plus bas, discrédit dans les milieux économiques en raison des zig-zags de la politique gouvernementale, réticences croissantes des créanciers étrangers, surtout depuis le moratoire - à ces divers handicaps le président Sarney en ajoute un autre : il ne bénéficie pas d'une véritable base politique, comme le prouvent ses escarmouches continues avec le PMDB.

Guérilla parlementaire

Depuis l'installation, le 1^{er} février, de l'Assemblée constituante (formée des mêmes parlementaires qui composent les deux Chambres législatives ordinaires), le président a dû affronter la foudre d'une minorité de ce parti qui voulait donner aux constituants le pouvoir de révoquer certaines dispositions législatives en vigueur, jugées « scélérates » parce que imprégnées de l'autoritarisme antérieur.

Si l'Assemblée constituante s'était attribué une telle possibilité, M. Sarney aurait été menacé dans certaines de ses prérogatives et dans la durée de son mandat. La guérilla parlementaire a duré un mois et s'est terminée par un maintien du statu quo. Rien ne changera avant qu'une nouvelle Constitution soit élaborée, en pri-

cipe à la fin de cette année. La durée de l'actuel mandat présidentiel - six ans, une nouveauté dans l'histoire de la République - pourra alors être remise en cause. Les amis conservateurs de M. Sarney font campagne pour qu'il n'en soit rien, mais ils ne soulèvent pas l'enthousiasme, étant données les piètres performances du président.

En revanche, les partisans d'un mandat réduit, voire d'une élection présidentielle dès l'an prochain, cette fois au suffrage direct, risquent d'avoir le vent en poupe si M. Sarney continue de briller aussi peu à la direction de l'Etat.

Parmi les gouverneurs qui ont pris leurs fonctions dimanche, deux peuvent peser sur le sort de la Nouvelle République, bien que leurs Etats ne soient pas économiquement les plus importants. Il s'agit de M. Miguel Arraes, dans le Pernambouc, et de M. Waldir Pires à Bahia.

M. Arraes est une personnalité historique de la gauche brésilienne. Il était gouverneur du Pernambouc depuis un an lorsque survint le putsch de 1964. Engagé dans la lutte en faveur des travailleurs agricoles dans une région dominée par les oligarchies traditionnelles, allié aux secteurs progressistes de l'Eglise et au PC, il fut arrêté, emprisonné par les putschistes avant de prendre le chemin de l'exil. Vingt-trois ans après, il retrouve le Nordeste là où il l'avait laissé : les problèmes sociaux sont les mêmes. Souvent ils se sont aggravés. C'est le rapport global des forces qui a changé, et qui peut cette fois l'aider à mener les réformes promises jusqu'au bout.

Le charme de M. Pires

M. Waldir Pires est aussi un revenant du régime renversé en 1964, puisqu'il était un proche collaborateur du président de l'époque, João Goulart. Ancré solidement à la gauche du PMDB, il allie à la force de conviction un grand charme personnel, ce qui lui vaut une popularité croissante. Habile, compétent - il l'a prouvé pendant un an comme ministre de la sécurité sociale - il est, à soixante ans, l'une des étoiles montantes de la Nouvelle République, venant progressiste.

A São Paulo, l'Etat le plus peuplé et le plus riche de la fédération, le gouverneur sortant, M. Franco Montoro, cède la place à celui qui a été son vice-gouverneur pendant quatre ans, M. Orestes Quercia. Aspirant à la succession présidentielle, M. Montoro pourra se prévaloir le moment venu d'une des gestions les plus efficaces et les plus honnêtes que São Paulo ait jamais eues. Fuyant le spectaculaire, il a multiplié les travaux modestes certes, mais utiles, pour améliorer le réseau scolaire, sanitaire, vic-

nal, d'une des régions industrielles les plus problématiques du continent.

On ne peut pas en dire autant de Rio-de-Janeiro, où M. Leonel Brizola ne présente, au moment du départ, qu'une seule réalisation notable, les centres d'éducation intégrale, écoles qui donnent une assistance complète aux enfants. Encore les quelques centaines de bâtiments construits ou mis en chantier ne bénéficient-ils qu'à une minorité de la population scolaire. Quelques efforts d'urbanisation ont été faits aussi dans les bidonvilles. Ailleurs, la situation a plutôt empiré. Services publics déficients, quartiers entiers aban-

donnés, insécurité croissante, tel est l'héritage laissé par celui qui, à la tête du PDT (Parti démocratique travailliste), se présente comme le principal adversaire de M. Sarney et le candidat le plus voyant à sa succession.

Ayant compromis son administration avec le « milieu », subordonné les intérêts de ses administrés à ses ambitions personnelles, M. Brizola cède le poste à son rival local, M. Moreira Franco, du PMDB, à qui il ne sera pas difficile de faire mieux que son prédécesseur.

CHARLES VANHECKE.

CANADA : le rapport de la commission Deschenes

D'éventuels procès contre d'anciens nazis ne concerneront qu'un nombre limité de personnes

MONTRÉAL
de notre correspondant

Le ministre canadien de la justice, M. Ray Hnatyshyn, a annoncé, le jeudi 12 mars à Ottawa que le code criminel canadien inclura bientôt les notions de crime de guerre et de crime contre l'humanité. Cette réforme devrait permettre la comparution devant les tribunaux d'anciens nazis vivant au Canada.

Ces éventuels procès ne pourront vraisemblablement concerner qu'un nombre limité de personnes, à en juger par les conclusions de la commission royale d'enquête, constituée en février 1985.

Dans la partie publique de son rapport, expurgée de toute indication relative à l'identité ou à l'origine des suspects, la commission, présidée par le juge Jules Deschenes, estime qu'elle dispose de preuves suffisamment sérieuses à l'encontre de 20 personnes, qui devraient, selon elle, être immédiatement déshabillées de leur nationalité canadienne et poursuivies ou extraditées. Elle suggère par ailleurs un complément d'enquête dans 218 autres cas. Sur les 936 dossiers ouverts à partir des renseignements fournis notamment par les organisations juives, 698 ont été rejetés faute de preuves ou parce que les suspects étaient décédés, avaient quitté le

Canada ou n'y avaient jamais résidé. Ainsi, Joseph Mengele, le « médecin fou » d'Auschwitz, n'a pas séjourné au Canada et n'a même jamais cherché à y être admis, assure la commission.

Pour le juge Deschenes, les Ukrainiens enrôlés dans les quatorze divisions de Waffen-SS pendant la guerre - la commission en a identifié 16 au Canada, alors que le Centre Simon-Wiesenthal affirme qu'ils seraient plus de 200 - ne peuvent être considérés comme suspects.

Pas de « chasse aux sorcières »

La commission oppose un démenti catégorique à ceux qui soupçonnent les gouvernements canadiens d'avoir sciemment accueilli et protégé au début de la guerre froide d'anciens nazis qui auraient fourni aux services secrets occidentaux des renseignements sur les pays communistes. Elle considère en outre que les fonctionnaires qui ont détruit en 1982 et 1983 plus de cent quatre-vingt mille dossiers d'immigrants n'étaient animés d'aucune intention coupable.

Dénoncée à l'avance le mois dernier par une dizaine d'associations de Canadiens originaires d'Europe de l'Est, qui craignaient une

« chasse aux sorcières », la création d'un organisme comparable au Bureau des enquêtes spéciales du département américain de la justice a été écartée par le juge Deschenes. Il a, en revanche, recommandé au gouvernement canadien, outre l'amendement du code pénal, d'appliquer avec plus de conviction les traités d'extradition signés avec la Hongrie et Israël notamment. L'ancien adjudant-chef SS Helmut Rauca, responsable de la mort de plus de 11 500 Lituanais, est le seul nazi que le Canada ait accepté d'extrader en 1983 (vers l'Allemagne fédérale, où il est mort six mois après son retour).

M. Hnatyshyn a toutefois exclu la signature de nouveaux traités (avec l'URSS en particulier) ou la modification de ceux existant. « La question des criminels nazis sera traitée, que possible traitée au Canada en conformité avec nos règles de droit », a-t-il déclaré, rassurant ainsi les communautés d'Europe de l'Est.

Le Congrès juif canadien, le Centre Simon-Wiesenthal, ainsi que les autres organisations juives ont pris acte des mesures annoncées tout en souhaitant qu'elles se traduisent dans les faits sans nouveau délai, pour que le Canada ne puisse plus apparaître comme un « havre de paix » pour les criminels de guerre.

MARTINE JACOT.

Université Paris-Nord

I.U.T. de VILLETANEUSE
FORMATION CONTINUE

STAGES à temps complet sur un an ou à temps partiel sur plusieurs années, selon les cas, ouverts aux salariés ou aux demandeurs d'emploi

Sessions de 1987-1988

D.U.T. INFORMATIQUE

D.U.T. GESTION - Option Personnel

D.U.T. GESTION - Option Gestion appliquée aux petites et moyennes organisations

D.U.T. CARRIÈRES JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE SPÉCIALISATION : INFORMATIQUE - ÉDUCATION - COMMUNICATION

FORMATION DE SPÉCIALISTES EN BASES DE DONNÉES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le Conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion du congé individuel de formation ou par un contrat de qualification.

RENSEIGNEMENTS :

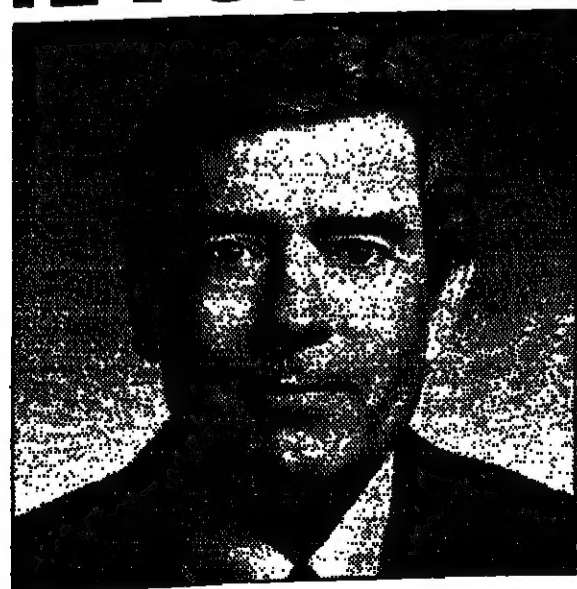
CENTRE DE FORMATION CONTINUE
I.U.T. de VILLETANEUSE

av. J.-B.-Clément, 93430 VILLETANEUSE

Tél. : 48-21-61-70, poste 4840/48-26-90-48

- EN CLAIR - 7 - 7 30 - CBS NEWS - L'ACTUALITÉ AMÉRICAINE - EN CLAIR

IL VOUS DIT "GOOD EVENING" LE MATIN, C'EST NORMAL !



Tous les matins sur Canal+ si Dan Rather, le célèbre journaliste américain, vous dit "good evening", c'est normal. Tous les matins du lundi au vendredi, en clair, entre 7 h et 7 h 30, Canal+ retransmet CBS NEWS, les actualités américaines telles qu'elles sont vécues 5 heures avant à New York. CBS NEWS, le journal le plus regardé des États-Unis, retransmis à la télévision française, en version originale sous-titrée, c'est une exclusivité Canal+. Pour tester votre anglais et gagner de nombreux cadeaux, tapez 3615 sur minitel code C Plus.

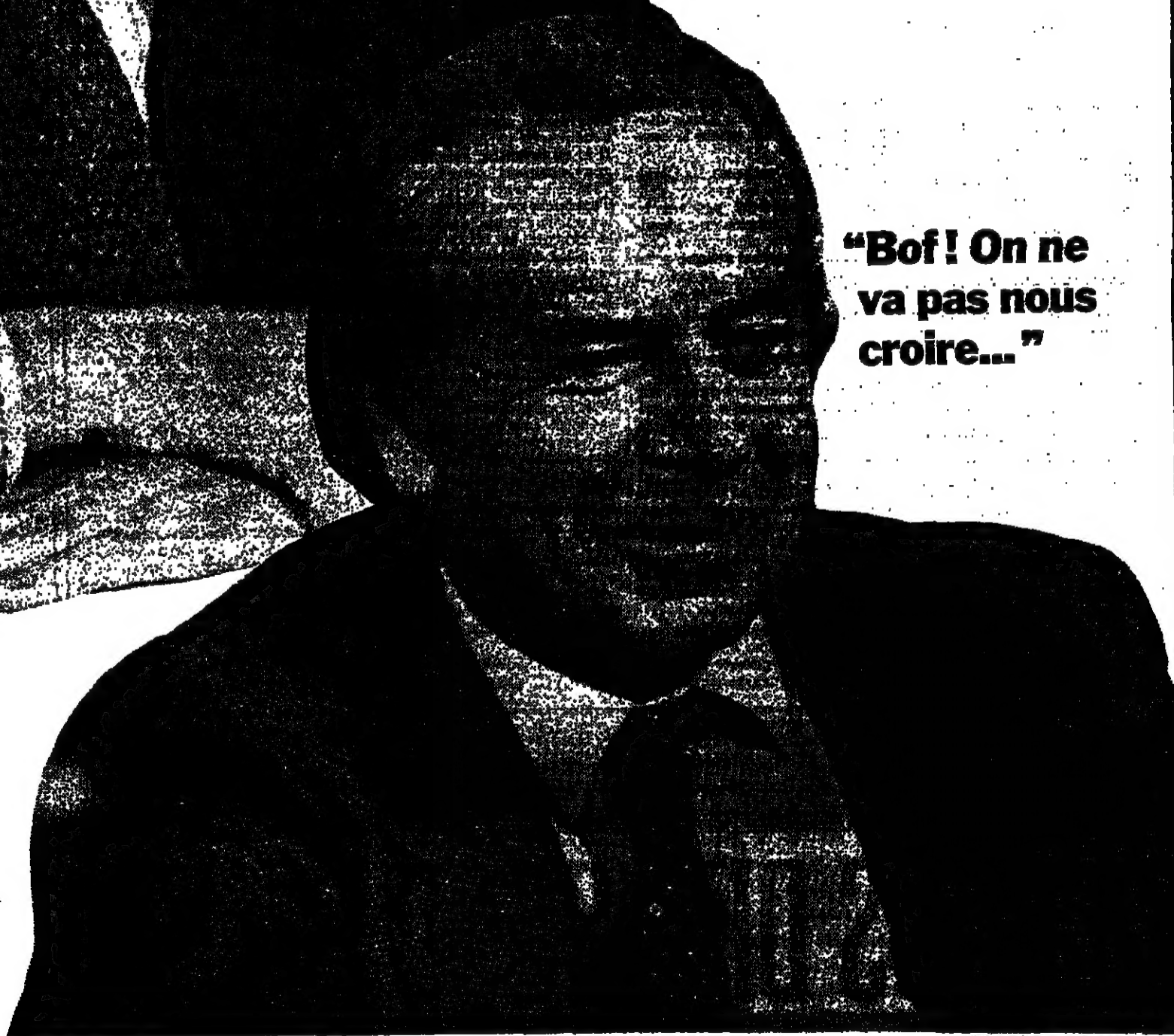
CANAL+

LA TÊLE PAS COMME LES AUTRES



Jean-Pierre REY

**“ Nous sommes les premiers sur Paris.
Vite ! Il faut le dire à tout le monde.”**



Louis MONIER

**“Bof ! On ne
va pas nous
croire...”**

Les chiffres sont les chiffres. Et depuis le début de l'année le **Nouvel Observateur** se classe bon premier des News Magazines pour les ventes sur Paris devant le Point, l'Événement du Jeudi et l'Express. Est-ce vraiment surprenant lorsqu'on sait que le **Nouvel Observateur** progresse très rapidement depuis quelque temps et que le classement OJD France entière de 1985 nous donnait seconds derrière l'Express mais devant le Point et l'Événement du Jeudi.

le nouvel
Observateur

مركز الأبحاث

Afrique

MAROC

Consensus pour la « défense des provinces du sud »

YABAT
de notre envoyé spécial

Le regain de tension entre le Maroc et l'Algérie, rangée aux côtés du Polisario, ne se manifeste pas seulement sur le plan militaire (le 13 mars). Les accusations du voisin selon lesquelles le ministre de l'intérieur, M. Driss Baï, aurait tenté de faire assassiner le numéro un du mouvement algérien, M. Mohamed Abdelaziz, ont considérablement échauffé les milieux politiques comme un événement inquiétant.

Il est particulièrement « insensé », dit-on à Rabat, de mettre en cause un responsable qui a rencontré récemment, à plusieurs reprises, les plus hauts dirigeants algériens en 1984 et 1985, à un moment où un dialogue s'était noué. M. Baï a eu un entretien avec le ministre algérien des affaires étrangères, il y a quelques semaines à l'occasion d'une conférence urbane, mais ses contacts en tête à tête ont cessé voici un an et demi.

L'homme de confiance du roi Hassan II estime que chercher à se disculper, « ce serait entrer dans le jeu de l'adversaire ». Il nous a cependant fait observer que celui-ci « lui prête décidément un bien grand pouvoir en affirmant qu'il est en mesure d'introduire ses agents jusque sous la tente du chef du Polisario ». Il affirme ironiquement ne pas avoir de « mobile » : « M. Abdelaziz est né à Marrakech en 1947 et a fait ses études dans le nord du Maroc. Si un référendum d'autodétermination avait lieu, il ne remplirait aucune des conditions nécessaires pour avoir le droit de vote. Si des gens ont intérêt à se débarrasser de lui, ce n'est certainement pas nous. »

Le ministre de l'intérieur se défend de la dénonciation portée contre lui ne sont pas un prétexte à des actions terroristes dans son pays si l'a pris les mesures de nature à prévenir cette menace. En 1985, douze personnes avaient été arrêtées pour avoir introduit au Maroc des explosifs et des armes qui leur auraient été fournies par la sécurité militaire algérienne.

On affirme, d'autre part, à Rabat que la découverte du « complot » contre M. Abdelaziz et les arrestations qui l'ont suivie sont liées à des querelles et à des défections au sein du Polisario. Les autorités nous ont

fait rencontrer un notable d'origine sahraoui en relation avec d'autres notables vivant en Mauritanie et « bien informés de ce qui se passe près de chez eux ». Selon ses dires, des combats ont opposé, fin février, dans les camps sahraouis de la région de Tindouf, des membres de la tribu de Sharg à ceux de la tribu du Sahel.

Les accusations algériennes suscitent de vives réactions dans la presse marocaine, notamment dans le quotidien de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), *Al Ihtihad*. *Al Ihtihad*, dont le correspondant à Paris est présenté comme un membre du complot organisé par M. Baï. Pour sa part, l'*Opinion*, organe de l'Union socialiste des forces populaires, publie une série d'articles intitulée « Alger à la recherche d'un conflit ouvert avec le Maroc ».

Sursaut à gauche

L'unionnisme de la presse reflète le consensus des partis pour la « défense des provinces du sud ». Chaque année, les députés de l'opposition votent sans discussion le budget de la défense. S'il y avait de fausses notes dans cette union sacrée, ce serait plutôt à gauche.

Chef de l'USFP, M. Abdelrahman Bouabid appartient à la génération politique qui était aux affaires pendant la guerre d'indépendance chez le voisin. Ces hommes trouvent l'Algérie « bien ingrate de soutenir les sécessionnistes du Sud alors que nous l'avons aidée à combattre jusqu'au bout pour obtenir l'indépendance avec le Sahara dont de Gaulle voulait la privation à son époque ». S'agissant du présent, M. Bouabid est hostile à une stratégie qui « laisse l'initiative au Polisario », celle d'attaquer le « mur » à l'ouest. « Je comprends, nous a-t-il dit, que le roi Hassan II ne veuille pas se lancer dans une aventure, mais je préconise des raids limités par les bases de départ du Polisario. Cela obligerait le peuple algérien à prendre conscience des responsabilités de ses dirigeants. »

Ces propos ne peuvent déplaire véritablement au Palais, dans la mesure où ils montrent à l'Algérie socialiste les sentiments de la gauche marocaine sur la question du Sahara. De même, *Al Bayane*, l'organe du Parti du progrès et du

socialisme (communiste), peut-il publier des informations économiques et sociales gênantes pour le pouvoir parce qu'il n'est jamais en reste dans la dénonciation du FLN et de ses « mercenaires ».

L'appel à la fermeté est d'autant plus facile que le coût humain de la guerre est minime et peu ressenti par la population. En principe, le service militaire est obligatoire, mais, faute de moyens d'instruction, tous les jeunes gens ne sont pas enrégimentés. Ceux qui vont dans le Sud sont des engagés volontaires, pour une période d'un mois à quatre ans. Le Polisario, sur les ondes algériennes, diffuse à longueur d'année des communiqués de guerre non crédibles, avec des bilans manifestement exagérés. Aussi, quand d'urgence il marque véritablement un point, comme ce fut le cas lors de l'offensive du 25 février, peu de gens en ont véritablement conscience.

« Le mur est loin et la défense est l'affaire des militaires payés pour ça », dit une population qui peut se rendre librement et en toute sécurité dans les principales villes du Sud — El Ayoun, Dakhla — des services quotidiennement par des vols sur lesquels les touristes étrangers commencent à se mêler aux permissionnaires.

JEAN DELA GUÉRIÈRE.

● **TCHAD : Capture d'un pilote libyen.** — Selon un communiqué militaire publié le dimanche 15 mars à Ndjamena, la défense anti-aérienne tchadienne a abattu, la veille, un avion libyen de type Mercedès dans la région de Fada. Le pilote a été capturé. — (Rabat.)

La visite de M. Chirac au Cameroun et au Sénégal

Yaoundé et Dakar approuvent sans réserve le soutien militaire de la France au Tchad

DAKAR
de notre envoyé spécial

Les visites officielles sont un exercice de style. La « manière », la forme, semblent parfois l'emporter sur le fond. En Afrique française, un chef de gouvernement français se doit d'abord de réaffirmer des relations d'amitié issues d'une longue histoire commune et qui, selon M. Jacques Chirac, sont devenues des liens « familiaux ». En effet, le samedi 14 mars, une visite de six heures à Yaoundé, suivie d'une visite d'une heure à Dakar, le premier ministre a parfaitement réussi cette « figure imposée ». Il était d'ailleurs temps. Les autorités camerounaises, et plus encore celles du Sénégal, avaient fait part de leur « déception » : comment, depuis son arrivée à Matignon, M. Chirac n'avait-il pas trouvé le temps de sacrifier au « culte de la famille » en se rendant à Yaoundé et à Dakar ?

Le mardi, on estimait, à Yaoundé comme à Dakar, que tout était rentré dans l'ordre. M. Chirac a su multiplier les démonstrations d'amitié. Il n'est pas venu les mains vides : l'aide française au Cameroun augmentera de 12 % à 15 % en 1987 et les crédits du F.A.C. (Fonds d'aide et de coopération) au Sénégal progresseront, selon les membres de la délégation française, de 43 % cette année. L'« intendance » étant ainsi assurée, restait tout le champ des relations politiques et diplomatiques. Dans ce domaine, M. Chirac a pu réaffirmer la parfaite identité de vues entre Paris, d'une part,

Yaoundé et Dakar, d'autre part. A propos du Tchad notamment, les présidents Biya et Diouf approuvent sans ambiguïté le soutien militaire apporté par Paris au président Hissène Habré et dénoncent l'« invasion » libyenne.

L'accueil offert à M. Chirac fut, dans chacun des deux pays, exemplaire. A Yaoundé, comme à Dakar, les démonstrations populaires étaient très proches de celles réservées aux chefs d'Etat, et pourtant très différentes, à la mesure de la chaleur des relations qui unissent les deux pays à la France. Rien de comparable, en effet, entre la foule réservée et relativement peu nombreuse qui était présente sur le parcours menant de l'aéroport au centre de la capitale camerounaise et les débordements spontanés qui ont accueilli, à Dakar, l'arrivée du premier ministre français. Une différence d'ambiance qui illustre le fait que le Cameroun — volontiers susceptible et susceptible — n'a jamais été un partenaire commode pour la France, alors que les rapports entre Paris et Dakar sont, globalement, empreints d'une grande franchise et s'agissant du Sénégal, d'une étroite dépendance.

Prêt d'ajustement structurel

Certes, à s'en tenir aux déclarations officielles, une grande cordialité a marqué les entretiens entre M. Chirac et M. Biya. Le premier ministre a tenu à assurer son hôte que Paris sera à cœur d'aider le Cameroun, dont « les ressources ont

dramatiquement baissé » (les recettes pétrolières ont chuté de 40 % entre 1985 et 1986).

L'augmentation de l'aide française prendra la forme d'un prêt d'ajustement structurel, dont les modalités seront fixées lors d'un entretien, dans une quinzaine de jours, à Paris, entre M. Balladur et le ministre camerounais des finances, M. Botou A. Ngou. Pour le reste, Paris agit auprès des institutions financières internationales pour que les conditions financières imposées à cet « allié privilégié » de la France soient les moins rudes possibles.

Le premier ministre a choisi de considérer que les relations bilatérales étaient au beau fixe : le Cameroun, dont le président effectuera une visite officielle en France dans les premiers jours du mois de mai, n'est pas « une chaise gardée » pour la France, parce que « ce serait d'abord inconvenant et ensuite absurde », et, si les industriels français installés au Cameroun se plaignent d'extrarabais, « ils n'ont qu'à être compétitifs », a-t-il déclaré à quelques journalistes.

M. Chirac a eu aussi des mots aimables pour le président Abdou Diouf, dont la troisième fille est sa filleule. S'agissant, par exemple, de l'instauration des visas pour les Sénégalais désirant de se rendre en France, des mesures d'assouplissement seront bientôt prises. Bref, tout sera fait pour que « le roman d'amour interrumpu » entre la France et le Sénégal, comme l'écrit l'éditorialiste du *Soleil*, le quotidien officiel de Dakar, perdure.

LAURENT ZECCHINI.

! On ne
as nous
'e...

(Publicité)
Profil de cette chance exceptionnelle, apprenez le
CHINOIS EN CHINE
dans une grande université de Pékin, Shanghai, Canton.
Année : 25.000 F ; semestre : 15.000 F + droits d'inscription. Logement compris.
Débutants et étudiants de 18 à 40 ans. Doc. contre 3 timbres.
57, rue Charles-Lafitte, 92, Nanterre.
01.45.58.10 ou 01.22.34.94, tous les jours.

(Publicité)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE
boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, cosm., divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 42 ans **« LES ANNONCES »**
Du Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 46.85.34.39

EA EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109
MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco
en 14 mois spécialisé en Management International, associant
une pédagogie active à une expérience pratique par le projet
personnel et professionnel.
3° CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur :
Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens,
architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 14 mois conduisant au
Master of Business Administration (M.B.A.)
à Paris et à San Francisco.
2° CYCLE
Cursus spécifique de deux ans préparant au
Master of Business Administration.
Informations et sélections : European University of America
3, imp. Royer Collard (rd. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46.34.66.06
Communiqué par European University of America • San Francisco • California.

■ Cohabitation de systèmes d'exploitation :
DOS, RMS, MS-DOS, CTOS, CP/M.
■ Intégration de PC's IBM et compatibles.
■ Constitution en système départemental ou
multi-départemental.
■ Poste de travail multi-fonctions, il accède à
toutes les ressources : matériels : disques,
imprimantes, unités centrales ; logiciels : ges-
tion, bureautique, télécommunications, télé-
matique, voix images données, gestion des
appels téléphoniques...
■ + de 900 business applications" disponi-
bles dans tous les domaines d'activités.

UN RÉSEAU LOCAL QUI NE FAIT PAS TOUT ÇA
EST UN FAUX.

Il n'y a qu'un réseau local qui offre tous ces avantages, c'est Arnet de Datapoint. Plus de
8000 entreprises dans 45 pays ont déjà choisi Arnet. Simple, compatible, modulaire, ouvert,
Arnet est un vrai réseau local. Dans toute sa puissance.

Reseau local
Datapoint
D
Tél. (1) 46.82.22.24

Asie

INDE : un attentat fait trente-deux morts au Tamil-Nadu

Un Etat qui accueille cent vingt mille « cousins » de Sri-Lanka et où la situation peut devenir explosive

NEW-DELHI
de notre correspondant

Largement confiné depuis des années à l'Inde du Nord, le terrorisme politique a fait, le dimanche 15 mars, une entrée en scène sanglante dans le sud du pays. Trente-deux personnes au moins ont été tuées et plus d'une centaine blessées lorsque le train qui les transportait a plongé d'une dizaine de mètres dans le lit d'une rivière à sec. Situé à quelques kilomètres de la gare d'Arivayalur, dans l'Etat du Tamil-Nadu, le pont qui enjambeait le cours d'eau avait été dynamité, la charge explosant au passage du train express.

La locomotive et huit wagons de voyageurs sur les dix-sept du convoi sont tombés, et la télévision nationale a présenté, dimanche, des images assez impressionnantes d'un enchevêtrement de ferrailles, de poutres et de gravats. Le tiers du pont, sur environ 45 mètres de distance, s'est effondré, et il faudra près d'une semaine avant que le trafic ferroviaire puisse reprendre. La police a retrouvé sur les lieux plusieurs dizaines de mètres de cordon à explosif, indiquant que les auteurs de l'attentat auraient commandé le sabotage à une distance de 50 à 60 mètres.

PAKISTAN : l'affaire de la bombe

L'« Observer »
publie une photo
du centre d'uranium
enrichi de Kahuta

L'hébdomadaire britannique *The Observer* présente à la une de son édition du dimanche 15 mars la photo par satellite du centre d'uranium enrichi de Kahuta, près d'Islamabad, au Pakistan, où seraient produites des armes atomiques. L'hébdomadaire affirme que c'est dans ces laboratoires secrets que travaille le professeur Abdel Qader Khan, qui avait révélé dans une interview à *l'Observer*, le 28 février, que le Pakistan détenait la bombe atomique (le *Monde* du 4 mars).

Ces laboratoires ont été visités, en novembre dernier, par un scientifique belge, M. Martin Brabers, professeur à l'université de Louvain, dont M. Khan aurait été l'élève avant de devenir chef du centre atomique et « le père de la bombe atomique pakistanaise », affirme le journal. M. Brabers aurait révélé que le Pakistan disposait d'un deuxième centre nucléaire, appelé les « Nouveaux Bâtiments », qui serait situé près de l'aéroport d'Islamabad. Selon un expert britannique, M. Frank Barnaby, cité par le journal, le centre de Kahuta pourrait traiter jusqu'à 45 kilos d'uranium par an, ce qui est suffisant pour fabriquer une bombe atomique.

Enfin, *l'Observer* affirme que les diplomates occidentaux en poste à Islamabad avaient connaissance, depuis environ une dizaine d'années, de l'existence de ce centre atomique. Ils se rendaient régulièrement en promenade près de Kahuta, pour essayer d'avoir une vue des bâtiments, jusqu'à ce que, en 1979, deux diplomates français aient été arrêtés sur la route par des hommes en civil et frappés. — (AFP.)

« Certains indices vitaux ont été laissés sur place », a indiqué le directeur général de la police locale, les arrestations devaient intervenir d'ici un jour ou deux. « Une personne n'avait, lundi matin, revendiqué le sabotage, mais la police a découvert, non loin de la catastrophe, des tracts manuscrits invitant l'Inde à soutenir plus activement la cause des séparatistes tamouls de Sri-Lanka. Devant que l'enquête se dirigeait notamment vers eux et qu'ils figuraient en tête des suspects, les principaux mouvements de guérilla sri-lankais, repliés depuis 1983 autour de Madras, capitale du Tamil-Nadu, se sont empressés de clamer leur innocence.

Les pressions de Delhi
sur Colombo

Le président du DMK, un parti d'opposition local qui a fait de la défense des Tamouls sri-lankais son cheval de bataille, a également « condamné fermement cet acte de violence ». Opposé au gouvernement local soutenu par le Congrès de M. Rajiv Gandhi, et dirigé par un ancien acteur de cinéma tamoul populaire, le DMK avait lancé, il y a quatre mois, une grande campagne d'agitation contre l'éventuelle imposition de l'hindi — la langue du Nord arya de l'Inde — sur le Sud dravide du pays. Bien que le premier ministre ait très vite affirmé que la promesse de son grand-père, l'illustre Nehru, serait tenue et que, en aucun cas, l'hindi ne serait imposé à ceux qui n'en veulent pas, la campagne s'était poursuivie et avait coïncidé avec une vague de sabotages.

De loin le plus meurtrier depuis longtemps dans la région, l'attentat

de dimanche n'est pas pour autant isolé, plus d'une vingtaine de bombes déposées dans des lieux publics, y compris sur des rails et dans des wagons de chemins de fer, ayant explosé ou ayant été désamorcées à temps au Tamil-Nadu depuis novembre dernier. Au total, ces attentats n'avaient fait que quatre victimes, et près d'une vingtaine de suspects, en majorité des militants du DMK, avaient été arrêtés. Parmi eux se trouvait un maquisard tamoul sri-lankais, membre de l'Organisation de libération de l'Éclat (TELO), un mouvement séparatiste plus ou moins soutenu naguère par les services secrets indiens et quasiment éliminé depuis par le groupe rival des Tigres.

Les relations entre l'Inde et les séparatistes tamouls sri-lankais repliés sur son sol ont commencé à se détériorer il y a deux ans, New-Delhi étant accusé de « laisser massacrer les Tamouls par l'armée sri-lankaise sans intervenir ». Fort d'un vivier de cent-vingt mille « frères » réfugiés au Tamil-Nadu et de l'appui de certains partis politiques locaux — DMK en tête — les séparatistes ont tenté, par diverses actions, de s'allier une opinion publique locale a priori sympathisante puisque les cinquante millions d'habitants de cet Etat sont également d'ethnie tamoule et de religion hindouiste. Les excès de certains maquisards, des différences de castes et d'origines, et diverses manipulations ont empêché la formation d'une telle alliance.

A contrario, on note, dans la population autochtone de Madras, une tendance à rejeter l'envahissante présence des « cousins » de Sri-Lanka. Si les soupçons de la police se vérifient et si des Tamouls sri-lankais ont prêté la main au

déraillement du dimanche 15 mars, la situation locale risque de devenir très vite explosive. Cette possibilité, que l'on redoute à New-Delhi depuis longtemps, devrait en principe inciter le gouvernement de M. Rajiv Gandhi à tout faire pour aider à régler rapidement le problème ethnique sri-lankais, de manière à renvoyer chez eux les réfugiés.

Virtuellement suspendue depuis le début de l'offensive militaire cinghalaise contre les Tamouls de Jaffna, il y a plus de deux mois (le *Monde* des 14 et 17 janvier), la médiation indienne est en train de reprendre tant bien que mal. M. Ghandi, qui semble hésiter depuis plus d'un an entre une vraie politique de fermeté à l'égard de toutes les parties concernées et une fausse stratégie de l'autruche, a envoyé, samedi, à Colombo un éminent négociateur.

Ancien ministre des affaires étrangères d'Indira Gandhi, M. Dinsh Singh a rencontré le président sri-lankais et lui a fait part de l'intention de New-Delhi de faire parvenir carburant, nourriture et médicaments aux Tamouls assiégés de Jaffna, si le blocus militaire qui leur est imposé depuis le 1^{er} janvier n'est pas rapidement levé. Pour parvenir à cet objectif, cette « aide humanitaire » indienne devrait annoncer le cordon de sécurité maritime et aérien mis en place par l'armée sri-lankaise dans le détroit de Palk, qui sépare les côtes du Tamil-Nadu de l'ex-Ceylan. Les premières réactions sri-lankaises connues sont outrées et cependant conciliantes. L'armée locale n'est pas de taille à résister à une poussée indienne, et elle le sait.

PATRICE CLAUDE.

EN BREF

● CAMBODGE : critiques chinoises contre le Vietnam. — Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré, le lundi 16 mars, que les remarques du chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, lors de la visite de son homologue soviétique à Hanoi (le *Monde* du 14 mars), montraient que le Vietnam « se cramponne » à sa politique d'occupation militaire du Cambodge. Le porte-parole n'a toutefois pas commenté directement l'offre de M. Thach d'engager un dialogue entre les Etats indochinois, la Chine et les pays non communistes du Sud-Est asiatique, une idée que M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a lui aussi évoquée durant son séjour à Hanoi la semaine dernière (AFP, AP, UPI).

● CHINE : une explosion dans une usine fait quarante-cinq morts. — Une importante explosion d'origine inconnue dans une usine de textile de Harbin (nord-est de la Chine), en cours de rénovation avec une assistance soviétique, a fait le dimanche 15 mars, quarante-cinq morts et cent quatre-vingt-cinq blessés, selon le journal officiel *Quotidien des loix*. L'ambassade d'URSS à Pékin ignorait, ce lundi, si certains des techniciens soviétiques prenant part à la modernisation de cette usine, les plus grands ateliers de tissage du fin d'Asie, se trouvaient parmi les victimes. — (AFP.)

● VENEZUELA : violents incidents dans la ville universitaire de Mérida. — Plusieurs personnes ont été blessées le samedi 14 et le dimanche 15 mars, au cours d'affrontements qui ont opposé des étudiants à la police, à Mérida, une ville universitaire située dans les Andes, au sud-ouest de Caracas. Les incidents ont éclaté après qu'un étudiant de vingt-six ans, Luis Carballedo, ait été tué par balles alors qu'il fêtait la fin des examens. Plusieurs boutiques ont été pillées et des bureaux et des banques incendiés. Les dégâts sont estimés à environ 400 000 dollars. Quinze personnes ont été blessées et dix arrêtées. — (Reuters.)

● ZAIRE : des opposants font état de troubles à l'occasion du décès de l'un des leurs. — Selon le représentant en France de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social, mouvement d'opposition interdit au Zaïre) des troubles ont éclaté à l'aéroport de Kinshasa, le vendredi 13 mars, à l'occasion du rapatriement du corps de Mpinga Makanda, fondateur du mouvement, décédé dans des circonstances controversées (le *Monde* du 12 mars). L'armée a chargé des sympathisants rassemblés en grand nombre, affirme l'UDPS, la dépouille mortelle a été « enlevée » par les forces de l'ordre et la femme et la fille du défunt, venues de Bruxelles, ont été arrêtées.

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : un dirigeant de la presse africaine rejette les réformistes. — M. David de Villiers, directeur de *Nasionale Pers*, le plus grand groupe de presse de langue africaine, défenseur de thèses conservatrices, a donné sa démission, le samedi 14 mars, pour participer à la campagne d'une candidature réformiste, M^{me} Esther Letegam, aux élections législatives du 6 mai. Il a expliqué sa décision par un « désir de justice pour l'ensemble de la population ». — (Reuters, AFP.)

● SUISSE : affrontements sur le problème de l'autonomie du Jura. — Des échauffourées se sont produites, le samedi 14 mars, à Moirier (Jura suisse), entre partisans et adversaires de l'autonomie du Jura. Quelque cinq cents antiséparatistes, qui célébreraient dans les rues de la ville l'anniversaire du maintien des trois districts méridionaux dans le canton de Berne, se sont heurtés à une centaine d'autonomistes. Les militants antiséparatistes, souvent originaires de Berne, ont affirmé qu'ils voulaient « balayer le vermine séparatiste ». Quatre personnes ont été blessées au cours des affrontements. Contrairement aux dires du sud, les trois districts du nord du Jura, à majorité francophone, étaient constitués en canton autonome à la suite d'un référendum en septembre 1974. — (AFP.)

JAPON : les difficultés de M. Nakasone

La popularité du premier ministre est au plus bas

TOKYO
de notre correspondant

Confronté désormais à une crise politique d'une ampleur que le Japon n'avait pas connue depuis plusieurs années, qui s'est traduite par la paralysie de la Diète depuis un mois et demi, M. Nakasone a commencé à battre en retraite. Renonçant aux velléités qu'il pouvait encore avoir la semaine dernière de faire passer en force le budget 1987 en profitant de la forte majorité dont dispose son parti, le premier ministre s'est résolu à présenter un budget provisoire pour l'année fiscale qui commence le 1^{er} avril. Quant au projet impopulaire de réforme fiscale, dans un éditorial, le quotidien *Asahi*.

Si l'élection sénatoriale partielle du 8 mars, dans la préfecture d'Iwate, à l'issue de laquelle le Parti libéral-démocrate essaya un échec cuisant, fut un coup de semonce pour la majorité, le sondage d'opinion publié samedi par *l'Asahi* tend à confirmer que le budget Nakasone commence à perdre l'eau. La popularité du premier ministre est au plus bas (24 %), celle de son parti a régressé de 39 % (en mai dernier) à 48 %, et l'écrasante majorité des personnes consultées (82 %) sont opposées à la réforme fiscale. Quant aux journaux, ils critiquent modérément le boycottage de la Diète par l'opposition, mais soulignent surtout que M. Nakasone est « en train de creuser sa tombe ». La réforme fiscale, dont le premier ministre espérait qu'elle lui permettrait de briser une nouvelle prolongation de son mandat qui expire fin octobre, pourrait bien être son « chant du cygne », écrit *l'Asahi*. Un mouvement marginal a commencé, d'autre part, à se faire jour à la base du parti majoritaire, pour demander l'expulsion de M. Nakasone.

Dimanche, enfin, le premier ministre essayait un nouvel échec : le président de Japan Airlines, M. Junji Ito, que M. Nakasone avait imposé il y a neuf mois à la tête de la compagnie nationale, afin de la préparer à la privatisation, a été contraint de démissionner en raison des oppositions qu'il suscitait au sein même de sa direction.

Une réforme
modérée

Plusieurs facteurs expliquent les difficultés du premier ministre. L'impopularité du projet de réforme fiscale, comportant notamment l'introduction d'une TVA, n'est pas nouvelle : il y a dix ans que celle-ci est à l'ordre du jour, pour tenter de remédier à un déficit budgétaire chronique (48 % du produit national brut), et il y a dix ans que les gouvernements successifs y renouent. Il est, certes, courageux de la part de M. Nakasone de tenter de l'imposer, malgré l'opposition des contribuables (des salariés aux petits commerçants, en passant par les éparquies), mais aussi d'une partie des milieux d'affaires.

Le grand patronat, en particulier le Keidanren, est favorable à la réforme, dont il espère qu'elle

contribuera à relancer la demande interne. Cette réforme fait, en outre, partie des engagements pris par le Japon vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, qui estiment, comme le patronat, qu'elle devrait contribuer à stimuler la demande, ne serait-ce qu'en rendant au gouvernement une marge de manœuvre — qu'il n'a plus, étant donné l'endettement — pour lancer des programmes de grands travaux.

M. Nakasone peut espérer, en présentant un projet amendé, ouvrir au moins une brèche dans le système d'imposition japonaise. Ce serait déjà un succès : une fois le principe d'une TVA admis, on pourrait toujours plus tard en relever le taux. Mais la politique de M. Nakasone échappe sur plusieurs points. Il y a d'abord une question de style. Le fringant premier ministre, fort du succès obtenu pour son parti aux élections générales de juillet 1986, a voulu imposer sa politique en force. Ne voulant pas affaiblir l'Exécutif, M. Nakasone s'était engagé en juillet à ne pas introduire une réforme fiscale de « grande envergure ». Celle qu'il défend aujourd'hui étant modérée, il affirme ne pas avoir trompé les électeurs. Malentendu ? Peut-être. Maladresse ? Sûrement.

Toujours l'affaire
de l'aéroport de Narita

L'opposition parle aujourd'hui sur le sentiment diffus qu'ont les Japonais d'avoir été dupés. Ils sont respectueux du pouvoir, mais encore faut-il que celui-ci évite de froisser les susceptibilités, en paraissant imposer son autorité. Pour avoir failli à cette règle, le gouvernement Sato, à la fin des années 60, provoqua la résistance farouche des paysans de Narita à la construction du nouvel aéroport de Tokyo. Dix-huit ans plus tard, cette lutte n'est toujours pas finie, et l'aéroport de Narita reste gardé comme une base militaire.

Un deuxième facteur a desservi M. Nakasone : la faiblesse de sa base au sein de son propre parti. Son clan est de dimension moyenne, et il vient de faire l'expérience de la fragilité de la coalition des factions qui le soutiennent. Au lendemain du succès électoral de juillet, ses rivaux et successeurs potentiels ont semblé s'incliner devant sa victoire et ont acquiescé à la prolongation de son mandat jusqu'en 31 octobre 1987. A condition, cependant, qu'il mène à bien la réforme fiscale. Leur calcul était simple : soit M. Nakasone réussissait, et c'était une sérieuse épine enlevée du pied de son successeur ; soit il se cassait les reins dans l'entreprise, et il tombait de lui-même. Ce qui explique que le premier ministre ait été plus ou moins isolé dans la bataille. Profitant de la passivité des libéraux-démocrates, l'opposition a réussi rapidement à bloquer les travaux de la Diète, puis l'effet boule de neige a joué : la « révolte contre la taxe » a eu un large écho dans le pays. M. Nakasone ne pouvait réagir : il avait une majorité forte, certes, mais molle, et il ne disposait plus de l'arme de la dissolution pour rétablir la discipline parmi les parlementaires. La remède à laquelle il sera probablement contraint risque d'entraîner son autorité et, par conséquent, de sérieusement réduire ses chances de se succéder une nouvelle fois à lui-même.

PHILIPPE PONS.

Un pas

Europe

GRANDE-BRETAGNE : le Tout-Londres défie M^{me} Thatcher

M. Roy Jenkins, ancien dirigeant travailliste élu chancelier de l'université d'Oxford

LONDRES
de notre correspondant

Mme Thatcher n'a pas de chance avec Oxford. En 1986, son ancienne université lui avait fait l'honneur de lui refuser un diplôme honoris causa, pour protester contre les coupes dans le budget universitaire. Le samedi 14 mars, elle a snobé son candidat pour la poste hautement honorifique de chancelier de l'université, M. Edward Heath.

Le remplacement de Lord Stockton, allié Harold Macmillan, décédé le 29 décembre dernier, sera M. Roy Jenkins, ancien dirigeant travailliste, fondateur avec M. David Owen du Parti social-démocrate.

Il a battu sans problème (3 248 suffrages contre 2 348) l'ancien premier ministre conservateur. Le soutien gênant, quand il s'agit d'Oxford, de M^{me} Thatcher a même valu à M. Heath d'être battu par l'historien Robert Blake, arrivé en deuxième position avec 2 674 suffrages.

L'occasion était trop belle en période pré-électorale. Le Tout-

Londres avait fait du scrutin un test quasi national. On a donc vu à Oxford le gratin du monde politique et des affaires, venu, en autobus, attendre patiemment son tour devant l'urne.

Ministres et anciens ministres, députés, lords, vedettes de la City et de la télévision se saluaient avec civilité dans les jardins, manuscrits et revêtus de la robe noire obligatoire. La plupart d'entre eux l'avaient lousée — 2 livres — pour la journée. « Étaient présents beaucoup des plus brillants éléments d'une génération qui a présidé au déclin de la Grande-Bretagne », raillait le *Sunday Times*.

Pierre Boulez
honoris en juin

Si l'université affronte, pour la première fois de son histoire, un déficit budgétaire de l'ordre de 6 millions de livres (environ 80 millions de francs) et parle de supprimer 140 postes d'enseignants, 80 d'employés techniques et 50 de bibliothécaires, le rendez-vous politico-mondain de

samedi montre qu'elle a encore de beaux jours devant elle.

Le premier travail de M. Jenkins sera d'ailleurs, après la remise d'un diplôme honorifique au musicien français Pierre Boulez en juin, de trouver de nouvelles sources de revenus. Un spécialiste de la collecte de fonds pour les universités américaines, M. Henry Druker, s'en occupe déjà activement et il débourse d'idées. Pour 1 million de livres, vous pouvez, par exemple, faire graver votre nom dans le marbre d'un arc de triomphe, à l'entrée de la ville.

Le résultat a, bien sûr, rempli d'aise les responsables de l'Alliance (entre le Parti social-démocrate et le Parti libéral), qui y voient une preuve supplémentaire de leur bonne étoile, alors que les élections approchent à grands pas.

Mais M^{me} Thatcher a trouvé de quoi se consoler dans un sondage national publié dimanche. Il donne à son parti 9 points d'avance sur le Parti travailliste, 16 points sur l'Alliance. Oxford n'est décidément pas toute l'Angleterre. (Interim.)

IRLANDE DU NORD

Un responsable de l'INLA victime d'un règlement de compte

Les luttes intestines qui déchirent l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA) ont fait deux nouvelles victimes le dimanche 15 mars à Belfast. L'une d'elles serait un simple sympathisant de l'INLA, mais l'autre, Gerard Steenson, « Docteur la mort », est considéré, de sources républicaines, comme l'instigateur de la vague de règlements de comptes, qui depuis trois mois, a causé la mort de dix personnes. Agé de vingt-neuf ans, Gerard Steenson était déjà un ancien de la lutte armée irlandaise : entré dans les rangs de l'IRA à l'âge de quinze ans, il avait rejoint l'INLA, créée en 1975 par des dissidents de l'IRA. Gerard Steenson avait été libéré peu avant Noël, le jugement qui l'avait condamné à perpétuité ayant été cassé en appel (la condamnation avait été fondée sur les déclarations d'un ancien militant devenu « super-informateur » de la police).

Gerard Steenson aurait lui-même perpétré plusieurs meurtres ces dernières semaines, dont celui de deux dirigeants de l'INLA au cours d'un quasi-épisode tendu juste au sud de la frontière avec la République d'Irlande. Le « Docteur la mort » aurait ainsi voulu éliminer les dirigeants rivaux qui avaient pris le contrôle de l'organisation pendant son incarcération de cinq ans.

Gerard Steenson était un proche de Dominic McGlinchey, leader de l'INLA, emprisonné en Irlande du Sud, dont la femme a été assassinée par une faction du mouvement il y a quelques semaines. Celui-ci avait lancé en janvier un ordre de dissolution de l'INLA gangrénée, selon lui, par « des éléments déviés » qui recouraient aux extorsions de fonds et aux meurtres.

De sources proches des forces de sécurité, on estime que ce double

meurtre, revendiqué par la « Brigade de Belfast » de l'INLA, pourrait mettre un terme provisoire à la vendetta, les partisans de Steenson, privés de leur chef, étant amenés à négocier une trêve.

L'INLA a revendiqué, par ailleurs, le samedi 14 mars, l'assassinat de Fergus Conlon, habitant Newry (frontière irlandaise), présenté par l'organisation clandestine comme « un informateur des services secrets britanniques ». Quatre policiers ont été blessés, le vendredi 13 mars, par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée d'un cimetière de Belfast où ils enterraient l'un de leurs collègues assassinés. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'attentat, expliquant que tant que la police ne se tiendrait pas à l'écart de l'enterrement des militants nationalistes, elle « ne la [laisserait] pas enterrer ses morts en paix ». — (Reuters.)

HONGRIE

Manifestation d'une ampleur exceptionnelle pour l'anniversaire de l'insurrection de 1848

Budapest. — Plus de deux mille personnes ont participé, le dimanche 15 mars à Budapest, à l'occasion de la commémoration de l'insurrection de 1848, à une manifestation non autorisée au cours de laquelle la police n'est pas intervenue.

C'est la première fois que cette manifestation spontanée du 15 mars, traditionnelle depuis 1972, prend une telle ampleur. L'an dernier, la manifestation avait donné lieu à de vifs heurts avec la police. Quatre personnes avaient été appréhendées. Dimanche, en présence de plusieurs journalistes étrangers, la police s'est gardée d'intervenir. Des motards ont stoppé la circulation pour permettre le passage des manifestants, surveillés par de très nombreux policiers en civil.

La manifestation a réuni essentiellement des étudiants et certaines personnalités de l'opposition, dont l'architecte Laszlo Rajk, la responsable de l'association d'aide aux pauvres Szeta, M^{me} Otília Solt, l'écrivain Ferenc Koszeg et le traducteur György Gado, rédacteur du journal clandestin *Demokrata* (« le Démocrate »).

Les manifestants ont marché durant deux heures et demie dans les rues de Budapest en s'arrêtant devant les statues des héros de la révolution de 1848 — notamment celle du poète Sándor Petöfi — et en chantant des hymnes nationaux, ainsi que la *Marsellaise*.

Dans ses discours, M. György Gado a réclamé « le droit de se ras-

sembler, la liberté de la presse et de parole », revendications qui étaient déjà celles de Petöfi en 1848. Il a espéré qu'« un jour viendra où un monument commémorera le martyr d'Imre Nagy », premier ministre en octobre 1956 exécuté après l'écrasement de l'insurrection d'octobre par les chars soviétiques.

Les manifestants ont également chanté l'hymne de Transylvanie, région de Roumanie où vivent quelque deux millions de personnes d'origine hongroise qui se plaignent d'une assimilation forcée.

La révolution de 1848 avait abouti à la formation du premier gouvernement hongrois indépendant, mais avait été écrasée en 1849 par les Autrichiens aidés des Russes. — (AFP.)

Diplomatie

NATIONS UNIES

La session de la Commission des droits de l'homme a illustré le « nouveau style » soviétique

GENÈVE
de notre correspondante

La session annuelle de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, présidée par M. Evmenov (Biélorussie), et qui s'est achevée le vendredi 13 mars, a été pour le moins spectaculaire. Le « nouveau style » soviétique s'y est donné libre cours, la délégation du Kremlin s'étant montrée le jour le plus aimable, multipliant bonnes paroles et invitations, exhibant un archiprêtre et un rabbin venus témoigner combien les croyants étaient heureux en URSS. Celle-ci s'est portée coauteur d'une résolution d'origine occidentale prévoyant l'élaboration d'une convention sur l'intolérance religieuse (comme ce genre d'instrument met en général une quinzaine d'années pour être adopté par l'ensemble des pays, ceux qui paraissent en cause aux yeux de l'opinion se sont ainsi offert un suris de taille).

La commission, qui n'aura pas eu, cette année, moins à examiner de soixante-dix projets de résolution à examiner, a été marquée par une politisation accrue, masquant les violations des droits de l'homme chez les uns, et les exagérant chez

d'autres. La solidarité, au sein des groupes géographiques, s'est accentuée : un projet de résolution, sévère pour La Havane, et présenté par la délégation américaine, n'a pas été retenu, faute d'une voix, en dépit des témoignages combien fiables entendus par la commission. Il reste que c'est la première fois que Cuba était mis sur la sellette... La commission réexaminera la question lors de sa session de l'an prochain.

Les camps palestiniens

Autre point qui, pour la première fois, a attiré l'attention : les camps palestiniens assiégés. Un projet de résolution présenté par l'Irak, la Libye, Madagascar et le Yémen du Sud, a été adopté par 29 voix sur 43 votants. Les Occidentaux se sont abstenus, ou, comme la Belgique, la France et l'Irlande, ont voté en faveur de ce projet. Les révélations d'Amnesty International sur les massacres de populations civiles palestiniennes perpétrés par les Syriens ont été passées, en revanche, sous silence. De même, une résolution adoptée sur l'Afghanistan ne mentionne à aucun moment l'URSS. Il y est seulement question de « troupes étrangères ».

La commission s'est également inquiétée des violations des droits de l'homme en Iran, des tortures et disparitions au Sri-Lanka (où le Comité international de la Croix-Rouge ne peut visiter les lieux de détention), des conséquences de la partition forcée de Chypre, et bien entendu, de l'apartheid en Afrique du Sud, parmi les cas les plus notables. Mais elle s'est aussi félicitée des progrès enregistrés dans certains pays comme le Guatemala, le Salvador, Haïti, et a décidé d'examiner l'an prochain à huis clos, conformément à une procédure pour le moins contestable, les cas du Paraguay et de l'Albanie.

La commission avait été saisie d'un grand nombre de plaintes qu'elle n'a pas examinées, comme celle qui émane du Comité libyen pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme, et concerne l'exécution publique, le 7 février, de neuf opposants au colonel Kadhafi. Et, pendant qu'à la dernière séance, on échangeait félicitations et remerciements, deux à trois cents Kurdes — représentant une minorité de quatre millions d'âmes oubliée par l'ONU — manifestaient devant le Palais des Nations.

ISABELLE VICHNIAC.

Les pourparlers sur les euromissiles et le désarmement

La Chine ne participera à des négociations que dans « une étape ultérieure »

Selon l'agence officielle bulgare BTA le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a salué, le vendredi 13 mars à Sofia, où il était en visite, la proposition soviétique de démantèlement des euromissiles. Mais il a en même temps souligné que son pays resterait, pour le moment, à l'égard des négociations Est-Ouest sur le désarmement, même si, selon les propos que rapporte BTA, la Chine « est prête à participer, dans une étape ultérieure, à des négociations en vue de la liquidation définitive des armements nucléaires ».

Le ministre chinois n'a pas spécifiquement parlé d'un accord sur les missiles à moyenne portée en Europe, mais d'un accord de désarmement nucléaire en général, a-t-on précisé de source chinoise.

Dimanche, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe I, a souhaité la réunion, en avril, d'un conseil extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la CEE pour adopter « une réponse commune » aux propositions de M. Gorbatchev sur les euromissiles. Regrettant que l'Europe ne soit pas partie prenante aux négociations soviéto-américaines sur cette question, M. Delors a estimé que la réunion d'un tel sommet des Douze devrait viser à « renforcer la coopération » européenne « en matière de politique étrangère » et à « jeter les bases d'une politique commune de sécurité ». « L'Europe ne peut être totalement désarmée vis-à-vis de quelque agresseur que ce soit », a-t-il estimé.

M. Delors a ajouté : « Je déplore en même temps tous mes efforts pour expliquer que l'Europe, Budapest, Varsovie, c'est aussi l'Europe. Nous n'avons pas le monopole de l'Europe. Il y a là l'occasion unique pour l'Europe d'accélérer le rythme de l'histoire, car l'histoire ne l'attend pas. »

Par ailleurs, selon les *Inversta*, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, rencontrera M. Gorbatchev lors de sa visite en URSS du 13 au 16 avril. L'agence Tass avait simplement annoncé, il y a une semaine, que le voyage de M. Shultz répondait à celui du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, à Washington, les 19 et 20 septembre dernier.

A TRAVERS LE MONDE

Tunisie Des policiers assurent l'ordre à l'université

Tunis. — Des policiers en civil sont désormais chargés d'assurer « l'ordre, la sécurité et la liberté des cours » dans les établissements d'enseignement supérieur. Cette mesure a été décidée par le gouvernement, le vendredi 13 mars, à la demande des doyens de facultés, pour tenter de mettre un terme à l'agitation universitaire de ces dernières semaines (*Le Monde* du 14 mars).

Un porte-parole officiel a rejeté la responsabilité de la situation sur « une minorité d'étudiants intégristes, fanatiques et fanatisés, qui appellent à l'obscurantisme et à l'anarchie ». Ces agitateurs, accusés d'exercer un véritable « terrorisme » pour imposer leur loi à la majorité des

étudiants, sont « manipulés », selon le porte-parole, par des éléments étrangers à l'université, dont l'objectif est d'introduire le désordre dans cette institution et de le détourner de sa mission.

Le porte-parole n'a pas précisé combien d'étudiants islamistes demeurent retenus dans les locaux de la police. — (Corresp.)

Pologne

Attentats manqués contre Gomulka et Bierut entre 1950 et 1961 ?

Il y aurait eu entre 1950 et 1961 au moins trois tentatives d'attentats contre des dirigeants communistes en Pologne, a révélé le vendredi 13 mars l'hebdomadaire *Polityka*, organe du parti, dans un article consacré au service de protection rapprochée du gouvernement, le

BOR. Selon l'hebdomadaire, une bombe a notamment été découverte en 1959 dans un arbre bordant une avenue située sur le trajet que devaient emprunter Nikita Khrouchtchev, numéro un soviétique, et Wladyslaw Gomulka, son homologue polonais. L'engin a été désarmé.

Deux ans plus tard, deux passants ont été blessés par l'explosion d'une autre bombe qui visait, elle aussi, Gomulka. L'auteur de l'attentat a été arrêté, condamné à mort et exécuté.

En 1953, un ancien commandant de la résistance pendant la guerre, atteint de troubles psychiques, a demandé à être reçu en audience par Bierut, alors chef du parti. Soumis à un contrôle d'identité, l'homme a tiré sur les policiers, faisant un mort et un blessé. L'article de *Polityka* est publié deux semaines après qu'une bombe a explosé devant les locaux du Parti communiste de la ville de Gdynia, sans faire de victime. — (AFP, UPI.)

isde géant

Politique

d'un an de gouvernement et de cohabitation

M. Jospin : un échec social

Invité, le dimanche 15 mars, de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, à propos du bilan d'un an d'action du gouvernement : « Le gouvernement est au milieu du gué, et il a (...) de l'eau au mollet au-dessus de la ceinture. (...) Ce gouvernement ne fait pas un chef d'orchestre qui voudrait faire simplement passer les chevaux de tête. Mais si les autres chevaux sont emportés par le courant, les chevaux de tête le seront aussi. Dans ce pays, si on veut gagner une bataille économique, il faut prendre un certain nombre de précautions sociales, il faut faire partager l'effort, et ce gouvernement fait le contraire. C'est là son échec. »

A propos de l'élection présidentielle et d'une éventuelle nouvelle candidature de M. François Mitterrand, M. Jospin a jugé que le président de la République « ferait la même chose s'il n'était pas candidat ». M. Jospin ne croit pas « que ce soit l'échec présidentiel qui le détermine (...) pour le moment. »

M. Jospin s'est refusé à affirmer que M. Michel Rocard serait le meilleur candidat socialiste au cas où le président ne se représenterait pas, en lançant : « Compte tenu de mon rôle, je ne veux pas faire de désignation (...), j'aurais à titre préliminaire (...) que soit le candidat et, sur cette question, il m'a aussi jugé que le fait, pour

M. Rocard d'être éventuellement désigné candidat et celui d'avoir, en conséquence, une « emprise » sur le PS sont « deux choses séparées ». Quant à l'hypothèse de sa propre candidature, il a affirmé : « Si un jour j'étais candidat, ça se verrait et ça se saurait. »

Le premier secrétaire du PS a jugé que son parti doit avoir « une pensée ouverte » et, « maintenant, se méfier des dogmes », ne pas « avancer des certitudes ». « Il faut, a-t-il ajouté, plus de valeurs que de certitudes prétendument scientifiques. »

A propos du rôle des intellectuels dans la société, M. Jospin a affirmé que des grands scientifiques ou des professeurs au Collège de France sont plus utiles que MM. André Glucksmann ou Bernard-Henri Lévy, qualifiés de « baladins médiatiques ».

Quant à son propre rôle d'homme politique, il a affirmé qu'il souhaite « laisser, s'il est possible, une trace ». [En affirmant que les désignations comme candidat du PS à l'élection présidentielle et l'« emprise » sur le parti sont « deux choses séparées », M. Jospin fait référence à un débat interne au courant à l'Assemblée nationale. Une partie des mitterrandistes, notamment les amis de M. Fabius, envisagent que M. Michel Rocard ne puisse le suppléer à partir de 1988, s'il est désigné candidat. M. Jospin ne partage pas cette crainte, que M. Rocard soit élu ou non.]

Le voyage de M. Barre aux Antilles

« Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne »

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

M. Raymond Barre devait rentrer ce lundi 16 mars à Paris, pleinement satisfait de son périple d'une semaine aux Antilles et en Guyane qui a pris fin par un séjour de trois jours en Guadeloupe. Comme il le confiait avant de repartir, « huit jours d'air pur », à l'abri des turbulences de la cohabitation et des averse microéconomiques, « ça fait toujours un bien fou ».

Ensuite, l'enfant de la Réunion qu'il est s'est immédiatement « senti comme chez lui » dans ces trois autres départements d'outre-mer qu'il découvrait pourtant pour la première fois. Souvent on l'a entendu, devant ses hôtes ravis, évoquer ses souvenirs de jeune « dominois », et nul doute que cette communion sentimentale avec les Antilles a favorisé ce voyage.

Plusieurs réunions avec les responsables politiques et socio-professionnels, visites à la chaîne sur le terrain, des déjeuners-débats succédant aux dîners-débats : M. Barre a effectivement vu beaucoup de gens, beaucoup entendu et aussi, bien sûr, beaucoup parlé. Il a développé une nouvelle approche de la politique et de l'économie dans les

départements d'outre-mer, fondée essentiellement sur ces trois piliers : la stabilité des institutions départementales et régionales, l'ouverture à l'Europe et à la Caraïbe et une préparation planifiée et concertée spécifique pour chaque département afin d'entrer dans le vingt et unième siècle.

Ce voyage est resté jusqu'au bout un voyage d'études. Pour autant, personne n'a été dupe du fait que M. Barre était venu aussi croquer en mer des Caraïbes pour jeter le large filet de la pêche aux voix. Certes, il refuse cette image et feint de ne point voir la bannière réclamant « la tortue à la barre ». Mais il a pu parfois, dans le chaleur de l'accueil, se laisser aller à promettre qu'il était prêt à revenir aux Antilles « à titre privé ou à son autre titre ».

En tout cas, M. Barre ne s'est jamais effrayé qu'on l'accueille en tant que meilleur présidentiable de la majorité et qu'on lui manifeste dans ces départements une sorte de légalisme des sondages. Ce n'est sans doute pas non plus tout à fait à son insu qu'il a, tout au long de cette semaine, développé et rodé des thèmes qui, dans quatorze mois, pourraient être ceux d'une campagne présidentielle. Celui, en premier lieu, de la « concorde » entre tous les Français.

Pas une journée de ce voyage ne s'est passée sans que M. Barre l'appelle au rassemblement « des hommes de bonne volonté et de bonne foi », dans le respect « du pluralisme politique et social ». A cet égard, la rencontre qu'il a eue le 7 mars avec le maire de Port-de-France, le poète de la négritude Aimé Césaire, a eu dans toutes les Antilles un impact considérable. Autre thème : celui de l'effort, « qui vise au progrès et au bien-être de la croissance ». Retrousser les manches pour s'entraîner, pour le bien de tous, M. Barre a dit qu'il s'engageait beaucoup à faire une campagne sur le thème de Guizot.

Devant la perplexité de son auditoire, il s'en est ainsi expliqué : « On est un pays où l'on n'est pas dire qu'on gagne de l'argent, on est pauvre. On est en perte, on est faible. On a besoin d'être protégé. Et quand on gagne de l'argent, on vous tire dessus à coups d'escopette. Je dois qu'il vous mieux essayer des coups d'escopette. Je dis comme M. Guizot : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne. » A l'heure actuelle, on dit : « Appauvrissez-vous par le repos et par la dépense... »

Le rassemblement, l'effort, le progrès et, enfin, la durée pour préparer la France à entrer dans le monde du vingt et unième siècle et l'aider à retrouver son rang sur la scène internationale : des thèmes auxquels on pourrait finalement joindre un slogan. Celui, réactualisé, de la campagne législative de 1979 : « Barre confiance ».

A plusieurs reprises, l'ancien premier ministre a rappelé l'urgence d'avoir « une volonté au service d'une ambition ». Là, personne ne doute qu'il est prêt à incarner cette volonté. Et, dans chacun de ses propos, les mots « pragmatisme », « concret », « réalisme », « idées simples », sont revenus, comme si le « bon sens » était du côté de M. Barre.

MICHEL KALMAN.

DANIEL CARTON.

Mi-chemin

(Suite de la première page.)

Les institutions étant ce qu'elles sont, le vote de mars 1988 n'ayant dégagé qu'une très faible majorité à l'Assemblée nationale et le président de la République ne songeant pas à démissionner, aucune autre formule, n'en déplaise à Raymond Barre, n'était concevable. Et il faut se féliciter de ce que, pour les questions essentielles, celles qui touchent au rôle de la France dans le monde et à sa défense, l'Elysée et Matignon aient, en toutes circonstances, agi pratiquement de concert.

La manière dont les prévisions d'otages de Beyrouth ont essuyé, dans l'affaire Normandin, de les jouer l'un contre l'autre montre assez en effet le risque que courrait le pays si les deux personnalités, si différentes à tous égards, que le destin a appelées à se partager le pouvoir, laissent leurs communes adversaires mettre à profit leurs désaccords.

Sans doute auraient-ils pu se dispenser de quelques chicanes sur la détermination de leurs pouvoirs respectifs, qui ont fait ironiser sur notre dos. Mais la faute ne revient davantage à des ententes trop zélées qu'à des hommes qui, tout en s'agacant mutuellement, éprouvent visiblement l'un à l'égard de l'autre une sorte de fascination. Et il faut rendre cette justice à Jacques Chirac que, dans des affaires délicates comme la loi de programmation militaire ou la réaction aux propositions de Gorbatchev, il a su garder le sens de la République plutôt que tel ou tel de ses ministres. Comment aussi ne pas noter le ton de plus en plus européen de son discours, qui ne doit pas être pour déplaire au chef de l'Etat ?

Pour le reste, il était normal qu'un gouvernement qui, pour la première fois, sans erreur, depuis la Libération, se reconnaît de droite fasse une politique de droite. Normal aussi que, tout comme la gauche en 1981, il se soit illustré sur les résultats à en attendre. Et normal donc, enfin, qu'il lui ait fallu, comme naguère Pierre Mauroy, singulièrement rectifier le tir.

La fin des majorités automatiques

Du retrait de la loi Devoquet à la trop tardive ouverture du dialogue social, les exemples abondent. Le succès de la privatisation de Saint-Gobain et de Paribas, la vigueur sur le front des prix, les points marqués dans la lutte contre le terrorisme, ne sauraient faire oublier l'irréversible ascension du chômage, la pagaille dans l'audiovisuel, l'échec de la réforme pourtant si nécessaire de

l'Université, le pas de clerc de ce code de la nationalité dont Simone Veil n'est pas la seule dans la majorité à penser qu'il est décidément trop mal ficelé.

Les sondages sanctionnent ce bilan. Pierre Joxe, qui manie la nuance avec la même délicatesse que ses successeurs Placide Beauvau invite les Français « à chasser le gouvernement des coups de Bourse, des coups tordus et des coups bas ». Chasser comment ? Il va falloir vivre, le moins mal possible, les douze mois qui nous séparent de l'élection présidentielle, en ayant en permanence à l'esprit ce que vient de dire, et fort bien dire, François Mitterrand : « Pour les grandes choses, il faut une volonté, un état d'esprit communs. Le désir de faire passer l'intérêt des Français avant toute chose. »

Sans doute, ce sage précepte sera-t-il de moins en moins entendu au fur et à mesure que l'on se rapprochera de l'échéance électorale. Il n'est pas sûr cependant que celle-ci tourne définitivement la page de la cohabitation. D'abord parce que, si un président de gauche est maintenu, ou élu, on ne voit pas par quel miracle il pourrait renouveau, ne disposant plus du soutien communiste, l'opération qui avait permis au PS, en 1981, de s'assurer la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Georges Marchais a ceci de commun avec la majorité des hommes qu'il n'aime pas beaucoup reconnaître ses erreurs : or il insiste lourdement, ces temps-ci, sur celle qui a consisté pour son parti à s'allier avec les socialistes. Pour le PC, aujourd'hui, Mitterrand et Chirac sont les deux visages d'une même réalité de classe.

De toute manière, le temps n'est plus et il n'est pas près de revenir où le président de la V^e République disposait à l'Assemblée nationale d'une majorité aussi automatique qu'inconditionnelle. Les sondages montrent clairement que l'on votera davantage, l'an prochain, en fonction de la confiance qu'inspire tel candidat, et donc de son aptitude à « passer à la télé », que du programme dont il se réclamera, à l'égard duquel les Français, instruits par l'expérience, éprouvent à première vue un sain scepticisme. Sauf bien sûr pour lui à être en mesure de leur proposer la grande ambition seule capable de les mobiliser.

A défaut, il lui faudra composer avec les partis, voire avec les courants à l'intérieur de ces partis. C'est dire que d'une cohabitation on a toutes les chances de passer à une autre, pas forcément plus aisée que celle qui va devoir se poursuivre, cahin-caha, un an encore. Qui oserait y voir un progrès ?

ANDRÉ FONTAINE.

« M. Mitterrand à Nevers : « Il faut savoir dominer, maîtriser, ne pas obéir uniquement aux passions instinctives, aux volontés de puissance (...). Je ne connais pas de meilleure règle pour diriger un pays », a déclaré M. François Mitterrand, le samedi 14 mars à Nevers, après avoir inauguré la quarante-cinquième foire-exposition de la ville. « Pour les grandes choses, il faut une volonté, un état d'esprit commun. Le désir de faire passer l'intérêt

des Français avant toute autre chose, telle est notre mission (...). De temps à autre, quand il le faut, il convient de dépasser ses frontières pour nous unir les entreprises historiques auxquelles nous sommes attachés. »

Le chef de l'Etat, qui vantait les mérites du président de la foire, lequel doit bientôt passer la main à son successeur, a ajouté : « C'est à d'autres d'assumer les succès futurs. Quel est l'homme responsable qui n'applique pas à lui-même ce raisonnement ? »

De 1789 à... 987

A chacun sa commémoration

« L'air du temps est très peu favorable à la Révolution ». Le constat est de l'historienne Madeleine Rébérioux. Il a fourni la toile de fond et la tonalité de contre-attaque, plus perplexe que résolu, du débat organisé, le samedi 14 mars, à la Sorbonne, devant un amphithéâtre Richelieu presque plein, par l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER).

Face au pléniarisme organisé du Figaro-Magazine et à la production livresque qui assimile la féroce épisode vendéen à un génocide ou prétend chiffrer et dénombrer le coût exorbitant de la Révolution, y a-t-il une réplique « de gauche », ou tout simplement républicaine ? se sont demandé les invités de l'ISER.

Devant la vision officielle (mission de la commémoration), théoriquement partagée par le chef de l'Etat : ne commémorer que la première partie des événements révolutionnaires — en gros, l'année 1789 et les six mois suivants jusqu'à la Fête de la Fédération — pour n'avoir pas à « répondre » de la Terreur, la plupart des universitaires ou personnalités présentes se sont, en tout cas, discrètement révoltés.

« Croire qu'on peut se limiter à 1789, c'est, à mon sens, limiter la Révolution, laisser croire qu'il y a une Révolution acceptable et que la suite ne l'est pas. Il y a « quelque illusion » à prétendre évoquer 1789 sans la suite, soulignent aussi l'écrivain et historien Max Gallo. Et Michel Vovelle (directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution à Paris-II) risque même l'idée d'une commémoration embrassant toute la décennie qui commence en 1789, car « la Révolution est un processus dans sa globalité ».

Droite contre gauche ? Il n'est guère que Maurice Agulhon, professeur au Collège de France, pour

juger qu'il ne vait mieux pas, à gauche, proclamer « la Révolution, c'est nous », mais plutôt « utiliser le bicentenaire pour élargir la faille entre la grande masse des citoyens et les quelques idéologues et groupuscules contre-révolutionnaires, fascistes, comme on aurait dit avant guerre ».

Hugues Capet-Jean-Marie Le Pen : même combat

Contre-révolutionnaire ou encore flambeur de « la réaction chrétienne et nationale » pour proclamer une nouvelle fois cette ambition, le député européen d'extrême droite Bernard Antony, dit Romain Marie ou, en un seul mot synthétique, Bernard Romain Marie Antony, avait choisi de placer les 7^e Journées d'Amitié française et chrétienne, qu'il organisait les 14 et 15 mars à Nogent-sur-Marne, sous l'égide du millénaire capétien.

« De la France à bâtir à la France à reconstruire », le slogan principal de ces deux journées dit assez quelle place Romain Marie et la plupart des visiteurs de ces journées, naguère célébrés par la violence des propos antisémites qui s'y tenaient, assignent à la Révolution.

Pour eux, le peuple de gauche ou ses dirigeants et la tradition socialiste n'ont profité sur cette période que « mensonges », a réaffirmé Romain Marie. Mensonges, expliquait enfin en détail et sans crainte de fortes connotations hitlériennes (le nazisme...) un ouvrage d'un certain Jean-Dumont : « Pourquoi nous ne célébrerons pas 1789 », que l'on s'arrachait à l'issue de la seconde journée d'Amitié française.

Heine de la Révolution ; présence multiforme, aux côtés des bastions traditionnels de l'intégrisme catholique et de l'extrême droite française, d'organismes favorables à une ou aux causes royales — c'est au duc d'Angoulême qui paraissent aller les faveurs majoritaires — les Journées d'Amitié française n'ont pas dérogé, pour le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet, à leur tradition républicaine de défense nostalgique de l'ordre ancien, de l'ordre moral, de l'ordre tout court.

Hugues Capet : que venait-il faire sur cette galère ? Dans son prudent éloge, Jean-Marie Le Pen s'est déclaré fasciné par la grandeur, le mystère et « la haute autorité de celui qui commande », investi il y a dix siècles par la double force de la désignation et du sacre. Il n'a pas pour autant oublié que « la France sur ses pieds 1789 et [qu'elle n'est pas morte en 89] ».

Mais on pouvait aussi, comme l'historien Jean de Vignerot, jeter un pont au nom de la « présence permanente de l'idéal de sacrifice » entre le premier des Capétiens et celui que les révolutionnaires baptisèrent Louis Capet (Louis XVI).

Où bien encore proclamer, comme Bernard Romain Marie Antony, avec l'ardeur qui lui est propre : « Le Pen-Capet : qui ne voit la similitude (...) Jean-Marie, je crois que tu mérites le titre de prince de notre temps. »

Jean-Marie Le Pen n'en discute pas. La foule se sépara en chantant successivement la nationale Marseillaise et le chant moine républicain Les Bleus sont là, convaincus sans doute, selon le mot du chef du Front national, que « tout cela se tient par quelques liens mystérieux ».

MICHEL KALMAN.

DANIEL CARTON.

le 20^e et le

Politique

La réunion du conseil national du PCF

M. Lucien Sève met en évidence les insuffisances de la direction

Pins que l'intervention de M. Pierre Juquin, ce sont les remarques critiques du philosophe Lucien Sève et les réponses « orthodoxes » de la direction qui ont marqué la session du conseil national du PCF réuni le samedi 14 et le dimanche 15 mars, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Dans la salle de la mairie de Montreuil, dont le décor pictural est qualifié de « cauchemar fellinien » par un des participants, le Parti communiste a consacré un week-end de réflexion dont, officiellement, le résultat devrait être une accentuation du combat idéologique. Mais c'est précisément sur ce thème que M. Sève, membre du comité central, a mis en évidence les insuffisances qui, à bien comprendre son intervention, frappent la direction du parti.

Il a reproché au document élaboré par une commission d'une trentaine de personnes placées depuis dix mois sous la direction de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et qui servait de fil conducteur à ce conseil national (le Monde du 11 mars), d'être incapable de faire avancer la réflexion, tout au plus de la réitérer, sur le socle scientifique.

En termes choisis, il a engagé la direction du parti à réfléchir à la validité de ses concepts sur le socialisme à la française. M. Sève, qui a déjà eu l'occasion de développer des analyses critiques lors de réunions du comité central au cours des derniers mois, a mis l'accent sur l'importance de l'individu et de ses aspirations.

« Bétonner là-dessous... »

Alors que l'expression « glissement à droite de la société » ne figurait pas dans le texte (le Monde daté 15-16 mars), M. Lajoinie y a fait allusion une fois en présentant son rapport aux membres du conseil national. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a réaffirmé la validité de cette thèse le lendemain, ce qui fait dire à un participant que le secrétaire général « est bien décidé à bétonner là-dessous, comme il est bien décidé à ne pas tolérer les interrogations sur la ligne, fussent-elles de Lucien Sève ».

Utiliser le mot « interrogation » serait un euphémisme concernant les interventions de MM. Pierre Juquin et Félix Dauterive. Le premier jour, le chef de file des « rivaux » a constaté que le rapport Lajoinie n'était ni marxiste ni maté-

rialiste, qu'il avait oublié les immigrés et les trente-cinq heures (un des rares points sur lesquels est rassemblée toute la gauche européenne, politique et syndicale), qu'il parlait de l'autogestion par le biais d'un seul adjectif... En clair, qu'il ne répondait précisément à aucune des « quarante questions » posées par un certain « manifeste des rénovateurs ». « Pourtant, ces questions existent », a dit l'ancien porte-parole du PCF, non seulement dans ce manifeste, mais dans la conscience de la majorité des communistes, rénovateurs ou non, et des millions de travailleurs et de jeunes.

Le second jour, M. Dauterive s'est demandé — on peut imaginer qu'il répondait par là même à sa propre question — si la direction du PCF ne faisait pas deux analyses parallèles : une axée sur la lutte « sans glissement à droite », et l'autre explicative des échecs électoraux « avec glissement à droite ». Il s'est étonné que pas un mot du rapport ne porte sur la question du racisme et s'est inquiété, comme M. Juquin, des sondages qui donnaient un faible score (de 3 % à 5 %) au candidat communiste à l'élection présidentielle. Enfin, il a souligné que, conformément à une proposition de juin 1984, la préparation du congrès de décembre prochain se fasse sur « un texte ouvert ».

OLIVIER BUFFAUD.

Deux élections cantonales

La majorité victorieuse dans le Jura...

JURA : canton de Conflans (deuxième tour).

Inscr., 4 862 ; vot., 2 878 ; suffr. expr., 2 767. MM. Christian Winkelmann (RPR), M. de Conflans, 1 780 voix, ELU ; Jacques Chambard (PS), 987.

[En recueillant 64,32 % des suffrages, M. Winkelmann remporte facilement cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 31 décembre 1986, de Louis Barthélemy (UDF), élu en 1982. Le nombre de Conflans a bénéficié, d'abord, d'un bon report des voix qui s'étaient portés au premier tour, sur les candidats de droite et d'extrême-droite

(60,37 %). Si le représentant du RPR a, en outre, tiré profit d'une meilleure mobilisation électorale un deuxième tour (48,5 % d'abstention contre 46,15 % au premier tour), il a, sans doute, également récupéré une partie des électeurs qui s'étaient prononcés, dimanche dernier, en faveur du représentant écologiste qui avait obtenu 8,99 % des suffrages. M. Winkelmann, ancien, d'abord, de près de sept points le résultat réalisé par Louis Barthélemy en 1982 (57,34 %).

Avec 35,67 % des voix, M. Chambard fait, pour sa part, le plein des voix qui s'étaient portés sur les candidats de gauche au premier tour (30,42 %).

A Wallis-et-Futuna

Le RPR perd la majorité

MATA-UTU de notre envoyé spécial

M. Benjamin Brial, député RPR de Wallis-et-Futuna, mandataire de M. Jacques Chirac dans cet archipel des antipodes, a perdu, le dimanche 15 mars, les élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale : son parti traditionnellement majoritaire a subi un recul sensible, ne remportant que sept des vingt sièges que compte l'Assemblée, alors que le dernier scrutin de 1982 lui avait ménagé une nette majorité (douze sur vingt).

De son côté, l'opposition — proche de l'UDF — emmenée par deux chefs de file rivaux, MM. Basil Tui et Michel Hostau, gagne du terrain avec un total de sept sièges, effectuant une percée dans les trois districts de l'île de Wallis, où elle devient majoritaire avec 60 % des suffrages exprimés.

Tous les regards sont désormais tournés sur l'île de Futuna (distante de 240 kilomètres), dont les élus,

proposés au rang d'arbitre, font déjà l'objet d'une active convulsion. L'élection du président de l'Assemblée, mardi, donnera une photographie des nouveaux rapports de forces.

Selon les observateurs locaux, le fléchissement de la cote du RPR de M. Brial, est à mettre au compte de la grogne suscitée dans la population par l'état d'urgence décrété à l'automne dernier. L'administrateur supérieur du territoire, M. Jacques Le Hénaff, inquiet du mouvement de « mauvaise humeur » d'une fraction de la chefferie coutumière, avait recouru à cette mesure d'exception et appelé en renforts des escadrons de gendarmes mobiles de Nouméa. De nombreux Wallisiens, choqués d'avoir été traités en « rebelles » — eux qui battent tous les records de loyalisme dans les DOM-TOM, avec Mayotte — ont voulu donner un leçon à M. Brial, soupçonné d'avoir accepté le dispositif mis en place par les autorités.

FRÉDÉRIC BOBIN.

... et la gauche en Martinique

MARTINIQUE : canton de Sainte-Marie (premier tour).

Inscr., 5 659 ; vot., 3 409 ; suffr. expr., 3 310. MM. Guy Renard (div. g.), 2 081 voix, ELU ; Joseph Catherine (RPR), 1 157 ; Albert Adéline (div. g.), 72.

[En recueillant 62,97 % des suffrages, M. Renard, soutenu par le PS, le PC et le Parti progressiste martiniquais, a facilement remporté cette élection partielle organisée à la suite de l'invalidation par le Conseil d'État du scrutin de 1985. Des erreurs avaient été relevées sur les listes électorales après le découpage de la municipalité de Sainte-Marie en deux cantons. M. Renard améliore de plus de quatorze points le score réalisé par les candidats de gauche au premier tour du scrutin de 1985 (48,55 %). M. Catherine, qui avait obtenu la siège de conseiller général lors du premier tour de l'élection de 1985, en recueillant 51,44 % des voix, perd plus de seize points et a obtenu, dimanche, 34,95 % des suffrages.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 889 ; vot., 2 841 ; suffr. expr., 2 667. MM. Catherine, 1 572, ELU ; Rousselina (PPM), 1 073 ; Yoyo (PS), 222.]

Communication

La CNCL et les radios locales privées

La délicate remise en ordre de la bande FM

C'est vers le 30 mars que la CNCL lancera l'appel aux candidatures pour les autorisations de radio en région parisienne. Elle ouvrira ainsi l'un des dossiers les plus épineux — historiquement — de l'audiovisuel. Problèmes de fréquence, de puis-

sance, de site, de réseau... Les sujets de réflexion sont multiples et les candidatures affluent déjà pour remplacer les 1 853 titulaires actuels d'autorisation sur les 1 610 fréquences actuellement exploitées.

« J'ignorais à quel point ce dossier était complexe », avoue M. Yves Rocca, le responsable du groupe de travail de la CNCL sur les radios. « Les candidats sont tous ici, motivés, et passionnés... »

Voilà bien ce qui, depuis cinq ans, fait l'originalité de ce dossier. La passion ! Elle supplante l'intérêt financier, balaie toute rationalité et se fonde du droit, des « sages » et de leurs raisons. Car la FM est une tour de Babel qui, malgré la tendance à l'hétérogénéité, bruisse encore de sons yiddish et de musique antillaise, des psaumes des radios chrétiennes, du hip-hop des radios musicales, comme des informations des radios périphériques. Attaquées, affaiblies, chancelantes, les radios de type associatif ou communautaire résistent et revendiquent le droit à l'existence face aux radios-entreprises.

A la CNCL de trancher ou de concilier les différentes logiques de ces radios. En y intégrant la philosophie de la loi Léotard : égalité de traitement entre tous les services autorisés sur la FM (publique et privée) et autorisation des réseaux.

Si le calendrier de travail de la CNCL a pris du retard du fait des

télévisions, le dossier radio est cependant loin d'être au point mort. Le groupe présidé par M. Rocca s'est réuni plusieurs fois. Des auditions d'associations et de fédérations représentatives ont eu lieu et un service administratif dirigé par M. Pascal Valéry-Radot a déjà débroussaillé efficacement le terrain.

Site publié le décret d'application de la loi Léotard sur le sponsoring et la publicité, la procédure pour le démarrage : 1° Appel aux candidatures sur une zone géographique déterminée ; 2° Publication par la CNCL de la liste des dossiers jugés recevables ; 3° Publication du plan des fréquences (type de fréquence, puissance, site d'émission) ; 4° Prélèvements des postulants concernant leur candidature à ces fréquences. 5° Décision de la CNCL. Le coup d'envoi sera donné pour Paris à la fin du mois, les arbitrages pouvant avoir lieu en juin ; après quoi, la CNCL entamera un tour de France de la FM en examinant successivement, semble-t-il, les dossiers des régions Nord-Picardie, Alpes-Jura, Rhône-Alpes, Franche-Comté, Cote d'Azur, Marseille, Champagne-Ardenne-Lorraine, Franche-Comté, Normandie-Bretagne... Mais nul ne

doute que Paris constitue le véritable défi.

Quarante fréquences pour Paris

Radios autorisées depuis 1983, radios pirates « squatant » une fréquence, mariages éclatés libérant cinq ou six associations se prévalant chacune d'une parcelle d'autorisation... Plus de 200 candidats devraient en effet se manifester dans les semaines à venir et rendre très délicates les arbitrages. « Sans doute est-il été satisfait de reconstruire un schéma FM théorique idéal, porteur de tous les programmes recherchés par le public », admet M. Yves Rocca, en évoquant notamment les vœux du BLIM (Bureau de liaison des industries musicales) quant au pluralisme musical sur la FM. « Mais il faudra être réaliste, tenir compte de l'historique des stations et de certaines radios d'expression ».

Réalisme ? Il n'y aura pas de quotas obligatoires en matière de musique, de langue ou de contenu — incontrôlable, — si ce n'est pour chaque station l'obligation de diffuser 20 % au moins de programme propre (contre 30 % sous la précédente loi). Réalisme ? Aux dix-huit fréquences que proposait TDF dans son plan de fréquences parisiennes, la CNCL aurait, semble-t-il, préféré les quarante mises en valeur par ses services techniques. Quarante fréquences permettant de couvrir Paris et la petite couronne, et parmi lesquelles on distingue trois classes suivant les puissances d'émission qu'elles peuvent tolérer.

Ces quarante stations parisiennes se doubleraient de quarante autres de faible portée en banlieue. Reste à les regrouper sur un ou plusieurs sites (tour Eiffel, tour Montparnasse)... pour éviter au maximum toutes perturbations. Quant aux réseaux, ils devraient respecter au principe de la fréquence unique, pourtant souhaitée par beaucoup, et présenter, région après région, leurs différentes candidatures.

Bref, un dispositif et des principes inspirés du Canada et des États-Unis qui vise à concilier les particularismes de la situation française et le mécanisme déjà rodé des institutions telles que la FCC américaine et le CRTC canadien. Les radios commerciales les trouveront trop timides sur les hauteurs de puissance autorisées. Les radios associatives s'inquiéteront du mode de répartition des stations entre « bonnes » et « moins bonnes » fréquences. Serait-ce jouer les Cassandre que de prédire de sacrés grognements de dents ?

ANNICK COJEAN.

Accord sur le financement de l'audiovisuel en RFA

Publicité plafonnée sur les chaînes publiques pour permettre le lancement de télévisions privées

BONN de notre correspondant

Le paysage audiovisuel ouest-allemand, dont l'ouverture aux médias privés faisait l'objet depuis quatre ans d'une interminable querelle entre les Länder (régions), dont relève le droit de diffusion, s'éclaircit peu à peu. Quatre mois après un arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe fixant les règles de la coexistence sur le plan juridique entre les secteurs public et privé, les ministres-présidents des onze Länder ouest-allemands se sont accordés jeudi 12 mars sur les questions de financement.

Cet accord permet de répartir les cinq canaux du satellite de télévision directe TV-SAT I (l'équivalent de TDF I). Les deux chaînes de télévision publique (ZDF et ARD) auront chacune à sa canal. Les trois autres seront gérées par les offices de diffusion des Länder, qui se sont regroupés pour l'occasion en trois zones (nord, sud et ouest). Les deux zones nord et sud, dominées par les partis politiques conservateurs, loueront leur canal à des sociétés privées de programmes — en principe RTL. Plus, dont le groupe Bertelsmann détient 40 % aux côtés de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), et SAT I, dominés par les groupes Springer et Kirsch. L'incertitude demeure sur le cinquième canal qui sera dans l'immédiat utilisé par ZDF pour diffuser son programme 3 SAT.

Cette répartition n'a été possible qu'à la suite du règlement du

litige opposant les Länder chrétiens — et sociaux-démocrates sur le partage des recettes publicitaires et le maintien des capacités de financement du service public. En échange d'un accord sur les augmentations à venir de la redevance, qui doivent permettre d'assurer le développement des chaînes publiques, les Länder sociaux-démocrates ont accepté le principe d'une limitation des recettes publicitaires de ces chaînes officielles. Ce plafonnement était réclamé par les partis démocrates-chrétiens et libéraux qui souhaitent ainsi réserver une part suffisante du marché publicitaire aux médias privés.

La mise en service de la télévision directe est prévue pour la fin 1987, si le lanceur européen Ariane ne fait pas défaut. Une grande partie des téléspectateurs européens pourraient, à terme, recevoir les quatre (puis cinq) programmes ouest-allemands s'ils sont équipés d'antenne. La norme européenne D2 Mac Paquet permet, en effet, la traduction simultanée des programmes.

Dans cette bataille, la guerre de retardement menée par les sociaux-démocrates a donné le temps aux chaînes publiques de se renforcer avant l'arrivée du privé. En revanche, les chrétiens-démocrates ont tout fait pour favoriser le privé dans les Länder qu'il gouvernent, accordant, en particulier, un traitement préférentiel à la chaîne SAT I, dont les programmes d'information dépendent du groupe de presse Springer.

HENRI DE BRESSON.

● Lancement de Suisse. — Le premier télétexte suisse, inspiré de l'exemple français, devrait être lancé le 16 mars à Genève. L'initiative est due au quotidien genevois le Suisse, qui a mis au point un système vidéo-télétexte baptisé Suisse, pour lequel il a investi 1,5 million de francs suisses. Le prix de l'abonnement est de 89 francs suisses — soit 230 francs — pour huit heures d'utilisation par mois, y compris le coût du matériel. Les promoteurs de Suisse comptent sur cinq mille abonnés, mais l'équilibre financier sera acquis avec deux mille abonnés. Les premiers résultats auprès des abonnés potentiels seraient très intéressants.

21e siècle

هكذا من الأدلة

Société

... Le Monde • Mardi 17 mars 1987 13

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Le nouveau mystère Chalier

Où était Yves Chalier, entre le 4 mai et le 8 juillet 1986 ? D'après ses déclarations au juge d'instruction : au Brésil, à Rio, et mille part ailleurs. Avec la police brésilienne de MM. Michau et Steiner, cette réponse devait, en théorie, être simple. Mais la seule entrée officielle, sous sa véritable identité, relevée auprès de la police brésilienne ne remonte qu'au 8 juillet. Ce jour-là, Yves Chalier serait arrivé au Brésil par un vol de la Varig Madrid-Rio, mais sa présence dans l'avion n'a pu encore être formellement établie.

Yves Chalier aurait donc séjourné en Europe après le 4 mai, date à laquelle sa trace est perdue par les policiers à Londres, d'où l'on suppose qu'il avait gagné le Brésil. Une logique courtoise en conclut qu'il n'était pas au Brésil, il était donc ailleurs... Or c'est impossible : il a forcément séjourné un temps, durant cette période, à Rio. Ce fait est établi par les témoignages concordants de M. Pierre Chirelli, jeune médecin corse « en affaires » au Brésil, et d'un inspecteur de la police de l'air et des frontières, M. René Baudin.

Le 19 mai 1986, en effet, M. Chirelli arrive à l'aéroport de Roissy en provenance de Rio, avec deux valises qu'il avait remises Yves Chalier. L'une contient deux photos d'identité qui serviront, plus tard, à la confection du faux « vrai-faux » passeport, l'autre un rapport manuscrit de M. Chalier sur l'affaire du Carrefour du développement, qui aboutira le 13 juin « dans la boîte aux lettres » de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, puis le 24 juin sur le bureau du juge Michau. M. Chirelli est accueilli par l'inspecteur Baudin, à la demande du contrôleur général de la police nationale Jacques Delabois, et par un pair de corse de jeux parisiens, M. Edmond Raffalli.

Les deux valises de l'affaire

M. Chalier était donc au Brésil avant le 8 juillet. Mais la découverte brésilienne suggère qu'il fit des allers et retours, pour voir — en juin ? — ses protecteurs parisiens. D'abord, comment est-il entré au Brésil après sa disparition de Londres, le 4 mai ? Sous quelle identité ? Avec quel passeport ? Bénéficiait-il déjà d'une structure d'accueil lui permettant d'éviter les contrôles de police et de laisser ainsi une trace de son passage ?

Ensuite, qui étaient les « protecteurs » que M. Chalier serait ainsi revenu voir, après le retour de M. Chirelli à Paris ? Des protecteurs, en tout cas, fort bien informés. Quand M. Chalier arrive à Rio, le 8 juillet, le mandat lancé — enfin ! — contre lui par le juge Michau ne date guère que de quarante-huit heures, la presse parisienne n'en faisant état que le 10 juillet.

Nul doute que le juge Michau aura à cœur d'éclaircir ce nouveau mystère en posant de nouvelles questions à l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci. En revanche, les

investigations brésiennes ont permis de recouper et de vérifier le récit de M. Chalier pour la suite de sa « cavale ». Il fut bien accueilli à Rio, par M. Jules Philippe Filippetti, citoyen français d'origine corse et considéré comme l'un des chefs de la mafia du vidéo-poker au Brésil. L'époque où il affirme avoir reçu, des mains de M. Campana, le « vrai-faux » passeport, confectionné en juillet par la DST, au nom de Yves Navarro, correspond bien à un voyage en France de celui qui était, alors, le chef de la police civile de Rio. M. Campana quitte Rio pour Paris, avec M. Filippetti, le 17 juillet, et revient au Brésil le 30. Comme

par hasard, cette délivrance d'un faux passeport correspond au moment où la police fédérale brésilienne commence à s'intéresser au séjour de M. Chalier. Si M. Michau n'a pas obtenu ce qu'il voulait à Rio — poser des questions à M. Campana — il en revient tout étonné avec une découverte embarrassante. Car cette contradiction dans le récit de M. Chalier sur les deux premiers mois de sa cavale relance « l'affaire dans l'affaire ». L'exploiter, la comprendre et la clarifier suppose en effet des investigations complémentaires sur d'éventuels séjours parisiens de M. Chalier en juin 1986, sur ceux qui l'ont accueilli, sur les lieux où il a pu séjournier. Or cette

logique de l'enquête est quelque peu contradictoire avec le choix fait par M. Michau, depuis que le ministre de l'Intérieur, le directeur de la DST et le parquet lui ont opposé le « secret-défense », entravant ainsi ses légitimes curiosités sur la manipulation politique du scandale Carrefour du développement.

Sensible au rapport de forces, M. Michau semble avoir adopté une position de repli devant cette mobilisation dont l'enjeu est évidemment politique. Tout en refusant catégoriquement la légitimité du « secret-défense », dans une ordonnance rendue le 3 février, il avait battu en retraite, le 21 janvier, en renonçant à incarner, comme il en avait l'intention, le contrôleur général Delabois, soupçonné d'avoir été le « manipulateur » parisien de M. Chalier. Il s'était, depuis, contenté de la seule instruction de la première affaire, le scandale politico-financier impliquant M. Christian Nucci. La découverte brésilienne lui rappelle que le premier et le second volet du dossier sont inséparables.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Après la mort de M^{me} Aoudache au commissariat de Thionville

Un policier est inculpé d'homicide involontaire

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy (Meurthe-et-Moselle) vient d'inculper d'homicide involontaire un inspecteur de police de Thionville, M. Fernand Turry, dans le cours du supplément d'information demandé par la famille de M^{me} Aoudache, décédée le 15 août 1984, peu après son audition au commissariat (Le Monde, du 23 avril et du 2 mai 1986).

Aidé par son avocat, M. Lepetit, du barreau de Paris, l'inspecteur sera entendu dans un mois environ. Selon M. Michel Ancillon, secrétaire régional du SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en

civil), il s'agit « d'une inculpation excessive ». « On a trouvé un bon émissaire », a-t-il estimé — mais cela nous permettrait d'avoir accès au dossier et de savoir exactement de quoi il retourne. Notre collègue continue ses activités et garde la confiance de ses collègues et de sa hiérarchie ».

Quatre expertises médicales

Le 14 août 1986, neuf policiers de Metz, Thionville (Moselle) et Jœuf (Meurthe-et-Moselle) étaient intervenus au domicile de M^{me} Aoudache, quarante-sept ans, mère de onze enfants, afin de procéder à une perquisition. À la suite d'un vol de bijoux. Devant la résistance des personnes présentes, les policiers avaient alors fait usage de gaz lacrymogènes, puis ils avaient commencé à fouiller les lieux. M^{me} Aoudache, pour l'interroger. Libérée deux heures plus tard, celle-ci avait été prise de malaise. Transportée à l'hôpital, elle devait y décéder au cours de la nuit.

Quatre expertises médicales avaient été ordonnées. Les deux premières concluaient à une mort naturelle, tandis que les deux autres admettaient la relation de cause à effet entre l'inhalation du gaz et la mort. En mai 1985, le tribunal de grande instance de Briey avait conclu l'affaire par un non-lieu.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 14 mars, à la suite d'une erreur de transmission, M. Alain Chelidon n'a pas déclaré au cours de sa conférence de presse du 12 mars qu'il faisait passer ses projets à l'arrêt en force, tantôt en faiblesse mais tantôt en force, tantôt en supplexes.

Inculpé de contrefaçon de billets de banque

M. Serge Livrozet remis en liberté

M. Serge Livrozet, éditeur-écrivain et fondateur du Comité d'action des prisonniers (CAP), qui est inculpé de contrefaçon de billets de banque, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, vendredi 13 mars. M. Jean-Louis Beaupuis, juge d'instruction au tribunal de Paris.

M. Livrozet avait été arrêté, ainsi que trois autres personnes, le 29 août 1985 après la découverte, dans l'imprimerie parisienne de sa maison d'édition, les Lettres libres, de 70 millions de fausses coupures de 100 francs. L'associé de M. Livrozet, M. Bernard Chetron, a depuis reconnu avoir fabriqué les faux billets à son insu.

FAITS DIVERS

● Saisie de cocaine en Guadeloupe : deux arrestations. — 2 kilos de cocaine ont été saisis le vendredi 13 mars dans la partie française de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, à 250 kilomètres au nord de Pointe-à-Pitre. Deux personnes ont été arrêtées : M. Nelson Augustin Sela, soixante-cinq ans, de nationalité colombienne et domicilié sur la partie hollandaise de Saint-Martin depuis deux ans, et M. Peter Wurm, quarante-cinq ans, ressortissant hollandais né à Prague et restaurateur depuis six mois sur la partie française de l'île.

L'affaire, suivie également par les policiers des Antilles néerlandaises, a abouti, le samedi 14 mars, à l'interpellation du fils de M. Sela, en zone hollandaise de l'île. — (Corresp.)

● Proxénétisme : trente et une personnes inculpées après une rafle dans les Landes. — Trente et une personnes ont été inculpées de proxénétisme ou de proxénétisme aggravé à la suite de l'opération de police menée, jeudi 12 mars, dans les bars louches situés à proximité de l'ancien camp américain du Pottau, à la limite de la Gironde et des Landes, sur la route Bordeaux-Mont-de-Marsan (Le Monde daté 15-16 mars).

Vingt-sept d'entre elles ont été écrouées à Mont-de-Marsan et à Bordeaux pour proxénétisme aggravé. Les quatre autres ont été inculpées de proxénétisme simple et libérées, mais trois demeurent toutefois sous contrôle judiciaire.

● Une clientèle d'un bar-PMU de Cannes tuée au cours d'un hold-up. — Un hold-up tenté dimanche 15 mars, vers 13 h 30, par deux malfaiteurs au Majestic, un bar-PMU du centre de Cannes, a tourné au drame : une cliente de l'établissement, M^{me} Andrée Simon, quarante-trois ans, a été mortellement blessée par l'un des agresseurs, qui a pris la fuite avec son complice.

La cache de Vitry-aux-Loges

Action directe : des armes qui accusent

A leur tour, les armes saisies dans la ferme de Vitry-aux-Loges, où résidaient les responsables d'Action directe, accusent. Le fusil d'assaut belge, le revolver Smith et Wesson, les trois Colt 45, le revolver 357 magnum, le pistolet-mitrailleur et le pistolet automatique 7,65 volé à un policier belge ont été et continuent d'être soigneusement étudiés. Au terme des premières expertises, communiquées oralement à la justice et à la police, plusieurs de ces armes auraient servi au cours des attentats et des assassinats commis par action directe en 1985 et 1986.

C'est ainsi que les « premiers pointages » du laboratoire d'expertise ont déterminé — sous réserve de vérifications plus approfondies — que l'un des revolvers saisis à tuer Georges Besse, président de la régie Renault, le 17 novembre 1986. De même, l'analyse d'un pistolet de calibre 11,43, à double détente, de manière plus fragile pour l'instant, qu'il a été utilisé par l'un

des assassins de l'ingénieur-général René Audran, le 25 janvier 1985, à la Celle-Saint-Cloud.

Enfin, le pistolet-mitrailleur saisi par la police dans la ferme de Vitry-aux-Loges après l'arrestation de Jean-Marie Roullan, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron, aurait servi aux membres d'Action directe au moins à deux reprises. Tout d'abord, lors de la tentative d'assassinat de M. Guy Bana, vice-président du CNPF, le 15 avril 1986. M. Bana, rappelé par sa femme au moment où il était sur le palier de sa maison, avait échappé à une trentaine de balles, alors que son chauffeur était blessé à la mâchoire et à l'épaule.

Ce pistolet-mitrailleur aurait ensuite « arrosé » la façade d'Interpol, situé à Saint-Cloud, le 16 mai 1986, tandis que deux hommes plaçaient des charges explosives au pied du siège de l'organisation internationale. L.A.

SCIENCES

Les premiers résultats de la supernova

Naissance d'une astronomie nouvelle

LES ARCS
de notre envoyé spécial

« L'astronomie des neutrinos extra-solaires est née le 23 février 1987. » Telle fut, samedi 14 mars, la conclusion de l'astrophysicien américain David Schramm lorsqu'il fit le bilan des « Rencontres de Moriond », qui viennent d'avoir lieu aux Arcs (Savoie). Ce colloque international est organisé annuellement depuis 1966 par deux chercheurs du CNRS, M. et M^{me} Traub. Un des thèmes retenus était la physique des neutrinos, ces particules presque indétectables qui parcourent l'univers en tous sens et traversent la Terre de part en part, sans qu'on s'en aperçoive.

On supposait que bon nombre de neutrinos sont créés dans ces explosions d'étoiles qui sont les supernovas, sans en avoir la preuve. L'apparition, le 23 février, d'une supernova proche (la Monde du 11 mars) a permis à trois groupes d'expérimentateurs (japonais, américains, soviétiques) de constater qu'ils avaient détecté ce jour-là un nombre excessif de neutrinos.

Le 27 janvier à 7 h 36, temps universel (8 h 36 en France), l'appareillage japonais détectait douze neutrinos en treize secondes, alors que le niveau normal est un neutrino toutes les deux ou trois secondes. Les Américains et les Soviétiques trouvaient simultanément des excès, moins nets, de neutrinos. Chaque expérience isolée laisserait place à un léger doute, mais la triple coïncidence l'exclut.

L'astronomie des neutrinos est-elle née à 7 h 36 ou à 2 h 52 ? Cinq heures avant les autres, des expérimentateurs italiens ont aussi observé un petit excès de neutrinos. Si ces neutrinos viennent bien de la supernova, il faut alors expliquer pourquoi d'autres neutrinos ont été émis cinq heures plus tard, ce qui n'est pas facile. Aussi les physiciens estiment-ils qu'il s'agit probablement d'une accumulation accidentelle

de neutrinos et que l'explosion de la supernova a bien eu lieu à 7 h 36 (à cent soixante-dix mille ans près, temps qu'il a fallu aux neutrinos et à la lumière pour venir jusqu'à nous).

Conséquences théoriques

Au vu de son émission lumineuse, la supernova est atypique et cadre mal avec les modèles définis par les astrophysiciens. En revanche, l'émission des neutrinos est bien en accord avec la théorie. Leur nombre est conforme à ce qu'elle prédit. Leur énergie paraît un peu grande, mais cela ne gêne guère les astrophysiciens, dont les modèles sont assez complexes pour s'ajuster aux énergies mesurées.

Importantes pour la connaissance des supernovas, ces détections sont aussi pour la physique des neutrinos. Elles donnent une limite supérieure de la masse de ces particules. Si celle-ci est nulle, comme on l'admet en général, tous les neutrinos ont voyagé à la même vitesse (celle de la lumière). Mais, si les neutrinos ont une masse, leurs vitesses ont été légèrement différentes, et sur cent soixante-dix mille ans cela ferait des écarts importants à l'arrivée si la masse n'était pas extrêmement faible. On obtient ainsi une limite meilleure que celles obtenues par d'autres méthodes.

Une autre limite, encore plus fondamentale, porte sur le nombre d'espèces de neutrinos. On connaît actuellement trois espèces de ces particules, mais il pourrait y en avoir d'autres. Cependant, plus il y en a, moins on devrait voir de neutrinos dans les appareils, lesquels ne détectent qu'une seule espèce. Les observations impliquent qu'il existe au maximum une dizaine d'espèces de neutrinos. C'est là une très forte contrainte, entièrement nouvelle, qui s'impose aux théories des particules fondamentales.

MAURICE ARVONNY.

Eurotunnel, c'est le grand bond en avant de l'Europe vers l'an 2000. Avec la traversée de la Manche en 35 minutes. Tous les jours, toutes les nuits, toute l'année. Par un double tunnel foré à 40 mètres en dessous du fond de la mer à l'abri des mauvaises surprises et du mauvais temps.

Un double tunnel dans lequel se succéderont des navettes ferroviaires sur lesquelles embarqueront tous les véhicules — voitures particulières, cars, caravanes, camions, motos — avec leurs passagers, et les trains de voyageurs et de marchandises.

Véritable autoroute roulante, Eurotunnel traversera à 160 km/h les 50 kilomètres qui ne sépareront plus jamais la Grande-Bretagne et le Continent. Et permettra aux T.G.V. de relier Paris et Londres en 3 heures.

Eurotunnel n'est pas seulement une réalisation technologique de premier plan, c'est aussi des milliers d'emplois directs et indirects générés dès aujourd'hui par sa construction et celle de ses équipements, et demain par son exploitation.



EUROTUNNEL. UN PAS DE GÉANT.

Société

La manifestation contre le projet de réforme du code de la nationalité

« Nos copains de biberon... »

Trente mille personnes ont manifesté à Paris, dimanche 15 mars, contre le projet de réforme du code de la nationalité préparé par M. Alain Chalon. Répondant à l'appel de quelques deux cents organisations politiques, syndicales et associatives, elles ont défilé, dans le calme, entre la Bastille et Richelieu-Drouot.

Multiforme et complexe, le cortège portait en lui la diversité que souhaitent préserver les adversaires du projet de loi. Immense et laconique, une banderole portant l'inscription « Retrait du projet de code de la nationalité » précède les manifestants. Si le mot d'ordre est unique, la foule qui le suit paraît en revanche hétérogène. Les personnalités politiques forment une cohorte imposante en tête du cortège. Rangés en carré, comme pour assister à l'assaut des grands boulevards, les dirigeants du PS et du PC présentent un front commun plutôt inhabituel : MM. Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement ou Pierre Mauroy pour le PS côtoient MM. André Lajoinie, Jack Ralite et Pierre Jaurès, membres du PC, et Alain Krivine, responsable de la Ligue communiste révolutionnaire, ou Edmond Maire, secrétaire général de la CFTD.

Plus loin, M. Jack Lang défille hors du cortège officiel. « Il y aura, estime-t-il, d'autres manifestations contre un certain ordre moral et un idéal de société. » Accroché à son bras, l'actrice Mimi-Mon s'indigne en fixant la poitrine de ses baskets noires : « C'est une honte

pour le pays d'avoir même pensé à ce code », affirme-t-elle. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, l'une des associations organisatrices de la manifestation, se déclare satisfait de l'ampleur du rassemblement. « Il faut maintenant la pression sur le gouvernement tant que nous n'avons pas la certitude que le projet ne sera pas déposé », explique-t-il, en faisant ainsi allusion à la décision de

M. Chalon de repousser sine die l'examen du projet de loi par les Assemblées.

Derrière lui, se presse une procession bigarrée, véritable mosaïque de groupes et d'associations. Aux cris de : « On est tous des enfants d'immigrés » ou de : « La racine n'est pas morte, Chalon bouge encore », des familles entières défilent d'un pas tout dominical. Une

matrice tente de rassembler ses enfants couverts d'auto-collants antiracistes, tandis qu'une autre pilote une poussinette sur laquelle est inscrit : « Nos copains de biberon s'appellent Alim, Fatima et Carlos ». Des étudiants et des lycéens s'insurgent contre « cette nouvelle ségrégation », aux côtés d'un monsieur qui brûle très dignement son passeport.

Des dizaines de journaux, de revues et de tracts sont distribués ou vendus par des jeunes qui louvoient entre les différents cortèges. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MURAP) cède le Syndicat national d'enseignement de second degré (SNES) et plusieurs associations arrivées de province le matin même. Une compagnie théâtrale présente, au défilé, plusieurs tableaux vivants tragi-comiques sur le thème de l'oppression.

Parallèlement à ces protestations contre le projet de M. Chalon, des revendications diverses émaillent la manifestation. D'aucuns réclament, par exemple, la libération de Nelson Mandela (que l'on propose d'échanger contre Charles Pasqua). L'examen de la loi n'étant plus imminent, le rassemblement devient le lieu d'expression d'une inquiétude générale. « Après tout, déclare un jeune anarchiste à demi caché derrière son drapeau noir, on doit craindre que rien ne se passe. L'endroit se prête bien à cela, je ne regrette pas d'être venu ».

Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. « Dire que je me suis levé tôt pour assister à ce défilé mondial », soupire Fatima, une jeune Algérienne de vingt-deux ans. Les Bours affirmes souvent ne pas se retrouver dans les revendications affichées. « Tout cela est la récupération politique et les préoccupations électoralistes », commente Djida Tazdilt, présidente des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB) qui, de propos délibéré, ne sont pas venus à Paris. « Nous, nous avons mieux à faire, explique Djida. Il y a des expulsions sur le terrain ».

RAPHAËLE REROLLE

© M. Séguin : « Extrême droite et Harlem Désir même combat ». — M. Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, a qualifié d'irréel, dans le *Quotidien de Paris* du 16 mars, le débat sur le projet de réforme du code de la nationalité. Il s'est notamment étonné du « contraste entre un gouvernement qui recherche les éléments d'un consensus minimum et les extrémismes de tout poil qui cherchent à l'empêcher. A cet égard, a-t-il ajouté, extrême droite et Harlem Désir, même combat. Chacun a ses fondements de commerce et tient à le conserver ». « Toute autre politique que la nôtre », a conclu M. Séguin, « serait, par son langage, contraire à nos intérêts ou, par sa brutalité, contraire aux traditions de la France ».

CATASTROPHES

Premiers récits des séismes en Equateur

« Un lincoln de boue recouvrant voitures, animaux, habitants... »

Quito (APP). — Des pans de montagnes dévalaient vers la vallée, arrosant tout sur leur passage, un lincoln de boue recouvrant, dans les rues, voitures et habitants. Des survivants hébétés préféraient dormir sous des tentes de fortune plutôt que sous leur toit. « Tel est le spectacle qu'ont vu les envoyés spéciaux de l'AEP, les premiers représentants de la presse internationale qui ont pu parvenir jusqu'à la zone ravagée par les séismes des 5 et 6 mars derniers dans la province du Napo et de l'Imbabura, sur les versants amazoniens des Andes équatoriennes ».

Et ce n'est pas tout. Selon le docteur Luis Jorge Perez, spécialiste des grandes opérations d'urgence de l'Organisation panaméricaine de la santé, il y aurait encore quelque cinq cents personnes isolées dans la forêt. Aux très difficiles conditions naturelles, s'est ajouté, en effet, le mauvais temps qui empêche les hélicoptères de voler. Ces isolés sont bloqués dans le village de Raventador et ils ont réussi à établir une liaison radio avec la mission évangélique de Santa Rosa pour demander l'urgence des vivres et des médicaments.

La route « pétrolière » qui menait aux champs de Lago-Aguero est com-

EDUCATION

Le colloque des Cercles universitaires

Triste anniversaire...

Triste anniversaire... Alors que les Cercles universitaires auraient dû fêter dans l'allégresse un an de gouvernement Chirac, leur colloque, samedi 14 mars à Paris, s'est tenu sous le signe « du découragement, voire de l'échec ». Il est vrai que les mois écoulés ont été rudes. Rux qui avaient bataillé contre la réforme Savary et pour le retour de la droite au pouvoir ont dû avaler, coup sur coup, le refus du ministre des universités de soutenir leur projet de réforme « libérale », puis l'abandon, sous la pression des étudiants, de la loi Devaquet qu'ils avaient soutenue par fidélité au gouvernement, bien qu'elle ne soit pas « la leur ».

Deux échecs cuisants qui n'étaient pas faits pour améliorer les relations toujours difficiles, à droite, entre les universitaires et les hommes politiques. Et ce n'est pas l'interview publiée dans le *Nouvel Observateur*, où l'ancien ministre des universités renouvelait ses attaques contre les « ultra-libéraux », qui pouvait remonter le moral des troupes.

C'est pourquoi le président des Cercles, M. Michel Frigant, proche de M. Barre et visiblement inquiet de ce climat délétère, indiquait clairement la ligne à suivre en attendant des jours meilleurs. Après avoir rappelé, pour la forme, « d'où on parle » (« Il est clair que les Cercles se situent dans l'actuelle majorité et apportent leur soutien au gouvernement Chirac »), il annonça un prudent repli stratégique du politique à l'académique. « Nous devons maintenant privilégier le débat technique au détriment de l'affrontement idéologique. L'université en a assez d'être l'otage de la vie politique et doit être définitivement à l'abri des coups bas de l'alternance. On ne peut pas changer de loi chaque fois qu'on change de majorité. Les actions de grande envergure ne permettant pas de réussir, il faut chercher le consensus minimal qui permettra de rétablir la confiance et de reconstruire l'université et l'opinion ».

Dans l'immédiat, M. Frigant a recommandé de mettre une sourdine au combat sur les institutions — « la loi Savary est la loi même et elle est injuste » — et de réfléchir aux missions fondamentales de l'université et aux moyens indispensables pour les assurer. « Un réajustement budgétaire est

indispensable pour que toute politique universitaire soit crédible », a-t-il indiqué.

« Il est temps de s'y mettre »

Ayant placé le colloque sur le thème de « l'avenir de l'université », les Cercles ont donc cherché à noyer dans la prospective l'angoisse laissée par le proche passé. Ils ont voulu réfléchir aux façons de permettre à l'université de se moderniser et d'accueillir un plus grand nombre d'étudiants, tout en améliorant son efficacité et en préservant son rôle fondamental, qui est de faire progresser le savoir. M. Stéphane Rials, professeur à l'université de Caen, a suggéré la création de doubles filières, les unes plus sélectives et donnant une formation de haut niveau, les autres largement ouvertes et tenant compte du désir des étudiants de recevoir une préparation plus professionnelle.

Le doyen Rabichon, de Montpellier-I, a exhorté ses collègues à appliquer les dispositions des lois Faure et Savary, qui stipulent que c'est aux professeurs d'assurer l'orientation des étudiants. « L'augmentation et la diversification des bacheliers est un fait de société auquel on ne peut pas échapper. Les universitaires doivent en prendre conscience. Ce n'est pas dégradant pour eux de s'adresser à l'orientation des étudiants. Il est temps de s'y mettre... ».

M. Paul Debevoise (Paris-VI) a suggéré de rassembler les universitaires et les chercheurs du CNRS dans un corps unique, pour faciliter le passage entre les deux fonctions. M. Jean-Jacques Benveniste (Paris-I) a demandé qu'une plus grande autonomie de gestion soit accordée aux universités et a estimé que les droits d'inscription pouvaient être abaissés à condition que la transparence soit totale et qu'ils correspondent à des services réels.

Enfin, M. Pascal Salin (Dauphine) a souhaité la création de lieux de rencontre internationaux pour permettre un meilleur accueil des professeurs et des étudiants étrangers. « Il faut expliquer aux hommes politiques qu'ils ne peuvent pas être une grande nation quand l'université est moribonde », a-t-il déclaré tristement, exprimant ainsi la morosité générale d'universitaires qui, après avoir mis tous leurs espoirs dans le changement politique, se considèrent à nouveau comme des « mal-aimés » — y compris de leurs amis.

FRÉDÉRIC GAUSSEN



Brouillard dans le code

(Suite de la première page.)

En revanche, les enfants de Marocains, de Tunisiens ou de Portugais devraient faire, à seize ans, une demande de nationalité française, et celle-ci pourrait leur être refusée, notamment pour motif de défiance.

Les retouches n'ont pas suffi. Echaudé par le mouvement étudiant, M. Chirac a préféré mettre cette réforme entre parenthèses. Il n'est pas question de faire adopter ce texte à la session parlementaire de printemps, compte tenu du climat d'affrontement actuel, a précisé le garde des sceaux. Mais pas question non plus de retirer le projet, comme le demandaient les manifestants du 15 mars.

M. Chalon, qui, visiblement, ne « sent » pas cette réforme, multiplie les signaux contradictoires. Il souligne, tantôt, sa nécessité, tantôt sa portée très limitée. A l'entendre, on ne va pas changer grand-chose, mais on doit changer quand même. Vouloir rassurer à la fois gauche et droite, défenseurs des immigrés et champions de l'identité nationale, il finit par décevoir tout le

monde : Harlem Désir dénonce la « manœuvre » et Jean-Marie Le Pen la « capitulation ». Ce qui conduit M. Séguin à déclarer sans s'engager de nuances : « L'extrême-droite et Harlem Désir, même combat ».

Une commission de sages

Le garde des sceaux n'a pas contribué à éclaircir les choses en annonçant, à la veille de la manifestation du 15 mars, la constitution d'une « commission de sages ». Si l'on comprend bien son contenu au *Figaro* du 14 mars, cette commission pourrait tout remettre en question : elle devra « proposer un choix entre une simple modification de la législation actuelle, comme l'avait fait le gouvernement, ou une refonte complète d'une législation complexe, hétérogène et fort confuse ».

Serait-on reparti pour un tour ? S'agit-il d'endormir les esprits, pour faire adopter le texte à la sauve, comme le soupçonnent les

organisations de la manifestation du 15 mars ? Ou plutôt de renvoyer le projet aux calendes grecques, comme l'estiment, plus optimistes, certains jeunes Maghrébins ? On peut faire confiance en tout cas au Front national pour souffler sur les braises. Sa manifestation du 2 avril à Paris ne sera-t-elle pas organisée sur le thème : « Nos Français ont un honneur qui se mérite » ?

Ce débat filandréux a fait oublier que les vrais problèmes de l'immigration sont ailleurs : dans les HLM, les écoles, les agences de l'emploi. Une politique de l'immigration reste à définir et à appliquer. Elle concerne davantage M. Séguin, Méhaignerie et Monory que M. Pasqua et Chalon. Cette bataille pour l'intégration est peut-être moins payante électoralement que le code de la nationalité, mais, à l'évidence, beaucoup plus importante. Aussi bien pour les immigrés et ceux qui les choisissent que pour l'« identité nationale ».

ROBERT SOLÉ

La première assemblée générale du GERMES

M. Hernu dénonce l'absence d'une Europe de la défense

LYON de notre envoyé spécial

L'ancien ministre socialiste de la défense, M. Charles Hernu, a vivement dénoncé l'incapacité de l'Europe à concevoir sa propre défense et il a invité la France, dans

la perspective d'une négociation entre les Etats-Unis et l'URSS sur le désarmement des armées, à se lancer — au besoin sans la coopération des alliés — dans la construction d'un satellite d'observation militaire, qui contrôlerait l'application d'un tel accord.

M. Hernu présidait, le samedi 14 mars à Lyon, la première assemblée générale du Groupement d'étude et de réflexion militaires et stratégiques (GERMES) qu'il a créé après son départ du ministère de la défense en 1985 et qui compte aujourd'hui deux mille adhérents, avec des « antennes » dans toute la France.

« L'Europe de la défense n'existe pas », a déclaré M. Hernu. C'est un leurre. La volonté politique commune de faire l'Europe de la défense fait défaut. Il y a des politiques divergentes en matière militaire. La Grande-Bretagne est tributaire des Etats-Unis pour sa sécurité et elle est la base avancée américaine en Europe. La République fédérale d'Allemagne est attachée à conserver des relations éco-

nomiques et diplomatiques avec les pays de l'Est, du fait de sa volonté de réunification politique des deux Allemagnes. C'est un pays, à sa façon, otage des Soviétiques... L'Union soviétique exerce une stratégie de coercition sur l'Allemagne fédérale ; c'est une question nouvelle sur laquelle nous, Français, nous devons nous interroger ».

Néanmoins, l'ancien ministre de la défense a estimé que la force militaire française offre « une capacité de dissuasion élargie en Europe, qui renforce la dissuasion des alliés et qui n'existe pas du temps général de Gaulle ».

« Entre la France et l'Allemagne fédérale », a ajouté M. Hernu, il y a des intérêts stratégiques communs. Il y a un pilier franco-allemand de la défense. Fortifions-le pendant qu'il est encore temps. Mais il faut le faire vite, car, à l'Est, il y a du nouveau depuis M. Gorbatchev ».

Approuvé par M. Léo Hauman, ancien ministre de l'Information durant le septennat du général de Gaulle, qui considère que « la France ne doit pas boudier » les conversations américano-soviétiques sur les armées, M. Hernu a affirmé que la priorité européenne devait aller au lancement d'un satellite militaire d'observation, de façon à ne pas dépendre « d'informations obscurcies par les Etats-Unis ou l'Union soviétique ». Si l'Europe n'est pas de cet avis, a encore estimé l'ancien ministre de la défense, « il faut que la France ose le faire toute seule ». « C'est un besoin absolu de la France, tout de suite après sa force nucléaire ».

JACQUES ISNARD

Centre

Gardjeff-Ouspensky

Tél. : 42-73-17-06

JEUDI 19 MARS

Le Monde

VOUS PROPOSE 80 ROMANS

Le Monde LIVRES

Une sélection de 80 romans du monde entier

Un voyage à travers les littératures contemporaines

Supplément magazine de 80 pages

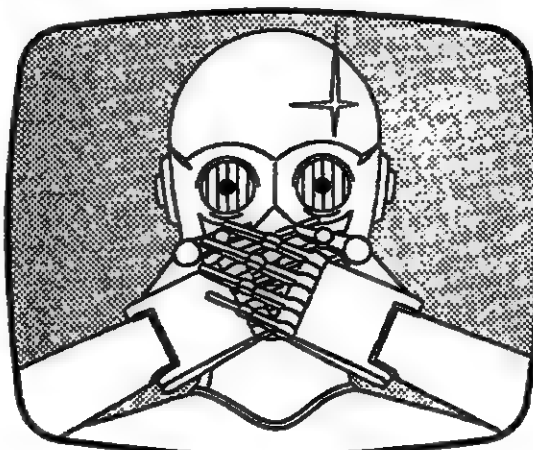
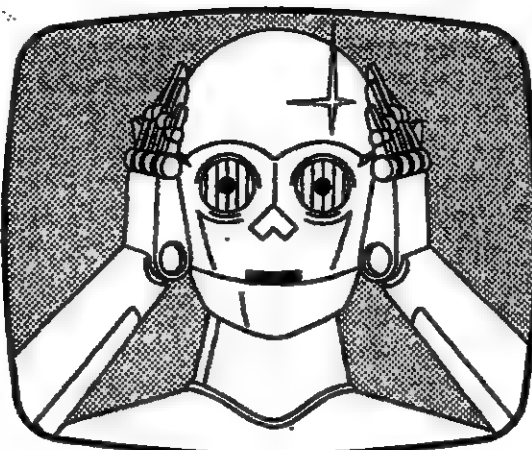
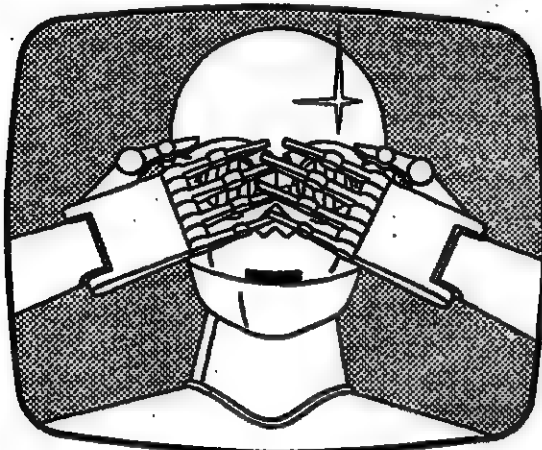
Gratuit avec LE MONDE

jeudi 18 mars vendredi 20

Handwritten text in Arabic script: "مركز الحروف"

(Publicité)

COMMUNICATION



Les machines ne connaissent pas le secret de l'Homme

Communication et Culture

Si vous estimez que les technologies de communication, même les plus sophistiquées, ne produisent jamais que des microprocesseurs auxquels seule la culture donne un sens, et si vous croyez que le pouvoir de créer se porte en soi comme un désir pressant mais peut aussi s'appivoiser et s'expérimenter... Alors nous vous proposons d'apprendre à créer pour dire, pour séduire et convaincre, à réussir votre message. Passionnément.

Communication et Entreprise

Si vous pensez que l'avenir est aux femmes et aux hommes de communication, dans une société où, quel que soit le secteur d'activité, le traitement et l'échange d'informations deviennent activités-clés dans l'entreprise... Alors nous vous proposons de compléter votre formation antérieure ou votre expérience professionnelle actuelle par

une initiation intense et pratique, au contact de plus de 100 professionnels de haut niveau.

Communication et Métiers-Passion

Si vous pensez que l'avenir est aux généralistes dans les métiers de la communication (information, publicité, création de programmes, communication d'entreprise...), capables de concevoir un positionnement, de vendre un sujet, de cibler un programme, en amont du travail d'équipe avec les techniciens... Alors nous vous proposons une ouverture aussi large que possible, praticienne mais non technicienne, sur ces métiers, quitte pour vous à compléter ensuite sur le tas votre "technicité", en tenant compte des opportunités successives de votre propre carrière.

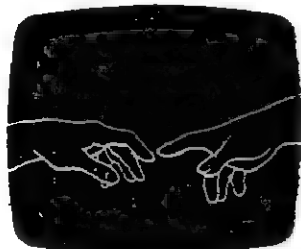
Communication et Ecole-Entreprise

Si vous pensez qu'une école doit être un lieu où l'on incite à comprendre plutôt qu'à réciter, où créer des œuvres

remplace la répétition des devoirs et où le professionnalisme de la performance est le premier critère de jugement... Alors nous vous proposons un apprentissage en vraie grandeur, dans les Micro-Agences de notre Ecole-Entreprise, où vous pourrez concevoir et produire une série sur les Impressionnistes, élaborer la stratégie de communication d'une Région ou définir la grille de programmation d'une télévision locale.

Communication et Ecole-Passion

Si vous êtes passionné de tempérament, passionné par ces métiers-passion; si, porteur d'un projet personnel, vous avez un diplôme de grande école, une maîtrise ou 5 ans d'activité professionnelle et si vous réussissez aux épreuves du concours de Juin (30 postes seulement)... Alors nous vous attendrons en Octobre pour une année très intensive de formation multimédia, dans une Ecole-Passion où vous pourrez cultiver votre différence.



CONCOURS : 26 ET 27 JUIN
Attention : Compte tenu du nombre de candidatures, l'inscription au concours pourra être close sans préavis.

Fondation pour les Arts et les Sciences de la Communication
Première Ecole-Entreprise Européenne de Communication

Documentation et inscription : BP 67 - 44003 Nantes Cedex 01 - Tél. 40.35.79.80

N.B. : La Fondation organise aussi des sessions courtes de formation intra-entreprise sur mesure.

Sports

FOOTBALL : le championnat de France

Les ombres du Parc

En battant nettement Sochaux (3-0), les Girondins de Bordeaux ont pris seuls la tête du championnat de France, le samedi 14 mars, avec un point d'avance sur Marseille, tenu en échec à Toulon (0-0). Grâce à leur large succès à Nice (4-1), les Toulonnais ont pris une option pour la troisième place européenne devant Auxerre, qui a rapporté un point de Saint-Etienne (1-1), et Nantes, contraint au match nul par Monaco (0-0). Marquée par cinq victoires à l'extérieur, cette vingt-septième journée était celle des derbys. Au Parc des Princes, le Paris-Saint-Germain a obtenu gain de cause face au Racing-Club de Paris (1-0).

Ce fut un vrai derby parisien. Côté Boulogne, les ultras du PSG embrasèrent le kop (1) de leurs excès d'enthousiasme. Côté Auteuil, les supporters du Racing-Club de Paris déroulaient avec application leurs banderoles fraîchement repassées. Entre les deux, le marais des indécis, trente mille curieux venus se forger une opinion sur l'état de santé réel du football parisien. La rumeur, il est vrai, était alarmante.

Les deux équipes avaient bien suivi, pendant la trêve, la même cure thermique dans la même station des Pyrénées. Mais avec un léger bonheur. Naguère moribond, le RCP marchait du pas de Lazare après un match nul et deux victoires vers un quatrième match sans défaite. A l'inverse, le PSG, pile fantôme du champion de France 1986, semblait dans une noire déprime après trois matches sans victoire et une sévère dégringolade au classement.

Le tocsin avait sonné toute la semaine au Camp des Loges, lieu d'entraînement du Paris-Saint-Germain. Après la pitoyable prestation de son équipe contre Toulon, le président Francis Borelli avait averti : « Cela ne pourra pas durer éternellement ». Réuni solennellement au grand complet, l'effectif professionnel avait senti passer la menace de sanctions financières, tout comme les Racingmen il y a quelques mois. Ces derniers, réfugiés dans leur nouveau camp d'entraînement à Rueil-Malmaison, étaient fausement serena. Peu à l'aise dans leur costume trop neuf de favoris, ils attendaient ce match

avec anxiété, dans l'espoir d'une confirmation de leur renouveau.

Ce fut donc le derby parisien attendu. Un match âpre et hâtif, émaillé d'incidents que M. Gérard Biguet, l'arbitre, avait entrepris de soigner par l'application régulière de cartons jaunes : deux pour chaque camp pendant la première demi-heure ! Cependant, la préoccupation de chacune des équipes était moins la suprématie parisienne qu'une réhabilitation à ses propres yeux. A ce jeu, les hommes de Gérard Houllier firent preuve de plus de pugnacité.

Fond de jeu transparent

A défaut de retrouver leur football de l'année dernière, ils se montrèrent les plus entrepreneurs, les plus constants dans l'effort.

Le PSG ne promettait plus sur la pelouse du Parc sa mine de papier mâché des sorties précédentes. Et pour cause, les visages avaient changé. Estimant avoir « touché le

fond », l'entraîneur du Paris-Saint-Germain avait pris la décision de mettre les stars à l'écart. Rocheteau, Vermeulen, Bocandé, Pilorget, Lowitz, Polanski, avaient laissé leur place à des convalescents — Ayache, Poullain, Sène, Couriol — ou à de parfaits inconnus comme le défenseur Thierry Rabat et le jeune attaquant d'origine algérienne Lissid Sandjak, empruntés pour l'occasion à l'équipe de troisième division.

Après le match, Gérard Houllier se défendait d'avoir tenté un coup de poker. « J'ai changé les hommes, pas le dispositif. Nous avons joué selon le système de l'an dernier. Ces hommes-là m'ont paru plus adaptés au quadrillage de terrain. L'équipe a montré une autre vitalité et un avantage de mobilité ». Autour de Safet Susic, le meneur de jeu du PSG, il y eut en effet beaucoup de bonne volonté. L'énergie un peu gauche dépensée à appliquer au mieux les consignes fut récompensée comme il se devait dans un match tendu et décousu : par un but de raccroc. A la 59^e minute, Luis Fernandez, transfuge milliardaire de l'inter-

season, détournait dans son propre but un tir anodin d'Omar Sène.

Dans le vestiaire du Racing on acceptait la défaite sans trop d'amertume, en espérant secrètement ne pas couvrir une rechute. Le convalescent est en effet bien fragile avec son fond de jeu transparent et son jeu d'attaque sporadique. Les coéquipiers de Maxime Bossis ne devraient pas toutefois éprouver trop de difficultés à se maintenir hors de la zone dangereuse tant le niveau du championnat de France est faible, actuellement. Matches moroses, scores étriqués, la crise de longueur diagnostiquée à l'automne s'éternise. Le Messin Bernard Zénier, qui n'a pourtant jamais eu la réputation de déclencher la foudre de son pied gauche, vient de s'installer en tête du classement des buteurs. Avec 12 buts en 27 matches, une mièvre.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Du nom de la tribune du stade de Liverpool réservée aux plus fervents supporters du club.

CYCLISME : Paris-Nice

La promenade des Irlandais

NICE de notre envoyé spécial

Paris-Nice reste une spécialité irlandaise. L'inévitable Sean Kelly a remporté l'épreuve pour la sixième fois consécutive, le dimanche 15 mars, et, de surcroît, il a battu le record qu'il partageait avec Jacques Anquetil, directeur de la course. Mais à la suite de cette nouvelle victoire, obtenue dans des conditions difficiles, voire insupportables, sa supériorité peut être contestée par l'autre Irlandais du peloton, Stephen Roche, qui était sans doute le plus fort et qui fut assurément le plus malchanceux.

Disons-le franchement : sans une crevasse, le matin entre Mandelieu et la Promenade des Anglais, Roche aurait gagné Paris-Nice, interrompant du même coup l'impressionnante série de son compatriote. Nous ne voulons pas prouver le fait qu'il réalise le meilleur temps dans le final contre la montre sur les pentes du col d'Èze : 19 mn 47 s contre 19 mn 57 s à Kelly, 20 mn 06 s à Jean-François Bernard et 20 mn 57 s à Laurent Fignon.

Or, au départ de la dernière étape Roche portait le maillot blanc de

leader. La crevasse dont il fut victime au moment le plus inopportun — c'est-à-dire la véritable malchance — provoqua aussitôt une offensive quasi générale qui le relégua à 2 mn 06 s. Un handicap impossible à combler. Le procédé qui consiste à attaquer un homme accidenté n'est jamais élégant. En l'occurrence, il se révéla très efficace et l'épisode, pour regrettable qu'il fût, constitue le tournant décisif d'un Paris-Nice aux multiples rebondissements.

De la place d'Italie, où se déroulait le prologue, à la Baie des Anges, l'espoir changea de camp en permanence. Après la fastidieuse étape du mont Ventoux, qui avait donné lieu à une lente procession (le monde du 13 mars), la course changea brutalement d'aspect, mais les vainqueurs d'un jour ne devaient pas être ceux du lendemain. Roche et Kelly taillèrent les commandes au pied du mont Faron. Quelques heures plus tard, Jean-François Bernard avait pratiquement la victoire en main. C'était sans compter avec l'ardent de Roche, qui renversait la situation à son avantage en direction de Saint-Tropez. Samedi soir, il possédait les stouts maîtres. Et, dimanche matin, il perdait pied dans les circonstances que l'on sait.

En définitive, Paris-Nice, qui s'est joué sur trois étapes d'une intensité exceptionnelle, nous a réservé le scénario le plus passionnant qu'on ait connu depuis longtemps dans une compétition cycliste. Cette course de mouvements a mis en évidence la qualité de plusieurs jeunes Français au nombre desquels Patrice Esnault, Ronan Penec, et surtout Eric Boyer, authentique révélation de la semaine écoulée. Elle a confirmé le talent de Jean-François Bernard ainsi que la valeur de Jean-Claude Bagot, sans oublier celle de l'ancien porteur du maillot jaune, Pascal Simon.

Et surtout, elle nous a restitué un excellent Laurent Fignon. Vainqueur de deux étapes grâce à sa bonne condition physique et à sa clairvoyance, l'ex-vainqueur du Tour de France remonte la pente. C'est une certitude. Il est cependant trop tôt pour affirmer qu'il a retrouvé la totalité de ses moyens. Son escalade du col d'Èze fut quelque peu laborieuse, mais les progrès qu'il a accomplis par rapport à l'an passé peuvent lui inspirer confiance. La saison routière ne fait que commencer.

JACQUES AUGENDRE.

AUTOMOBILISME

Le retour d'Alen

Déjà quatre fois vainqueur du rallye du Portugal (1975, 1977, 1978 et 1981), le Finlandais Markku Alen (Lancia Delta HF) a remporté un cinquième succès le samedi 14 mars à Estoril, dans une course à nouveau accueillie par le mort d'un spectateur (nos dernières éditions). Absent du Monte-Carlo, retardé par des annués de moteur en Suède, le vice-champion du monde 1986 a, cette fois, imposé sa loi en s'emparant de la première place dès le début des épreuves spéciales, mais la surprise est venue de la résistance du Français Jean Ragnotti, deuxième à 2 minutes 53 secondes, au volant de la Renault 11 turbo à deux roues motrices.

Malgré un handicap de puissance (185 chevaux contre 230 pour les Lancia Delta HF), le quadragénaire de la Régie ne s'est pas contenté de faire presque jeu égal avec les tractions intégrales, il a encore fait merveille sur la terre (444 kilomètres), où il est même revenu, après trois des très-trois spéciales, à 4 secondes du Finlandais, conforté comme les autres pilotes des Lancia à des problèmes d'amortisseurs.

Après les rallyes de Monte-Carlo et de Suède, disputés sur des routes enneigées, la première course de la saison courue sur asphalte et sur terre a donc mis à rude épreuve les nouvelles quatre roues motrices du groupe A. Son résultat devrait redonner espoir et ambition à la Régie avant la prochaine manche européenne du championnat du monde des rallyes, le Tour de Corse (du 7 au 9 mai), souvent favorable à Jean Ragnotti, qui l'a déjà remporté deux fois.

G. A.

ATHLÉTISME : la crise de la Fédération

Le désaveu

Conclusion d'une longue crise, le comité directeur de la Fédération française d'athlétisme (FFA) a été mis en minorité, dimanche 15 mars aux Mureaux, dans la banlieue parisienne, au cours de l'assemblée générale de cette fédération. Par 2 820 voix contre 1 361 et 50 abstentions, il a été mis fin au mandat de l'équipe dirigeante élue triomphalement deux ans plus tôt. La veille, le président Michel Bernard avait tenté une ultime manœuvre de diversion en réclamant un vote de confiance sur sa propre personne. Confiance sèchement refusée par les délégués (2 391 voix contre 1 484 et 402 abstentions). Ainsi désavoué, M. Bernard démissionnait, puis assistait comme simple représentant de la ligue Nord-Pas-de-Calais à la déconfiture des siens.

Elus pour quatre ans, l'équipe de Michel Bernard avait rapidement perdu tout crédit en multipliant les erreurs. En 1985, le DTN, Alain Godard, était « démissionné » par le ministre des sports lui-même après une épreuve de force avec les athlètes. En 1986, un trou de 4 millions de francs était découvert dans la gestion de la FFA. Des querelles de personnes, notamment à propos de la politique de promotion, avaient envenimé les rapports entre les élus et l'équipe technique dirigée par Alain Piron, au point que M. Christian Bergevin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, dut imposer son arbitrage en novembre dernier.

A cinq mois des championnats du monde de Rome, les affaires courantes de l'athlétisme français sont expédiées par un bureau provisoire. De nouvelles élections auront lieu le 25 avril prochain pour désigner un nouveau comité directeur. M. Robert Robin, ancien directeur technique national au moment de l'âge d'or de l'athlétisme français, qui s'était récemment déclaré « disponible pour contribuer à ramener la sérénité », fait figure de successeur probable à Michel Bernard.

Les résultats

Alpinisme

HIVERNALES
L'alpiniste lyonnais Eric EscOFFIER a remporté, dimanche 15 mars, à sa tentative d'ascension les escalades de l'Eiger, du Cervin et des Grandes Jorasses. Après avoir réussi vendredi l'ascension de l'Eiger, il a été bloqué le lendemain à 400 mètres du sommet du Cervin par des masses de neige, plus importantes que prévu. EscOFFIER, qui avait perdu son sac et ses piolets, a fait appel à l'hélicoptère de secours aérien français pour être treuillé. Christophe Profit avait réussi vendredi l'ascension des trois pics mais s'était égaré dans un orage et n'avait pu être treuillé (nos dernières éditions).

Athlétisme

RECORD DE FRANCE
Le Français d'origine hongroise Ferenc Szilbert a remporté, samedi 14 mars, à Grenoble, le Masters de la perche devant tous les autres mondiaux de la spécialité en battant le record de France en salle (5,90 mètres).

Automobilisme

RALLYE DU PORTUGAL
1. Alen (Fin., Lancia Delta-HF), 7 h 9 mn 39 s ; 2. Ragnotti (Fra., Renault 11 turbo), à 2 mn 53 s ; 3. Eriksson (Sue.-RFA, Giti GTI), à 4 mn 58 s ; 4. Kaikkonen (Fin., Lancia Delta-HF), à 11 mn 7 s ; 5. Chatriot (Fra., Renault 11 turbo), à 15 mn 35 s.

Championnat du monde des pilotes. — 1. Kaikkonen (Fin.), 37 pts ; 2. Alen (Fin.), 28 ; 3. Baudin (Fra.), 23 ; 4. Eriksson (Sue.), 21 ; 5. Salonen (Fin.), 20 ; 6. Ragnotti (Fra.), 19.

Championnat du monde des marques. — 1. Lancia, 57 pts ; 2. Mazda, 30 ; 3. Audi, 28 ; 4. Volkswagen, 26 ; 5. Renault, 23.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dix-septième journée)
*Lorient b. Orthez 86-77
*RCF Paris b. Limoges 89-75
*Monaco b. Villeneuve 100-97
*Chalon b. Tours 75-75
*Mulhouse b. Vichy 93-89
Antibes b. Saint-Denis 110-98
Classement. — 1. Orthez et Monaco, 51 pts ; 2. Limoges, 49 ; 3. RCF Paris, 47 ; 4. Villeneuve, 44 ; 5. Antibes, 40 ; 6. Lorient, 32 ; 7. Mulhouse et Tours, 31 ; 8. Vichy, 30 ; 9. Chalon, 29 ; 10. Saint-Denis, 21.

CHALLENGE BOMBREL
*Dant-Basile b. Borella (It.) bat Ercik (Hong.), 10-6 ; Jolyot (Fra.) bat Romanov (URSS), 10-4.
*Match pour la troisième place. — Romanov (URSS) bat Ercik (Hong.), 10-7.

Finale. — Borella (It.) bat Jolyot (Fra.), 10-7.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (vingt-septième journée)
Première division
*Bordeaux b. Sochaux 3-0
*Toulon et Marseille 0-0
*Toulon b. Nice 4-1
*Saint-Etienne et Auxerre 1-1
*Nantes et Monaco 0-0
*Metz b. Nancy 2-0
Lens b. Lille 1-0
Laval b. Brest 2-1
Paris-SG b. RC Paris 1-0
Le Havre b. Rennes 1-0

Classement. — 1. Bordeaux, 39 pts ; 2. Marseille, 38 ; 3. Toulon, 33 ; 4. Auxerre, 32 ; 5. Monaco, 31 ; 6. Nantes, 30 ; 7. Metz et Nice, 29 ; 8. Paris-SG, 28 ; 9. Laval, 27 ; 10. Lille, Brest et Lens, 26 ; 11. Le Havre, 25 ; 12. Racing CF, 23 ; 13. Saint-Etienne, 22 ; 14. Toulon, 21 ; 15. Sochaux, 20 ; 16. Nancy, 19 ; 17. Rennes, 18.

Patinage artistique

CHAMPIONNAT DU MONDE (à Cincinnati)
L'Allemande de l'Est Katarina Witt a repris, samedi 15 mars, le titre mondial qu'elle avait obtenu l'an dernier à l'Américaine Debt Thomas. Cette dernière a dû se contenter de la deuxième place, devant sa compatriote Coryn Kadary.

Squash

OPEN DE FRANCE
Le Pakistanais Jansangir Khan a remporté, dimanche 16 mars, l'open de France, doté de 65 000 dollars, en battant en finale le Néo-Zélandais Ross Norman, 17-16, 15-17, 15-6. Ce dernier lui avait infligé en novembre 1986, à Toulouse, en finale des championnats du monde, sa seule défaite au cours des cinq dernières années.

Tennis

COUPE DAVIS (premier tour)
A. Marcegaglia-Barceloni : France b. Corée du Sud, 5-0.
Premiers simples. — Tulasne b. Kim Bong Soo, 6-4, 6-2, 6-3 ; Forget b. Yoo Jin Sam, 6-3, 5-7, 6-3, 6-3.
Double. — Benhabib-Forget b. Yoo Song, 4-6, 4-6, 6-2, 6-3, 10-8.
Derniers simples. — Tulasne b. Yoo Jin Sam, 6-3, 4-6, 6-3 ; Forget (Fra.) b. Kim Bong Soo, 6-4, 7-5.
A. Prato : Suède b. Italie, 3-2.
A. Barceloni : Espagne b. RFA, 3-2.
A. Assmann : Paraguay b. États-Unis, 3-2.
A. New-Dell : Indonésie-Argentine, 3-2.
A. Hradec-Kralove : Israël b. Tchecoslovaquie, 3-2.
A. Adilstein : Australie b. Yougoslavie, 4-1.
A. Mexico : Mexique b. Grande-Bretagne, 5-0.

Opel Super Star!



Un Super Crédit

6,9% Corsa Kadett Ascona
Crédit total 6,9% (TEG 12 mois) sans apport initial sur Corsa, Kadett et Ascona neuves disponibles.

Jusqu'au 10.04.87, sous réserve d'acceptation par B.C.G.M. Tour Manhattan - 92095 Paris - La Défense Cedex 21 - Exemple pour 10.000 F empruntés : 884,81 F par mois sur 12 mois - Coût total de l'opération : 10.617,72 F.

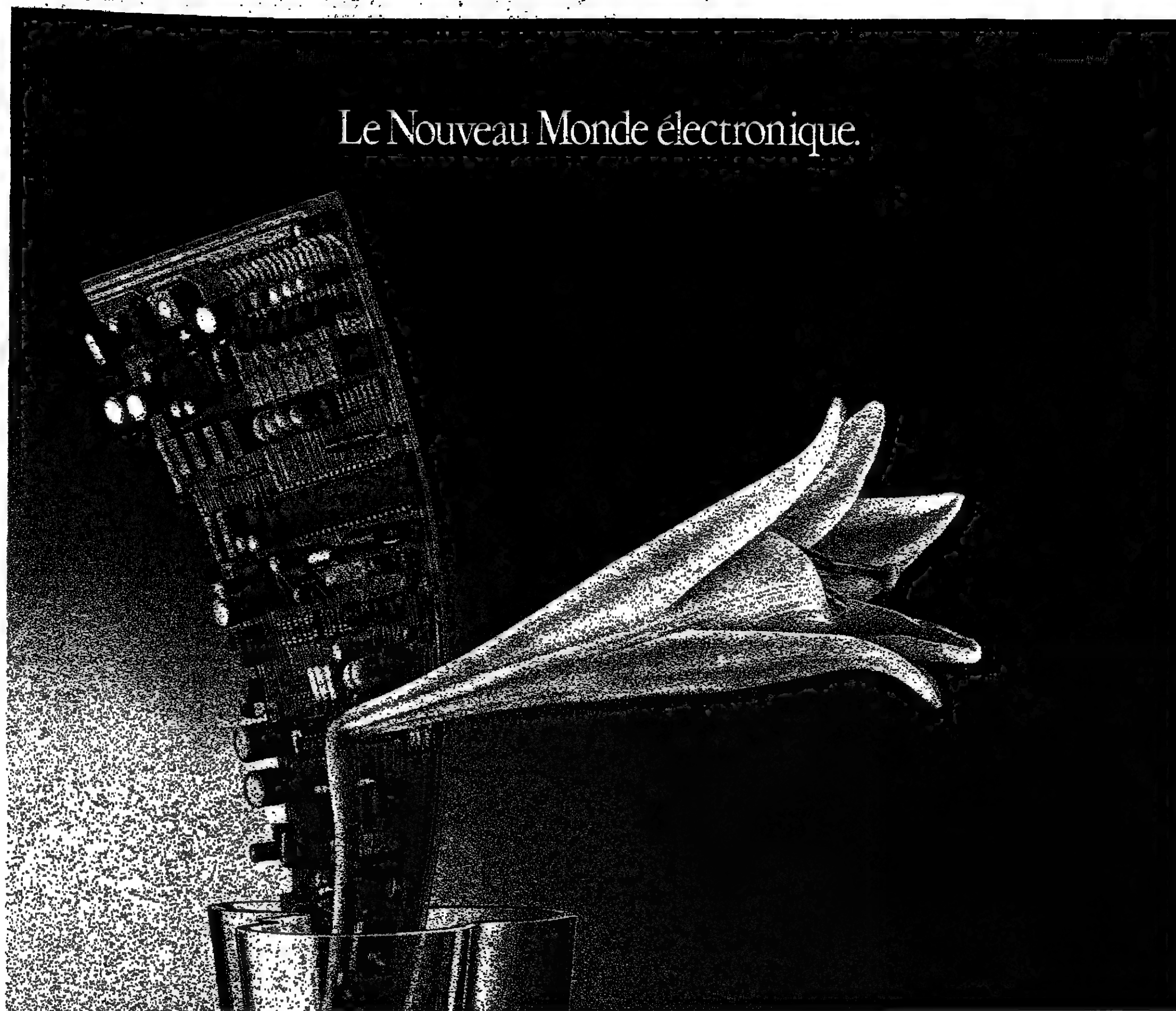
Et plein d'autres offres exceptionnelles chez votre concessionnaire.

Des super séries limitées

Corsa City
Bienvenue ma Star! Une luxueuse Corsa pour 47.930 F (prix clés en main au 20.02.87).

Silver Kadett
Une Kadett super équipée pour 68.250 F (prix clés en main au 16.03.87)!

OPEL
UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL



Le Nouveau Monde électronique.

Si le nom de Matsushita ne vous dit rien, vous êtes tout excusé. Car ce groupe, un des leaders mondiaux de l'électronique, commercialise ses produits sous deux marques, elles universellement connues, Panasonic et Technics. Ce succès, Panasonic et Technics le doivent, bien sûr, à leur volonté de proposer les meilleurs produits dans tous les domaines de l'électronique. Mais ce souci de perfection les a aussi conduits à fabriquer ce qui fait le cœur même des appareils électroniques d'aujourd'hui : les composants. En concevant et en maîtrisant parfaitement les matériaux qui entreront dans l'élaboration de leurs propres produits, Panasonic et Technics créent les appareils les mieux adaptés qui soient aux besoins actuels et futurs des individus, et contribuent ainsi à leur bonheur.

Ainsi, jour après jour, dans le monde entier, Matsushita construit, par l'intermédiaire de Panasonic et de Technics, le Nouveau Monde électronique.

Panasonic
Technics

MUSIQUES

« Le Tour d'érou » de Britten, à Créteil

Les fantômes viennent à notre rencontre

Réalisée avec des petits moyens, en marge des institutions lyriques, une production ambitieuse et raffinée.

Avant d'être un opéra de chambre, le Tour d'érou fut une histoire de fantômes. Britten s'est emparé en effet d'une nouvelle d'Henry James. Mais vous connaissez l'écrivain américain : le Horla n'était pas son fort. Il s'attachait à « présenter le merveilleux et le surnaturel en montrant leur répercussion sur la sensibilité », lit-on dans le programme distribué à l'entrée de la Maison des arts de Créteil, où le Tour d'érou est actuellement donné.

Cette phrase-là, il aurait mieux valu ne pas l'imprimer. Car le metteur en scène, Christian Gangneron, est allé dans la direction absolument opposée : il a tout montré. Non seulement les fantômes, qui n'ont même plus la pudeur de se cacher. Mais quelques-uns des sens qu'Henry James avait, à son habitude, imbriqués et soigneusement dissimulés, comme le dessein d'un tapis persan, dans sa cruelle histoire de l'été.

Gangneron fournit essentiellement une clé : l'homosexualité. Les fantômes qui habitent la pensée des deux petits enfants perdus dans leur maison isolée, entre une vieille servante et une gouvernante refoulée, sont homme et femme du péché : Quint, l'ancien valet ; Miss Jessel, la première gouvernante, séduits par ce dernier. Tous deux sont transformés pour mortels en « forces du mal » dans la souvenance des petits. Présente l'œuvre adulte de leur innocence. Appartitions ou hallucinations ? James ne gardait rien de trancher.

Myfanwy Piper, l'adaptatrice de la nouvelle pour Britten, a acquiescé à sa demande : elle a extrait les fantômes de la conscience des deux enfants et leur a donné, en de longues phrases énigmatiques à souflet, un vrai rôle à chanter. Premier accroc dans le tapis persan. C'est pas être le dernier. Ça l'est le plus souvent puisque Quint et Miss Jessel ne sont pas censés quitter la coulisse et chanter « off ». Christian Gangneron les a, lui, tirés à la lumière et les a fait s'activer sous nos yeux avec un peu d'ambiguïté qu'il dissimule brutalement les brumes de la nouvelle et oriente, en quelques gestes de trop (Quint passant la main sous la chemise du petit garçon), notre interprétation.

C'est pour Peter Pears, ténor dont il partageait la vie, que Britten, c'est

vrai, a écrit le rôle de Quint, comme d'ailleurs tous les grands rôles de ténor léger dont son œuvre est émaillée. Mais la précocité langoureuse et décadente des ariettes de madrigaux qu'il lui a attribués en disaient à leur manière assez. Pourquoi vouloir tout expliquer ?

Claire, colorée, ductile, la voix d'Ian Honeyman — un Anglais — aurait pu réveiller le souvenir de celle de Pears si ce Tour d'érou n'était donné... en français. L'effet étant désastreux sur la prosodie, la traduction de ce Tour d'érou n'est pas vraiment améliorée. Mais il faut ce qu'il faut : cette production de l'ARCAL (l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique, dont les travaux antérieurs ont été salués) est destinée à beaucoup tourner. Perdus à Créteil sur une scène immense, dans le

grand vide d'un décor abstrait, les acteurs de cet opéra de poche perdent de leur force à beaucoup marcher, avant et après les seize scènes très brèves qui mènent au drame.

Tous, y compris les enfants, chantent néanmoins, et malgré une foule incertaine, sans fioritures, dans le style exact de cette écriture raffinée, pointilliste, bourrée de références au passé le plus reculé de l'art lyrique et pourtant décapante, à la fois minimaliste et Renaissance.

ANNE REY.

Prochaine représentation : le mardi 17 mars, 20 h 30 (tarif : 45-95-140-240). Christiane Lecoq (la gouvernante), Marie-Nolle Baccarat (Piers), Yana Golovits, douze ans (Jesse), Camille Joré (le valet), Ian Honeyman (Quint), Liliane Masson (Miss Jessel) et l'ensemble instrumental de Haute-Normandie sont dirigés par Jonathan Darlington.



Christiane Lecoq (la gouvernante)

Wayne Shorter, quatrième période

Le saxophone de la sérénité

L'ancien saxophoniste d'Art Blakey, de Miles Davis, de Weather Report, fait une tournée en Europe, à la tête de son propre groupe, tout neuf.

Londres, 19 février, minuit. Premier concert d'une tournée qui mène Wayne Shorter dans quarante villes européennes. Le Wag Club, dans Wardour Street, est creusé, sauf que les filles sont affolées. Non loin de là, l'élégant Ronnie Scott's Club accueille ce soir un autre saxophoniste, Joe Henderson, devant un tiers de fauteuils vides et deux tiers de touristes, japonais en majorité. Que voulez-vous, c'est toute la différence entre la culture jazz et la culture rock. L'une éblouissante, l'autre pas.

Wayne Shorter est un jazzman qui éblouisse. Lui qui vit en Californie vient de passer trois semaines à New-York pour répéter avec un nouveau groupe dont il a soigneusement sélectionné les membres après une longue série d'auditions. Ce groupe, le deuxième qu'il forme depuis sa décision de mettre fin à son association avec Joe Zawinul au sein du (trop) fameux Weather Report, Wayne Shorter veut que ce soit le meilleur.

Weather Report, c'est fini. Voici le Wayne Shorter Quintet. Comme au temps du jazz, quand le nom du leader disait tout. Le nom du groupe, Weather Report, « la Météo », fut une concession aux goûts du public pour les supergros. Aucun autre, dit de jazz-rock, sauf peut-être Mahavishnu, n'atteignait cette renommée.

Objectif du Wayne Shorter Quintet : tourner la page, et redonner la première voix au saxophone, comme le fait Sonny Rollins. Après tout, depuis la mort de Coltrane, c'est bien lui, Wayne Shorter, l'autre grand saxophoniste. Le voilà, au bout de trente ans de carrière, comme « sideman » prestigieux,

aux côtés pour diriger son propre orchestre et drainer les foules sous son nom.

Quand il apparut, en 1959, sous le nom de Benny Golson au poste de sax ténor des Jazz Messengers d'Art Blakey, avec cette sonorité crasse et rugueuse à la fois, étonnante synthèse du timbre de Rollins et de celui de Coltrane, et ce phrasé flicant et pourtant rigoureusement en place, il y eut des gens pour dire : « Ce type sonne comme des anges brouillés ! » Les critiques ! Miles Davis dut attendre un an avant de pouvoir déboucher, en 1964, ce nouveau saxophoniste unanimement respecté dans la profession et l'intégrer à son quintet, qui allait faire l'histoire. ESP, Neferiti, Footprints, Dolores, Prince of Darkness, Limbo, tous ces thèmes associés au sonneur éblouissant de Miles de ces grandes années 1964-1970, sont de Wayne Shorter.

Le sens d'une vie...

Lorsqu'il quitta Miles Davis, après avoir participé avec lui à la création du jazz dit « de fusion », ce ne fut pas pour former son propre orchestre, mais pour se reposer, se ressourcer. « Alors, j'imagine la vie des musiciens de jazz un peu comme celle des vedettes de cinéma. Moi, je voulais jouer du saxophone aussi bien que les saxophonistes que j'admirais, Hawkins, Lester Young, Stan Getz, mais je ne pensais pas devenir professionnel, je voulais être musicien. Les deux jeunes femmes que j'ai rencontrées m'ont dit que c'était une vie très dure. Avec Art Blakey, nous jouions presque tous les soirs, et la plupart du temps en tournée. Il n'y avait pas de « glamour » dans cette vie. Le seul avec qui j'ai senti ce prestige de star, c'est Miles Davis. Même avec Weather Report, qui avait une public énorme, ce n'était pas pareil. »

Wayne Shorter ne paraît pas ses cinquante-quatre ans. « C'est moi qui lui ai dit de se teindre les cheveux. Pourquoi avoir l'air plus

jeune qu'il est ? » Sa femme rit. Elle est née pour elle l'une de ses mélodies les plus déchirantes, « Face on the Barroom Floor ». « Quand je joue, il y a un visage qui se dévoile, je le cherche, je le vois, je le perds, je le retrouve, je cherche à le préciser, et il s'évanouit comme un reflet dans un miroir. »

Il est perdu dans sa vie, elle avait quarante ans, il en avait vingt, et elle était mariée. Elle en parlait avec une dévotion étonnante, celle d'adeptes du zen. « Le sens d'une vie ne se mesure pas à la durée de cette vie », dit Wayne simplement. « Peut-être la mission de notre fille était-elle de nous unir, sa mère et moi. Et ma musique, je crois, exprime cet accord de nos vies, de la vie en nous. »

Il se passe en effet quelque chose de fort dans cette musique. A la recherche d'une note absolument belle qui serait aussi absolument vraie. Wayne Shorter étire le son du saxophone comme un chanteur de flamenco tire sur sa voix au risque de la rompre. L'instant, marié, ment binaire de la rythmique jazz-rock, parfois offensant de lourdeur sur le disque, retrouve sur scène sa pure fonction énergétique pour des compositions qui déroulent une sorte de décor opulent sous une quête qui se comble rien.

Ainsi Wayne Shorter est-il en train de donner à l'esthétique jazz-rock, que l'on pouvait craindre à jamais marquée par la trivialité, une qualité d'émotion, un lyrisme et une radicalité qui sont l'apanage du jazzman authentique. Les deux jeunes femmes que j'ai rencontrées m'ont dit qu'il a choisies pour tenir la batterie et les percussions. Terri Lyn Carrington et Marilyn Masuro, sont l'exact contraire de boîtes à rythmes. A les voir, on se rappelle le pacte essentiel du jazz et du rock. Ce quintet de Wayne Shorter est une bonne nouvelle.

MICHEL CONTAT.

Wayne Shorter Quintet, à Paris, le 17 mars (Grand Rex), Toulouse, le 18 ; Bordeaux, le 19 ; Nice, le 21 ; Bruxelles, le 31. Disque : Phantom Navigator, CBS.

La semaine du mélomane

Epais par ses sorties, ses valises et ses anthologies, le mélomane est tombé malade. Au fond de son lit, il fait le compte des concerts qu'il va manquer : lundi à 20 h 30 au TNP-Châtelet, l'orchestre de la Monnaie de Bruxelles dirigé par S. Cambrillegue accompagnera Martine Dupuy dans des airs de Mozart anodins par la symphonie n° 32 et la Sérénade Cor du postillon (tél. : 42-61-18-83). Mardi, le Trio à cordes de Paris fera ses vingt ans en représentant des partitions qui lui ont été dédiées par E. Nance, E. Barrois, Ton Thet Tiet et Y. Téra (Auditorium 104, Maison de Radio France, à 18 h 30, entrée libre). Mercredi et jeudi à 20 h 30, samedi à 21 heures, l'Orchestre de Paris dirigé par C.P. Flor, en remplacement de B. Haitink, interprétera une symphonie de jeunesse de Weber, toute teintée de Haydn, et la Symphonie n° 7 de Bruckner (tél. : 45-63-07-96). Jeudi, A. Jordan conduira l'Ensemble orchestral de Paris ; au programme : un concerto grosso de Handel, la symphonie n° 25 de Mozart et les Kinderlieder de Mahler chantés par Janet Baker, au TNP-Châtelet à 20 h 30 (tél. : 42-63-44-44). Vendredi et samedi, l'Atelier lyrique de Tourcoing présentera l'opéra de chambre au Théâtre du Campagnol à Châtigny-Melayrie (tél. : 48-61-33-33). Le mélomane avait noté aussi les concerts gratuits dans le crypte de l'église Saint-Pierre de Chailot, chaque jeudi à 13 heures ; le 18, ce seront des motifs de Schütz, Scheidt et Schein par l'ensemble Sagittarius, mais comme cela continue jusqu'au 9 avril, il sera rétabli d'ici là !

G. C.

Au centre Noroit d'Arras

L'acousmathèque du Groupe de recherche musicale

« Noroit » — le vent du nord-ouest, et le rude manteau que l'on met pour affronter ce vent de la mer qui annonce le gros temps, — c'est aussi le nom d'un centre culturel qui n'est pas comme les autres. Fondé à Arras en 1938 par un professeur de piano, Léonore Petiot, il se fit acousmathèque pendant la guerre, affinant ses premières armes par des concerts et des conférences privées. Et depuis la Libération, tous ceux qui comptent dans la vie intellectuelle et artistique sont venus y exposer leurs idées, leur recherche, leurs œuvres, discuter avec l'équipe des gens du Nord : philosophes, historiens, linguistes, scientifiques, journalistes, poètes, peintres, cinéastes, écrivains et bien d'autres.

Pendant longtemps, ce fut la demeure même de Petiot qui fut ouverte aux vents du large, à la marée des acteurs et des instrumentistes. Aujourd'hui, juste en face, une vieille maison charmante, remaniée à l'intérieur par un disciple de Le Corbusier, offre quatre étages à un cinéma d'art et d'essai, et à trois salles superposées pour les colloques, concerts et expositions, descendant sur les toits qu'aiment des volées d'oiseaux et les couleurs du soleil couchant.

Léonore Petiot s'est éteint l'an passé, après avoir fait face au péril de l'ère contemporaine jusqu'à son dernier souffle. Son fils Bernard a pris le quart à son tour : la revue du centre public, ce mois-ci, les textes des débats récents avec Basine et Mamester succédant à Pierre Bourdieu, Abdelmalik Sayad vient de parler le 24 mars d'immigration et de naturalisation ; et une exposition sur l'acousmathèque du Groupe de recherche musicale vient de s'ouvrir par une rétrospective sonore de deux journées (1).

Un musée des instruments

Ce n'est pas la première fois que le Noroit accueille le GRM. Dès 1953, Antoine Golos venait parler de la musique concrète, et, au fil des années, les principaux créateurs y ont présenté leurs œuvres, fait des stages et des ateliers, avec le matériel électro-acoustique très sophistiqué acquis par le centre.

L'exposition de cette année est comme une rétrospective de ce que pourrait être l'acousmathèque du GRM, dont rêve son responsable, François Bayle : un musée archéologique des instruments et des matériels utilisés depuis quatre décennies, une bibliothèque des livres, des articles, des travaux, suscités par cette musique, un atelier de démonstration et d'initiation, une sonothèque permettant d'entendre, à la demande, l'une des mille et quelques œuvres enregistrées au GRM depuis 1948, enfin une « cinémathèque de la musique » offrant en permanence des séries de concerts thématiques rassemblant les classiques du genre et les créations nouvelles.

Festival Gilbert Amy

Déchaînements lyriques

Une occasion d'autant plus belle qu'elle est rare d'entendre les œuvres orchestrales de Gilbert Amy.

L'Orchestre de Paris et l'Ensemble intercontemporain étaient associés, le 12 mars, pour un festival Gilbert Amy, dirigé par le compositeur. La création de sa Messe cum jubilo avait dû être remise à l'an prochain, mais les occasions d'entendre ses œuvres orchestrales sont trop rares pour qu'on les néglige.

La Variation ajoutée fut écrite pour l'Ensemble intercontemporain, il y a trois ans. Elle fait dialoguer dix-huit musiciens avec une bande magnétique utilisant les sons d'une percussion imaginaire calculée par ordinateur. Partant d'un éparpillement de coups secs isolés qui s'entrechoient en rythmes différents, le dessin de l'œuvre se précède lentement, se resserre, les sons électroniques attirant peu à peu de brefs frottements des violons, des souffles avides, puis des percussions et des tambourinements de plus en plus rapides, des traits carillonnants, etc.

Le mariage de la bande et de la musique vivante paraît ici bien plus naturel que dans la plupart des partitions mixtes. Les grands vents électroniques, les trémolos des cordes, les déflagrations des gongs, timbales et grosse caisse s'enchaînent avec

Cette cinémathèque est actuellement réalisée à une petite échelle par une diffusion d'une demi-heure chaque mercredi (de 18 heures à 18 h 30) sur France-Musique, qui met à son quatre-vingt-dixième numéro. Mais quatre concerts en vrais grands, donnés à Noroit samedi et dimanche, ont prouvé l'intérêt de cette formule.

A l'inauguration des Papiers dépliés de Rabalais, professeur général de l'enseignement supérieur, on a vu la musique s'ouvrir autour de textes d'Edgar Poe, Cervantes, Dumas, Goethe, entre autres, qui ont servi de point de départ et de dénouement à des œuvres musicales ironiques et illustratives, très concrètes (Schubert, Saverio), tandis qu'effleuraient profondément dans le drame (Rabais, Chénier) et l'abstrait (Zawinul, Schwarz).

Recherche

avec la peinture abstraite. Musiciens, avec des œuvres de Mondrian, Lejeune, Malev, Mies van der Rohe, Ballo, ressemblant à la peinture abstraite, la complémentarité de cette recherche avec la peinture abstraite et la sculpture contemporaine, cependant que le Dictionnaire des acousmathèques mettait en parallèle des pages poétiques ou fantastiques de Queneau, Ferrat, Wislart et Claudel, avec les définitions sérielles, mais d'un humour involontaire, que Charles Nodder donnait de l'origine des mots.

Quatre œuvres enfin étaient confrontées avec de profondes réflexions : observations (Dumont), perceptions (Dufour), hallucinations (Bayle), sublimés par l'illumination dans ce prodigieux Voile d'Orphée de Pierre Henry, insaisissable de la musique concrète, qui date de trente-quatre ans déjà !

Il y avait mille choses à dire de ces créations singulières, si prodigieusement diverses, et de l'évolution actuelle de la musique acousmathique, initiée par le développement accéléré des machines. Un gros amoncellement de questions se dressait devant nous : la musique du GRM est-elle un moment ou l'avenir du GRM est une nouvelle fois en question : tattaché à l'histoire nationale de la communication audiovisuelle, bénéficiera-t-il toujours des ressources nécessaires à son existence, alors que la répartition de la recherche radiophonique est de plus en plus contrainte ? Et ne serait-il pas temps que l'acousmathèque du GRM, préfigurée à Arras, trouve un statut stable dans un lieu tel que le Centre Pompidou ou La Villette ?

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Noroit, 9, rue des Capucines, 62000 Arras (tél. : 21-71-30-12), jusqu'au 3 avril.

(2) Recherche musicale au GRM, 336 pages 20 x 27, La Revue musicale, n° 394, 395, 396, 397, 7, place Saint-Sulpice, 75006 Paris.

MERCREDI

BERNARD GIRAudeau

FANNY BASTEN FANNY COTTENCON MICHEL ALUMONT JEAN-PIERRE SENTIER

POUSSIÈRE D'ANGE

ÉDOUARD NERMAN



هناك آلات أصلي

Culture

ARCHITECTURE

Au troisième FIFARC de Bordeaux Main basse sur la ville

Le troisième Festival international du film d'architecture, ou FIFARC, s'est achevé le 15 mars à Bordeaux, au terme de cinq jours de projections, de débats, de conférences, d'expositions...

Le troisième FIFARC s'appellait bizarrement cette année Biennale internationale du film d'architecture et d'environnement urbain. BIFAUEU? Restons simples et précis : les organisateurs de cette manifestation, originellement ponctuelle et sans lendemain prévu, ne se décident pas à rebaptiser correctement un festival qui devient désormais biennal, mais qui n'a sans doute pas épuisé tout l'éventail de ses possibilités. Si le film reste bien le royaume du FIFARC, on voit bien, dans la profusion des expositions et rencontres qui l'entourent, que le FIFARC pourrait jouer un rôle beaucoup plus important non seulement dans le monde de l'architecture, mais pour créer le chaînon si cruellement manquant entre les professionnels et le grand public.

Bordeaux et les entreprises Latécoère, où a lieu le Festival, s'efforcent de préserver et habiller aménagé de l'architecture industrielle et portuaire, ont tout pour réussir cette transformation. La réussite des films originaux, ou même simplement convaincante, pourrait être palliée par une place donnée au livre, et plus généralement à tous les intermédiaires de l'art de construire : éditions, revues, associations, etc. Au moment où M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement...

ment du territoire et des transports, manifeste sa volonté d'être réellement aussi un ministre de l'architecture, en lançant de multiples opérations vers un public sceptique, M. Chaban-Delmas, qui a ouvert le FIFARC avec lui le 12 mars, gagnerait à pousser davantage ce Festival.

Rien, en effet, n'est plus ardu à financer, exigent à réaliser, qu'un film d'architecture dont les salles de cinéma n'auront de toute façon que faire, qu'il s'agisse de l'éducation nationale, et qui ne trouvera vraisemblablement pas de place sur les écrans de télévision, en France tout au moins. La seule émission nationale et régulière consacrée à l'architecture, « Urba », ne vient-elle pas d'être supprimée par FR 3 ? L'épisode sur Nimex, que nous avons vu l'occasion de présenter dans nos programmes hebdomadaires (Le Monde daté 12-13 octobre 1986), et que proposait justement le FIFARC dans sa sélection, montre de quel outil la télévision française vient en effet de se priver.

Au lendemain d'un tel Festival, à la veille, espérons-le, de lui voir acquiescer une taille véritablement internationale (et non plus simplement régionale ou nationale), une table ronde organisée par le Syndicat de l'architecture de la Gironde (mais pourquoi de la Gironde seulement ?) s'efforçait précisément de mesurer la place de l'architecture et de l'urbanisme dans les médias. Sans dans quelques questions nationales, cette place n'est révélatrice aussi maigre qu'on le suppose. Il est évident qu'il ne suffit pas de faire des films pour qu'ils passent sur nos écrans, que le désir d'architecture qui semble manifester un public de plus en plus large est encore loin d'avoir trouvé sa place dans les habitudes des rédactions.

Il est vrai, comme devait le souligner un des participants de cette table ronde, que *Main basse sur la ville* reste la plus réaliste des fictions sur les pratiques ordinaires de l'architecture, des promoteurs, des élus et des artistes. Et les critiques d'architecture n'ambitionnent pas tous de finir leurs jours dans un pyllone de béton.

FREDERIC EDLMANN.

Le palmarès

Grand prix du FIFARC : Des situations de nos actions passées, de Maurice Viot (Lacoste Productions) ; prix du ministère de l'équipement : *Wall of Light*, de John Tschinkel (prod. High Five Film) ; prix de l'UNESCO : *For me, There's Always a Tomorrow* (prod. UNC, Argentine) ; prix des films courts : *A propos d'un passé-maurille*, de J.-L. J. Lévartowski (FR 3 Midi-Pyrénées) ; prix de l'architecture : *Vechno*, d'E. Collas (Cuba) ; prix de la Ville de Bordeaux : *Trois petits tours*, de P.O. Levy (Iris Prod) ; prix de l'IFA : *Est des lieux* ; *Château de J.-L. Léon* (prod. D'asse Image actuelle) ; prix du public : *Les Bâtisseurs d'une place*, de J.-C. Delmas (RTBF).

DANSE

La quatrième Biennale du Val-de-Marne

Depuis sa naissance en 1979, la Biennale du Val-de-Marne s'est étoffée et a réussi à investir tout le département. Partie du studio de danse de Michel Casera au Théâtre Jean-Vilar de Vitry, elle s'est étendue à d'autres municipalités. Elle est financée par le conseil général du Val-de-Marne, par le ministère de la culture et de la communication. Avec, en plus la participation de quelques mécènes, elle dispose cette année d'un budget de 4 163 000 F.

La Biennale pratique une politique à long terme appuyée sur une réflexion sur la danse, et plus spécialement la danse contemporaine et française. Son action privilégie deux secteurs particulièrement fragiles : l'aide à la création et la diffusion.

Aide à la création avec des commandes passées à deux ou trois compagnies (50 % du budget total), diffusion à travers une vingtaine de salles qui mettent leurs équipements à la disposition des quelques vingt compagnies invitées. Ces actions sont prolongées en cours d'année par des séjours de chorégraphes dans des structures municipales (Peter Goss à Chigny-les-Roi, Projocaj à Champigny) ou des implantations (Anne Dreyfus à Villejuif).

Depuis 1979, cinquante-quatre compagnies sont passées à la Biennale. Elle a commencé le 1^{er} mars et se poursuivra jusqu'au 22 mai. Ses temps forts seront sans doute la création d'Angelin Preljocaj : *Hal-lal Roméo*, dansé par sept femmes sur une musique originale de l'ensemble 2e 2m. (Champigny, 27-28 avril), une commande de Jean-Marc Mies, chorégraphe spécialisé dans les images électroniques (28 mars à Ivry), une mise en scène des *Fâcheux*, de Molière, par Lucien Malhi avec le concours de « Ris et danseries » (Vitry, le 22 mars), et des pièces signées Pierre Doussaut, Isabelle Duboulet, Sidonie Rochon, Maryse Delente, Christine Gérard, etc.

Invité d'honneur, Alvin Nikolais, accueilli du 17 au 21 mars, avec une création : *Velociter*. A noter le 22 mars une journée-débat consacrée à la situation de la danse française, salle Jacques-Brel à Fontenay-sous-Bois.

MARCELLE MICHEL.

* Renseignements : 43-95-48-48.

CINÉMA

« Fuegos », d'Alfredo Arias Le roi est mort

Premier film d'un homme de théâtre, paradoxal et sophistiqué, sur la violence désespérée des passions.

Une ferme dans un paysage de soleil, une maison pleine de femmes et d'enfants autour d'un homme, un tango tyrannique — Vittorio Meszorgio — roi sans autre pouvoir que la crainte qu'il inspire à sa femme — Catherine Rouvel — à sa belle-sœur et maîtresse — Angelina Molina — à sa fille — Valentina Vargas — à sa servante. Il est ruiné, joue au poker avec un vieux noble libidineux — Gabriel Momet — passe ses nuits au bordel. La sous-maîtresse Marilu Marini le supporte parce qu'elle compte en tirer le maximum et surtout installer dans la place son demi-frère incestueux...

Fuegos pourrait être un mélo furieux si ce n'était le premier film d'Alfredo Arias, fondateur du groupe TSE, directeur du Théâtre de la Commune à Aubervilliers, metteur en scène extrêmement raffiné, pour qui le premier degré est une terre inconnue.

Sur le plateau, Alfredo Arias n'offre pas le reflet de la réalité, mais celui du théâtre même, du théâtre en tout genre. Il en donne son interprétation, un portrait à l'identique, en bell' d'angoisse amoureuse, enveloppé d'ironie gracieuse mais impitoyable.

A l'écran, il procède de la même manière, rassemble les paysages provinciaux et invente un pays lointain qui pourrait être son Argentine natale où il ne revient pas. Il prend des personnages de drame paysan et en fait des figures de fantasmagorie, vidées de toute tentation pathétique. Il leur demande des scènes terribles, qu'il filme comme un lent ballet morbide. Il leur donne à jouer des situations excessives, et en contrepoint fait intervenir des orages d'opérette, une sorcière blafarde (Michèle Loubet) qui écoute en confiance les prédictions de son corbeau.

L'humour d'Arias n'est évidemment pas le comique immédiat. C'est une ironie, une façon de jouer avec la peur, avec la mort. C'est aussi un supplément de délicatesse, une manière de dire dans un sourire un peu hautain la violence désespérée des passions.

Le film s'appelle *Fuegos*, et il est froid. C'est-à-dire que jamais il ne laisse paraître la douleur de la brûlure. Il en montre seulement les gestes et les marques, les cicatrices. Les acteurs se sont adaptés aux ambiguïtés du style d'Arias ils ont, tous, gardé la musique de leur accent. Raoul Coutard leur a donné une beauté lumineuse et vulnérable. *Fuegos* ne ressemble pas à un premier film, même dans ses gaucheries : c'est entièrement un film d'Arias.

COLETTE GODARD.

Le palmarès du cycle Cinéma du réel

Trois jurys officiels ont réparti ce week-end à Beaubourg, chacun selon son humeur, la kyrielle de prix qui couronnent le cycle Cinéma du réel, une manifestation de plus en plus suivie, et même un peu débordée par son succès. Le Grand Prix Absolu, décerné par un jury international qui présidait Laura Betti, est revenu au long métrage *Agabek Jabar* (France), de l'Israélien Eyal Sivan. Les mêmes jurés ont également décerné un prix du Court Métrage au *Train du Sud*, d'Awad Choukry (Egypte).

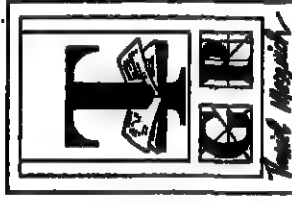
Le prix des bibliothèques a distingué un autre film français, *Histoire d'un sor*, d'Ivan Fliamer, dialogue sur les ailes de la médecine entre un psychiatre et un guérisseur traditionnel au Cameroun. Le prix Femis (notre école nationale de cinéma) — celui des caméras de Jean-Pierre Beauviala — a récompensé une savoureuse pochade polonaise, *le Président*, d'Andrzej Fidyk.

Longtemps en lice pour le Grand Prix et finalement affublé d'une simple « mention spéciale », *Ex voto*, d'Erich Langjahr (Suisse), était probablement l'œuvre la plus aboutie et la plus personnelle du festival. Avec des moyens essentiellement visuels et sonores, loin de tout cinéma-réel, par un vrai travail de mise en scène, le cinéaste parvient à raconter de manière très expressive le destin d'un petit coin de Suisse, le « Heimat » où il a grandi. Une photographie d'une qualité exceptionnelle, le jeu de l'interprète principale, admirablement dirigée (une grosse paysanne, force de la nature, force de vie tout court), un accompagnement musical original, contribuent à l'équilibre de l'ensemble et rejoignent avec la tradition du documentaire dans ce qu'elle a de plus vivant et de plus riche.

LOUIS MARCORELLES.

Réservation
42.43.17.17
Minutier:
COM 21
N° ST-DENIS
BIBLIOTHEQUE

DANIEL MESGUICH dans HAMILLET
"Par là Mesguich a porté plus audacieusement le croix qu'on n'avait jamais fait, la mise en scène : à l'autonomie d'un art... Une œuvre".
Henri Mesquich - Poète et Philosophe
"Et c'est le mérite de Mesguich, me semble-t-il, que d'avoir su enjambrer deux siècles de commentaires goethiques ou coleridgeiens... Eloge de l'illusion".
Bernard Henri Lévy - Philosophe
THEATRE GERARD PHILIPPE - 59 BOULEVARD JULES GUESDE - SAINT-DENIS



Le Monde
PUBLICITE
ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4835

My Teacher is American
AMERICAN CENTER
Vous venez d'un voyage à l'étranger ? Vous avez découvert une culture nouvelle ? Vous voulez partager votre expérience ? Venez à l'American Center...

MERCREDI
Jeux d'Artifices
UN FILM DE VIRGINIE THEVENET
COSA PRODUZIONE

5 AU 22 MAI
BERCY
Avec le concours de la BNP
Direction musicale : Michel PLASSON
Mise en scène, décors et costumes : Vittorio ROSSI
Les plus belles voix du Monde
650 ARTISTES
NABUCCO
Opéra de Giuseppe VERDI
Soirées à 20 h 30 sauf le dimanche ; matinée à 15 h 30. Relâche lundi.
Prix des places : 350 F. 280 F. 230 F. 180 F. 140 F. 100 F
Location sur place à BERCY et par tél. : 43 46 12 21
de 11 h à 18 h sauf dimanche.
AU PALAIS DES SPORTS (Pôle de Versailles)
tous les jours de 12 h 30 à 19 h
3 FNAC - l'EQUIPE - Toutes AGENCES
RENSEIGNEMENTS
43 42 06 06
Coopération Théâtre du Capitole de Toulouse - SPPT

Le Carnet du Monde

Naissances

— Geneviève et Sami HARARI
ont la joie d'annoncer la naissance de

Dina

le 9 mars 1987.

51, place Saint-Dominique,
83210 La Ferté.

— Sylvie LEVEAU OZANNE

a la joie de faire part de la naissance de
ses petits-fils

Guillaume KUNTZ,

2 janvier 1986,

Alexandre KUNTZ,

9 mars 1987,

chez Carole et Thierry,

Nicolas CORDIER,

8 décembre 1986,

chez Corinne et Alain.

— La comtesse
Albert Costa de Beauregard,
son épouse,
Anne-Clémence, Charles-Henri,
Orianne et François-Louis,
ses enfants,
La comtesse
Paul Costa de Beauregard,
sa mère,
La comtesse et le comte
Henri de Neuville,
ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part du décès de

Comte Albert

COSTA de BEAUREGARD,

ingénieur en chef au corps des Mines,

survécu le 12 mars 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 18 mars, à 10 h 30, en
l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue
Marceau, Paris-16.

Une bénédiction aura lieu en l'église
de Lessard-et-Le Chêne (Calvados),
sœur de l'inhumation dans le cimetière de
famille.

(Le Monde du 14 mars.)

— Georges Desmets,
ministre plénipotentiaire,
Ses enfants et petits-enfants
ont la douleur de faire part du décès de

Simone DENIZEAU,

survécue le 9 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

43, avenue Port-Royal-des-Champs,
78320 Le Mans-Saint-Denis.

— M^{me} Pierre Gravié,
son épouse,
M. et M^{me} Francis Van Kote
et leurs enfants,
M. Jacques Gravié,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GRAVÉ

survécue le 11 mars 1987, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi
18 mars, à 14 h 15, au cimetière de
Vauvion, dans l'intimité familiale.

44, rue de Meaux,
77390 Guignies,
94, rue Brosses,
75013 Paris,
21, rue Paul-Vaillant-Couturier,
95100 Argenteuil.

BENNETON
CHEVILIERES
GRAVEES

75 bd Malesherbes
Paris 8 - tél. (1) 43.87.57.39

— M^{me} Gérard,
M. et M^{me} Louis Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
Le général et M^{me} Gony,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Charles Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
Le capitaine de vaisseau et
M^{me} Joseph Gérard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Bruggeman,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Marie-Roseline Gérard,
M. et M^{me} Jean-Marie Gérard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Paul-Marie Gérard
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Gérard
ont la douleur de faire part du décès de

Dina

M. Pierre GÉRARD,

ingénieur ETP,

croix de guerre 1939-1945,

survécue le 12 mars 1987, à l'âge de
soixante-huit ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale.

Une messe sera célébrée à son intention
le 4 avril, à 15 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Roseire de Saint-Maur-des-Fossés.

81, avenue Foch,
94100 Saint-Maur-des-Fossés.

— M. Gustave Hassan,
M^{me} André Jacovich,
M. Jean Hassan,
M. Gilles Hassan,

ont la douleur de faire part du décès de
leur épouse et mère,

Anna HASSAN,
née Benassoune,

survécue le 4 mars 1987, à Montpellier.

— M^{me} Fabien Ladkany
Et ses enfants,
Les familles Ladkany, Franc,
Zakhar, Chouaki et Angeli,
ont la douleur de faire part du décès de

Fabien LADEKANY,
docteur vétérinaire,
diplômé de l'Ecole vétérinaire
de Maisons-Alfort,
Bachelier en lettres Sorbonne
(philosophie),
ancien directeur
des services vétérinaires à Damas,

survécue le 11 mars 1987, dans sa
soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
ont eu lieu à 11250 Versailles
(Ande).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— François et Anne-Marie Lavagne,
Pierre et Christel Lavagne,
Claire et Carlos Gonzales Peña,
Bernard Lavagne,
Christine et Emmanuel Tesson,
Michel et Sylviane Lavagne,
Agathe et Bernard Lavagne,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

— Draveil, Melun, Saint-Denis, Paris,
Los Angeles.

M^{me} Marie-Louise Orlic,
sa mère,
M. Nicolas Van Tieghem
et ses filles,
M. Pierre Van Tieghem,
ses fils et petits-fils,
M^{me} Suzanne Van Tieghem,
M. et M^{me} Daniel Orlic-Sarky,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

M. et M^{me} Zoran Orlic,
sa sœur, ses frères et belles-sœurs,
Florence Daumen,
Marie, Zlatko, Ylka, Jovan Orlic,
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

— Draveil, Melun, Saint-Denis, Paris,
Los Angeles.

M^{me} Marie-Louise Orlic,
sa mère,
M. Nicolas Van Tieghem
et ses filles,
M. Pierre Van Tieghem,
ses fils et petits-fils,
M^{me} Suzanne Van Tieghem,
M. et M^{me} Daniel Orlic-Sarky,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

2, place du Louvre, Paris-1^{er}, à l'inten-
tion de

M. André de VILMORIN
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
commandeur du Mérite agricole,
président d'honneur du CNIS,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

— Draveil, Melun, Saint-Denis, Paris,
Los Angeles.

M^{me} Marie-Louise Orlic,
sa mère,
M. Nicolas Van Tieghem
et ses filles,
M. Pierre Van Tieghem,
ses fils et petits-fils,
M^{me} Suzanne Van Tieghem,
M. et M^{me} Daniel Orlic-Sarky,

ont la douleur de faire part du décès
accidentel, survenu à Uppès (Hautes-
Alpes), de

Pauline et Benoît, Raphaël et
Thomas, Jaime, Diego, Jorge et Natalia,
Philippe, Olivier et Laure, Bertrand et
Thibault,
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès, le
14 février 1987, de

M. André LAVAGNE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
19 mars, à 14 heures, en l'église Saint-
Sulpice.

— Les médecins
Et tout le personnel du service de
gynécologie-obstétrique du CMC Foch,
à Suresnes,

ont la grande tristesse de faire part du
décès de

professeur Jean LEVY,
leur ancien « patron »,

survécue le 12 mars 1987.

CMC Foch,
92151 Suresnes.

— M^{me} André Nouailhetas,
M. et M^{me} Nouailhetas,
M. Charles-Louis Nouailhetas,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

Vincent NOUAILHETAS,

survécue le 2 mars 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

31, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris,
Le Buisson-Luzon,
41800 Salbris.

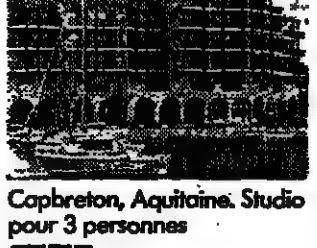
Se sentir frais et dispos comme poisson dans l'eau:
dans un appartement de vacances
Interhome.



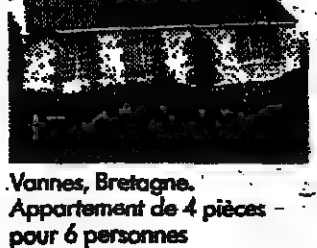
Lido Adriano, Adriatique,
Italie. Appartement de
3 pièces avec balcon, pour
5 personnes
1289.-



Kirchberg, Tirol, Autriche.
Appartement de 2 pièces
pour 4 personnes
1538.-



Capbreton, Aquitaine. Studio
pour 3 personnes
751.-



Vannes, Bretagne.
Appartement de 4 pièces
pour 6 personnes
1418.-

Les prix indiqués sont
valables par semaine (juin 87).

INTERHOME

Hôtels de vacances. Logements de vacances. Vacances.

HERMÈS
24 Faubourg Saint-Hippolyte

SOLDES
LUNDI 16 MARS
MARDI 17 MARS
MERCREDI 18 MARS
JEUDI 19 MARS
VENDREDI 20 MARS
9 h à 12 h / 14 h à 18 h

Prêt-à-porter • Maroquinerie
Carré • Chaussures • Accessoires
Tous les jours

LOTTO 49
14 Mars 1987

2 6 29 37 40 48 30

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

4 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49

هكذا من الأصل

... Le Monde • Mardi 17 mars 1987 23

CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LE CANCER



Avec l'ARC

(Association pour la Recherche sur le Cancer)

relevons le défi
du Pr L. Schwarzenberg:

« Tout faire
pour parvenir en l'an 2000
à une amélioration de 50 %
des résultats obtenus aujourd'hui
dans la guérison
du cancer. »

Tous les foyers français ont reçu aujourd'hui ce **numéro spécial de Fondamental**.
Ils peuvent participer avec l'ARC à la création
du **Premier Centre de recherche
appliquée au dépistage du cancer.**

Si vous n'avez pas reçu
ce Numéro spécial
vous pouvez nous aider
en renvoyant
le bulletin ci-contre.



ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
reconnue d'utilité publique. Décret du 10/11/1966
BP 300 - 94803 Villejuif cedex

☐ Je désire recevoir le Numéro spécial

Nom, Prénom

☐ Je fais un don de:

- soutien: 60 F ou plus
- solidarité: 120 F ou plus
- associé: 200 F ou plus
- bienfaiteur: 500 F ou plus

Adresse

☐ Je m'abonne aussi à Fondamental,
le trimestriel de l'ARC. 4 numéros 40 F.

Ville

Code postal

soit la somme de à l'ordre de L'ARC.

Chaque versement fait l'objet d'un reçu qui permet de déduire votre don de vos revenus imposables.

Le Monde CADRES

Venez faire grandir Uniciels

■ Jean-Pierre SERVANT, vous étiez directeur de grands projets à SEMA-METRA, vous avez accepté de devenir Directeur Général d'Uniciels, pourquoi ?

IPS : Uniciels est l'enfant du CRÉDIT AGRICOLE et de SEMA-METRA, issu du mariage de la connaissance bancaire et de l'expertise informatique. Pour moi, assister cette naissance et amener Uniciels à l'état adulte, ne peut que m'enthousiasmer.

— Robert REYNAUD, vous étiez spécialiste des techniques avancées au CRÉDIT AGRICOLE, quelle est votre mission à Uniciels ?

RR : En tant que directeur technique, je suis le tuteur d'Uniciels, je veillerai à l'intégration des technologies de pointe : monétique, vidéo, carte à mémoire, systèmes experts, SIAD... dans les grands projets nationaux et internationaux d'informatique bancaire et financière.

— Et vous ? Vous avez de 3 à 10 ans d'expérience de conception et de réalisation de systèmes d'information pour la gestion. Si vous ne maîtrisez pas totalement nos méthodes et outils nous vous formerons.

Pourquoi ne pas rejoindre Jean-Pierre SERVANT et Robert REYNAUD au sein d'une jeune équipe. Des responsabilités sont à prendre.

Venez contribuer à la révolution bancaire des années 90.

Merci de leur adresser votre dossier de candidature sous référence LM/PS à UNICIELS - 3/7, rue Lejeune - 92126 Montrouge

Uniciels

ORGANISEZ

INNOVEZ

THOMSON CUIVRE,

par son avance technologique se place en tête des fabricants européens de fils de cuivre émaillés et tressés. C'est un contexte performant tant par les moyens mis en œuvre que par des hommes mobilisés autour de la qualité des produits et du service client que nous proposons à notre responsable

GESTION COMMERCIALE

Administration des Ventes

Rattaché au Directeur Commercial de l'une de nos lignes de produits, vous prendrez en charge le service ADV-France et superviserez une petite équipe. En collaboration étroite avec le service commercial et la production, vous redéfinirez nos procédures et principes de fonctionnement. Mais surtout, vous instaurerez un nouveau type de relations administratives, dynamiques et efficaces, avec nos clients. Dans ce but, vous vous appuyerez sur toutes les ressources de notre outil informatique ainsi que sur une rigoureuse exigence vis-à-vis de la qualité de votre service.

Diplômé Sup de Co ou équivalent, intéressé par les produits techniques, vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience dans un domaine similaire. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire. Première affectation Courbevoie.

De larges perspectives d'évolution seront offertes au candidat à fort potentiel que nous recherchons.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 91584/LM à la Direction du Personnel - THOMSON CUIVRE - BP 30 - 92301 CHAUNY.

THOMSON
INDUSTRIES

LE PERSONNEL, L'ORGANISATION, L'INFORMATIQUE...

Nous sommes 10 000 personnes, notre C.A. : 7,9 milliards de francs, nous voulons améliorer dans la fonction personnel nos "coursiers de transmissions". C'est pourquoi nous créons le poste de

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION

La trentaine décidée, sociable, imaginative, une formation supérieure, votre première expérience vous a introduit impérativement dans l'administratif du personnel relié à l'informatique ; vous désirez gravir un nouvel échelon...

Dépendant du Directeur des relations humaines du groupe, vous serez notre "consultant interne", en matière de paye et d'administration du personnel, formaliserez les besoins, saurez anticiper, réaliserez les études demandées, accomplirez les missions d'organisation...

Merci, si vous vous sentez concerné par ce poste charnière, d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 87302 à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU qui vous garantira réponse et confidentialité.



56, avenue de Suffren,
75015 PARIS

Directeur de l'organisation et de l'informatique

Dolisos

N°2 français des laboratoires pharmaceutiques homéopathiques, avec 1 000 personnes et 300 millions de Francs de C.A., nous poursuivons notre développement, notamment à l'export (sept filiales) et créons le poste de Directeur de l'Organisation et de l'Informatique. Rattaché au Directeur général, ce collaborateur est responsable de la conception et de la mise en œuvre du plan informatique pour le siège et l'ensemble des sites ; il élabore les procédures d'organisation administrative et de bureau et suit leur mise en place ; enfin, il supervise le service méthodes avec un objectif d'optimisation permanente de la productivité. Il encadre 13 personnes dont neuf cadres, détermine et gère les budgets de fonctionnement et d'investissement. Ce poste convient à un diplômé d'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de gestion) ayant eu une première expérience de trois ans comme conseil en organisation ou de chef de projet informatique dans une entreprise, possédant une réelle expérience de la gestion informatique appliquée à une entité industrielle et commerciale, mais capable d'avoir en plus une approche d'organisateur sur l'ensemble des structures. Le poste est basé à Paris, au siège, mais nécessite des déplacements dans nos succursales et filiales.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 691.57 M, à notre conseil - 61, bd Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DU SYNTIC

DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

2 à 5 ans d'expérience



BRANCHE
SUR L'INTERNATIONAL
J'ACHÈTE, JE VENDS.

Acheter et vendre du matériel informatique à l'étranger ; anticiper les besoins des utilisateurs, nos clients, pour y répondre au mieux et au plus vite ; bref, réaliser l'adéquation optimale entre les offres et les demandes ; c'est la mission spéciale que nous vous confions. Vous vous dites : quelle est l'efficacité ? à tout moment vous le prouvez, les téléphones sonnent, les fax, créchant... En contact permanent avec vos confrères européens (tous les continents), vous parlez « fluently » l'anglais. Vous vous sentez une âme de négociant. Très organisé et responsable, vous êtes nécessairement. Ne jamais se laisser dépasser par les événements : telle est votre devise. Jouez... et vous gagnerez... beaucoup : 500.000 F+/an.

Vous connaissez peut-être le matériel IBM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 87-1 à COMPUTEL, Catherine Daguerre, 9, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

computel

HEC, ESSEC, ESCP, Sc. Po...

Débutez dans l'audit interne

Important GROUPE FINANCIER privé, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Notre département AUDIT recherche un jeune AUDITEUR, débutant ou ayant une première expérience d'1 à 2 années au plus.

Vous serez intégré dans une petite équipe très conviviale et formée à nos techniques et méthodes. Vous interviendrez ensuite sur des missions très variées d'audit opérationnel et informatique touchant à l'ensemble des activités de notre groupe.

Vous trouverez, dans notre groupe très performant, une structure souple vous permettant d'exprimer au mieux vos qualités et des perspectives d'évolution très motivantes.

Merci d'adresser votre candidature s/réf 7032 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Sénanque

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE

recherche pour son

DEPARTEMENT IMMOBILIER (Crédits Promoteurs)

EXPLOITANT

Responsable du secteur
FRANCE NORD (y compris Région Parisienne)

Convierait à candidat (e) de formation supérieure et pouvant faire état d'une expérience confirmée dans l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 228-M à : CREDIT CHIMIQUE - D.R.S.H. 20, rue Treillard, 75008 Paris.

BANQUE PRIVÉE
Paris 8^e
recherche

EXPLOITANT H/F

Clientèle de particuliers

Classe VI, VII

pour prendre en charge la gestion et le développement d'un portefeuille haut de gamme.

De formation supérieure, vous bénéficiez aujourd'hui d'une expérience de plusieurs années de la fonction auprès d'une clientèle de haut niveau qui vous a familiarisé avec la gestion des Titres et des opérations de Bourse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 2316 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

JEUNES DIPLOMES COMMERCE - GESTION - SCIENTIFIQUE

Dix années d'expérience du fait express de domicile à domicile nous permettent de desservir aujourd'hui 26.000 communes de territoire national en moins de 24 heures. Cette performance quotidienne exige une organisation rigoureuse et des moyens matériels adaptés. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons de jeunes cadres qui, après une période de formation, se verront confier les responsabilités de :

CHEFS DE CENTRE - PROVINCE - (R&L C.C.)

Débutants ou première expérience. Hommes de terrain chargés de développement commercial et de l'exploitation des nouveaux centres.

ATTACHES D'EXPLOITATION PARIS et PROVINCE - (R&L A.E.)

Débutants ou première expérience. Chargés de suivi quotidien et de la bonne marche d'un centre de fait express. Ils assurent pour relations de clientèle le chef de centre.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons recruter des candidats de valeur qui auront pu passer leur diplôme de réussite. Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à T.A.T. EXPRESS Service des Ressources - B.P. 0237 - 57002 TOULON Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE DISTRIBUTION

recherche, pour renforcer son
service AUDIT, des

AUDITEURS INTERNES
(R&L 03324)

Missions :

• Contrôler le respect des
procédures et la gestion
dans nos filiales de distribution.

Profil :

• Jeunes diplômés DECS ou
équivalent.

• Une expérience de 2 ou 3
années serait appréciée.

• Disponible et motivé.

Le poste est basé à PARIS 15^e.

Possibilités d'évolution.

Envoyer lettre, CV, photo, à :
UNIM, Service CRC,
av. Georges-Souffier,
91210 LAFAYETTE.

هناك الامتحان

Le Monde
CADRES

NATHAN INTERNATIONAL

une Société du Groupe
CEP COMMUNICATION
recherche un

**Directeur
de Zone Export
pour l'Afrique**

Fonctions :
• Promotion et diffusion de livres et matériels éducatifs,
• Actions suivies auprès des organismes officiels,
• Contribution à la recherche de produits nouveaux.

Profil :
• Diplôme enseignement supérieur,
• Expérience de la vie à l'étranger souhaitée,
• Forte motivation pour la pédagogie,
• Sens commercial,
• Anglais souhaité.

Conditions :
• Poste basé à Paris - déplacements fréquents,
• Plusieurs mois de formation assurés,
• Récompensation motivante.

Adressez rapidement votre dossier
(CV + salaire actuel) à notre Conseil,
à l'attention de Catherine ROIZOT,
sous référence M 166.

Onicar 34, Bd. Haussmann 75009 Paris

Un important cabinet de Conseils
Juridiques et Fiscaux, implanté en
province, recherche des

**JEUNES JURISTES
EN DROIT DES
AFFAIRES**

Formation minimum souhaitée :
Maîtrise en droit des affaires avec
de solides connaissances en fiscalité
et comptabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
C.V. et photo sous réf. 40744 à :
HAYAS CONTACT, 1, place du
Palais Royal 75001 PARIS, qui
transmettra.

HAUTE-SAVOIE

Importante Société Agro-Alimentaire leader sur ses Marchés
Recherche dans le cadre de son expansion son

**CADRE
DIVERSIFICATION**

• Au sein de notre cellule Recherche et Développement,
où sont décidées les orientations de notre politique de
Diversification, vous aurez à élaborer nos "produits de
demain", et à gérer leur lancement industriel.

• Homme de terrain, âgé de 30 ans environ, de formation
Bac + 2, vous êtes un spécialiste en sciences des
Aliments et disposez d'une première expérience réussie
soit à un poste similaire soit en production.
Vos connaissances des contraintes de la Distribution
moderne et/ou des impératifs des collectivités sera un
atout supplémentaire.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite
et prétentions à : TDL - BP 139 - 74004 ANNECY CEDEX

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

RECRUTE
POUR SON SERVICE CULTUREL

**UN CADRE A :
CONSEILLER CULTUREL A LA MUSIQUE**

• Compétences culturelles et musicales.
• Bonnes relations avec les professionnels de la musique.
• Expérience d'organisation de manifestations musicales.

**UN CADRE B :
RÉGISSEUR D'EXPOSITIONS**

• Solide expérience en matière d'organisation d'exposi-
tions ou d'événements socio-culturels divers.
• Esprit d'initiative - Dynamisme.
• Grand sens pratique.

Transmettre les candidatures, accompagnées d'un curricu-
lum vitae, d'une photographie d'identité et de deux enve-
loppes timbrées portant son nom et adresse à :

HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental
1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94090 CRÉTIL.
TEL : 49-99-04-00, poste 24.83.
AU PLUS TARD LE 3 AVRIL 1987.

Jeune manager

**Vous dirigez un centre de profits
commencez chez nous par en diriger quatre**

Nous sommes un groupe privé français de 10.000 personnes, lea-
der européen dans notre activité. Notre management est décen-
tralisé : nous avons 40 centres de profits en France, de tailles
diverses, et nous en aurons d'autres...

Nous vous proposons d'animer quatre d'entre eux et de participer à nos actions de
développement. Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire :

- être diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de gestion (EC, Mines,
AM, HEC, ESSEC...),
- d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle, dont quelques années
comme responsable d'un centre de profits ou d'une PME. Il serait bon que
vous ayez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons au
départ un CA de 150 millions,
- de témoigner de réelles qualités de gestionnaire et d'animateur et, égale-
ment, de qualités de négociateur d'affaires.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières à des candidats
performants.
Pendant quelques années, votre premier poste sera basé à Lille.

Ecrire sous réf. TA 343 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

OBJECTIF :

"DOUBLER LA PRODUCTION EN DEUX ANS"

UN PROJET AMBITIEUX POUR UN INGENIEUR PASSIONNE

PME, filiale d'un groupe international de forte notoriété, réalisant
des sous-ensembles (tôlerie, mécanique) recherche un Jeune
Ingénieur pour prendre en charge ce projet :

- études, achats et mise en place d'investissements importants (+ de 10 mil-
lions de francs),
- rationalisation des postes de travail.

Il sera rattaché au Responsable de production et utilisera les moyens internes déjà
en place.

Ingénieur diplômé (AM, ENSI, INSA...) vous occupez depuis trois ans environ des
fonctions méthodes, industrialisation, mise en place d'investissements, si possible
dans le domaine de la tôlerie ; nous vous offrons la possibilité de valoriser vos
capacités de concepteur et d'organisateur de production.
Au-delà, opportunités d'évolution dans le groupe.
Poste à 40 km sud Paris.

Ecrire sous réf. SL 342 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Responsable
du système d'information**

Une importante société spécialisée dans les matières plastiques
haut de gamme (CA 500 millions - 3 usines - 15 agences ou dépôts
France et étranger) rattachée à un grand groupe industriel,
recherche son Responsable du Système d'Information.

Il sera chargé :

- d'élaborer le plan informatique,
- d'assurer le développement des applications et d'exploitation,
- d'assister les utilisateurs en matière d'informatique mais aussi de bureau-
tique et de moyens de communication.

Il animer une équipe d'une dizaine de personnes et travaillera sur du matériel Bull
DPS 4 et DPS 7.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou
de gestion) ayant 3 à 5 ans d'expérience soit comme chef de service informatique,
soit comme chef de projet.
Réelles perspectives d'évolution de fonctions et de carrière dans la société ou le
groupe. Poste dans l'Eure.

Ecrivez sous réf. RY 341 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Société prestataire de services publics (techniques),
structurée en centres d'exploitations régionaux
et filiale d'un puissant groupe recherche**

Ingénieur électricien - électronicien

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il aura la responsabilité d'études techni-
ques, de supervision des équipes de travaux et d'entretien. Il assurera égale-
ment la gestion des affaires et les relations avec les collectivités locales.
Ingénieur diplômé (option électricité, électrotechnique), il possèdera une pre-
mière expérience de 3 ans environ dans le domaine études et travaux. Une for-
mation complémentaire en gestion serait appréciée.

Poste à pourvoir : sud-ouest de la France. réf. B. 1400 M

Responsable d'agence (centre de profit)

Cette agence, spécialisée dans les travaux d'électricité (maintenance, travaux
neufs réseaux...) pour le compte de l'E.D.F., des collectivités et des entreprises
privées recherche son "patron".
Sa mission consistera à gérer, animer et développer ce centre de profit (12 per-
sonnes environ).

Agé au minimum de 30 ans, il possèdera une dizaine d'années d'expérience
dans le même domaine, fera preuve de capacités techniques et commerciales
certaines pour réussir dans une activité très concurrentielle.
Poste à pourvoir : sud de la France. réf. B. 1405 M

Ecrire en précisant la référence.

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PVC

**Ingénieur
recherche et développement**

Une importante société française, réalisant des produits indus-
triels dans le domaine de la transformation des matières plasti-
ques, recherche un Ingénieur pour l'intégrer à son centre de
recherches.

Collaborateur direct du Responsable de ce centre, il se verra confier des responsa-
bilités de mise au point de produits, d'assistance technique aux usines, de liaisons
avec des licenciés...

Ce poste, qui implique créativité, réalisme et bonnes capacités de contact,
conviendrait à un ingénieur chimiste, ayant acquis, soit par formation, soit par
expérience, de bonnes connaissances dans les PVC (formulation et rhéologie).

Réelles possibilités d'évolution de carrière.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste : ville centre France.

Ecrire sous réf. OV 339 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ELECTRONIQUE

Une société française, leader dans la maintenance
d'appareillages et systèmes de mesure, filiale d'un grand
groupe, offre une situation évolutive à un cadre
dynamique, compétent et autonome.

Chef d'agence Grenoble

Diplômé d'une école d'ingénieur, il aura de solides connaissances électroniques
et une expérience d'environ 10 ans acquise dans des fonctions techniques
ou commerciales et impliquant l'animation de techniciens dans la maintenance
et l'après-vente. Il témoignera de qualités marquées de gestionnaire et de sens
commercial.
Connaissance de l'anglais souhaitable.

La société assure à ses collaborateurs une formation permanente de haut niveau
leur permettant d'être à la pointe de la technique.

Ecrire sous réf. NY 273 CM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

QUAND VOUS PENSEZ
EMPLOI, PENSEZ...

**Le Monde : premier titre national
pour l'emploi des cadres**

Secteurs de pointe :
**LA RUBRIQUE
DES INGENIEURS
QUI BOUGENT**

Rendez-vous le mardi 17 daté 18 mars.

Le Monde
CADRES

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial en informatique de réseaux propose dans son service juridique un poste de

Juriste confirmé

De formation DES, vous êtes généraliste et avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en entreprise ou en cabinet spécialisé dans le droit des affaires. Vous êtes capable de traiter avec des responsables de haut niveau dans des secteurs variés (administration, université, industrie...) et vous parlez l'anglais couramment.

Vous participerez notamment à l'élaboration et à la mise en vigueur des contrats commerciaux et devrez résoudre des problèmes juridiques de toute nature. Vous collaborerez étroitement avec les équipes de direction française et européenne.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à Anne CHEVALLIER, sous réf. MON380, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Responsable de Personnel

inmac

Filiale Française d'une Société américaine, nous recherchons par téléphone et à l'écrit un candidat expérimenté pour l'informatique.

Nos succès, notre très forte croissance nous amènent à créer le poste de Responsable de l'Administration et de la Gestion du Personnel. En liaison avec notre Directeur des Relations Humaines Européennes, basé en Angleterre, il aura pour mission de gérer notre politique de personnel France.

Ses fonctions couvriront essentiellement : la planification et le suivi de la qualité de nos équipes, la formation de notre personnel, et donc les contacts avec tous les organismes intéressés, l'administration et la gestion proprement dite de notre effectif (60 pers. actuellement).

Ce poste s'adresse à un jeune Responsable du Personnel ayant une première expérience similaire dans une SIE anglaise ou américaine, capable à la fois d'enthousiasme et de rigueur.

Il sera l'interlocuteur privilégié de nos cadres dirigeants et doit donc être un homme de conseil doublé d'un habile négociateur.

Sa rémunération devrait se situer aux alentours de 250 000 F annuels. Nous tiendrons compte de l'expérience des candidats rencontrés. Le poste est basé à Roissy Villepinte.

Si vous avez du tonus, de la solidité et de l'ambition, adressez votre CV + photo à notre Conseil : MIRA UGUEN, YELLOW'S, 70 rue de Paris 75008 PARIS.

ellow's Division de CLM Partners.

SDR **PICARDIE**

Amiens

Grâce au dynamisme et à l'esprit d'innovation de notre petite équipe, nous avons obtenu sur plusieurs années un taux de croissance élevé. Afin de poursuivre ce développement, nous souhaitons coopter un

Directeur Commercial

(R4. 3201)

très expérimenté dans les techniques financières appliquées aux entreprises.

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité du développement commercial de notre SDR, animera une équipe d'attachés commerciaux de haut niveau, qu'il fera bénéficier de sa compétence lors de négociations difficiles, supervisera le suivi des dossiers et contrôlera les procédures.

Directeur de Développement Produits

(R4. 3202)

ayant acquis une solide expérience juridique-financière.

Rattaché au Directeur Général, il étudiera le marché des produits financiers destinés aux entreprises pour proposer et mettre au point de nouveaux montages. Il assistera l'équipe commerciale dans les négociations de longue durée, particulièrement lors de prises de participation en fonds propres.

Revenez à notre Conseil :

Maryse PERCHÉ vous remercie de lui envoyer votre lettre manuscrite + CV, photo et rémunération actuelle en indiquant la référence choisie.

CORT

65 Avenue Kléber 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

NOTRE ASSISTANT(E) DE FORMATION = ORGANISER + FORMER + ANIMER

GFI, une des premières SSI françaises, de dimension internationale - 470 millions F. de CA en 1986, 1000 personnes - recherche pour la Direction des Ressources Humaines, son Assistant(e) de Formation.

Disposant d'un budget important (8 % de la masse salariale), votre mission consiste, pour les jeunes diplômés qui nous rejoignent et pour les salariés de l'entreprise, à :

- participer à l'organisation, au suivi et à l'évaluation des stages ainsi qu'à l'élaboration du plan de formation.
- Etablir, à l'aide d'un logiciel de gestion de personnel, le bilan formation.

Vos performances vous permettront d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Vous avez un niveau Bac + 4, de bonnes connaissances en informatique et l'expérience de la formation dans cet environnement.

Vous êtes dynamique, méthodique et faites preuve de qualités relationnelles.

Si pour vous la formation englobe naturellement Organisation et Animation, adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. AF à Vincent BEUGNET, Responsable du Recrutement, GFI-SCICON - 4, avenue Pablo Picasso - 92024 NANTERRE Cedex.

GFI
SCICON

"GFI, toujours un pas plus loin"

CONTRÔLEUR DE GESTION GROUPE



DEVANLAY

Devanlay, aujourd'hui l'un des leaders du secteur, est une fédération d'entreprises, chacune fonctionnant comme un centre de profit autonome. Nous recherchons aujourd'hui le Contrôleur de Gestion du Groupe.

A 28-30 ans, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances/comptable), un DECS serait un atout supplémentaire. Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, en contrôle de gestion ou en audit interne, de préférence dans le secteur industriel. La pratique courante de l'anglais et de bonnes notions d'allemand sont nécessaires.

Conseiller, contrôler, animer, harmoniser et dynamiser la fonction contrôle de gestion telle sont les aspects essentiels de votre mission.

Vos atouts : autonomie, capacité d'adaptation, un esprit de synthèse et de grandes qualités relationnelles.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. Contactez les Collaboratrices d'ALLO-CARRIÈRES au 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Précisez la réf. 512).

45.02.15.74

CASDEN
de Banque Populaire

devenez le n° 2 de notre directeur du personnel !

A 32 ans environ, après une formation type Maîtrise de Gestion, Sciences Eco., complétée par la connaissance de la gestion du personnel sur informatique, vous souhaitez valoriser votre expérience de 8 ans acquise dans un domaine similaire.

Nous vous offrons aujourd'hui l'opportunité de prouver vos excellentes capacités créative et imaginative, votre goût de la rédaction et votre sens de l'encadrement en intégrant la Fonction Personnel de notre Banque jeune et dynamique, la CASDEN Banque Populaire. L'encadrement et l'évolution de votre mission initiale (mise en place d'un marketing social moderne et des outils prévisionnels de la gestion du personnel, participation à des études spécialisées) seront essentiellement fonction

de l'implication dont vous ferez preuve et de votre potentiel.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIÈRES au (7) 45.02.15.74.

Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 511).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature sous la référence 511/A.M. à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

REGION NORD

± 300.000 F

Notre usine (200 personnes) appartient à une Société Française ayant des implantations et des filiales à l'étranger. Notre production dans le domaine de la chimie minérale bénéficie d'une bonne pénétration sur le marché.

Souhaitant renforcer notre potentiel, nous recherchons un ingénieur confirmé pour créer le poste de :

RESPONSABLE

Sa mission sera double :

- Assister le Directeur d'Usine dans la mise en place d'une gestion rigoureuse des activités techniques (études, investissements, entretien, sécurité), assurer l'encadrement, l'organisation et la coordination du département (45 personnes).
- Prendre en charge l'optimisation et la modernisation de l'usine.

A environ 40 ans, ingénieur de formation électromécanique, vous avez été confronté dans votre expérience d'encadrement en milieu industriel (minimum 10 ans) aux réalités de la production et aux impératifs de rigueur de l'entretien.

Vous souhaitez maintenant valoriser vos acquis dans une fonction largement autonome vous ouvrant des perspectives d'évolution. Si tel est votre projet, merci d'adresser votre C.V. détaillé à notre Conseil, Martine MARTEL, sous référence 57068.

AXONE

20, place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCO.

Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

ISA

L'institut de sélection animale

Entreprise leader de génétique animale au niveau mondial étend son équipe de recherche et recrute un

Chercheur

Le candidat, âgé de 30 ans au plus, est diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grandes Ecoles, PhD ou équivalent) dans le domaine de la zootechnie et de la génétique quantitative.

Le poste basé près de Rennes offre des possibilités d'évolution intéressantes à un candidat qui saura faire preuve de rigueur scientifique, couplée à un sens aigu de l'observation des animaux, et possédant une bonne capacité d'organisation et l'aptitude au travail en équipe.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable (lu, parlé, écrit). Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et doivent être adressées avec Curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au Chef du Personnel - Monsieur GIRARD - Institut de Sélection Animale - La Bruyère-le Fossé - 22800 QUINTIN.

إلى مكتب

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 17 mars 1987 27

Le Monde
CADRES

Ingénieurs chantiers... pour la liberté d'action

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8 000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.

Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.

Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.

Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités étendues dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.

Nous sommes présents dans près de 40 pays.

Notre poids : 18 000 personnes et 8 milliards de C.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. LM25 à :



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

Directeur

Cette association a fondé et gère des établissements de réadaptation pour handicapés physiques. Elle cherche le Directeur d'un Centre situé en province (+ de 100 lits). Ce directeur doit développer un climat de confiance et de chaleur humaine permettant à chacun de vivre dans les meilleures conditions, et coordonner l'action des chefs de service pour maintenir l'efficacité et la bonne gestion du Centre. Ce poste intéresse un Directeur expérimenté dans le domaine de l'animation et de la gestion des hommes, capable d'apporter de la joie de vivre aux accidentés et infirmes, par sa personnalité généreuse et rayonnante.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23783/M à M. J. FOURNIAT S&S-CEGOS Tour Chénoueix 92816 SOULIGNY Cédex.

S&S
CEGOS

STRATÉGIES DU FUTUR



Avec INGEVISION, solution intégrée pour la conception d'installation industrielle INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service Marketing-Vente :

Ingénieurs commerciaux

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons des ingénieurs ayant une connaissance de l'ingénierie d'entreprise industrielle et de la vente de CAO. Basés à Paris, vous serez en charge d'un secteur d'activité économique et pourrez être amenés à développer des actions à l'étranger.

Une bonne connaissance de l'Anglais est donc indispensable. Si notre challenge vous intéresse, car nous sommes ambitieux, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à FRAMATOME, sous références BS/63011. Département Recrutement, Place de la Coupole, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

GROUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche pour son Agence

du PUY

CHARGE DE CLIENTELE MF

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clientèles (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5836 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



Nous sommes une société d'ingénieurs Conseils en Organisation et en traitement de l'information. Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU

SPECIALISTES DU SECTEUR BANCAIRE OU ASSURANCE

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise (minimum souhaité 3 ans).

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs en informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature. SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF

(1100 personnes, 35 agences) recherche pour son siège situé à LA DEFENSE

Chefs de Projet

- Ingénieurs, MIAGE
- 3 - 4 ans d'expérience pour réaliser et mettre en œuvre des projets importants auprès de ses clients.
- perspectives intéressantes
- expérience monétique et / ou télécommunications appréciée
- contacts clientèles nombreux
- forte autonomie.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5826 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra



Directeur

Placé sous l'autorité directe du PDG, situé au siège du groupe (SIB), il lui appartiendra de mettre en place et développer les moyens de la politique d'activité, d'assurer l'organisation et de contrôler la gestion de l'ensemble des services (production, BE, SAV, commercial), d'animer le personnel et son encadrement.

Ingénieur de formation, expérimenté en commandement, le candidat doit pouvoir justifier d'une solide expérience de Direction d'unité et de qualités commerciales.

Le poste est à pourvoir à Lorient (Morbihan).

Ecrivez, sous réf. C/250, à notre Conseil en Recrutement Concordances, 91 rue de Reubourg St-Honoré, 75008 Paris ou 5 bd Vincent Gâche, 44200 Nantes. Tél. 40.36.71.10.

Concordances

Important organisme financier d'implantation nationale recherche pour la région Nord - Pas de Calais, son

DIRECTEUR DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Ce cadre supérieur élabore les politiques et soumet au Conseil d'Administration les projets d'amélioration de fonctionnement, d'investissement, de normalisation des méthodes, etc., susceptibles de faire évoluer les services rendus aux 31 établissements utilisateurs. (1 millier de postes de saisie par télé-traitement). Il applique ensuite avec l'autonomie nécessaire les politiques et les orientations approuvées en assurant la gestion optimale des moyens du centre et la direction efficace des 110 personnes qui y travaillent.

Profil du poste :

- 35 - 40 ans
- Formation technique et économique supérieure en rapport avec l'informatique, en particulier la connaissance des matériels IBM 3081 K et 3083 EX sous MVS/XA CICS - DB2 et de leur utilisation dans le domaine bancaire constitue un plus pour réussir.

Qualités requises :

- Homme de réflexion et d'action, il a une expérience réussie dans ce domaine d'activité et il est capable d'assumer les responsabilités d'un chef d'entreprise.
- Forte personnalité qui n'exclut pas l'aptitude à travailler lui-même et à faire travailler en équipe un encadrement compétent et du personnel qualifié.
- Rigueur dans les choix qui doivent être à la fois techniques et économiques.
- Sens de l'organisation et de la gestion prévisionnelle.

- Ascendant naturel apte à la diplomatie des contacts pour établir un dialogue permanent avec le Conseil d'Administration, les utilisateurs, partenaires sociaux, etc.
- Le niveau de rémunération prévu correspond au sérieux et aux compétences élevées qui sont recherchés.

Lieu de résidence souhaité : agglomération Lille.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 457, à : PROMONOR, 92, rue de Douai, 59000 LILLE.

Déclaration absolue et réponse assurée.

PROMONOR

Le Monde
CADRES



BOSCH

Jeunes HSE, ISEP, ISEN, ESINE, etc...
Mesures et Contrôles Electroniques...

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A., filiale française (2,5 milliards de F, 2 750 personnes) du Groupe allemand (140 000 personnes dont 9 000 en R. & D.), mondialement connu pour ses INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES et la FIABILITE de ses produits, crée, à Paris, un Centre d'Adaptation des systèmes d'injection ESSENCE. Venez rejoindre notre Responsable en qualité d'

Ingénieur électronicien instrumentation

pour définir, utiliser et faire évoluer l'installation de mesures électroniques qui permettra aux ingénieurs motoristes de réaliser les adaptations spécifiques des systèmes d'injection chez nos clients constructeurs automobiles. C'est dire que vous serez « l'homme de l'art » pour tout ce qui concerne la mesure électronique sur bancs de contrôle des systèmes d'injection. Assurant un lien entre nos ingénieurs, ceux des études centrales en Allemagne et ceux de nos clients, vos qualités relationnelles seront particulièrement appréciées ainsi que votre pratique de la langue allemande. La connaissance du micro-ordinateur VAX est un atout supplémentaire. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/IE/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

McCormack & Dodge France, S.A.

membre du groupe
Dun & Bradstreet

recherche des

Ingénieurs d'affaires

Filiale française du Groupe Mc CORMACK & DODGE Corp. membre du Groupe DUN et BRADSTREET, nous sommes spécialisés dans la conception et la commercialisation de Progiciels d'Application de Gestion de haut de gamme.

Face au développement du marché des Systèmes d'information dont nous sommes les LEADERS en France, nous recherchons des COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU à même de prendre la responsabilité de la gestion et du développement de Grands Comptes, dans le domaine de la Gestion Financière et de la Gestion de Production.

- Ils auront :
- 28 ans minimum,
- une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co),
- 2 à 3 ans d'expérience de vente à haut niveau, dans un environnement informatique.

- Nous leur offrons :
- une formation et un support de qualité,
- des produits reconnus et une excellente image de marque,
- un secteur en pleine expansion,
- de réelles opportunités de carrière (nous étions 14 fin 83, nous sommes 70 début 87).

Si ce challenge vous intéresse, adressez rapidement votre C.V. + photo + salaire actuel (en faisant la part du fixe et du variable), sous la référence LM/1006, à Bernard G. ALLEN, au :

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU.

Société d'assistance aux maîtres d'ouvrage pour le montage, la conception et la réalisation d'équipements et d'opérations immobilières, liée à un groupe financier de premier plan, nous cherchons pour Paris

un jeune juriste, H/F

Sous l'autorité d'un responsable juridique et en relation avec notaires, avocats, conseils juridiques et fiscaux, venez apporter conseil et assistance aux ingénieurs d'affaires pour le montage des opérations (mise en place et suivi des dossiers d'urbanisme), la formalisation des accords pré-opérationnels, la régularisation foncière, la conduite d'opérations, etc.

A 25 ans minimum, vous avez acquis une première expérience en droit de l'urbanisme et droit immobilier chez un promoteur ou un notaire et souhaitez exercer des responsabilités plus directes.

Merci d'écrire à Mme M.C. TESSIER (réf. 4999 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

VOUS ÊTES : Directeur commercial,
Directeur des ventes, Directeur régional

VOUS VOULEZ DEVENIR :

Consultant en recherche de cadres

• Nous sommes l'un des tout premiers cabinets de recherche de cadres en France. La qualité de nos conseils nous a permis de gagner, au fil des années, la confiance de nos clients. Le profond respect que nous témoignons aux candidats nous a valu leur plus grande estime.
• Vos fonctions réussies d'encadrement sur le terrain vous ont apporté une connaissance approfondie des hommes, en particulier des commerciaux. Vous aimez les écouter, évaluer leurs compétences, leur personnalité. Vous êtes, vous-même, un excellent commercial et possédez un sens relationnel de qualité. Si vous êtes entreprenant et motivé, venez rejoindre notre équipe.

Adressez C.V. et photo sous référence M16 à M. PROU, qui nous les transmettra : 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS
Vous pouvez préciser les cabinets avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en rapport.

CRÉDIT AGRICOLE

LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
DE L'ARDECHE (07)
recherche son

PROMOTION COMMERCIALE/PUBLICITE

A la tête d'une petite équipe, rattaché au Responsable Commercial, vous avez pour mission :

- de définir, réaliser et faire appliquer le plan de communication promotionnel et publicitaire, en fonction de la politique commerciale et du plan marketing
- d'analyser les responsables des agences dans la définition et la mise en œuvre d'actions menées à leur initiative
- d'analyser l'impact des actions commerciales.

Outre vos qualités de relation et d'animation, votre formation commerciale (E.S.C., B.T.S. marketing...) et une première expérience professionnelle dans un secteur similaire seront appréciées. Lieu de travail : Privas, préfecture de l'Ardecche.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, en précisant votre salaire actuel à : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Ardecche (Personnel et Relations Sociales) B.P. 205 - 07002 Privas Cedex.

SOCIETE DE GESTION DE CENTRES
COMMERCIAUX EN PLEIN DEVELOPPEMENT
RECHERCHE POUR LA REGION LYONNAISE

Directeur de centres commerciaux

Sous la responsabilité du Directeur d'exploitation il devra prendre en charge l'animation et la gestion de plusieurs centres régionaux.

Le candidat diplômé d'études supérieures (E.S.C., I.E.P., I.S.C. ou similaire) doit pouvoir justifier de 5 années d'expérience de préférence dans le secteur de la distribution ou de l'immobilier d'entreprise.

Le poste requiert d'excellentes qualités de contact et de négociation.

De fréquents déplacements sont à prévoir.

De réelles perspectives d'avenir et une rémunération motivante seront offertes à un candidat de premier plan.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. 22496 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

COMMUNIQUEZ MINI-MICRO !

- Une solide formation,
- 30 ans ou moins,
- Une bonne expérience de communication acquise en entreprise ou en agence,
- un goût marqué pour l'informatique,

LE RESPONSABLE COMMUNICATION DE NOTRE ACTIVITE MINI ET MICRO INFORMATIQUE au service des PME et des professions libérales.

Votre mission très complète, se définit par votre savoir-faire, votre créativité et votre capacité à communiquer avec vos différents interlocuteurs autour des actions publicitaires, des salons, des réalisations de documents commerciaux, de la promotion des ventes, P.V., marketing direct et vous permettra de mettre en œuvre toutes les techniques de communication.

Vous dirigerez une équipe de 3 personnes et reporterez directement à la DIRECTION DE LA COMMUNICATION DU GROUPE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. H&S/AS, à Anna STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines SLIGOS - Immeuble Ile de France Cedex 49 - 92067 PARIS-14 DEFENSE 9.

SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE
effectif : 10.000 personnes recherché un

Recruteur Senior

Il effectuera des recrutements de cadres de tous niveaux et de toutes spécialités : conseils aux échelons hiérarchiques pour la définition des rôles et des fonctions - entretiens de sélection - négociations des contrats d'engagement - suivi des recrutements.

Il représentera la Société dans les forums et auprès des Grandes Ecoles - Poste autonome.

Cet emploi convient à un professionnel de 30-35 ans qui a 5-10 ans de métier. Un diplôme de psychologie serait apprécié - Poste situé à PARIS.

Adressez CV et prétentions sous référence 664 à M. A. DAMMEBENGER
CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui vous garantira la discrétion.

Architecte et commercial la passion et la vente

- Spécialiste dans l'aménagement d'espaces intérieurs (pièces mobiles et second œuvre), en 5 ans, notre CA a été multiplié par 10. Nous devons notre réussite à la personnalisation de nos produits et la qualité de notre service.
- Notre expansion est due principalement à notre savoir-faire reconnu des décideurs. Nous souhaitons désormais travailler également avec des prescripteurs (architectes, S.E.), que vous visiterez. Vous répondrez aux appels d'offres, et ferez preuve d'inspiration et d'opportunité pour renforcer nos positions commerciales. Environ 28 ans, véritablement, vous avez complété votre formation par des études complémentaires et êtes attiré par Lyon, où se situe le poste.
- Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un prêt de poste détaillé. Envoyez, sous réf. C2427, à notre Conseil en Recrutement, Concordances, 97 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, ou 129 rue Servais, 69008 Lyon. Tél. 78.83.85.80.

Concordances

Handwritten note in Arabic script.

هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 17 mars 1987 29

Le Monde
CADRES



LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour nos établissements de GENNEVILLIERS et CORBELL

CHARGES D'ETUDES INFORMATIQUES

Ils participeront à la réalisation des nouveaux systèmes de gestion de production : conception, suivi de la réalisation informatique et de la mise en place, formation des utilisateurs. Une expérience de quelques années dans cette activité sera appréciée.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions s/réf. 443/86 à SNECMA Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE
SNECMA

CONTRETELEPHONE : (1) 42 99 99 99 ou 84 14 04 ou 1 20 00

Directeur commercial adjoint

SILEC

Notre division « câblerie » étudie, fabrique et commercialise des câbles électriques pour le transport d'énergie et pour les réseaux de télécommunication, ainsi que des matériels de raccordement pour équiper ces câbles. Notre directeur commercial souhaite recruter son bras droit pour lui confier des missions fonctionnelles et opérationnelles : co-collaborateur participera à la définition de la politique commerciale et à sa mise en œuvre sur le terrain, il assurera les relations avec notre syndicat professionnel, il prendra en charge les négociations avec nos gros clients (EDF, PTT). Ce poste convient à un ingénieur grande école (électricité, électronique), ayant acquis une expérience commerciale au sein d'une entreprise (fabricant ou distributeur) de biens d'équipement, si possible dans le secteur du matériel électrique ou électronique et capable de négocier des contrats importants. Nous serons attentifs au potentiel du candidat car celui-ci doit pouvoir évoluer au sein de notre structure. L'anglais est nécessaire. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 687 87 M à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Administration Centrale du Personnel

Une très importante Entreprise de presse (1900 personnes) à vocation internationale recherche son Chef du Service Administration Centrale du Personnel.

Outre les missions inhérentes à la fonction (gestion administrative, paie, respect de l'application des procédures légales, études et statistiques...), celui-ci devra mener à bien la mise en place de l'informatisation de la paie et assurer la conception des procédures internes relatives à la fonction "personnel".

Age d'au minimum 32 ans, l'homme recherché aura acquis une solide expérience de la fonction dans une entreprise. Il sera en particulier familiarisé avec des systèmes de paie informatisés. Son goût de la mise en place d'outils de gestion et de procédures ainsi que son aptitude à manager un service important seront ses principales atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + rémunération actuelle) sous la référence 3127/M à notre Conseil



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Consultant Senior, un homme d'action.

De structures volontairement souples, nous n'en demeurons pas moins un cabinet de très forte notoriété, spécialisé dans la recherche de cadres par approche directe et par annonce. Notre soutien actif et notre appartenance à l'un des plus prestigieux syndicats professionnels renforce en outre notre crédibilité. Vous avez la carrière, (par votre expérience de plusieurs années en cabinet ou en entreprise) pour mener une analyse approfondie de tous les problèmes que pose le recrutement à l'entreprise. Vous la conseillez, déterminez avec elle les moyens de recherche et, très important, vous assurez le suivi des cadres après l'embauche. Il est bien sûr nécessaire que notre nouveau consultant, adapte la stricte obsolescence sur laquelle nous nous appuyons. Nous ne vous interdirons pas pour autant de donner un nouveau souffle à nos actions de prospections, parfois en tandem avec le responsable du cabinet.

Adressez votre dossier en précisant vos compétences sous référence 6144 M à l'agence DESSEIN, 16 rue du Louvre 75001 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.



Chargé(e) de clientèle

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en études de marché. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, IEP, Sciences-Eco, Agro avec formation marketing complémentaire ou équivalent). Adresser C.V., détails, photo et prétentions à SECOM - Direction des Relations Humaines BP 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex.

Cabinet de Recrutement Paris-17

PAR ANNONCES ET APPROCHE DIRECTE (plus de 15 ans de notoriété) recrute pour succéder après 7 ans de collaboration

GRAPHOLOGUE à temps partiel régulier

DIPLOMÉE ET SOLIDE EXPÉRIENCE SÉLECTION CADRES TOUTS NIVEAUX (Sinon s'abstenir) POUR COLLABORATION EXCLUSIVE AU CABINET (en moyenne 2 heures + par jour)

Pour contact rapide, merci d'adresser lettre détaillée à PUB CONSEIL 98 av. de Villiers - 75017 Paris qui transmettra aussitôt

Dans le cadre du développement de ses activités LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTER-DEPARTEMENTALE VAL-D'OISE, YVELINES, SEINE-ET-MARNE.

CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

Formation ESCA, maîtrise formation DEC ou équivalent. Le candidat retenu devra faire preuve d'une exp. de 2 ans minimum dans une société à établissements multiples.

Le poste est à pourvoir à Versailles.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à CCI Services du personnel 21, avenue de Paris 78011 VERSAILLES.

LE LABORATOIRE LURE

recherche pour ses accélérateurs de particules (linéaires) et anneaux de stockage.

2 INGENIEURS DE RECHERCHE ELECTRONIQUES

(LOGIQUE ET ANALOGIQUE) formation grande école et quelques années d'expérience pour : - étude modulateur de signal à électrons en impulsions très courtes électrostatiquement.

RESPONSABILITES IMPORTANTES A TERME

Adresser CV à M. MARIN Laboratoire Lure, 208 CENTRE UNIVERSITAIRE PARIS SUD 91406 ORSAY Cedex.

RECHERCHE Traducteur médical

Département du Français vers l'Anglais, formation pratique médicale ou technique. Biv. CV KRAUS : 2, rue de la Casseverie, 75001 PARIS.

CABINET DE JURISTES INTERNATIONAUX

(solicitors et conseils juridiques et fiscaux)

RECHERCHE

pour renforcer ses effectifs à Paris plusieurs

juristes

Débutants et confirmés (expérience professionnelle de 2 à 5 ans maximum acquise en cabinet ou en entreprise).

FORMATION ET DIPLOMES REQUIS : DESS, DEA (droit privé, droit des affaires et/ou fiscalité) ou Sciences Po + maîtrise (droit privé).

Les candidats devront avoir des connaissances solides en droit des obligations et des sûretés, en droit commercial et en fiscalité. Une spécialisation en droit immobilier, en droit des sociétés ou en droit bancaire sera appréciée.

QUALITES REQUISES : Excellente présentation, dynamisme, sens du contact humain, esprit d'équipe.

La fonction de juriste international implique une EXCELLENTE PRATIQUE DE L'ANGLAIS

Envoyez s'il vous plaît de candidature manuscrite, C.V., détails, photo et prétentions au MONDE PUBLICITE sous le n° 8418, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Delahaye S.A.

AGENT DE CHANGE

recrute pour renforcer son équipe institutionnelle

TRADERS ACTIONS

Les candidats (tes) devront être diplômé(e)s de l'enseignement supérieur, avoir une pratique courante de l'anglais, une première expérience professionnelle dans le domaine financier, faire preuve d'un dynamisme spécifique aux opérations dans l'environnement boursier et d'une aptitude à travailler avec une clientèle institutionnelle de haut niveau, apprécier le travail en équipe.

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, membre de la SFAF, maîtrisant l'anglais financier oral et écrit, le (la) candidat(e) aura une connaissance financière et boursière approfondie des sociétés dans plusieurs secteurs économiques, devra faire preuve d'une grande capacité d'adaptation dans le suivi des valeurs et d'insérer à part entière au sein d'une équipe comprenant 3 analystes confirmés.

Rémunérations motivantes incluant une participation aux résultats de l'activité institutionnelle.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. LA J.C. ADJEMIAN, 178, r. Montmartre, 75002 PARIS.

Ingénieur de fabrication

Industrie papetière - Une importante entreprise en fort développement recherche, pour l'une de ses usines située dans l'Est de la France, un ingénieur mécanicien ou électrotechnicien pour secondier son chef de fabrication dans l'amélioration des machines à papier, sur le plan de la productivité, de la fiabilité et de la qualité. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur ayant, si possible, une première expérience de quelques années acquise dans une industrie travaillant en continu (papeterie, chimie, verrerie, agro-alimentaire, etc...) dans des fonctions liées à la production ou aux travaux neufs. Il y aura acquis une bonne connaissance des automatismes et de la régulation. Nous lui proposerons un salaire motivant, fonction de l'expérience, et une évolution intéressante dans une société en expansion. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3981M. (PA Minirel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BANQUE ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Nous sommes une banque à taille humaine (110 personnes) filiale d'un important groupe financier. Notre informatique essentiellement « batch » est sous traitée à une SSI spécialisée. Notre volonté de la faire évoluer très vite vers le « temps réel » implique l'adoption d'un nouveau système et le choix d'un sous-traitant capable de l'exploiter. Si ce « challenge » vous intéresse et que vous nous rejoignez, vous serez rattaché à la Direction Informatique et Organisation, vous participerez activement à l'organisation de la Banque et vous serez responsable de l'ensemble des applications informatiques mises en œuvre par notre partenaire.

Cela impliquera de votre part : - d'analyser des besoins - de concevoir des cahiers des charges - de faire réaliser les applications et de contrôler leur efficacité.

La réussite dans ce poste nécessite d'être diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) et d'avoir 2 à 4 ans d'expérience dans l'informatique bancaire.

Le poste est à pourvoir à Paris 9ème.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence 176 BM à : HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

ATHANOR

CENTRE REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET CULTUREL DE MONTLUÇON (Allier) (30 000 habitants - zone d'affluence 150 000 habitants)

RECRUTE D'URGENCE

Son directeur

Il sera chargé de gérer et d'assurer la promotion des activités du Centre : Organisation de congrès, séminaires, salons, manifestations sportives et artistiques.

Adresser candid. avec C.V. à M. le Président d'ATHANOR, Quai Ledru-Rollin, BP 216, 03109 MONTLUÇON.

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE

Recherche

JURISTE

Pour assister LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE et réaliser des restructurations de Société.

Expérience réelle nécessaire chez mandataire de Justice, cabinet d'avocat, contentieux, banque ou entreprise. Poste à responsabilité et évolutif. Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6290 M, à l'Agence AFFLUENTS, 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Société d'assistance

domaine militaire

RECHERCHE

1 INGENIEUR MECANICIEN

ARTS ET METIERS - POLYVALENT

- Connaissances résistance matériaux, aérodynamique, thermique, informatique et expérience d'ingénieur d'études.
- Age 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : BOURGES.
- Salaire : 200.000 F.

2 INGENIEURS MECANICIENS

ARTS ET METIERS

- Expérience d'ingénieur d'études.
- Connaissances en résistance des matériaux, hydraulique, thermique, informatique, électromécanique.
- Age : 30 ans environ, 5 ans d'expérience.
- Lieu d'activité : 1 BOURGES, 1 REGION PARISIENNE.

Adresser curriculum vitae sous n° 8.412 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

UNIVERS DE
LA GESTION

Notre client, un groupe multinational US, recherche pour sa filiale française qui connaît une croissance rapide un

Assistant Controller

Paris 220-250 KF

Le candidat participera au reporting et sera chargé de mettre en place les procédures. De plus, il remplacera le Controller lors de ses déplacements. Le candidat, âgé d'environ 28 ans, de formation HEC - DECS, devra avoir une bonne connaissance des techniques comptables anglo-saxonnes, et justifiera de 3 - 4 ans d'expérience. Il devra avoir un bon niveau d'anglais et être dynamique. Des possibilités d'évolution au sein de la société peuvent être offertes au candidat après quelques années. Veuillez contacter Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou envoyer votre CV + salaire actuel, sous réf. 13749 PM à Michael Page International, 19 Avenue George V, 75008 Paris.



Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Jeune Généraliste de la fonction personnel

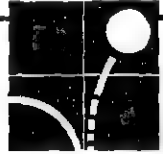
(Ecole de Gestion - Sciences Po - Université...)

RTC Spécialiste mondial dans le domaine des composants électroniques, vous propose de rejoindre un Groupe International, pour participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique sociale de son établissement parisien. • Devenu rapidement opérationnel, vous développerez vos compétences en gestion de personnel, au contact d'hommes et de femmes qualifiées et dynamiques, auprès desquels vous aurez à faire valoir vos qualités de rigueur et votre sens de la communication. • Après 3 ou 4 ans, RTC vous offre par la diversité de ses activités industrielles et commerciales, un large éventail d'opportunités ou pourrions s'accroître vos responsabilités, et s'étendre votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature à M. Bidoire, RTC-COMPELEC, 130 Av. Ledru-Rollin, 75540 Paris Cedex 11.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 29000 hommes et femmes qui travaillent de la recherche au commercial, de marketing à la production dans l'univers passionnant de l'électronique. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

Philips c'est déjà demain.



ESPACE EXPANSION GESTION

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement crée le poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE - HF

de son établissement de St-Quentin-en-Yvelines. Sous l'autorité du Directeur d'Etablissement, avec l'aide d'une assistante, et en liaison étroite avec les services fonctionnels du siège, il devra assurer les échéances comptables, fiscales et budgétaires de l'établissement ainsi que la répartition, la facturation et l'encaissement des charges de l'ensemble immobilier de St-Quentin Gère et notamment du centre commercial. Il prendra en charge, en outre, la gestion du personnel de l'établissement. Il sera l'interlocuteur privilégié du contrôle de gestion et veillera, à ce titre, à l'application des procédures mises en place par le siège. Ce poste, basé à St-Quentin-en-Yvelines, requiert une formation DECS ou équivalente, une expérience confirmée de 5 ans au moins dans des fonctions similaires, la maîtrise de l'outil informatique ainsi que des qualités de contact et de dynamisme. Il est prévu une période de formation au siège administratif d'environ 3 mois. Salaire motivant. Avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt, réf. R.A.C. à ESPACE EXPANSION GESTION Direction du Personnel 63, rue La Boétie, 75008 Paris.



Spécialiste du Service aux Collectivités Locales
Leader mondial de la distribution et du traitement de l'eau
en milieu rural (Groupe BOUYGUES)
recherche pour son Service Juridique

JURISTE

qui aura la responsabilité de la rédaction des contrats et participera activement aux négociations.

Formation : Maîtrise de Droit Public + DESS Collectivités Locales, Equipements, TP ou expérience.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à SAUR
50/56, rue de la Procession - 75737 Paris Cedex 15.

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON



CAUSSE-WALON est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, groupe industriel en Europe et sur le continent américain, CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales UTA - Chargeurs Réunis - Paquet - Sportex. CAUSSE-WALON est leader européen dans le domaine du transport de voitures par ensembles routiers.

PARIS-SUD OUEST

Dans le cadre de la réorganisation de nos services, nous recrutons un

Chef comptable

De formation école Sup. de Co. + DECS ou équivalent, complétée par une expérience de cinq années minimum ; c'est un professionnel confirmé, rigoureux, organisé, méthodique dont les qualités personnelles lui permettent d'entretenir d'excellents rapports humains et d'assurer la formation nécessaire à l'évolution du personnel de ses services regroupant plus de 15 personnes.

Responsable de la comptabilité générale et analytique, clients, fournisseurs, trésorerie et d'un « reporting mensuel », il devra également participer au développement des applications informatiques.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions, sous référence 9074 à l'Agence PIERRE LICHOU S.A. - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

contrôleur de gestion

Groupe International, 25 ans d'expérience informatique, une surface financière de leader industriel. MEMOREX représente l'investissement à long terme idéal. C'est dans cet esprit que nous recherchons aujourd'hui un collaborateur de haut niveau pour participer activement à notre contrôle de gestion. Directement rattaché au Directeur Financier, vous supervisez les états financiers et budgétaires. Vous contrôlez l'activité en analysant les variations mensuelles. De formation E.S.C., vous justifiez d'une expérience réussie de 4 ans minimum en cabinet d'Audit International. Homme de communication et de rigueur, vous savez motiver une équipe d'une dizaine de personnes, et désirez intégrer un groupe performant. La pratique courante de l'anglais serait très appréciée. Le poste, basé à Levallois, est à pourvoir rapidement.



Catherine ROTTIERS-FOUGÈRE vous remercie de lui adresser votre candidature
Direction des Ressources Humaines -
3-5 rue Maurice-Ravel, 92300 LEVALLOIS.

MEMOREX
LA VOCATION INFORMATIQUE

A Château-Thierry, un leader du contrôle de gestion

De formation supérieure commerciale - économique ou titulaire du DECS, vous possédez aujourd'hui une solide expérience d'un service comptable ou financier, acquise de préférence en milieu industriel.

Professionnel confirmé, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables et savez utiliser au mieux l'outil informatique. Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité du contrôle de gestion de notre établissement de Château-Thierry.

A la tête d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous serez chargé :
- de superviser la comptabilité générale et analytique de l'usine,
- d'évaluer les résultats de chaque unité opérationnelle et de fournir aux responsables les éléments qui leur permettront de

suivre la bonne réalisation de leurs objectifs, - de fournir aux directions concernées (usine, finances...) les éléments d'appréciation de la rentabilité des produits.

Vous contribuerez ainsi largement à l'accroissement de notre productivité et à la limitation des coûts, et serez par conséquent largement associé aux réflexions qui accompagneront les nécessaires mutations technologiques de notre établissement. Bernard FRANOT accueillera votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence CG/MO 87.

Recrutez BELIN - BP 93
91003 EVRY Cedex.



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

RESPONSABLE service réalisation des prêts

Vos principales missions seront :
- l'animation d'une équipe de 14 personnes ;
- le contrôle de la mise en place des crédits d'investissement en veillant tout particulièrement au respect de la réglementation, des procédures et des délais ;
- la participation à l'élaboration des procédures concernant de nouveaux produits relatifs aux crédits d'investissement. Vous devrez :
- être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (Maîtrise en Droit de préférence) ou bancaire (BP au minimum) ;
- avoir de bonnes connaissances en micro-informatique et bureautique ;
- posséder le sens de la communication et des relations humaines.

Une expérience dans le domaine des opérations de crédit (en tant que décideur ou gestionnaire) sera appréciée.

Votre rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétention, sous la réf. 8716/C, à B.P.R.N.P. - Direction du Personnel et de la Formation - 32, bd Jules-Guesde - 93200 SAINT-DENIS.



ENSPIT

JEUNES DIPLOMES
DES GRANDES ECOLES
DE GESTION

LA POSTE ET LES TELECOMMUNICATIONS DE L'AN 2000 ONT BESOIN DES MEILLEURS.

Devenez Administrateur de la Poste et des Télécommunications. L'ENSPIT, une grande école de management qui vous donnera accès à des postes de décideurs au sein d'un univers de technologies de pointe consacrées à la communication sous toutes ses formes.

Un concours de très haut niveau pour des postes de haute responsabilité.

Rémunération dès l'entrée en formation.

Les épreuves de sélection se dérouleront les 27, 28 et 29 AVRIL 1987.

Renseignements et inscriptions : ENSPIT, 46 rue Barrois, 75634 Paris Cedex 13, NUMERO VERT : 05.05.66.77.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 24 MARS 1987

الجامعة الوطنية للتكنولوجيا

هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mardi 17 mars 1987 31

UNIVERS DE
LA GESTION

NANCY Gestionnaire et commercial...

Important GROUPE FINANCIER Privé (2 500 personnes), spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France. Notre Centre Régional à Nancy recherche un

Jeune Diplômé Droit, Economie, ESCAE

Intégré à une petite équipe, nous vous confierons progressivement la responsabilité de la gestion complète d'un portefeuille d'affaires : étude de dossiers de financement et recouvrement des créances. L'une des dimensions fondamentales de ce poste réside dans l'aptitude à la communication et à la négociation avec des partenaires internes (réseau commercial) et externes (apporteurs d'affaires, clients particuliers et entreprises, huissiers...).

Vous êtes débutant ou avez une expérience d'1 à 2 années. Cette fonction évolutive dans un groupe particulièrement dynamique, vous permettra d'exprimer réellement vos qualités humaines et techniques.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 7031, à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Senanque

Jeune gestionnaire O.P.C.V.M. obligataire

Banque - 160.000 F +

Poste ouvert à des candidats non spécialisés - Une importante banque française, jouissant d'une notoriété de tout premier plan, recherche un jeune gestionnaire O.P.C.V.M. Basé à Paris et placé sous l'autorité du responsable des émissions obligataires, il aura pour mission d'assurer la gestion de divers FCP et SICAV obligataires de la banque, avec, au départ, une dominante produits de trésorerie. Il élargira progressivement ses compétences en intégrant un plus grand nombre d'opérations, dans le cadre de l'effort de commercialisation réalisé par la banque, et acquerra une plus grande autonomie dans sa gestion. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 23 ans minimum, de bon niveau général, possédant soit une spécialisation de gestionnaire junior, soit une première approche de l'environnement obligataire, acquise dans la banque, l'assurance, ou au sein du service trésorerie d'une entreprise. Une expérience de l'outil informatique et de la comptabilité est vivement souhaitée. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9239M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

HEC, ESSEC, ESCP

Faites vos preuves, nous vous ferons décoller !

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, option Comptabilité-Finances ou de Sciences Po : Ecofi, vous cherchez à intégrer une Entreprise dynamique, ouverte aux idées nouvelles, capable de vous offrir un horizon international.

Venez faire vos preuves aux ASSURANCES GENERALES DE FRANCE en qualité d'Adjoint au Contrôleur de Gestion de la DIRECTION ETRANGER. Pendant 2 à 3 ans à PARIS, votre mission sera d'analyser les résultats de nos Filiales et Succursales, de concevoir et mettre en place de nouveaux circuits d'information et de communication, ainsi que de mener des études financières et prévisionnelles.

Fort de cette première expérience où vous aurez montré votre dynamisme, votre capacité d'assimilation et votre force de caractère, prenez votre envol vers une de nos Filiales à l'Etranger, pour y prendre des responsabilités de management.

Les A.G.F. réalisent un C.A. de 3,7 milliards de F. à l'Etranger dans plus de 40 Pays.

Alors si vous maîtrisez parfaitement l'Anglais et connaissez une deuxième langue, écrivez-nous, s/réf. LM 03. ASSURANCES GENERALES DE FRANCE - Secteur Gestion de l'Emploi - 33 rue La Fayette - 75009 PARIS.



CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

William Saurin, ce sont les fameux plats cuisinés... et pour les fabriquer : 2 centres industriels avec des procédés de Recherche, Développement et Production très performants. Contrôleur de gestion industriel basé au siège (20 km Paris-Est), vous serez l'architecte du système de gestion industrielle en prise directe avec les contrôleurs de gestion de nos 2 établissements de production. Le contrôle et l'analyse des investissements, l'optimisation des coûts seront vos challenges quotidiens. Il vous faudra redéfinir et homogénéiser les standards de fabrication.

Garant de la cohérence des prix de revient, vous établirez un relais efficace entre la Direction financière et les responsables industriels. Nous vous demandons bien sûr une formation supérieure et surtout 3 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion ou d'audit en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. 234, à Agnès Girault, Préflection des Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne/Seine.

GROUPE
LESIEUR

PEUGEOT S.A.

pour renforcer son service
d'Audit Interne

recherche

AUDITEURS INFORMATIQUES

Ils auront à évaluer la qualité du service rendu par l'informatique et l'efficacité avec laquelle les utilisateurs emploient celle-ci.

Nous leur confierons notamment :

- des missions complexes couvrant plusieurs unités du groupe ou concernant des démarches méthodologiques ;
- des missions d'évaluation de directions informatiques à mener en liaison avec les autres services du groupe.

Ce poste nécessite à la fois une bonne expérience opérationnelle en informatique et une connaissance réelle des problèmes industriels et commerciaux.

Un diplômé de grande école, un anglais courant et une expérience de 3 à 5 ans acquise comme Consultant dans un cabinet anglo-saxon seront nécessaires pour réussir.

Déplacements en France et à l'étranger.

La taille du groupe offre de larges possibilités d'évolution de carrière après quelques années d'Audit Interne.

Les candidatures sont à adresser à PEUGEOT S.A., Gestion du Personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

PARIS CHAMPS-ELYSEES

Groupe français diversifié (principalement automobile, construction et chimie), regroupant 20 Sociétés Françaises et pays limitrophes, C.A. 1 Milliard de Francs, dispose d'un potentiel permettant d'appuyer une politique d'acquisition et d'expansion, cherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Directement rattaché à la Direction Générale, chargé personnellement de la comptabilité, bilan, comptable et fiscal de la société holding et de ses filiales financières, ainsi que d'un rôle important d'audit interne et de contrôle des procédures comptables et informatiques des filiales industrielles françaises et étrangères.

Le poste comporte, en outre, la gestion des actifs immobiliers et mobiliers (100 millions de Francs), les opérations courantes liées aux relations avec les filiales et une participation à l'élaboration d'une politique financière et fiscale pour le Groupe.

Le candidat pourra, en outre, être appelé à animer la politique d'information interne et externe.

Le poste suppose le niveau minimum de l'ancien DECS comptable appuyé sur un diplôme supérieur de gestion (section Finances, Comptabilité), UNE PARFAITE MAITRISE DE L'ANGLAIS (allemand et italien très appréciés) et quelques années d'expérience à des responsabilités équivalentes dans une Société à participation diversifiée ou un cabinet d'audit.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : Madame D'ORNANT, 18 rue des Vignes - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Filiale d'un groupe US

Notre Société, filiale d'un groupe américain, est spécialisée dans le négoce de matériel et systèmes informatiques. Son implantation en France a connu un réel succès. Pour faire face à son développement, elle recherche un :

Chef Comptable

Une formation supérieure (DECS ou équivalent), une expérience significative de 3 ans minimum au sein d'un service comptable d'une société anglo-saxonne lui donneront les atouts nécessaires pour prendre en charge les comptabilités générale et analytique ainsi que le reporting.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier Europe, le candidat recherchera une équipe jeune et dynamique. L'anglais est indispensable.

Le poste est basé en banlieue sud de Paris. Le niveau de rémunération et les avantages sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous références 777 à



18 Avenue Matignon - 75008 Paris.

● Jeune HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ;

LA TRESORERIE A LA DIMENSION INTERNATIONALE

● Société de négoce international (CA sur Paris 4 mds de F), implantée dans plusieurs capitales européennes et aux USA, filiale d'un des principaux groupes alimentaires français recherche un jeune diplômé pour groupe école de commerce.

Après une période d'intégration dans notre société et de formation à nos différentes activités, vous rejoindrez l'équipe de notre Direction Financière et serez affecté à la Trésorerie Internationale.

Cette mission, outre un bilinguisme anglais indispensable, requerra de grandes qualités de rigueur et d'organisation.

Après avoir bien sûr, la réussite à ce poste vous ouvrira de larges possibilités d'évolution dans notre société ou dans le Groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant sur l'enveloppe la réf. 7465) à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Entreprise de restauration spécialisée dans le catering aérien, filiale d'un groupe international en pleine expansion, recherche son :

Contrôleur de Gestion Adjoint

Ce cadre supervisant les services comptabilité, budget et paye (12 personnes), assistera le Contrôleur de Gestion dans les fonctions suivantes :

- amélioration des procédures existantes et mise en place de nouveaux outils de contrôle ;
- suivi de l'actualité juridique, financière, fiscale, sociale et réalisation d'études dans ces domaines ;
- établissement des comptes consolidés et du reporting externe ;
- élaboration du budget annuel, du contrôle budgétaire, des tableaux de bord et des prix de revient.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur en gestion spécialisation finances.

Il justifiera d'une première expérience réussie (2 à 3 ans) du contrôle de gestion ou d'audit, en entreprise ou en cabinet.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Sylvie RICHARME, Département des Ressources Humaines - BP 20316 95713 ROISSY CHARLES DE GAULLE Cedex.

GROUPE FINANCIER LEADER DU FINANCEMENT AUTOMOBILE
RECHERCHE

COMMERCIAUX DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AVEC 3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Vous connaissez le financement aux particuliers et/ou aux entreprises.

Après une courte période de formation, vous prendrez la responsabilité de l'une de nos agences sur Paris ou en province.

L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à Média-System (réf. 7073), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTIONMission européenne :
marketing et stylismeUn des leaders mondiaux du jean et du sportswear recherche son
CHEF DE PRODUIT INTERNATIONAL

Il aura pour mission d'assurer l'adaptation des collections proposées par la maison mère aux différents filiales européennes. Pour ce faire, il devra étudier, appréhender les aspects spécifiques et les goûts des différents pays d'Europe. Il participera aux travaux du département produit et y représentera les filiales afin d'apporter, sous sa responsabilité, toute modification ou addition-produit nécessaire à l'adéquation du produit au marché des filiales. L'homme que nous recherchons est un professionnel du sportswear mais aussi un homme d'études de marché international, capable de prévoir les évolutions en Europe du jean et du sportswear. Ce poste, clé de voûte de notre implantation internationale, peut permettre à un homme produit, alliant à des capacités d'analyse et de synthèse une grande mobilité, une carrière passionnante dans un groupe dont l'image et le dynamisme sont reconnus. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 70217 (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-JAVAL

CA consolidé 750 millions, 2000 personnes,
5 usines et 4 filiales étrangères

Nous sommes un groupe industriel intégré depuis peu au N°1 américain de notre secteur. Nous adaptons notre organisation en conséquence et recherchons notre nouveau

Chef Comptable

Basé à Paris 200/250 KF

Animant une équipe d'environ 5 personnes, il centralisera les informations comptables, établira le bilan et les diverses déclarations fiscales. Il sera étroitement associé à la mise en place de la comptabilité anglo-saxonne et d'un nouveau logiciel ainsi qu'à l'harmonisation des procédures avec celles de la société-mère. Titulaire du DECS, vous justifiez d'une expérience de la fonction comptable d'environ 10 ans, acquise pour partie à un poste d'encadrement au sein d'une société industrielle. Vous maîtrisez parfaitement la comptabilité anglo-saxonne et au-delà de vos compétences techniques vous possédez des qualités d'animateur, de disponibilité et pratiques l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence CO991 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France
(40 collaborateurs permanents,
marge brute 1986 :
18,5 millions de francs)
recrute
pour FINACTIS, filiale spécialisée
en communication financière

2 CHARGE(E)S DE DOSSIERS

Formation universitaire
(Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...)
Très bonne capacité de rédaction, anglais courant.

Condition requise :
une expérience professionnelle d'au moins quatre ans
acquise au sein d'un organisme financier,
dans la direction financière d'une société cotée en Bourse,
dans une agence de communication financière
ou dans la presse économique et financière.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Département Ressources Humaines
ACTIS Relations Publiques, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Crédit Mutuel
Ile de France

**CREONS ENSEMBLE NOTRE
EQUIPE ORGANISATION**

De formation BP/ITB, votre expérience de 5 ans
minimum en exploitation ou en organisation

vous a permis d'acquies une parfaite connaissance des circuits bancaires.

Suite à la mise en place de notre nouveau système informatique, vous aurez à réorganiser les circuits administratifs et éventuellement le système de classement de nos agences. Cette mission exige sens relationnel très développé et imagination pour proposer des solutions adaptées et vendre vos idées. Elle vous permettra d'évoluer à terme vers des responsabilités plus larges tant au niveau du siège que du réseau.

Si vous souhaitez devenir les acteurs actifs de notre développement, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 3/87/0, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75011 Paris.

L'esprit pionnier

**CABINET D'AUDIT FRANCAIS
VOCATION INTERNATIONALE**
recherche**AUDITEURS**
2 à 5 ans d'expérience en Cabinet
spécialisé**AUDITEURS
INFORMATIQUES**
Expérimentés

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, souhaits de carrière et prétentions, sous réf. 5919 M, à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.

PM - CA 25 millions de francs, 30 personnes -
fortement équipé des appareils de technologie avancée à
fort potentiel de croissance dans le poste de

**DIRECTEUR
FINANCIER
ET ADMINISTRATIF**
Région Sud-Est

Virtuel n° 2 de l'entreprise, il se verra très largement
délégué par le Président Directeur Général les
tâches suivantes dans le cadre de la supervision du
service comptable :
- La gestion de trésorerie,
- Les relations bancaires avec les banques,
- Les budgets prévisionnels, la préparation du bilan,
- La gestion du personnel.
Pour réussir pleinement à ce poste, il faut
IMPÉRATIVEMENT une expérience d'au moins cinq ans
dans un poste similaire et être diplômé de
l'enseignement Supérieur.
La pratique courante de l'anglais sera un plus
important.
Adresser votre dossier de candidature à notre
Cabinet M.A. Morlaix Logon,
B.P. 287, 13653 Marseille Cedex 07.

Nous recherchons pour notre groupe

**UN JEUNE BTS
(ou équivalent)**

pour lui confier la gestion des
comptes fournisseurs et les relations
internes et externes qui en découlent.

La Société :
- située à Paris (58),
- un des plus importants groupes d'exportation
de produits pharmaceutiques,
- une vraie croissance,
- une ambiance mobilisatrice.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite,
C.V. + photo) à Chantal DHERBIER s/réf. 812
10, rue du Mail 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines.

**LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
DE LA VILLETTE recherche son
CHEF DU SERVICE
DE GESTION**

pour la Direction des Expositions.

Avec une équipe d'une dizaine de personnes, vous
prendrez en charge l'élaboration et le contrôle du
budget de la Direction, représentant environ
100 Millions de francs.

Vous avez une formation supérieure (Sciences Po
ou école supérieure de gestion) et au moins
10 ans d'expérience dans un poste similaire.

Adresser lettre + CV à :
LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
Département des Ressources
75000 PARIS CEDEX 19

Établissement bancaire
recherche pour sa
Direction Régionale Bretagne

**L'Adjoint au
Chef du Service
Contentieux**

Ce poste, basé à Rennes, peut convenir à un
jeune diplômé en droit (brevet notaire ou
DESS), pouvant justifier d'une première
expérience professionnelle dans le domaine
judiciaire, contentieux ou notarial.

Adresser CV, photo et salaire actuel, en préci-
sant sur l'enveloppe la réf. 10802, à Média-
System 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009
Paris, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

Société leader dans sa branche
recherche UN

**Jeune Assistant
de Gestion**

Pour l'élaboration et le suivi
des budgets de nos agences.
La connaissance de la micro-
informatique est nécessaire.
Niveau ESC, une première
expérience de contrôle des
budgets serait un plus.
Envoyer lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions à :

SIAPA,
4, rue Ambroise-Croizat,
91121 PALAISEAU
Cedex.

Mairie de Saint-Fargeau-
Ponthierry

recrute d'urgence

**RESPONSABLE
SERVICE FINANCIER**

Niveau d'études : Dipl.
d'études comptables supé-
rieures ; exp. comptable exigée.

Adr. cand. manusc. + CV +
photo à :
M. le maire,
77310 St-Fargeau-Ponthierry.

importante société de promotion et de gestion
patrimoniales (40 000 logements), filiale d'un groupe
financier, nous cherchons pour Paris

un responsable financier

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les
services de la société, les notaires, la DDE, etc., vous suivrez
la vie d'une dizaine de SCI : gestion des associés (tenue et
mise à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de
gestion), gestion financière (suivi de la trésorerie, analyses,
simulations et projections financières).

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience
financière d'au moins cinq ans, acquise dans un
environnement similaire et souhaitez exercer une
responsabilité plus directe dans une unité moyenne. La
connaissance de la micro-informatique est indispensable.

Ecrivez à notre consultant, Mlle A. DANIEL, (réf. 4967 LM).



ALEXANDRE TIC SA.
10, RUE ROYALE 75009 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

**audit
informatique**

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL ET D'AUDIT
recrute

**INFORMATICIEN
POUR AUDIT INFORMATIQUE**

L'Audit Informatique, beaucoup en parlent peu en font car,
comme tout métier "neuf", il faut des connaissances enprin-
cipes à plusieurs disciplines de management : Communication
- Informatique - Organisation - Risk Management et Audit.
Si vous avez une attirance pour ce qui se crée dans un milieu
en évolution constante, venez partager avec nous votre
passion pour la fiabilité et la sécurité des systèmes d'infor-
mation ; en contrepartie nous vous offrons d'intervenir
pour une clientèle de renom dans une ambiance profes-
sionnelle avec des perspectives de carrière élargies.
L'expérience acquise en matière de fiabilité et de sécurité des
systèmes d'information sera déterminante dans le choix du
candidat (H. ou F.)

Veillez adresser votre candidature accompagnée d'un C.V.
et d'une lettre manuscrite, sous référence 5513-M à I.C.A.
3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

**Trésorier H/F
Devises**

Notre Direction Financière recherche un jeune diplômé
Grande Ecole possédant une expérience d'environ 4 ans dans
le Service Change d'une Banque.

En prise directe avec notre Directeur Financier, vous aurez
à proposer la politique de change du Groupe et à gérer notre
trésorerie en devises, en utilisant tous les outils financiers et
informatiques mis à votre disposition. Pour réussir pleinement
dans ce poste, une bonne connaissance de l'économie mon-
diale, une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables
ainsi qu'un esprit vif, le sens de la rigueur et de l'implication
personnelle.

Aujourd'hui, vous souhaitez exploiter vos compétences.
Notre Groupe à vocation internationale vous en offre les
moyens (I.C.A. 19 MdF).

Merci d'envoyer votre CV, lettre manuscrite et rémunération
actuelle sous réf. 60992 à DEBS 103, rue Joffroy 75017 PARIS
qui transmettra votre candidature en toute confidentialité

**Republic National Bank of New-York
(France)****COLLABORATEUR**

Directement rattaché au Directeur des marchés financiers, vous
aurez à gérer et développer les portefeuilles de la clientèle.
Vous avez une connaissance approfondie des principaux mar-
chés boursiers du monde (Etats-Unis, Japon, Europe,
Bourse d'obligations) et du marché français.

En relation constante avec la clientèle française et étrangère, votre
expérience de plusieurs années dans un poste similaire et vos
qualités de contact vous seront nécessaires.

Envoyez votre dossier de candidature (CV, photo,
prétentions) sous réf. 724, République National Bank of New-York
(France), 28 place Vendôme, 75001 Paris.

الطريق إلى النجاح

كلنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 17 mars 1987 33

UNIVERS DE LA GESTION

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial en informatique de réseaux, 3,3 milliards de francs de C.A.

Responsables Comptables

De formation supérieure (DECS), vous avez plusieurs années d'expérience comptable et financière. Vous connaissez la comptabilité anglo-saxonne, vous utilisez les systèmes de communication et d'informations (ordinateurs personnels et gros systèmes).

En rejoignant notre direction financière, vous serez l'interlocuteur des contrôleurs de gestion et vous animeriez une équipe de 10 personnes.

Deux postes sont aujourd'hui à pourvoir :

- responsable de la comptabilité stocks,
- responsable de la comptabilité générale.

Votre compétence vous ouvrira de réelles opportunités de carrière.

Envoyez votre candidature sous réf. MON382 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Attaché au Président-Directeur Général HF d'un Groupe International de Presse et Edition

Notre Groupe est considéré comme la première entreprise de presse du Tiers-Monde, en Afrique et au Moyen-Orient (150 MF de C.A. consolidée ; 200 personnes).

Pour l'aider à mener à bien plusieurs projets de développement, notre P.-D.G. souhaite s'adjoindre un collaborateur direct. Ses responsabilités opérationnelles porteront principalement, dans un premier temps, sur l'analyse financière, le juridique.

La réussite dans ces différentes missions doit le conduire, à terme, à une fonction de Directeur.

Ce poste de confiance intéresse un homme de culture internationale ayant impérativement une double formation financière et juridique, et une expérience d'au moins cinq ans portant sur l'analyse financière, le juridique, le commercial et le marketing, et, si possible, l'évaluation d'entreprise.

Sa personnalité, ses capacités à imaginer, analyser, communiquer seront les critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire en précisant votre niveau de rémunération, sous référence 37 8510 M, à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Tonique et communicant, notre contrôleur de gestion.

Jeune diplômé(e) d'une grande école de gestion, vous avez voulu apprendre votre métier en milieu industriel. 3 à 4 années ont passé et vous vous sentez prêt pour aborder une nouvelle étape que vous souhaitez riche, ouverte, excitante.

Chez nous, vous trouverez « du grain à moudre ». Nous sommes une société industrielle - 1400 personnes - du secteur sport et loisirs, filiale d'un important groupe japonais. Nous sommes en phase de mutation et d'investissement lourd. Les procédures et les méthodes de travail sont remises à plat. Il s'agit de construire de nouveaux outils, avec l'appui des experts de notre maison-mère et dans un esprit très participatif. Organisateur autant que contrôleur, vous aurez, au sein de la direction financière, de larges attributions : centralisation des informations, contrôle budgétaire, reporting, conseil et formation des opérationnels, mise en place des procédures - usine, commercial, achats... -, animation de groupes de travail, etc...

Antant dire que la mission n'est pas de tout repos et qu'il vous faudra faire preuve d'enthousiasme, d'adaptabilité, de réactivité et de sens des priorités. Parler anglais n'est pas pour vous un problème, bien au contraire. Le poste est situé dans un premier temps en banlieue/Paris-Nord, et d'ici 18 mois sera décentralisé dans une ville de la région picarde. Merci d'écrire sous référence 666 512 M à notre conseil SIRCA, 64 rue La Boétie 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca

Membre de Syntec

BANQUE PARIS-8*

Filiale d'un groupe important

recherche
POUR SON DÉPARTEMENT DE MARCHÉS

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE TRÉSORERIE FRANCS ET DEVICES (H/F)

IL AURA :

- une formation supérieure (école de commerce, université, IUT, CESE) ;
- une expérience de plusieurs années des opérations de marchés (francs et devises) acquise dans un établissement bancaire de taille moyenne ;
- une bonne connaissance de la réglementation des changes et des nouveaux marchés.

LE RESPONSABLE DE SON BACK OFFICE (H/F)

IL AURA :

- une formation supérieure (école de commerce, université, IUT, CESE) ;
- une expérience de la fonction de 10 ans minimum acquise dans une banque de taille moyenne ;
- il devra en outre savoir utiliser l'informatique et dialoguer avec les services comptables.

Pour ces postes à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et présentations sous référence N° 1591 à :



Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des acacias, 75017 Paris

Les Editions Fogtdal, basées en banlieue Est, sont une filiale du groupe danois BONNIERS SPECIALMAGASINER A/S. Le groupe, fondé il y a 27 ans, présente une santé financière de premier plan, réalise un chiffre d'affaires 86 de 560 Millions de francs et distribue en Finlande, Suède, Norvège, Danemark et en France une série de magazines mensuels touchant les loisirs. Avec un seul produit, le Magazine "Fait Main", la filiale France réalise un chiffre d'affaires de 40 Millions de Francs et recherche un

"SERVICE MANAGER"

RÉSPONSABLE FILIALE H/F

Service Abonnements - Informatique
Administration - Gestion du Personnel

Le poste :

Nous recherchons un leader compétent, motivé et ayant une personnalité positive. Son domaine de responsabilité recouvre la distribution des magazines, le Service Abonnements, le contact avec les fournisseurs, les Administrations ainsi que la gestion courante de la filiale.

Les qualifications :

Nous attendons du responsable (30-40 ans) qu'il ait une bonne expérience dans le domaine de la vente de services, qu'il soit concret, orienté vers les résultats et qu'il n'ait pas peur de "retrousser les manches" si nécessaire. Un fonds de compétence informatique et administratif est demandé ainsi qu'une bonne connaissance du français et, de préférence, d'une des LANGUES D'EUROPE DU NORD. La connaissance de la Presse ou de l'Edition n'est pas nécessaire, car un véritable esprit "service" importe plus pour nous.

Nous offrons :

Une activité responsable et passionnante à la tête d'une petite équipe solide de 12 collaboratrices compétentes et un salaire attractif + voiture. Prise de fonction prévue en Mai/Juin 1987.

Votre candidature :

Veuillez envoyer votre CV avec photo et indication de salaire actuel au Directeur Tonny NIELSEN : BONNIERS SPECIALMAGASINER A/S, 1375, COPENHAGUE, DANEMARK.

CONTESSÉ

Editions Fogtdal

SICAV - FCP

Comptables

Responsables de groupe

Vous devrez mener à bien la gestion comptable et administrative de nos produits. Vous êtes titulaire d'un BAC G2 ou d'un BTS comptabilité et justifiez d'une première expérience dans ce domaine.

Les candidatures de débutants seront étudiées avec attention.

Lieu de travail : PARIS. (Réf. 4643/CP/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence correspondante, à

Vous serez chargé d'organiser et d'animer une équipe de 5 comptables environ. Une formation de type BTS et quelques années d'expérience dans une fonction similaire vous permettront de mener à bien la mission que nous vous confierons.

Lieu de travail : PARIS. (Réf. 4643/RG/LM)

Communiqué

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE MULTIPLISTE

offre poste

ASSISTANT DE GESTION

Le candidat, de formation supérieure DECS, ESC ou équivalent, aura une expérience dans fonction similaire.

Il sera à l'ensemble des travaux administratifs, sera responsable du service comptable et informatique, il devra animer une équipe de 10 personnes et remplir des missions plus particulières pour le D.G.

Une connaissance de l'informatique mini et micro est indispensable afin de suivre les relations avec le prestataire de services et améliorer les procédures.

Adresser lettre man. + C.V. et dernière rémunération à

B.E.O.

sous référence 8448
34, rue de l'Arcade, Paris-8.

C.A. 750 MF. 1600 personnes.

Filiale d'un groupe international

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABILITÉ-FINANCES

Diplômé de l'enseignement supérieur, 5 ans d'exp., professionnelle dans le contrôle de gestion en milieu industriel évolué avec une bonne maîtrise des outils d'évaluation. Anglaise indispensable. Age : 30-35 ans. Lieu de travail : banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et rémunération sous réf. n° 5819 à Publications Finances, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

HEC - ESSEC - ESCP - ISA

Vous pouvez débuter votre carrière en intégrant cette société mettant en œuvre des technologies de pointe (1600 personnes, 1,4 Milliard de CA HT), filiale d'un des premiers groupes français.

Adjoint contrôleur de gestion

Rattaché au contrôleur de gestion et en formation dans l'une des usines de la vallée du Rhône pendant environ un an, vous êtes ensuite basé à Paris. En collaboration avec lui, vous préparez, suivez et contrôlez les budgets pour les 3 usines et réalisez la mise en place des procédures communes. Responsable des études économiques réclamées par la direction financière pour chaque division, vous rendez compte au contrôleur de gestion. Vous avez une personnalité affirmée, le sens et le goût des contacts, vous êtes énergique et des responsabilités importantes ne vous effraient pas, alors, nous vous remercions de nous écrire. (réf. 1012 M).

DB SA Les 4 M - Chemin du Petit Bois
BP 18 - 69131 Ecully Cedex.

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

intel

INTEL, leader mondial dans le domaine de la micro-électronique, recherche pour sa direction européenne, située à Saint-Quentin-en-Yvelines :

CADRE DE TRÉSORERIE H/F

Diplômé d'une école de commerce + 2-3 ans d'expérience dans un service trésorerie internationale au sein d'une multinationale ou d'une banque. Anglais courant exigé ainsi qu'une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Il aura principalement pour mission de mettre en place la politique de gestion du risque de change pour l'ensemble des filiales européennes (calcul des positions, mise en place des couvertures, etc.). Il participera également aux opérations de financements/investissements.

Merci d'adresser votre C.V., sous référence M 163, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Europe, 1 rue Edison, B.P. 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines.

meda-system

UNIVERS DE
LA GESTION

1^{er} fabricant européen de postes téléphoniques, notre expansion s'appuie également sur la production de postes téléphoniques, de terminaux et de radiotéléphonie. Notre forte croissance notamment dans les domaines des produits et systèmes de commutation nous conduit à renforcer la Direction du Contrôle de Gestion. Nous créons un poste de

Contrôleur de Gestion

Vous prenez la responsabilité du Contrôle de Gestion de la Division Réseau et Commutation. Vous serez plus particulièrement chargé de proposer, de mettre en place et de faire évoluer les outils de gestion pour :

- définir et quantifier les objectifs de la division (part à moyen terme - budget...),
- réaliser les analyses d'écarts et de rentabilité (propositions commerciales, investissements, plan produits...),
- élaborer et valider les indicateurs de gestion (documents de synthèse, tableaux de bord...).

Diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou cadre), votre formation ou votre expérience vous permet de dialoguer avec un environnement technique et de comprendre les produits de haute technologie.

Votre compétence s'appuie sur une expérience de 5 à 7 ans acquise en milieu industriel. Vous avez de la rigueur, des qualités d'organisation et un sens réel de la communication pour proposer et défendre vos idées. Anglais souhaité.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et présentations) en précisant la référence NK 3009 à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

CHEF
DES SERVICES
COMPTABLES

Importante Société de Services, 2000 personnes - 1,5 milliard CA recherche pour son siège de Paris un Chef des Services Comptables.

Il aura pour mission de diriger une équipe d'une trentaine de personnes chargées de l'ensemble des opérations comptables de l'entreprise en liaison avec les établissements décentralisés (30 agences en France).

Agé d'environ 35/40 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce et titulaire du DEC3, le candidat retenu aura une expérience de quelques années en cabinet comptable et aura eu au moins la direction d'un service comptable d'une entreprise moyenne.

Outre de très bonnes connaissances en comptabilité et en fiscalité, il devra avoir une grande pratique de l'informatique. Ses qualités humaines lui permettront enfin d'animer et de motiver son équipe.

Adressez lettre, CV, photo et présentations sous référence 5140 à l'agence DESSEN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

350 000 F

La holding d'un important groupe industriel Paris Opère
qui désire renforcer son équipe financière et comptable recherche un
DIRECTEUR DU SERVICE FINANCIER

La candidate, rattachée à la Direction Générale, âgée d'environ 40 ans, de formation supérieure : HEC - ESSEC (option gestion financière), (DEC3 ou équivalent apprécié) connaissant parfaitement l'anglais ou l'allemand, aura à charge :

- de superviser la comptabilité de la Société,
- réaliser la consolidation du groupe,
- élaborer les tableaux financiers,
- négocier les emprunts.

Il maîtrise les techniques de consolidation des comptes et possède de bonnes connaissances fiscales. Ayant l'expérience de l'audit, il pourra piloter des missions et assurer un suivi des résultats des filiales. Les capacités et compétences de cet homme très rigoureux, pragmatique, doté d'une grande force de travail, apte aux négociations de haut niveau, lui permettront à terme des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Si cette opportunité vous intéresse, veuillez adresser C.V., photo et lettre de motivation manuscrite sous réf. B7/188 à notre Conseil RESSOURCES PLUS - BP 65 - 77301 FONTAINEBLEAU CEDEX qui vous garantira la plus grande discrétion. Les candidats seront reçus à Paris.

Responsable
administratif et financier HF

SOCIETE HOLDING PAYS DE LOIRE.

Dans le secteur du négoce et des services, nous regroupons dans l'Ouest un groupe d'entreprises dynamiques. Sur un marché ouvert, nous renforçons encore nos positions.

Notre Président souhaite rencontrer un cadre qui prendra la responsabilité du service administratif et comptable de notre société et qui prendra en charge la direction de la cellule « audit filiales », ainsi que le secrétariat général de certaines de ces filiales.

Ce poste convient à un diplômé supérieur qui peut justifier d'une expérience solide en matière juridique et comptable (niveau expert).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6197/E à notre Conseil André PLESSY - CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE

ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIMES - QUIMPER

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT

ORGANISME SOCIAL

recherche

POUR SON SERVICE JURIDIQUE

JURISTE

Maîtrise de droit privé + D.E.A.

Plusieurs années d'expérience comme généraliste, indispensable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. avec photo (restituée) et souhaits de rémunération exigés à MUTUALITE FRANCAISE 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

HK INDUSTRIES

recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

NÉGOCEUR DE HAUT NIVEAU

Trilingue commercial anglais + allemand.

27/33 ans - Niveau EC-CUT ou supérieur.

Basé à Paris, il assurera après une formation technique la commercialisation à l'échelle internationale d'une machine exclusive auprès d'une clientèle :

- constructeurs automobiles - motos - avions
- fabricants de machines.

Nombreux déplacements de courte durée.

Adressez CV, photo et présentations à HK INDUSTRIES BP 588 - 75228 PARIS CEDEX 11

secrétaires

SECRÉTAIRE

DIRECTION

De formation supérieure, votre

expérience confirmée de 5 ans

minimum vous permettra

d'assurer avec efficacité et

ponctualité vos fonctions.

LE LABORATOIRE

NATIONAL D'ESSAIS

pour son siège de Paris-15^e.

Mandat d'envoyer votre candida-

ture à/réf. 87/SPED/01

lettre manuscrite, CV, photo et

présentations à :

LABORATOIRE NATIONAL

1, rue Gaston-Boulenger,

PARIS 15^e.

DEMANDES
D'EMPLOIS

Conquérons ensemble

des marchés rentables à l'étranger

Manager autonome des 4 filiales sud Afrique

d'un groupe international réputé de Services et produits,

recherche un nouveau Challenge export et import.

Dynamique, expérience de création de filiales et de négocia-

tions au meilleur niveau en AFRIQUE, aux USA et en

MOYEN-ORIENT (EGYPTE, SOUDAN).

Tél. : 79-63-26-54 ou écrire sous la n° 0938

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7.

J.P. secrétaire comptable

informatique, 4 ans exp., 500

02, cherche emploi stable.

Ecrire sous la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.P. 35 ans psychologue,

8 ans d'exp. du recrutement

officiers et cadres, des

armées, cherche emploi

dans le secteur de la

défense. Ecrire sous la

n° 0993

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

Vous recherchez un gestion-

naire pour votre centre de

vente ?

J'ai 38 ans, 15 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et un fort degré de rigueur.

Adressez-vous à J. GILLES

LE MONDE PUBLICITE

Tél. : 43-67-11-81 ou écrire

sous la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. cherche emploi stable

dans le secteur de la

défense. Ecrire sous la

n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 28 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 35 ans, maîtrise de docu-

mentation, 12 ans d'expé-

rience, maîtrise de l'anglais

et de l'allemand, cherche

emploi stable. Ecrire sous

la n° 0943

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, Paris-7.

Le Monde

ECONOMIE

UN AN DE GOUVERNEMENT CHIRAC

Les bonnes intentions contrariées

En mars 1986, une majorité de Français donnait le pouvoir politique à la droite dans le même temps qu'elle lui confiait la direction de l'économie. Un an après ce choix, qui succédait à cinq années durant lesquelles la gauche avait gouverné, le pays a-t-il progressé ? Est-il plus riche et plus puissant, rendu plus indépendant par des finances assainies ? Son avenir est-il mieux préparé par la recherche et les investissements ? C'est une première question. On doit aussi se demander si l'équipe au pouvoir a beaucoup œuvré, si elle a vraiment passé sur les événements et les évolutions ou si elle n'a fait pour l'essentiel qu'assister à une pièce entamée hors de France et bien avant son arrivée, une pièce dont elle ne pourrait plus que modifier en l'effleurant le déroulement. Il y a un an, le programme

légèrement inférieurs à la moyenne étrangère, et, en ce qui concerne les experts du Marché commun, d'une activité plus faible cette année que l'année dernière. La crise est peut-être finie mais la croissance n'est pas au rendez-vous. Le gouvernement en est profondément troublé, voire divisé entre partisans d'une relance et partisans de la rigueur maintenue.

Que la « plate-forme » commune aux partis de droite ait, il y a un an, échoué par optimisme, cela est évident. L'idée la plus généralement répandue était que la baisse des prix pétroliers allait favoriser un redémarrage de l'activité économique dans le monde et tout spécialement en Europe. Beaucoup d'experts — la plupart même — ont fait cette analyse, et tous se sont trompés car la manne pétrolière, si elle a eu des effets importants, n'a pas été utilisée

Par
Alain Vernholes

Le prolongement de tendances passées, le poids de l'environnement international, ont mélangé étroitement leurs effets à la gestion quotidienne de la droite et à ses réformes de fond. Il est bien difficile dans ces conditions de rendre à César ce qui lui appartient. D'autant plus difficile que ce mois de mars sur lequel un bilan d'un an devrait être établi appartient à une période médiocre, succédant à une année durant laquelle les Français ont beaucoup consommé et insuffisamment produit, et précédant un second semestre 1987 qui pourrait amorcer une période meilleure, c'est-à-dire plus équilibrée.

En ces temps incertains qui voient les embellies brusquement succéder à l'austérité puis disparaître tout aussitôt — comme ce fut le cas entre la mi-85 et la mi-86 —, les bilans mêlent inextricablement héritages, soumissions et apports.

Où il faut bien parler d'héritage de la gauche étant donnée l'infinité sagesse des salaires

Depuis quelques années la progression des rémunérations n'est ralentie : + 11,2 % en 1983, + 7,6 % en 1984, + 5,9 % en 1985, + 4,2 % en 1986. Ces chiffres, qui sont ceux du taux de salaire horaire, correspondent — compte tenu de la hausse des prix — à une quasi-stagnation du pouvoir d'achat en 1985 (+ 0,1 %) suivie d'une légère montée en 1986 (+ 1,5 %).

Encore sont-ils fortement influencés, pour 1986 par un phénomène assez exceptionnel, qui n'est probablement pas près de se reproduire : celui de la forte baisse des prix de l'énergie entraînant — un peu artificiellement — une baisse du coût de la vie pendant quelques mois. Aussi l'évolution du pouvoir d'achat des salariés au fil des trimestres donne-t-elle une idée plus juste de la sagesse en question : + 0,5 %, + 0,3 %, 0 %, - 0,6 %. Ce qui correspond à une amélioration minime du niveau de vie entre la fin de 1985 et la fin de 1986 : + 0,3 %.

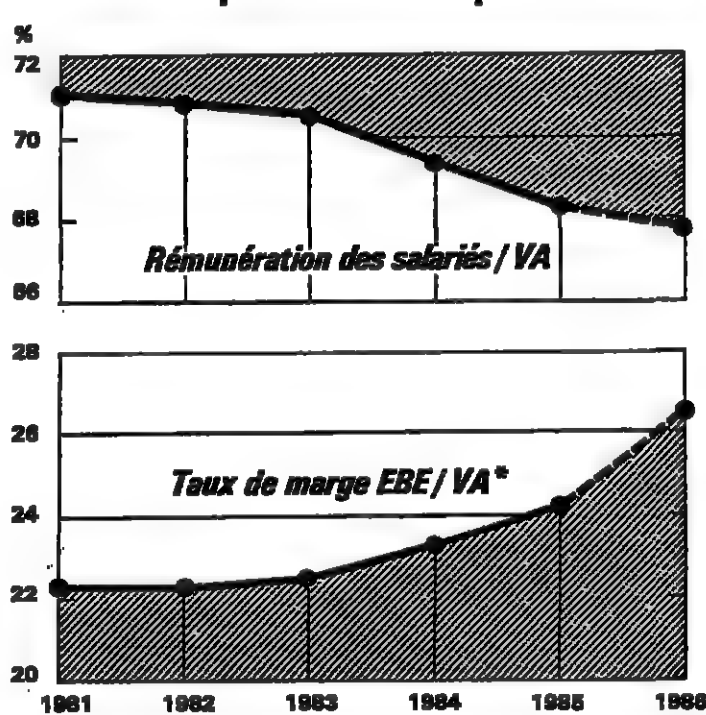
Quand on pense aux débordements salariaux des dix années 1972-1982 qui ont pesé si lourd sur l'inflation et la compétitivité

de l'industrie, force est bien de reconnaître qu'une rupture essentielle s'est produite dans les comportements des Français. C'est cette rupture qui rend les gouvernements actuels optimistes malgré la mauvaise passe : dans une Europe qui connaît à nouveau d'assez fortes progressions salariales (Italie, Grande-Bretagne, RFA), la France se comporte de façon exemplaire — excessivement, disent certains.

table choc psychologique dans le pays. Déjà la Bourse a anticipé ce renouveau de santé, atteignant des sommets inconnus jusqu'alors.

On pourra glosier à l'infini sur l'enrichissement des sociétés acquies sur le dos des salariés. On soulignera que les résultats de 1986 ne repèrent pas complètement les désastres de 1981-1982, années qui virent bon nombre d'entreprises françaises frôler la catastrophe, accablées qu'elles

Au profit des entreprises



(Sociétés non agricoles et hors grandes entreprises nationales)
* Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée
--- Tendances

Cette sagesse permet de stabiliser totalement les coûts de production, laissant entrevoir une compétitivité accrue et des succès à l'exportation au second semestre. Fort bien : mais ces grandes espérances, sur quoi s'appuient-elles, si ce n'est sur ce formidable coup d'audace joué et gagné par la gauche en 1982 et 1983 avec le blocage des salaires, puis la dégradation des salaires sur les prix ? De ce point de vue, l'un des principaux atouts dont disposent actuellement MM. Chirac et Balladur est bien l'héritage de la gauche.

L'autre atout de la France est la santé retrouvée des firmes françaises dont les résultats financiers commenceront à être publiés dans quelques semaines, créant un véri-

étaient par l'accumulation de charges nouvelles (39 heures, cinquième semaine de congés payés). Cela est vrai — ou partiellement vrai.

Mais ce qui est important, c'est de voir que l'un des faits majeurs des années 1986-1987 — à savoir le rétablissement financier des firmes, leur désendettement — a son origine en 1982-1983 dans le complet retournement de la politique économique menée par la gauche : freinage énergétique des salaires, stabilisation des charges sociales, pause des réformes, allègement de la fiscalité (l'impôt sur les grandes fortunes, qui avait valeur de symbole, est supprimé pour les chefs d'entreprise).

Tout un environnement financier favorable aux entreprises — aux grandes essentiellement — a

été, à partir de 1985, progressivement et méthodiquement mis en place par la gauche : création d'un marché des billets de trésorerie qui permet aux grandes firmes de se financer à court terme en dehors des banques ; décloisonnement des marchés des capitaux à court et long terme ; création d'un marché à terme des instruments financiers (MATIF) permettant aux firmes de se garantir contre les variations des taux.

Dans son héritage, la droite trouve aussi des cadeaux empoisonnés : celui d'une relance imprudente de la consommation des ménages qui déséquilibre le commerce extérieur pendant la première partie de 1986 ; celui d'un important déficit budgétaire et d'une dette extérieure avec laquelle il faut compter ; enfin et surtout celui d'une Sécurité sociale dont l'équilibre se révélera aussi fragile qu'éphémère, miné qu'il est par le régime vieillesse (retraites) et, dans une moindre mesure, par celui de la maladie (hôpitaux notamment).

En 1986, l'écart de croissance entre cotisations reçues (+ 4,7 %) et prestations versées (+ 5,9 %) aurait déséquilibré les finances sociales sans un relèvement à partir d'août des cotisations vieillesse. Le rétablissement d'un prélèvement sur les revenus de 0,4 % a dû être décidé pour le début de 1987 et de 1988. L'héritage est donc ici lourd à supporter et les solutions difficiles à trouver.

Quand l'équipe au pouvoir ne peut qu'enregistrer les sautes du dollar et du pétrole

C'est bien pour cela que deux bons résultats — dont l'ambiguïté est d'ailleurs manifeste — ne peuvent lui être attribués. Ainsi la hausse des prix a été exceptionnellement faible en 1986 : + 2,1 %, le meilleur résultat depuis vingt-deux ans, après + 4,7 % en 1985. Mais une bonne partie des progrès réalisés (60 % exactement) s'explique par la baisse des prix de l'énergie qui a atteint — évolution exceptionnelle, elle aussi, — 14,5 %. Il est un peu troublant de constater qu'on ne prenant pas en compte l'énergie, la hausse des prix aurait été de 4 % en 1986. A n'en pas douter, l'inflation réelle, malgré d'incontestables et importants reculs, est actuellement plus forte en France qu'il n'y paraît.

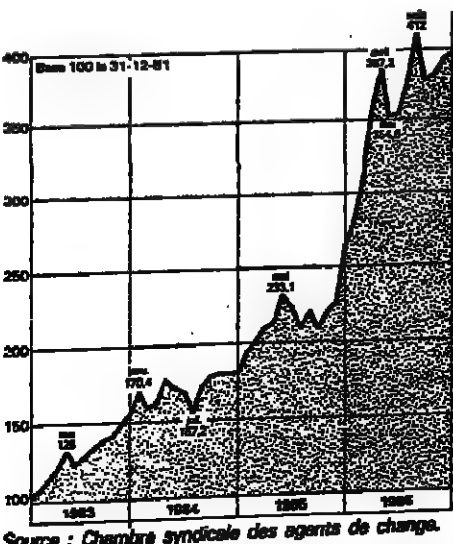
(Lire la suite page 36.)

Manque d'élan

de la droite appelé « plate-forme pour gouverner ensemble » assurait que « les Français attendaient de renouer avec la croissance pour retrouver l'emploi et la prospérité sociale ». Il était dit que « la crise mondiale [était] finie » et que la France devrait retrouver « une croissance au moins égale à celle de ses partenaires ».

Force est de dire que, mis à part une éphémère flambée de consommation en 1986, l'activité est restée médiocre (un peu plus de 2 % l'année dernière en termes de PIB) sans espoir d'une amélioration rapide. Le gouvernement vient d'ailleurs de rectifier en baisse ses prévisions de croissance pour cette année : + 2 % au lieu des 2,8 % escomptés il y a seulement quelques mois. Quant à évaluer ses concurrents, la France n'en est pas encore là. L'OCDE, comme la Commission européenne, la crédite pour 1986 et pour 1987 de scores

par les entreprises pour investir mais pour se désendetter. Il ne faut donc pas accabler la plate-forme commune. Il est plus grave en revanche que l'hypothèse sur laquelle étaient bâtis la plupart des raisonnements et des calculs du programme de la droite ne se soit pas réalisée : celle d'un grand élan de confiance qui aurait poussé les entreprises à investir massivement pour se moderniser et accroître leurs capacités de production, à embaucher aussi et à exporter davantage. Aucune véritable rupture ne s'est produite dans les attitudes et les comportements, rien qui permette de parler d'un « élan nouveau » ou d'un dynamisme retrouvé, les succès de la Bourse relevant de considérations propres aux égarés. Relance ou pas relance ? Les prochains mois risquent politiquement d'être difficiles. ■



APRÈS bien des « ratés », dus notamment à une mauvaise préparation des textes législatifs et à une opposition du président de la République au principe même d'une telle politique, le programme de privatisation prévu par

le gouvernement a été rapidement mis en œuvre. Et avec succès.

Sans parler de la cession de 11 % du capital d'Elf, les deux opérations déjà réalisées — Saint-Gobain et Paribas — ont suscité un afflux de demandes, que M. Balla-

Succès des privatisations

dur, selon ses propres dires, n'escomptait pas. Au point que le minimum de titres fixé par la loi (dix) n'a pas pu être servi dans le cas de Paribas. En quatre mois, ce sont donc déjà près de 22 milliards de francs qui sont rentrés dans les caisses de l'Etat : 9 milliards pour Saint-Gobain (dont 2 milliards au titre de 1986 et 7 milliards au titre de 1987), 12,6 milliards pour Paribas.

Plusieurs autres opérations sont programmées pour cette année : TF1, Havas, le Crédit commercial de France, la Compagnie générale d'électricité, la Société générale. Sans compter la Compagnie générale de constructions téléphoniques — dont la vente se fera de gré à gré — ou de petites banques comme la SOGENAL, la Banque industrielle et mobilière privée et la Banque des travaux publics. D'ici la fin de l'année, une compagnie d'assurance, voire une autre entreprise industrielle, seront peut-être également privatisées.

Au total, les recettes tirées par l'Etat de la privatisation risquent de dépasser les 40 milliards prévus de fin 1986 (la privatisation de Saint-Gobain date de novembre) à fin 1987.

M. Balladur se montre désormais soucieux de ne pas forcer la cadence, ne serait-ce que pour laisser la place aux augmentations de fonds propres des sociétés privées et des entreprises encore publiques freinées tout un temps dans ce domaine.

Le succès des privatisations suscite une polémique au sein du gouvernement. Certains ministres souhaiteraient qu'une partie des recettes servent d'autres objectifs que ceux originellement fixés : l'amortissement de la dette de l'Etat et la recapitalisation des entreprises restées publiques, Renault et la sidérurgie essentiellement. Pour l'heure, le ministre d'Etat résiste à ces sollicitations.

CLAIRE BLANDIN



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau. 7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Préparation.

CONCOURS : 1^{re} session 3 avril 1987.

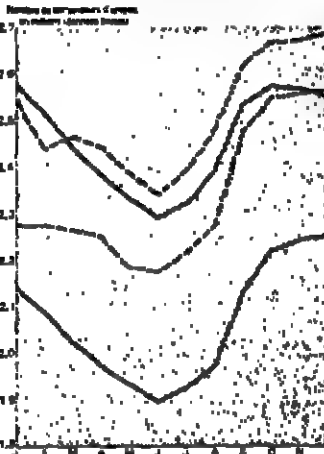
Nom _____
 Age _____
 Diplôme _____
 Adresse _____
 souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.
 INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 82, avenue de Villiers, 75017 Paris
 Etablissement privé d'enseignement supérieur

En retard sur l'emploi

N un an, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de cent soixante-dix mille environ. Depuis le 1^{er} avril 1986, il s'est accru de deux cent soixante mille, en données brutes. La démographie amène chaque année deux cent mille personnes supplémentaires sur le marché du travail alors que l'emploi global stagne ou progresse à peine.

Malgré les programmes en cours n'ont pas toujours été suivis. Un moment, on se désintéressa des TUC pour en redécouvrir ensuite les mérites. Les dispositifs pour les jeunes

L'ÉVOLUTION DU CHÔMAGE EN FRANCE DEPUIS 1983



de seize à dix-huit ans et de dix-huit à vingt-cinq ans furent ignorés. On les réinventa en partie par la suite. Les formules d'aides aux jeunes en difficulté furent contestées, les entreprises « intermédiaires » (pour jeunes en difficulté) condamnées. Les missions locales (employeurs-collectivités locales) n'ont pas été soutenues. Les stages de chômage de longue durée ont connu une période de difficulté. Dans l'ensemble, le traitement social du chômage a d'abord été ignoré avant

qu'on ne lui accorde à nouveau un rôle majeur.

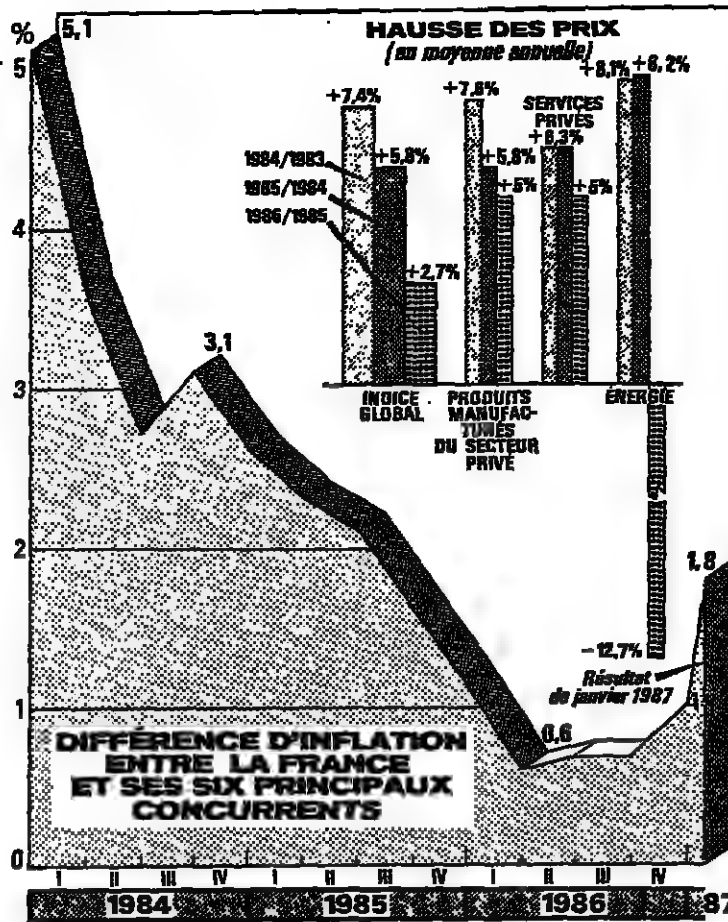
Les mesures nouvelles se sont additionnées dans le désordre et, parfois, se sont contrariées. Ambitieux, le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes — prévoyant une exonération des charges sociales — a menacé des salariés plus âgés après la suppression de l'autorisation administrative.

Rapidement mises en œuvre, les dispositions en faveur du travail différencié (contrats à durée déterminée, intérim, temps partiel, travail saisonnier, etc.) ont surgi sans précaution dans un marché du travail déjà perturbé par la tendance à la précarisation.

Des mécanismes d'aide sélective du type plan jeune — qui n'ont d'effet qu'un temps — n'ont pas été remplacés depuis un an. La Rue de Rivoli hésite à relancer un programme de stages pour les chômeurs de longue durée (soixante-quinze mille au minimum en 1986). Les dépenses de recherche d'emploi pour les chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi qui ont autant profité à M. Delebarre en 1985 qu'à M. Séguin en 1986 (soixante mille retraits des statistiques chaque année) ne produiront pas d'effet en 1987 et alourdiront le passif en 1988.

Les dispositions que le gouvernement Chirac a pu présenter ces dernières semaines ont trop tardé à venir pour corriger le cours des choses. Elles n'auront pas d'influence sur les résultats de ces prochains mois et n'inflechiront la courbe du chômage qu'à partir de la rentrée de septembre. Au mieux.

ALAIN LEBASE.



Les bonnes intentions contrariées

(Suite de la page 35.)

Même ambiguïté des résultats concernant les paiements extérieurs qui, l'année dernière, ont été excédentaires d'environ 25 milliards de francs après six années consécutives de déficit. Le fait est trop rare en France pour ne pas être souligné. Il est de plus essentiel puisqu'une balance courante (commerce extérieur et services) déséquilibrée force un pays à s'endetter en devises, comme la France l'avait fait bien imprudemment en 1981 et 1982.

Mais, plus encore que pour la désinflation, la baisse des prix de l'énergie, qui a fait économiser 90 milliards de francs au pays en 1986, explique de tels résultats. Elle dissimule du même coup des évolutions alarmantes : dégradation très forte des échanges de

produits manufacturés, traditionnellement largement excédentaires mais dont le solde positif s'est réduit de 56 milliards l'année dernière ; perte importante de parts de marché, les exportations de produits industriels ne progressant pratiquement pas (+ 0,3 %) alors que la demande mondiale augmentait tout de même de 2,8 %.

A y regarder d'un peu plus près, on voit dans quel état laisserait la France une remontée des prix pétroliers, même si l'on tient compte d'achats plus importants que ne manqueraient pas de faire les pays de l'OPEP enrichis par des revenus supplémentaires.

Les apports de la droite ne pourront être jugés avant longtemps

L'essentiel des actions entreprises depuis avril 1986 porte sur des modifications structurelles : elles vont souvent dans le bon sens, mais ne révéleront leurs effets que dans un, deux, trois ans, voire plus.

Il en va ainsi des privatisations dont on peut espérer qu'elles donneront aux États-majors des grandes firmes — et à leur président d'abord — une réelle distance avec le pouvoir politique. Si les privatisations évitent à l'avenir que les équipes dirigeantes des plus grandes sociétés françaises soient modifiées à chaque changement de majorité politique — ce qui vient encore de se produire — et si elles leur permettent de rester en place suffisamment longtemps pour mener à bien une stratégie, alors le changement sera très positif.

Les Allemands s'étonnent souvent des performances réalisées par les grandes firmes françaises malgré l'instabilité qui leur est imposée. Et il est vrai qu'on peut

UN AN DE GOUVERNEMENT

Sur ce graphique chaque point de la courbe est le résultat d'une soustraction : le taux annuel d'inflation en France moins le taux annuel moyen d'inflation à l'étranger (États-Unis, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas).

se demander si la médiocrité des investissements depuis six ans ne s'explique pas en partie par ces mauvaises habitudes, une équipe menacée ayant peu de goût pour imaginer son avenir et des opérations qui ne la concerneraient pas. Réflexion valable à contrario pour les États-majors des sociétés encore publiques qui attendent d'être privatisées.

Si enfin la privatisation développe le goût de l'épargne en actions chez les Français et leur intérêt pour l'industrie, ce sera un bien, car notre pays était sur ce point très en retard par rapport à l'étranger.

La décision prise de supprimer — ou presque — le contrôle des changes est positive puisqu'elle donne plus de liberté aux chefs d'entreprise pour manier, acquérir, gérer les devises étrangères dont ils ont besoin. Il y a là une avancée considérable qui n'avait été dépassée que pendant la brève période janvier 1967-novembre 1968. Mais, dans un premier temps, cette liberté a provoqué une forte remontée des taux d'intérêt. Ce phénomène se reproduira sans nul doute à l'avenir, la régulation se faisant maintenant par les taux depuis que l'encadrement quantitatif du crédit a disparu.

La libération des prix est maintenant totale. La droite a osé ce que la gauche hésitait à faire ou ne faisait que lentement. La rupture est totale avec cinquante ans de contrôle. Est-ce un bien ? Certainement, la concurrence étant meilleure juge que l'État pour l'établissement des prix et des tarifs. Mais, dans l'immédiat, la hausse des prix s'en est trouvée

fortement accélérée au moment même où le gouvernement négociait des évolutions salariales draconiennes avec la fonction publique. Beaucoup de salariés estiment maintenant que le gouvernement leur fait supporter l'essentiel de la rigueur, alors que les professions indépendantes jouissent désormais d'une totale liberté de leurs revenus. Cette distorsion peut avoir des conséquences sociales (grèves) ou politiques (perte de clientèle électorale).

La décision prise en juillet 1986 de supprimer l'autorisation administrative pour les licenciements de moins de dix salariés avait pour but de donner plus de souplesse aux firmes dans leur gestion, avec cette idée que, rassurés sur la possibilité de réduire leur effectif en cas de besoin, les chefs d'entreprise embaucheraient sans trop hésiter en période de haute conjoncture. Le calcul était peut-être bon — on le verra plus tard — mais dans l'immédiat la mesure a surtout eu pour effet d'accélérer les licenciements économiques, comme le souligne l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture.

Le but est d'aligner la France sur les autres grands pays industriels

Trois constatations — en forme de bilan — peuvent être faites après douze mois d'exercice du pouvoir.

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE.

Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.

Le Monde AFFAIRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunt EDF mars 1987

5 milliards de francs - Obligations de 5000F

Emprunt 8,30% - F 2000 000 000

Cet emprunt sera immédiatement assimilé à celui émis en janvier 1987 par EDF.
Durée : 11 ans et 316 jours.
Intérêt nominal : 8,30%.
Date de jouissance et de règlement : 30 mars 1987.
Remboursement : au pair, le 9 février 1999.

Emprunt 8,50% - F 1500 000 000

A cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches afin d'en améliorer la liquidité.
Durée : 12 ans et 259 jours.
Prix d'émission : 98,18 %, soit 4809 F.
Intérêt nominal : 8,50%.
Date de paiement des coupons : les 14 décembre 1988 à 1999.
Montant du 1^{er} coupon : 340 F.
Date de jouissance et de règlement : 30 mars 1987.
Bons de souscription : à chaque obligation est attaché un bon permettant de souscrire le 14 décembre 1987 à une obligation de mêmes caractéristiques assimilée à sa souscription à cette tranche. Le taux actuariel au 14 décembre 1987 des obligations souscrites est 8,75%.

Emprunt TAM - F 1500 000 000

Durée : 10 ans.
Intérêt nominal : TAM - 0,10%.
Prix d'émission : 5000 F.
Date de jouissance et de règlement : le 30 mars 1987.

Remboursement normal : au pair, le 30 mars 1997.
Remboursements anticipés : au gré de l'émetteur, par rachats en Bourse.

Une note d'information (visa COB n° 87-77 du 11 mars 1987) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Établissements chargés du placement.
La Caisse de l'Énergie est chargée du service des titres.
B.A.L.O. du 16 mars 1987.

EDF
Électricité de France

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES
CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

**Entreprise Nationale de Raffinage
et de Distribution des Produits Pétroliers
(NAFTAL)**

DIRECTION AVIATION MARINE
AÉROPORT HOUARI BOUMEDIÈNE

**AVIS DE VENTE INTERNATIONALE
N° AVM/DIM/01/87**

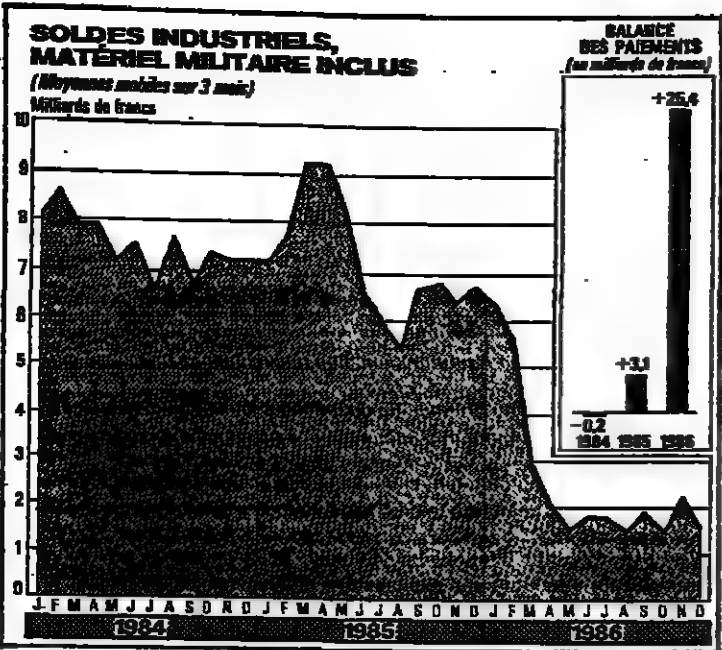
L'entreprise NAFTAL Direction Aviation Marine met en vente au plus offrant deux (2) barges fluviales de 3000 tonnes chacune avec un lot de pièces de rechange.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges et visiter les barges à l'adresse ci-dessous :

NAFTAL
Département Distribution Marine
8, rue de Foix, ALGER-PORT.

Les soumissions doivent parvenir dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de parution du présent avis.

gnes/alger



La première est que l'équipe en place a eu dans le domaine économique et financier la volonté courageuse de faire franchir des pas importants au pays pour le mettre à l'heure des grandes nations industrialisées : liberté des prix et des changes, initiative rendue au secteur privé, encouragement à l'épargne, modernisation du système monétaire et financier — largement entamé par la gauche, — réforme de la Bourse, qui va devoir gérer des transactions décapées.

La plupart de ces décisions sont importantes et positives, ne serait-ce que parce qu'elles alignent la France sur les autres pays plus ou moins soucieux de développer une voie de développement originale. Deuxième constatation : la « plate-forme de gouvernement » a pesé lourd sur les actions entreprises. Un programme électoral forcément sommaire et simplificateur a remplacé une véritable politique économique. On l'a vu dans des choix discutables (l'impôt sur le revenu devait-il être parcellairement

allégé ou ses deux extrêmes ? l'IGF aussi rapidement supprimé ?) ou trop systématiques (les privatisations n'auraient-elles pas pu se faire progressivement par augmentation du capital ?).

On l'a vu aussi dans de nombreuses incohérences : l'objectif des prix pour 1987 a été révisé en hausse dès le mois de février ; les négociations salariales avec la fonction publique se sont déroulées sur des normes très dures au moment précis où se produisait une flambée des prix ; des indications parfaitement contradictoires

ont été données aux banques (affaire des chèques payants) et aux assurances.

L'extrême attention portée au respect des promesses électorales, une volonté un peu brouillonne de modifier rapidement beaucoup de choses pour créer un grand élan, l'insuffisante attention apportée à la gestion du quotidien et à ses contraintes expliquent bien des déconvenues : depuis la dévaluation d'avril 1986, qui n'a pas eu durablement les effets escomptés (une baisse sensible des taux d'intérêt réels), jusqu'aux dures

Pour la première fois depuis 1979, la balance des paiements courants a été excédentaire en 1986. Les échanges commerciaux, quant à eux, sont tout juste équilibrés, malgré une réduction de près de moitié de la facture énergétique.

grèves de la SNCF, de la RATP et d'EDF.

Troisième constatation : l'idéologie a trop souvent remplacé la réflexion. Il est probablement raisonnable de vouloir rendre à l'initiative privée une plus grande part de responsabilité dans l'économie. Mais c'est ignorer les réalités que de croire — ou de faire croire — que l'Etat n'a plus grand rôle à jouer en ce monde. Aucune réflexion approfondie n'a été entreprise sur la place que doit conserver l'Etat dans l'économie : planification à moyen et à long terme, industrie, recherche — dont on a d'abord diminué les crédits, — sécurité sociale, fiscalité. Il y a là une grande lacune.

Parce qu'il exerce ses fonctions de ministre de l'économie et des finances sans partage avec l'Elysée et sans concertation réelle avec Matignon, M. Balladur jouit d'un pouvoir solitaire et probablement excessif. De la contradiction — qu'on appelle parfois consultation — naissent souvent de bonnes décisions.

ALAIN VERNHOLLES.

Deux réajustements monétaires

Le gouvernement de M. Chirac a commencé par dévaluer le franc de 6 % le 6 avril, à Orléans, aux Pays-Bas. Cette opération avait pour objectif de « remettre à l'heure le pendule » : un écart avait été creusé avec le mark, depuis la dévaluation du 21 mai 1983, du fait de la hausse des prix nettement plus forte en France qu'en Allemagne fédérale.

Par la suite, M. Balladur entreprenait, conformément aux promesses électorales, de démanteler le contrôle des changes. Celui-ci fut totalement supprimé, à l'exception de la possibilité pour les résidents français de constituer des dépôts en devises et de la Bourse, pour les banques françaises, de prêter des francs aux non-résidents (faculté accordée à des conditions extrêmement restrictives).

La levée du contrôle des changes a été très bénéfique pour les entreprises, dont les contraintes et les frais ont été allégés. Mais elle a eu pour contrepartie une accentuation des sorties de capitaux lors de la crise du système monétaire

européen (SME) en décembre 1986 et en janvier 1987 : la chute du dollar provoqua une ruée sur le mark, au détriment des monnaies plus faibles du SME, rendant nécessaire un réajustement des parités, le 12 janvier.

Il est certain que la plus grande liberté dont bénéficient les opérateurs, notamment en matière de couverture à terme pour la négociation, a gonflé les sorties de devises qui ont dépassé 70 milliards de francs, annulant les rentrées observées au lendemain de la dévaluation du 6 avril. Mais l'ensemble de la communauté financière s'est félicité de ce que la levée du contrôle des changes ait été maintenue en dépit de la crise.

L'expérience a d'ailleurs prouvé qu'aucun contrôle des changes n'a jamais empêché une dévaluation, le retardant, tout au plus, et à grands frais. Le renforcement du SME, qui avait été envisagé pour amortir les crises au sein du système, n'a pu être effectué. Sa mise en chantier est, maintenant, à l'ordre du jour.

FRANÇOIS RENARD.

Stagnation de l'investissement industriel

En 1986, la croissance de l'investissement avait été tirée par l'industrie. En 1987 le commerce et les services ont pris le relais. Il en sera probablement de même cette année.

Le ralentissement de l'effort d'équipement industriel intervenu l'année dernière malgré un spectaculaire redressement des marges est très net pour les grandes entreprises : l'investissement stagne totalement en volume pour les firmes de plus de cinquante salariés.

En revanche, les entreprises de moins de cent salariés ont

augmenté leurs investissements de 17 % en volume l'année dernière. Mais le très gros effort de ces dernières — probablement sensible au discours libéral du gouvernement — ne compense pas l'immobilisme des grandes firmes, qui pèsent d'un poids très lourd (88 % de l'investissement total).

D'une façon générale l'investissement productif a en 1986 moins progressé en France qu'en RFA : 3,5 % contre 5 %. Il risque d'en être de même cette année, selon les prévisions officielles (+ 4 % contre + 7 %).

	1985	1986	1987
Grandes entreprises nationales (21 %)	- 1	- 2	- 3
Autres entreprises (79 %)	+ 3	+ 5	+ 6
dont :			
Industries concurrentielles (36 %)	+ 11	+ 7	+ 6
Commerce-services (30 %)	- 3	+ 7	+ 8
Agriculture (7 %)	- 4	- 3	- 2
Bâtiment et travaux publics (4 %)	0	2	3
Total (100 %)	+ 2	+ 3,5	+ 4

Source INSEE : la situation et perspectives françaises 87.

Demi-échec sur les taux d'intérêt

Le processus de désescalade des taux d'intérêt, largement amorcé par le gouvernement socialiste, s'est arrêté, il a fait place, à partir de la fin d'août 1986, à une remontée des taux des obligations et du loyer de l'argent sur le marché interbancaire. Depuis le début de mars 1987, tous les taux ont recommencé à baisser.

Après la dévaluation du franc, le 6 avril 1986, la Banque de France ramenait son taux d'intervention, en deux étapes de 3 1/4 à 7 1/2 %, le niveau le plus bas depuis juin 1979. Ce taux baissait à 7 1/4 % en mai, puis à 7 % en juin, tandis que le taux de base des banques revenait de 10,60 % à 10,10 %, puis à 9,60 %. En même temps, la rémunération des dépôts des caisses d'épargne diminuait de 6 % à 4,50 %. Quant aux taux des emprunts d'Etat, encore à 10,50 % au début de 1986, puis à 8,70 % en mars, ils fléchissaient à 7,50 % en juin.

Un coup d'arrêt fut alors donné, la France ne pouvant continuer de faire baisser ses taux en raison de l'attitude de la RFA, qui refusait énergiquement de réduire les siens. La Banque de France fut contrainte, en fin d'année et au début de 1987, de relever jusqu'à 9 % ses taux d'intervention, ce qui amena une hausse notable des taux obligataires. Ceux-ci dépassaient 9 % sur les emprunts d'Etat.

La réévaluation du mark, le 12 janvier, ne fut pas suffisante pour entraîner la désescalade attendue. Ce ne fut qu'après l'accord du groupe des six grands pays industrialisés, le 22 février 1987, à Paris, qu'une déroute se produisit. Le loyer de l'argent au jour le jour est revenu à 8 % et les taux des emprunts obligataires à 8,50 % environ.

La baisse des taux d'intérêt que visait M. Balladur en s'installant il y a un an au ministère de l'économie et des finances a donc été un demi-échec, et ce d'autant plus que les taux nominaux en France restent nettement plus élevés qu'en RFA (4 points à court terme et 3 points à long terme).

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'action OCP votre capital santé!

Pour permettre à l'OCP de réaliser, directement ou à travers ses filiales, le programme d'investissement des exercices prochains, et d'aborder les années 1990 dans des conditions favorables pour répondre aux rapides évolutions de l'environnement de la Pharmacie Française et à l'ouverture des frontières du marché commun :

L'OFFICE COMMERCIAL PHARMACEUTIQUE (O.C.P.)

augmente son capital

de F 45.545.950 à F 54.655.125

Par l'émission en numéraire au prix de F 475

- De 364.367 actions nouvelles
- Droit préférentiel de souscription :
- à titre irréductible : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes ;
- à titre réductible : souscriptions admises
- Jouissance : 1^{er} octobre 1986

- Souscriptions reçues du 16 mars au 6 avril 1987 inclus, aux guichets des banques et établissements chargés des souscriptions.



Une note d'information qui a reçu le visa COS n° 87-60 du 3 mars 1987 est tenue à la disposition du public, au siège social de la société - 24, rue des Ardennes - 75017 Paris - Bolo du 9 mars 1987

certificat de publicité prioritaire

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Niveau d'études actuel : _____ Age : _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Agrochimie <input type="checkbox"/> 3 ^{ème} Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Access <input type="checkbox"/> Administration Militaire : Coordonner <input type="checkbox"/> Microélectronique et Spatial <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Assurance <input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics <input type="checkbox"/> Chimie <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Conception Administrative <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance <input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Ecole Normale <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation Artistique Appliquée <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restaurant <input type="checkbox"/> Immobilier <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Marché de l'Art <input type="checkbox"/> Para-Médical <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Revenir le Baccalauréat <input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques <input type="checkbox"/> Spécialisation Textile, Mode <input type="checkbox"/> Tourisme <input type="checkbox"/> Transports
--	---

ESSID - Groupe ESSEC

Diplômés de Grandes Ecoles ou de l'Enseignement Supérieur

L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de

CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION

Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le Ministère Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision délivré par l'ESSEC.

Durée des études : 4 trimestres à temps plein

Début des études : 1^{er} septembre 1987

Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987

Renseignements : Anne-Marie SIMPLAT ESSID - groupe ESSEC

Ecole Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision

B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX

Tél. (1) 30-38-38-00

ESSID - Groupe ESSEC

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

9 mois de formation de haut niveau, 7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 1^{re} session 3 avril 1987.

4 OPTIONS :

Gestion des ressources humaines
Finances et contrôle de gestion
Marketing et commerce international
Management de la qualité

TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ

Nom : _____

Age : _____

Diplôme : _____

Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle de Management Avancé.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 62, avenue de Villiers, 75017 Paris

Établissement privé d'enseignement supérieur

La chronique de Paul Fabra

Pauvres chômeurs de longue durée, priez pour eux !

L'ABSENCE à peu près totale d'analyse continuera-t-elle à caractériser la façon dont est abordée la question du chômage ? Dans l'évolution dramatique du phénomène, on ne voit pas, comme on pourrait le penser (et l'espérer), une raison pour prendre le problème à bras le corps et, les politiques jusqu'ici suivies pour le résoudre s'étant révélées inopérantes, pour essayer de tracer de nouvelles voies d'approche. On se complait, au contraire, dans l'idée qu'aucun remède d'urgence ne saurait être efficace, et que, en conséquence, il convient de s'en remettre surtout aux recettes du traitement social.

Le jugement de la résignation sert ainsi de couverture à une formidable opération où l'impuissance supposée du pouvoir politique sert d'instrument privilégié de séduction. Désireux de « donner un nouveau souffle au dialogue social », Jacques Chirac propose de préparer pour la session parlementaire du printemps, en concertation, bien sûr, avec toutes les organisations intéressées, des mesures législatives en faveur « des chômeurs de longue durée qui ont des problèmes sociaux et humains graves » et de ceux « qui arrivent en fin de droits ».

L'objectif ne pourrait être mieux défini. Rien n'illustre mieux la dégradation de la situation de l'emploi que l'accroissement constant de l'ancienneté des chômeurs. Si les moyennes voulaient dire quelque chose, on pourrait prétendre que, en France, le chômeur « moyen » est un chômeur de longue durée puisque, en moyenne, les hommes et les femmes indemnisés pour cause d'inoccupation non volontaire sont depuis trois cent quatre-vingt-dix jours inscrits comme tels. Comme la proportion de ceux qui, après un an, n'ont pas retrouvé de travail est de 37 % — une des plus élevées du monde, — on peut, en rapprochant ces chiffres, conclure que, dans cette très forte minorité, on

compte beaucoup d'hommes et de femmes dont la vie professionnelle a été interrompue depuis plusieurs années.

Ce que signifie une longue période d'inactivité est facile à vivre, du moins à concevoir. Plus le temps passe, moins sont les chances d'être embauché. Les employeurs sont prompts à dénier les qualifications requises à une personne qui n'a pas travaillé depuis longtemps. Ceux qui sont dans cette situation se découragent au fur et à mesure que le résultat de leurs démarches leur paraît plus aléatoire.

On ne reprochera certainement pas au gouvernement de se pencher sur leur sort. Encore moins de se préoccuper de ceux et de celles dont les allocations de fin de droits, qui relèvent du système de l'assurance — soit 90 F par jour quand on a plus de cinquante-cinq ans, 85 F en dessous, — sont épuisées et qui peuvent avoir des difficultés à obtenir l'indemnité de solidarité relevant du régime de l'assistance. Cette dernière est soumise comme telle à une condition de ressources et à l'obligation d'avoir travaillé pendant cinq ans.

Mais l'initiative gouvernementale dissimule mal l'esprit de résignation dont elle s'inspire. Même si l'on doit se féliciter des formules envisagées en faveur de la formation (contrats et stages de réinsertion financés par l'Etat). On veut bien soulager, et c'est à ce titre qu'on s'adresse à la sensibilité de l'opinion. Rien n'indique qu'on se soit assigné pour mission de changer, fût-ce en se donnant de longs délais pour y parvenir, les

règles d'un jeu pipé. C'est que psychologiquement, et donc politiquement, toute recherche d'une solution positive risquerait, préalablement à tout autre effort, de mettre le gouvernement dans l'obligation de bousculer les sensibilités des parties intéressées.

Or, dans nos démocraties modernes, les modes de vie et d'expression ont beau s'uniformiser, les réflexes profonds et les mentalités sont en réalité aux antipodes les uns des autres. Ce qui est vertu ou droit de l'individu pour les uns est le pire des vices ou le mal absolu pour les autres. Cela va de l'autorité paternelle, de l'effort, jusqu'à l'attitude devant la fraude fiscale. Comme la façon la plus sûre de troubler la paix civile est une brusque révélation de cette déchirure, la prudence politique, fût-elle faite à l'incompréhension des sensibilités en présence, consiste à ne soulever une vraie question que si l'on croit y être absolument contraint. C'est pourquoi le pouvoir politique évite la remise en question des préjugés ambiants, prudemment à tout prix, y compris en l'occurrence au risque de se priver d'une chance, si ténue soit-elle, d'améliorer à terme la situation de l'emploi pour les futurs chômeurs de longue durée — lesquels ne sont aujourd'hui encore que des chômeurs de faible ancienneté.

Ce qui, en France, rend le problème particulièrement insoluble est que, entre le monde des demandeurs d'emploi, inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), et celui des entreprises susceptibles d'embaucher, les communications sont en quelque sorte lésées au point

bonheur. Certes, pour maintenir l'inscription, l'ANPE exigera que vous justifiiez votre qualité de demandeur d'emploi, et surtout que vous répondiez à ses convocations périodiques. Mais qu'est-ce au juste que chercher activement un travail quand n'existe pas en fait d'organisation pour mettre systématiquement en regard les demandes et les offres ? La justification en question consiste-t-elle à répondre aux petites annonces, à accomplir soi-même des démarches directes auprès des employeurs potentiels ?

En Suède, qu'il conviendrait d'imiter sur ce point, l'octroi des indemnités généreuses, y compris le plus souvent pour les chômeurs de longue durée, est subordonné à une condition beaucoup plus précise et donc à première vue plus sévère. Pour continuer à y avoir droit, il faut ne pas avoir refusé un emploi, et bien sûr pas nécessairement un emploi à sa portée. Mais tout est fait, là-bas, pour maintenir en contact avec les chômeurs avec le marché de l'emploi, lequel est du reste étendu au sens large puisqu'on y inclut les stages de formation dépendant plus ou moins de la puissance publique.

Le chômage de longue durée y demeure l'exception (un peu plus de 5 %). Certains seront tentés de penser que c'est pour cette raison que le régime suédois peut se permettre d'être plus sélectif. Cependant, la relation de causalité pourrait bien être inversée. S'il y a peu de chômeurs de longue durée, c'est peut-être bien parce que tout est mis en

œuvre pour multiplier les possibilités d'insertion pendant la période où c'est le plus facile.

POUR être à même de refuser une offre d'emploi, encore faut-il qu'on vous en propose une. Une réforme visant à rapprocher le dispositif français du modèle suédois exigerait un changement complet des mentalités. Le patronat devrait être le premier, s'il avait véritablement une politique de l'emploi, à réclamer l'inscription, par tous les moyens, d'un système propre à se substituer aux défaillances de l'ANPE dans ce domaine, en tout cas de beaucoup de ses agences locales. Mais l'ANPE est elle-même désarmée, à supposer qu'elle ait la volonté de se réformer, si les employeurs ne se préoccupent pas de communiquer les offres qu'ils publient par voie de presse ou autrement. Le CNPF s'intéresserait-il à cette tâche qu'il pourrait peut-être effacer le ridicule et l'odieuse de la presque inoubliable promesse faite en juillet 1984 par Yvon Gattaz de créer 367 000 emplois au cas où serait supprimée — chose faite — l'autorisation administrative de licenciement.

Pour ceux qui se trouvent de l'autre côté de la barrière, et notamment les syndicats, la révolution culturelle devrait être de ne plus traiter a priori les chômeurs, fussent-ils de longue durée, comme des victimes. Victimes, s'ils le sont, c'est d'abord de l'ignorance. Ceux qui parlent en leur nom y trouvent leur avantage. Entre l'ANPE, qui tient les registres, et les ASSEDIC, qui versent les indemnités et prennent les décisions de suspension après enquête demandée à la direction départementale du travail, le partage des responsabilités n'est pas clairement tranché. Quant aux critères de décision, dans une matière aussi délicate que celle-ci, ils ne sont en réalité pas définis.

A TRAVERS LES REVUES

per MICHEL BEAUD

Une science ?

J'AI même rencontré un économiste heureux. Il m'a parlé d'un monde merveilleux. Les entrepreneurs fumaient d'énormes cigares en souriant. Les consommateurs étaient aux anges. Il n'y avait pas de chômage. Il n'y avait ni pouvoir ni rapport de forces. Un paradis rêvé par quelque poète en extase ? Non : tout simplement l'harmonie d'un univers de marchés parfaits et d'agents rationnels ; bref, l'optimum walrasien-paretoien tel qu'on l'enseigne à tout étudiant en économie.

Je n'ai pu m'empêcher d'émettre quelques réserves et de dire combien cela me paraissait loin de notre monde quotidien. Il me reprit avec beaucoup de tact : il aurait pu m'asséner cent ans d'orthodoxie, m'écraser sous la masse d'un appareil mathématique terriblement puissant, me piéger dans un enchevêtrement de courbes. Il se contenta tout simplement à Kant, Fichte et Husserl... C'est, du moins, ce que fait Jean-Pierre Orléan, maître de conférences à l'université de Besançon, dans sa « méditation husserlienne » sur la rationalité de l'équilibre concurrentiel général (1).

Pas de connaissance sans le repère de l'évidence, cette « confirmation des jugements, des regards que nous portons sur la réalité, et que l'on peut subsumer sous le concept d'intention ; attitude générale par laquelle un sujet se tourne vers le monde. (...) C'est le sujet qui donne au monde le sens et d'abord la possibilité d'être connu ». Cette « analyse intentionnelle » offre la possibilité non seulement d'écarter « l'illusion de l'objet en soi », mais surtout d'établir « l'unité constitutive » de la totalité « qui permet à la réflexion de se déployer de façon autonome et déductive tout en conservant sa pertinence à l'égard de la réalité ».

● L'Association Monnaie finance banque (AMOFB) de l'université Panthéon-Sorbonne organise, le jeudi 2 avril à 14 h 30 à Paris (1) un colloque sur « la nouvelle régulation par les taux d'intérêt » placé sous la présidence de Christian de Boissieu, professeur à Paris-I.

(1) AMOFB, 12, place du Panthéon, 75005 Paris. Tél. : 46-34-99-47.

Qu'importe dès lors le sens commun. « La théorie de l'équilibre concurrentiel général propose une représentation du système économique idéal avant de s'interroger sur les conditions de sa mise en œuvre. » Et qu'importe qu'on s'éloigne du monde réel. « L'enracinement de l'optimum dans un projet normatif, conforme aux exigences de la raison pratique, justifie ce retour à la théorie de l'équilibre général, « science a priori » de l'échange », est, pour l'économie, mise au jour d'un « pôle de structuration », d'un « sens réfléchi », sans quoi il ne peut y avoir connaissance (1).

La théorie et les données

Herbert A. Simon, professeur à l'université Carnegie-Mellon, prix Nobel de sciences économiques, dénonce cette attitude intellectuelle, trop fréquente, à ses yeux, chez les économistes : ceux-ci partent de quelques visions théoriques globales, pour développer sur leurs bases leur raisonnement, et si le monde ne correspond pas à ces visions, si les régressions donnent de mauvais résultats, eh bien, tant pis pour le monde !

« En économie, affirme H. A. Simon, il y a une distance entre la théorie et les données qui n'est en rien comparable à ce que je connais dans les sciences naturelles et sociales (2). » Et il plaide pour une plus grande observation des réalités, pour une plus grande attention aux faits, aux données. Au lieu de raisonner sur la fiction d'un être rationnel, les économistes doivent « observer les preneurs de décisions au cours de leur processus réel de prise de décision (...) et étudier les croyances de agents, leurs attentes, leurs méthodes de calcul et de raisonnement ».

A partir de là, H. A. Simon s'en prend à la fois à la théorie néoclassique et à la macro-économie, à Gary Becker et à Robert Lucas. Et il s'en prend aux éléments fondamentaux de la micro-économie, tels qu'ils sont enseignés aujourd'hui : « Si c'est faux, pourquoi ne pas le rejeter ? Oui, je le rejette. Je pense que les manuels ont un scandale. Je

pense que soumettre de jeunes esprits influençables à cet exercice scolastique comme s'il disait quelque chose au sujet du monde réel, c'est un scandale (...). Je n'attends pas vraiment des économistes qu'ils débarrassent leurs textes des éléments théoriques non valides ; en tout cas, ce n'est pas pour demain. Mais je ne connais aucune autre science, qui se donne pour objet de traiter des phénomènes du monde réel, où des affirmations sont régulièrement émises en contradiction avec la réalité (2). »

Alfred S. Eichner, professeur à l'université Rutgers, arrive à des conclusions très voisines. Ayant posé la question : « l'économie peut-elle devenir une science ? », il commence par préciser ce qu'il, à ses yeux, caractérise l'approche scientifique ; il s'agit, avant tout d'une certaine manière de vérifier la validité des idées ou des interprétations. Dans cette perspective, il préconise quatre expérimentations : un test de cohérence, qui concerne la cohérence logique interne de la démonstration ; un test de correspondance, par lequel on vérifie que les conclusions qui découlent d'une théorie sont bien confirmées par les observations empiriques ; un test d'inclusion, par lequel on s'assure que la théorie est capable de prendre en

compte l'ensemble des faits liés au phénomène étudié, et enfin un test de parcimonie, qui vérifie que tous les éléments pris en compte dans la construction théorique sont réellement nécessaires pour expliquer les faits observés (3).

Une source d'erreur

Soumis à ces tests, les quatre éléments de base de la théorie néoclassique — courbe d'indifférences, isoquants, courbe d'offre et analyse de la productivité marginale — sont condamnés sans appel : « Chacun représente une source d'erreur fondamentale. » Il en est de même de la théorie macro-économique orthodoxe, telle qu'elle résulte de la « synthèse néoclassique » réalisée à partir d'éléments de la pensée de Keynes : les deux piliers de cette théorie — le modèle LM-IS de Hicks-Hansen et la courbe de Phillips — ne satisfont pas aux tests empiriques, et notamment au test de correspondance. Ce qui conduit A. S. Eichner à cette remarque : « Si ces six constructions théoriques-clés devaient être retirées des manuels d'économie pour la raison qu'elles n'ont pas été validées empiriquement, il ne resterait pas grand-chose, et ce qui resterait serait sans cohérence ».

Rationnel ?

« Il me faut d'abord écarter une opinion qui n'est peut-être pas toujours clairement exprimée, mais qui me semble implicite dans de nombreux écrits, à savoir qu'une théorie de l'économie ne peut, en principe, qu'être fondée sur la notion de rationalité (...). Pourtant, aucun principe général n'interdit l'élaboration d'une théorie économique fondée sur des hypothèses autres que celle de rationalité (...). En fait, les théories qui ont des applications directes ont généralement recouru à des hypothèses de nature différente ».

C'est une réflexion stimulante sur l'hypothèse de rationalité des agents économiques (que l'on retrouve dans les principales théories économiques) que nous propose Kenneth J. Arrow, professeur à l'univer-

sité Stanford, prix Nobel de sciences économiques, dans la Revue française d'économie (hiver 1986).

Une hypothèse bien éloignée de la réalité, et d'autant plus qu'elle implique que chaque agent soit parfaitement informé sur tous les marchés — présents et futurs ; une hypothèse « faible » et qui est souvent associée à d'autres (homogénéité des agents, séparabilité, utilité anticipée...), ce qui peut mener à une situation où, en toute logique, il ne devrait plus y avoir aucun échange sur le marché étudié.

K. J. Arrow approfondit sa réflexion sur l'hypothèse de rationalité dans les situations de pouvoir de marché, marchés imparfaits, marchés incomplets.

Mais, pour lui, existe une alternative théorique « solide et engageante », la théorie post-keynésienne : « Au principe de la demande effective et au rôle reconnu à la monnaie dans la Théorie générale, ont été ajoutés la dynamique de croissance de Roy Harrod et John Neuman, la théorie de la production de Wassily Leontief, la théorie de la valeur de Piero Sraffa et les modèles de distribution et de prix de Michal Kalecki. (...) Joan Robinson, dans The Accumulation of Capital, a, la première, réussi à synthétiser beaucoup de ces idées dans un modèle cohérent unique, et Luigi Pasinetti a, plus précisément, dans Structural Change and Economic Growth, réussi à produire une synthèse encore plus large (3). » Et Eichner présente comme subissant avec succès les quatre tests, les principaux corps de la théorie post-keynésienne : grâce à elle on sort enfin de la métaphysique et on dispose d'éléments d'explication scientifique de la manière dont fonctionne une économie évoluée.

Le modèle et la réalité

Observation, élaboration théorique, vérification empirique ; et d'une manière liée : démarche scientifique, diagnostic et conseil pour l'action. Il faudra bien qu'un jour les économistes, et d'abord les économistes universitaires, acceptent de prendre en charge réellement ce problème ; ce qui impliquera, nul n'en peut douter, quelques révisions déshabituées.

C'est, d'ailleurs, bien ce problème qui est au cœur de l'article que Marc Lavoie, professeur à l'université d'Ottawa, consacre aux théories du chômage d'Edmond Malinvaud (4). Il ne me semble en doute ni la rigueur scientifique ni la conscience de l'auteur ; il recherche simplement dans quelle mesure le modèle, le « prototype », sur lequel a travaillé E. Malinvaud correspond à la réalité des économies contemporaines. Et il fait ressortir une discordance importante : le modèle repose sur l'hypothèse de rendements décroissants, alors qu'en période de sous-activité la réalité est inverse.

M. Lavoie souligne qu'E. Malinvaud est trop rigoureux pour passer imprudemment d'un diagnostic fondé sur un modèle simplifié à des recommandations de politique économique, et qu'il est allé jusqu'à récusar ceux qui « ont cru voir dans son modèle un outil de compréhension du monde réel ». Malheureusement, « bien des économistes moins rigoureux auront invoqué son explication du chômage classique pour justifier l'application concrète de mesures d'austérité ». Or, ces mesures, M. Lavoie souligne, qu'elles sont d'une manière générale inadéquates pour combattre le chômage, et qu'elles le sont particulièrement dans les situations de sous-utilisation des capacités de production et dans les périodes de progrès technique.

L'économie semble au cœur de la vie de nos sociétés. Elle est au centre des préoccupations et des décisions de ceux qui nous gouvernent. Elle envahit chaque jour l'enseignement, l'information, la vie de chacun. Et les économistes en sont encore à se demander comment elle peut devenir une science.

(1) Jean-Pierre Orléan, « La rationalité de l'équilibre concurrentiel général », Revue d'économie politique, novembre-décembre 1986 (Ed. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(2) The Failure of Armchair Economics, interview de Herbert A. Simon, Challenge, novembre-décembre 1986 (80 Business Park Drive, Armonk, N.Y. 10504).

(3) Alfred S. Eichner, Com Economic Reason « Science », Challenge, novembre-décembre 1986.

(4) Marc Lavoie, « Chômage classique et chômage keynésien : un prétexte aux politiques d'austérité », Economie appliquée, 1986, n° 2 (Droz, 11, rue Massot, 1211 Genève 12).

Le « Bilan économique et social » 1986 à nouveau disponible

En raison de son succès, le Bilan économique et social 1986, brochure éditée par le Monde, est venu à manquer chez certains marchands de journaux. Il est à nouveau disponible, le Monde en ayant décidé la réimpression. Demandez-le à votre marchand de journaux.

إلى أن

POUR LES CADRES, LA RETRAITE A 40 ANS.



1947-1987 - Les 40 ans du régime de retraite des cadres

Le 13 mars 1987, l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), en présence du Président de la République, du Premier Ministre, et du Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi, a célébré le 40^e anniversaire de la signature de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 qui a donné naissance au régime de retraite des cadres.

Cadre du secteur privé, vous êtes donc l'un des 2.300.000 affiliés, collaborateurs des 404.000 entreprises adhérant aux 57 institutions ou caisses de retraite de cadres regroupées par l'AGIRC. 880.000 retraités bénéficient de ce régime.

40 ans de stabilité

Le régime de retraite des cadres, géré conjointement par les cadres et les employeurs, est une innovation remarquable qui a prouvé une efficacité incomparable dans sa durée.

Ce régime privé et obligatoire innove :

- par la technique de la répartition adoptée par ses fondateurs,
- par la généralisation du contrat collectif,
- par la promotion de la solidarité entre générations et entre secteurs d'activités,
- par la création d'une unité de compte : le

point de retraite, insensible aux variations monétaires.

Ce régime a prouvé son efficacité depuis 40 ans. La technique de la répartition a permis de faire bénéficier les retraités de la forte croissance des trois décennies d'après-guerre. Rempart efficace contre l'inflation, il a préservé le pouvoir d'achat des retraités.

40 ans de sécurité

Facé aux incertitudes économiques et monétaires, le régime de retraite des cadres peut regarder l'avenir avec sérénité. Forts de leurs 40 années d'expérience, les partenaires sociaux ont affirmé leur capacité de gestion. Le régime de retraite des cadres s'est doté d'une gamme d'outils de prévision économique à long terme ; il a mis en place des dispositifs régulateurs internes ; il possède une ouverture et une souplesse d'adaptation qui lui permettent de faire face et d'assurer le meilleur placement pour votre retraite.

Grâce à son potentiel et son dynamisme, votre caisse de retraite de cadres est capable d'apporter la réponse à vos préoccupations quotidiennes : maladie, invalidité, décès, rente-éducation pour les enfants, etc.

40 ans de solidarité

La solidarité est le principe fondamental de l'activité des caisses de retraite de cadres depuis leur origine. Dans le domaine de la

retraite, bien sûr, cette solidarité s'exprime entre cadres de différentes générations ; solidarité entre les jeunes et leurs aînés ; solidarité entre ressortissants de différents secteurs d'activités, certains en expansion, d'autres en difficulté. Cette solidarité joue aussi en faveur des cadres provisoirement touchés par la maladie ou le chômage sous forme d'attribution de points gratuits.

La vocation des caisses de retraite de cadres va plus loin encore, grâce à une action sociale complémentaire personnalisée. Les cadres peuvent bénéficier des fonds sociaux pour affronter des situations particulières : logement, bourses d'études, vacances, aides aux enfants et aux adultes handicapés, protection médicale, aide à domicile, orientation et placement des personnes de grand âge, aides individuelles en cas de difficultés, etc. Ces prestations s'ajoutent à 3 types d'interventions collectives prioritaires : prévention de la vieillesse, aide aux personnes âgées et dépendantes, aide aux chômeurs.

57 caisses à votre écoute

Votre caisse de retraite de cadres est proche de vous et de vos préoccupations. N'hésitez pas à la questionner, soit par l'intermédiaire de votre employeur, soit directement. Elle est pour vous un lieu privilégié d'information, d'écoute et de conseil. Adressez-vous à votre caisse, l'une des 57 adhérant à l'AGIRC.

AGPC BOIS ET AMEUBLEMENT CALVIS CAPICAF CAPIM CAPIMMEC CAPRAMICATE CAPRICEL CAR CARCESSO
CARGICAS CAREP-SAGEM CARICA-BP CARPRECA CARVAL CAVCIC CCRR CETSE CGIC CGRCR CIPC CIPRIC
CIRCA CIRCA CIRCA CIRRSEC CNBTPIC COREP CRCP CRIC CRICA CRICAS CRICIC CRPC
CRPCIP HAUSSMANN IPCASMO IPCP IPECA IPICA IPERGES IPRIAL IRCA IRCAFEX IRCAP IRCASA IRCPME
IRCRA IRPVRP IRRAPRI METIERS D'ART ET DE CREATION PRECA PRESSE PUBLICITE LA REPARTITION UPC

REPÈRES

Commerce

La grande dispersion des marges

La dispersion des marges reflète la variété des services rendus par le commerce, démontre une étude que vient de publier l'INSEE (Economie et Statistiques, février). Cette étude souligne que deux comportements commerciaux vont en général de pair avec la croissance de l'entreprise. Soit des taux de marge faibles correspondant à des gammes de produits demandant peu de services, soit, au contraire, une spécialisation sur des activités ou des gammes de produits exigeant plus de services. Par exemple, chez les bouchers, pour la période 1980-1982, ce sont les entreprises au taux de marge (marge brute rapportée aux ventes), le plus faible et celles au taux le plus élevé qui se comportent le mieux. Ce sont bien les deux comportements extrêmes qui ont permis aux entreprises de résister au mieux.

Caoutchouc

Accord entre producteurs et consommateurs

Producteurs et consommateurs se sont mis d'accord, le samedi 14 mars, sur les « éléments de base » d'un nouvel accord international sur le caoutchouc (l'accord actuel expire le 22 octobre), qui sera rédigé dans les prochains jours et formellement signé le 20 mars.

Cet accord faisait l'objet de négociations depuis deux ans, mais butait principalement sur le mécanisme d'ajustement du prix de référence. Les consommateurs souhaitent notamment des ajustements plus fréquents (deux ou trois fois par an) au lieu des huit mois de l'accord actuel et une adaptation plus rapide aux tendances du marché.

La formule de compromis prévoit un réajustement du prix de référence tous les quinze mois. En outre, si le prix indicatif quotidien se maintient en dessous ou au-dessus du prix de référence pendant six mois, ce dernier sera automatiquement révisé en hausse ou en baisse de 5 %, à moins que le Conseil international du caoutchouc ne décide d'un pourcentage supérieur.

SOCIAL

AFFAIRES

Le secteur tertiaire emploie 19 % de la population active

Une journée pour promouvoir des services dynamiques et disparates

Le 17 mars se tient à Paris, à la Maison de la chimie, la première Journée nationale des services, intitulée « Une chance pour demain ». Organisée par le ministère du commerce, de l'artisanat et des services, sous la présidence effective du ministre, M. Georges Chavanes, cette journée regroupe quatre cents personnes dans huit commissions de travail qui traiteront du développement, de la concurrence, de la création d'entreprises, de l'exportation, du financement, de l'innovation... La journée sera clôturée par M. Jacques Chirac.

Devenus prépondérants en France comme dans tous les pays industrialisés, les services occupent 19 % de la population active et ont, de 1960 à 1984, embauché 1 300 000 personnes (plus de 400 000 dans les services rendus aux entreprises et plus de 800 000 dans les services rendus aux particuliers), alors que, dans le même temps, l'industrie perdait 850 000 emplois, le bâtiment et les travaux publics 750 000, et l'agriculture 400 000.

Si le dynamisme des services n'est plus à démontrer, la définition du secteur est presque impossible, tant le foisonnement des activités est grand, de l'hôtellerie à l'informatique, de la coiffure à l'architecture, du nettoyage à la documentation, de la photographie à la gymnastique, de la réparation d'appareils électriques à l'expertise comptable... Les services, à vrai dire, se définissent négativement et regroupent tout ce qui n'est ni agriculture, ni industrie, ni commerce, ni artisanat... Il reste à savoir si tous ces acteurs disparates ont des préoccupations communes. Pour le savoir, le ministre a demandé à l'Institut Recherche économique

et sociale (RES), spécialisé dans le « marketing stratégique », une étude par sondage, menée du 23 au 27 février, auprès d'un échantillon représentatif de 1 200 prestataires de services, sur les « attentes » de ce secteur.

Les résultats reflètent, certes, la diversité d'activités mais aussi d'âge, de formation, d'importance des entreprises, avec cependant quelques grands thèmes fédérateurs tout à fait attendus. Les prestataires de services souhaitent payer moins d'impôts (92 %), moins de charges sociales (65 %), et apprécierient un allègement de la législation du travail (58 % de ceux qui réalisent un chiffre d'affaires de 10 millions à 99 millions de francs). Mais ils sont optimistes quant à l'avenir de leur profession : 78 % d'entre eux estiment que le secteur va se dévelop-

per (essentiellement dans les loisirs et le tourisme) et 63 % souhaitent que leurs enfants embrassent cette profession.

Peu convaincus des vertus de la concurrence, ils ont une attitude frileuse devant les perspectives d'insécurité du marché intérieur européen en 1992, et très majoritairement (64 %) n'ont pas l'intention d'orienter leur activité vers l'étranger. Très partagés sur le rôle que doit jouer l'Etat à leur égard, ils s'estiment peu représentés au sein des chambres de commerce et d'industrie, et 80 % d'entre eux souhaitent que les assemblées consulaires développent leur rôle.

Une deuxième journée devrait être consacrée aux services, à l'automne, avec comme objectif la définition de mesures concrètes.

J. D.

Les grossistes officiels de Rungis perturbent la concurrence

M. Jean-François Arthais, secrétaire d'Etat délégué à la consommation et à la concurrence, a rendu visite, le vendredi 13 mars, aux professionnels du marché de Rungis. Ceux-ci ont évoqué, au cours d'une table ronde, en des termes parfois assez vifs, le problème posé par les transactions des marchands qui, progressivement, tendent à se transformer en grossistes contre toutes dispositions légales et en dehors des cotations en vigueur sur le marché.

Concurrence déloyale et hautement inflationniste, ont déclaré en substance les représentants des différents filières et notamment ceux de la viande, première touchée par ce glissement des activités.

Les distorsions enregistrées

depuis juillet 1986 entre les prix de gros, à la baisse, et ceux de détail, à la hausse, ont été l'autre grand sujet abordé. Plaidant au nom de la transparence et de la libre concurrence respectueuse des règles établies, M. Arthais a souligné que disparaissent « cette opacité » préjudiciable aux bons producteurs qu'aux consommateurs. « Liberté ne veut pas dire forcément hausse des prix », a-t-il ajouté : « Rungis symbolise parfaitement l'économie de marché à l'heure de la dérégulation des prix. Il convient d'y installer un système de transparence. Le message du secrétaire d'Etat est clair. Les professionnels l'ont-ils entendu ? »

F. E.

FINANCES

Privatisation du CCF

La constitution d'un noyau d'actionnaires stables

La privatisation du Crédit commercial de France est engagée. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a publié, le lundi 16 mars, dans la presse financière un avis « relatif à la vente de gré à gré » d'actions du CCF. Comme dans le cas de la Compagnie financière de Paris, cette mise en vente d'une partie du capital « au gré à gré » vise à la constitution d'un noyau dur d'actionnaires stables, de manière à « maintenir l'indépendance de la société ». Les conditions de cet appel d'offres diffèrent sensiblement de celles posées lors de l'opération Paribas.

Le gouvernement propose de vendre par cette procédure de « gré à gré » 3 099 116 actions au maximum, soit 30 % du capital de CCF (le plafond avait été de 20 % dans le cas de Paribas). Les candidats au « bloc de contrôle », qui ont jusqu'au 16 avril pour se déclarer, devront se porter acquéreurs d'un montant d'actions représentant entre 2,5 % et 4,5 % du capital (aucune fourchette n'avait été fixée pour Paribas). Le prix de vente qu'ils devront payer pour acquérir les actions du CCF sera de 4 % supérieur au prix de l'offre publique de vente, qui devrait être réalisée à la fin du mois d'avril. Dans le cas de Paribas, la prime payée par les dix-sept actionnaires principaux avait été de 2,5 %.

Pour le ministre de l'économie, cette vente de gré à gré doit permettre la constitution d'un « actionnariat stable ». Aussi les candidats doivent-ils s'engager à conserver deux ans au moins 90 % des actions qu'ils auront acquises. Pendant les trois années suivantes, ils ne pourront céder leurs titres qu'avec l'autorisation préalable du conseil d'administration du CCF.

E. L.

Selon le PDG de Peugeot

Le retrait de Renault des Etats-Unis est une décision courageuse

« Après des années de difficultés, Citroën vit désormais une vie que je qualifierais de normale », a déclaré, le vendredi 13 mars, M. Jacques Calvet. Le PDG de PSA a fait cette déclaration à l'occasion de la présentation, dans l'arrière-pays niçois de la version sportive de l'AX 111, à l'indiqué que le problème qui se posait à Citroën était de produire suffisamment. La marque consacrera en 1987-1988 500 millions de francs supplémentaires à la réorption des goulets d'étranglement qui freinent les livraisons (actuellement un mois et demi d'attente).

L'objectif de la gamme AX (6,5 à 7 % du marché national) sera probablement atteint, a ajouté M. Calvet. Reste, dit-il, à s'adapter. Actuellement, l'AX sort à mille exemplaires par jour des usines d'Aulnay, de Rennes et de Vigo en Espagne. 58 263 exemplaires avaient été produits à la fin de février.

A propos du retrait de Renault des Etats-Unis, M. Calvet nous a

déclaré qu'il s'agissait là d'une décision courageuse. Pour autant, le PDG de PSA n'a pas dit qu'il aurait pris la même décision s'il avait été à la tête de la Régie, faute de connaître toutes les données du problème.

« En admettant que tout se passe bien, ce que je souhaite, nous a dit le PDG de PSA, ce n'est pas tout ce que nous faisons pour la concurrence qui nous fait peur. Nous vivons de la concurrence. C'est un phénomène qui ne peut que stimuler. Tous les efforts ne peuvent que porter profit aux deux constructeurs, et nous souhaitons la meilleure situation possible aussi bien chez nous que chez Renault », a-t-il ajouté « mais la concurrence doit être loyale ».

M. Lévy, PDG de Renault appuiera, selon M. Calvet, une politique loyale, mais « il y a l'Etat qui peut chercher à atteindre des objectifs qui ne sont pas forcément ceux de l'entreprise. Alors, la concurrence serait bêtée ».

CLAUDE LAMOTTE.

LOGEMENT

M. Méhaignerie veut clarifier la gestion du 1 % patronal

NICE de notre correspondant régional

« Le 1 % patronal constitue un élément essentiel du dispositif d'ensemble du financement du logement et, par là même, de la politique du logement. Je ne reviendrai donc pas sur son existence », a déclaré, le vendredi 13 mars à Nice, devant le neuvième congrès de l'Union interprofessionnelle du logement (UNIL), M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Le ministre a toutefois estimé « important » de renforcer l'efficacité économique et sociale de cette contribution instituée il y a quarante ans et en proie à de nombreuses difficultés de fonctionnement. Malgré les critiques dont le 1 % fait l'objet, l'ensemble des partenaires sociaux, y compris la CNPF, ont également réaffirmé leur attachement à cet investissement obligatoire des entreprises en faveur du logement des

salariés. Le congrès de Nice qui réunissait un millier de participants a mis l'accent sur les réformes à entreprendre qui pourraient se concrétiser à la fin de l'année, après que M. Méhaignerie aura reçu en octobre les responsables de l'UNIL.

Autel insatisfait qu'il soit, le système du 1 % peut difficilement être remis en cause. Avec 13 à 14 milliards de francs collectés chaque année (soit 5 % de l'investissement national dans le logement), il représente une ressource à bas taux qui permet chaque année à deux cent cinquante mille familles de recevoir une aide. Mais il doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins.

Evolution des problèmes de gestion des comités interprofessionnels du logement (CIL), M. Méhaignerie a notamment relevé « l'absence d'une comptabilité vraiment fiable et homogène » des organismes collecteurs. « Une situation, a-t-il déclaré, qui ne peut se prolonger ».

GUY PORTE.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Le directeur financier de Volkswagen démissionne de ses fonctions

M. Rolf Sawewsky, cinquante-six ans, directeur financier de Volkswagen, a été démis de ses fonctions, le dimanche 15 mars, à la suite du scandale sur les opérations de change, qui devaient coûter 480 millions de deutschemarks (environ 1,6 milliard de francs) à la firme automobile allemande. Ses membres de la direction financière avaient déjà été relevés de leurs fonctions (le Monde des 15-18 mars 1987). Par ailleurs, le ministre des finances ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a déclaré, dans une interview à l'hebdomadaire dominical Bild am Sonntag, que cette affaire pourrait retarder la privatisation de Volkswagen. L'Etat fédéral, qui détient 20 % du capital de VW — tout comme le Land de Basse-Saxe — avait décidé de se défaire de cette participation au cours de l'année 1987.

Sanofi rachète les collecteurs de BB

Le groupe Sanofi (pharmacie, produits de soins et de beauté, biotechnologies), filiale de la compagnie pétrolière Elf-Aquitaine, va racheter la firme arthrosée Barbet et Blanc (BB), numéro un mondial des bouillottes d'œillistes avec un chiffre d'affaires de 114 millions de francs. L'opération, dont le coût n'a pas été rendu public, s'effectuera par étapes. Dans un premier temps, Sanofi entrera, à hauteur de 35 %, dans le capital de BB. Le groupe prendra ensuite progressivement le contrôle de l'entreprise. L'objectif poursuivi est de renforcer les activités semences (potagères et florales) confiées à la filiale Rustica, numéro quatre sur le

Nouvelles Frontières inaugure ses charters en France

Le voyageur Nouvelles Frontières inaugure ses charters réguliers entre Paris et Toulouse, Nice, la Corse le 10 avril prochain. Utilisant un Boeing-737 de la compagnie Corse-Air, il proposera l'aller-retour Paris-Toulouse (mardi, jeudi, vendredi, samedi) pour le prix de 495 F, et l'aller-retour Paris-Nice (mardi, jeudi, vendredi, samedi) pour le prix de 690 F. Les vols Paris-Ajaccio et Paris-Bastia (690 F) seront lancés respectivement le 13 mai et le 18 juin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 27 février 1987, la valeur liquidative de la SICAF - VALEURS DE FRANCE, Société d'investissement à capital fixe gérée par le BRED, était de 373,37 F (366,32 F le 13 février 1987).

A la même date, l'action de « VALEURS DE FRANCE » cotait 369 F (363 F le 13 février 1987).

L'ACTIF DE LA SICAF ÉTAIT COMPOSÉ COMME SUIT :

- Obligations : 17,02 %
- Titres Intermédiaires (1) : 22,31 %
- Actions : 42,39 %
- Disponibilités : 18,28 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

Un livre de M. Henri Krasucki

« Un syndicat moderne ? Oui ! »

Nul n'aurait pu imaginer que M. Henri Krasucki écrirait un jour un livre intitulé « Un syndicat moderne ? Oui ! ». Or ce qui aurait pu relever de la provocation est devenu la réalité. Le secrétaire général de la CGT étant rangé par certains de ses collègues en syndicalisme comme M. Marchelli au rang des « dinosaures » — donne un résultat satisfaisant. Avec le concours de tous les autres, de la CGT et de lui-même. Ainsi égratigne-t-il les autres syndicats, tant à propos de la récente grève des marins — « d'un seul mouvement, ils ont baissé le pavillon et le ponton » — que de leur pratique « au rabais » de la négociation sociale — « Nous n'avons renoncé qu'à la main et au coude. Mais on garde le moignon ». Ainsi compare-t-il la situation des « gagne-petit » de la France de 1987 à celle des « otages intégraux convertis d'or ». Ainsi encore ironise-t-il sur la conception en vogue de la révolution technologique : « Il faut des puces électroniques, mais on n'a pas encore inventé le slip électronique et même un informaticien doit s'habiller ».

Mais M. Krasucki applique son sens de la formule — qu'on retrouve si mal dans ses interventions radiotélévisées — à lui-même et à la CGT. « Il m'arrive parfois de blaguer », écrit-il : « communiste, fils d'immigré, juif, il ne manque plus que

d'être arabe ou noir et femme pour avoir un maximum ». « Si vous n'appréciez pas une CGT routinière, bureaucratique, qui n'informe pas, qui ne demande pas l'avis des gens ou qui n'en tient pas compte, si vous n'aimez pas ça, vous avez raison ! Ce n'est pas la vraie, ce n'est pas la bonne, même si ceux qui la font n'ont pas une mauvaise intention : ils se trompent. »

De telles images cessent fréquemment le rythme d'analyses souvent longues, agréables de multiples citations, mais elles tombent juste, tant il est vrai que M. Krasucki est un homme authentiquement cultivé. Au passage, M. Krasucki cite des personnalités plus contemporaines de la période 1981-1986, que souvent il ne ménage pas, qu'il s'agisse de M. Praderie, ancien directeur de cabinet de M. Auroux, maintenant chez Renault, de M. Delebarre qui accuse tout simplement de « lâcheté », ou même de M. Mitterrand, dont « le moins que l'on puisse dire est (...) qu'il n'aime pas la CGT et ne lui veut aucun bien ».

Essais

mais pas entendus

Se définissant comme un « optimiste-réaliste », M. Krasucki développe ses analyses sur le changement de 1981, le rôle du syndicalisme « de classe » et les récents mouvements des étudiants et des cheminots, qui l'amènent à conclure que les salariés sont en train de se mettre en mouvement avec un « élan nouveau ». Il s'agit donc pour lui de « sonner la charge » afin qu'ils mettent « le paquet ». Pour autant, ses analyses sont pour le moins discutables quand il laisse entendre que M. Chirac a retiré le projet Devesquet lorsqu'il a appris que la CGT allait manifester le 10 décembre avec les étudiants ou que, minorant le rôle des « coordinations », il

assure que « les cheminots ont été les maîtres de leur propre grève ». Il est également bien difficile de reprocher à M. Krasucki, quand il affirme que, à l'automne 1986, le fait nouveau est que « les luttes se sont multipliées dans le secteur privé aussi ». La CGT a pourtant fait l'amer constat qu'il n'avait pas été possible, comme en 1947 ou en 1953, d'étendre les grèves de la SNCF et d'EGCF à l'ensemble du secteur public et encore moins au secteur privé. Dur aussi de le suivre quand il écrit que « la CGT, loin d'être en crise, est en plein essor et en constante adaptation ».

Sur la période 1981-1986, M. Krasucki révèle — mais est-ce une surprise ? — qu'il avait compris « dès le début de la législature que la CGT serait sans doute écartée, mais rarement entendue ». « Si la CGT, explique-t-il, avait forcé le trait, elle aurait été repoussée comme un ballon de football ». Si elle avait fait moins, elle aurait été repoussée comme « alignée ». Il tente aussi de démontrer que la crise du syndicalisme ne concerne que les « réformistes », organisations qui se caractérisent — on pourrait caricaturer — qu'elles forment « le refus du combat, le lâchage des travailleurs en lutte, la conclusion d'accords au rabais, la collaboration de classe poussée à l'extrême ». Au passage, il juge, comme FO, que la CFDT est « une branche greffée sur le tronc syndical ».

Mais l'essentiel pour M. Krasucki — qui rend un hommage appuyé à « l'engagement authentique » entretenu par M. Gorbatchev en URSS — est de démontrer que la CGT est vraiment, et contrairement aux idées reçues, « moderne ». Le message n'est pas dépourvu d'efficacité, à condition d'en accepter les postulats. La CGT pratique « la démocratie comme méthode de conduite des luttes », refuse la fatalité du destin, a « l'originalité » de ne pas être « anticommuniste », a toujours pour objectif « d'aboutir à des solutions positives ». Bref, le syndicat moderne, c'est « le syndicat inventif, dynamique, proche de chacun, et qui ne craint pas de se mettre en question pour faire mieux et secouer la poussière que la vie dépose toujours sur toute chose ». M. Krasucki ne convaincra sans doute que les convaincus, mais on ne peut lui contester une chose : il a la passion de la CGT.

MICHEL NOBLEDOURT.

(1) Un syndicat moderne ? Oui !, Mémoires/Éditions sociales, 237 pages, 80 F.

J - 10

Il ne vous reste plus que quelques jours pour demander votre dossier de candidature pour la prochaine sélection du CESMA.

LE 3^e CYCLE INTENSIF DE MANAGEMENT EN 10 MOIS

école supérieure de commerce de Lyon

cesma

Centre d'études supérieures du management

cesma information - B.P. 178 - 69132 Ecully Cedex - Tél. 78 33 81 22

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Economie

Après le rachat des journaux de M. Bertez

Le groupe Expansion au premier rang de la presse économique

Le groupe Expansion a pris le contrôle, ce week-end, de plus de 75 % du capital de l'hebdomadaire *la Vie française* et des quotidiens *FACEFI* et *la Tribune de l'économie*. M. Bruno Bertez en était le propriétaire et l'actionnaire principal, aux côtés de M. Jean-Jacques Peyraud. Il conserve deux sociétés, la SODEC et la Société d'éditions boursières, contrôlées à titre personnel. Le prix de la transaction n'a pas été révélé. Le groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber a aussi racheté

une maison d'édition d'ouvrages économiques riche de cent cinquante titres, Interéditions, créée en 1976 par M. Geoffrey N. Staines. Enfin, il prend une participation de 45 % dans le capital de l'hebdomadaire *le Journal des finances*, de M. Pierre Domenech. Fort désormais de dix publications économiques et financières totalisant une diffusion de 470 000 exemplaires, le groupe Expansion devient ainsi le premier groupe français d'information économique et financière.

Le suspense aura duré jusqu'au bout. Conclu ce week-end entre M. Bruno Bertez et M. Jean-Louis Servan-Schreiber, l'achat des trois journaux *la Vie française*, *FACEFI* et

Schreiber, qui fonda le magazine *l'Expansion* avec Jean Boissonnat en 1967. « Aujourd'hui, tout le monde s'y est mis », remarque-t-il encore. Et la concurrence s'arme : nouvelle for-

est restée terriblement en retard, avec son vocabulaire codé. Il est temps de s'ouvrir au grand public, qui ne demande qu'à comprendre. N'oublions pas aussi les sociétés qui vont avoir besoin de communiquer avec leurs actionnaires. »

Ce double impératif financier et journalistique ne pouvait que faire pencher la balance en faveur du rachat du groupe de M. Bertez et d'une partie du *Journal des finances*. Ces acquisitions, réalisées par l'intermédiaire de la Chase Manhattan Bank, seront financées par une augmentation du capital du groupe Expansion SA. Les AGF, Indosuez et la Compagnie financière, présidée par M. Edmond de Rothschild - déjà détentrice de 19 % du groupe Expansion - y participeront notamment. Mais M. Jean-Louis Servan-Schreiber et les dirigeants du groupe conserveront la majorité du nouveau capital.

Une nouvelle stratégie

Une nouvelle stratégie va être mise en œuvre au sein du groupe de M. Servan-Schreiber. *l'Expansion* restera le bimensuel de l'économie, mais une nouvelle formule est en préparation pour la rentrée. *la Vie française* sera restructurée sur sa spécialité, tandis que *la Tribune de l'économie* devrait devenir un quotidien économiquement financier. M. Jean Boissonnat assurera la direction de l'ensemble des rédactions du groupe. Des négociations seraient aussi menées avec M. René Tardieu afin qu'il revienne à la tête de *la Vie française*. Il restera enfin à M. Servan-Schreiber à régler le conflit de l'imprimerie de la presse nouvelle, en règlement judiciaire, à laquelle les trois titres vendus par M. Bertez sont liés par contrat.

Le PDG du groupe Expansion ne cache pas que la série de rachats qu'il vient de faire constitue autant de paris à gagner. Il n'oublie pas qu'il avait voulu développer son groupe, naguère, avec des titres comme *Libre*, *F Magazine* ou *Paris-Hebdo* qu'il a ensuite cédés ou stoppés. « Mais cette fois, a-t-il, il existe une vraie synergie et un environnement favorable. »

YVES-MARIE LABÉ.

Le nouveau groupe Expansion

TITRE	PÉRIODICITÉ	DIFFUSION	CHIFFRE d'affaires (estimé 1987)
PRESSE ÉCONOMIQUE			
<i>l'Expansion</i>	bimensuel	170 000	205 MF.
<i>l'Entreprise</i>	mensuel	66 000	45 MF.
<i>Harvard-l'Expansion</i>	trimestriel	6 000	
<i>la Lettre de l'Expansion</i>	hebdomadaire	5 000	30 MF.
<i>Gestion sociale</i>	quotidien	2 000	
<i>PRESSE FINANCIÈRE</i>	hebdomadaire	1 500	
<i>la Vie française</i>	hebdomadaire	112 000	120 MF.
<i>la Tribune</i>	quotidien	34 000	80 MF.
<i>FACEFI</i>	quotidien	7 000	95 MF.
<i>Journal des finances (45 %)</i>	hebdomadaire	65 000	60 MF.
AUTRES			
<i>Architecture d'aujourd'hui</i>	bimensuel	22 000	15 MF.
<i>Voyages</i>	trimestriel	170 000	10 MF.
<i>Grandes Lignes</i>	mensuel	100 000	5 MF.

Éditions : Interéditions, l'Expansion/Hachette, l'Annuaire du pouvoir. Formations : les Forums de l'Expansion, le Club de conjonction, les Rencontres de l'entreprise, Tempus.

Autres : les agendas, l'Exemplaire, les cartes d'information.

la Tribune de l'économie, ainsi que d'Interéditions et d'une part du *Journal des finances*, était pourtant lié à la décision prise il y a un an par le groupe Expansion de « passer à la vitesse supérieure ». « Nous étions obligés de nous développer », note M. Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du groupe Expansion, « sinon il y avait péril. Si le groupe de presse de M. Bertez avait été racheté par d'autres éditeurs (et les candidats ne manquent pas), nous risquions d'être marginalisés. Il s'agissait donc d'une décision stratégique essentielle. »

Il est vrai que le climat s'y prêtait. Le boom de la Bourse, le développement de l'actionnariat populaire à la faveur des privatisations, les récentes offres publiques d'achat ou d'échange, la fin du monopole des agents de change annoncée par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, mettaient l'information économique sous les feux de la rampe. « Nous avons été parmi les premiers à inventer l'information économique », dit M. Servan-

male du *Nouvel Economiste* lancée la semaine dernière, passage du supplément économique du *Figaro* à la quinzaine économique en avril, lancement par les éditions Filipacchi de *Fortune* cet automne, parution du supplément de *l'Express* « Votre argent », du *Monde Affaires*, renforcement des pages boursières de *Libération* avec l'aide du groupe Telford de René Tardieu, etc.

Le pari du groupe Expansion s'appuie aussi sur l'essor de la publicité financière. Le chiffre d'affaires de la publicité financière, drainée par la presse en 1986 est de 265 millions de francs et devrait se développer au rythme de 25 % par an. Or, le bimensuel *l'Expansion* ne réalisait l'année dernière que 4 millions de francs de publicité financière, alors que *FACEFI* encaissait 52 millions de francs, *la Vie française* 42, *la Tribune* 32 et *le Journal des finances* 35 millions.

En outre, précise le PDG du groupe Expansion, « l'information financière

ÉTRANGER

La guerre des nerfs se poursuit entre pays surendettés et banques créancières

Alors que la guerre des nerfs se poursuit entre le Brésil et ses créanciers, mais aussi, bien plus discrètement, entre le Mexique et les siens, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a lancé un appel aux banques pour qu'elles accroissent leurs prêts aux pays en développement, indique le FMI.

Les escarmouches verbales ont repris de plus belle entre Brasilia et les banques américaines, les plus engagées dans ce pays confronté à une dette extérieure de 108 milliards de dollars.

De retour d'une tournée dans les principaux pays créanciers du Brésil, le ministre des finances, M. Dilson Funaro, a annoncé la présentation dans les quinze jours d'un plan de renégociation, dont un élément sera non négociable : la nécessité de suspendre une croissance suffisante de l'ordre de 6 à 7 % par an.

Il a également mis en garde les banques contre la tentation de mesures de rétorsion à la décision brésilienne de suspendre le remboursement des intérêts courants sur la dette à moyen et à long terme. De telles mesures, sous forme d'arrêt des crédits à court terme

sur lesquels le Brésil paye toujours ses intérêts, « serait une diversion erronée ». En cédant au Brésil sa capacité d'exporter, les banques perdraient toute possibilité de remboursement.

Cette nouvelle montée de la tension avait été provoquée par les rumeurs, démenties mais suffisamment précises pour être prises en considération, selon lesquelles la Citibank, première banque créancière du Brésil, s'apprêterait à chasser ses 3,7 milliards d'engagements à moyen et long terme parmi les « prêts non performants ». Une telle décision obligerait la Citibank à effectuer des provisions pour créances douteuses de 50 millions de dollars pour le premier trimestre de son exercice 1987 et de 190 millions pour l'ensemble de l'année. La Chase Manhattan, voire la Bank America pourraient suivre. Les banques américaines semblent ainsi chercher à faire pression sur les Brésiliens mais aussi sur les autorités monétaires américaines pour obtenir un assouplissement de la législation bancaire les obligeant à provisionner les prêts non remboursés au bout de quatre-vingt jours.

Le cas mexicain est très différent mais recouvre également les réticences bancaires à l'égard des surendettés. Les engagements pris à l'automne dernier sur 7,7 milliards de dollars de crédits à Mexico n'ont toujours pas été concrétisés, bien que 97 % aient été souscrits. Aussi les dirigeants mexicains ont-ils décidé de suspendre leur programme de conversion d'une part de leur dette en prises de participations dans l'industrie mexicaine qui attire nombre de banques créancières.

De telles conversions ont représenté 100 millions de dollars par mois depuis la mi-1986 et, depuis le début de 1987, cent trente-deux demandes ont été déposées, provoquant un engagement des services financiers mexicains selon le sous-secrétaire au commerce, M. Adolfo Hagoewisch.

SUNNY

La nouvelle référence automobile est née.

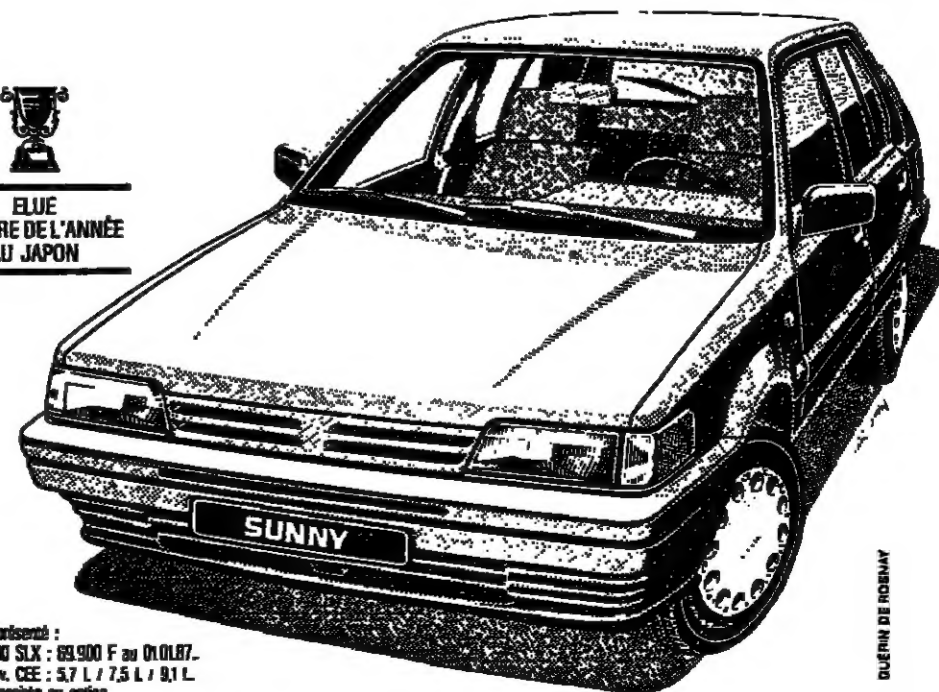
La nouvelle Sunny fait aujourd'hui une entrée remarquée en France, après avoir conquis ses lettres de noblesse dans le monde entier (blue meilleure voiture japonaise 86/87 au Japon).

Grâce à l'exigence constante de Nissan pour l'innovation, la qualité jusque dans les moindres détails, la nouvelle Sunny est par sa conception même, la nouvelle référence automobile.

Son succès mondial s'explique aisément : il suffit de comparer... Etiez-vous sûr de pouvoir bénéficier, pour une berline 5 portes de cette catégorie, d'autant d'équipements d'origine, d'un tel raffinement haut de gamme ?

EQUIPEMENTS EN SERIE	SUNNY 1600 SLX	Montée X prix des options
Vitres teintées	○	
Équipements de roues	○	
Essuie-glace arrière	○	
Radio 47 FM Stéreo	○	
Verrouillage du coffre à distance	○	
Vitres réglables	○	
Compte-tours	○	
Banquette arrière rabattable en 2 parties	○	
Montre digitale à quartz	○	
Témoins sonore de leur non éteints	○	

La Sunny : Berline 5 portes, spacieuse pour la ville comme pour la route, élégante et racée (Cx : 0,33). Traction avant. 5 vitesses. 07 CV. 84 ch. Suspensions indépendantes. Un moteur brillant : 11"8 de 0 à 100 km/h. 175 km/h sur circuit. Une puissance toujours disponible grâce à un couple élevé même à bas régime*. Sunny 1300 toute équipée à partir de 64.900 F.



ELUE VOITURE DE L'ANNÉE AU JAPON

*Modèle présenté : Sunny 1600 SLX : 89.900 F au 01.01.87. Cons. Com. CEE : 5,7 l / 7,5 l / 8 l l. Direction assistée en option. NISSAN 1^{er} Japonais en Europe (CEE). Lubrifiants Motul - NISSAN FINANCEMENT. 320 concessionnaires et agents à votre service. SOCIÉTÉ NISSAN IMPORTATION. B.P. 103, LE CHESNAY 78153. TÉLÉPHONE : (1) 26 54 55 54.

Automobiles Nissan, pour aller plus loin !



Le Monde EST A VOUS

Samedi 21 mars à La Villette

La première assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde se tiendra :

SAMEDI 21 MARS A 15 HEURES dans la Grande Halle de La Villette

Ouverture des portes à 14 heures. Accès direct : métro Porte de Pantin.

A l'occasion de cette assemblée, le Monde présentera, sur plusieurs stands, ses activités nouvelles, ses projets, la maquette de la future imprimerie d'Ivry, et organisera une série de rencontres avec les journalistes.

Cette journée est réservée aux membres de la Société des lecteurs du Monde. Ils peuvent venir accompagnés ; toutefois, les capacités d'accueil pour les enfants sont limitées.

Les membres de la Société des lecteurs du Monde qui ne pourront assister à l'Assemblée générale sont invités à renvoyer d'urgence leur pouvoir à : Société des lecteurs, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

...and the

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

13 MARS

Cours relevés
à 17 h 34

[illegible]

Comptant

(edición)

VALEURS		% du nom.	% de coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
Obligations															
4,5 % 1972 L.V.															
Esp. 7 1/2 1973															
Bno. 8,50 % 77															
8,50 % 78/85															
10,50 % 79/84															
14,50 % 80/85															
13,50 % 80/87															
13,50 % 81/89															
16,75 % 81/87															
12,50 % 82/89															
16 % 82/85															
13,40 % 82/85															
12,20 % 82/84															
11 % 82/85															
10,25 % 82/88															
OAT 12,75 % 83															
OAT 8,50 % 1987															
OAT 8,50 % 1996															
Cl. Franco 2 1/2															
Cof. Bepan jw. 82															
Cof. Bepan jw. 83															
Cof. Bepan jw. 84															
Cof. Bepan jw. 85															
Cof. Bepan jw. 86															
Cof. Bepan jw. 87															
Cof. Bepan jw. 88															
Cof. Bepan jw. 89															
Cof. Bepan jw. 90															
Cof. Bepan jw. 91															
Cof. Bepan jw. 92															
Cof. Bepan jw. 93															
Cof. Bepan jw. 94															
Cof. Bepan jw. 95															
Cof. Bepan jw. 96															
Cof. Bepan jw. 97															
Cof. Bepan jw. 98															
Cof. Bepan jw. 99															
Cof. Bepan jw. 00															
Cof. Bepan jw. 01															
Cof. Bepan jw. 02															
Cof. Bepan jw. 03															
Cof. Bepan jw. 04															
Cof. Bepan jw. 05															
Cof. Bepan jw. 06															
Cof. Bepan jw. 07															
Cof. Bepan jw. 08															
Cof. Bepan jw. 09															
Cof. Bepan jw. 10															
Cof. Bepan jw. 11															
Cof. Bepan jw. 12															
Cof. Bepan jw. 13															
Cof. Bepan jw. 14															
Cof. Bepan jw. 15															
Cof. Bepan jw. 16															
Cof. Bepan jw. 17															
Cof. Bepan jw. 18															
Cof. Bepan jw. 19															
Cof. Bepan jw. 20															
Cof. Bepan jw. 21															
Cof. Bepan jw. 22															
Cof. Bepan jw. 23															
Cof. Bepan jw. 24															
Cof. Bepan jw. 25															
Cof. Bepan jw. 26															
Cof. Bepan jw. 27															
Cof. Bepan jw. 28															
Cof. Bepan jw. 29															
Cof. Bepan jw. 30															
Cof. Bepan jw. 31															
Cof. Bepan jw. 32															
Cof. Bepan jw. 33															
Cof. Bepan jw. 34															
Cof. Bepan jw. 35															
Cof. Bepan jw. 36															
Cof. Bepan jw. 37															
Cof. Bepan jw. 38															
Cof. Bepan jw. 39															
Cof. Bepan jw. 40															
Cof. Bepan jw. 41															
Cof. Bepan jw. 42															
Cof. Bepan jw. 43															
Cof. Bepan jw. 44															
Cof. Bepan jw. 45															
Cof. Bepan jw. 46															
Cof. Bepan jw. 47															
Cof. Bepan jw. 48															
Cof. Bepan jw. 49															
Cof. Bepan jw. 50															
Cof. Bepan jw. 51															
Cof. Bepan jw. 52															
Cof. Bepan jw. 53															
Cof. Bepan jw. 54															
Cof. Bepan jw. 55															
Cof. Bepan jw. 56															
Cof. Bepan jw. 57															
Cof. Bepan jw. 58															
Cof. Bepan jw. 59															
Cof. Bepan jw. 60															
Cof. Bepan jw. 61															
Cof. Bepan jw. 62															
Cof. Bepan jw. 63															
Cof. Bepan jw. 64															
Cof. Bepan jw. 65															
Cof. Bepan jw. 66															
Cof. Bepan jw. 67															
Cof. Bepan jw. 68															
Cof. Bepan jw. 69															
Cof. Bepan jw. 70															
Cof. Bepan jw. 71															
Cof. Bepan jw. 72															
Cof. Bepan jw. 73															
Cof. Bepan jw. 74															
Cof. Bepan jw. 75															
Cof. Bepan jw. 76															
Cof. Bepan jw. 77															
Cof. Bepan jw. 78															
Cof. Bepan jw. 79															
Cof. Bepan jw. 80															
Cof. Bepan jw. 81															
Cof. Bepan jw. 82															
Cof. Bepan jw. 83															
Cof. Bepan jw. 84															
Cof. Bepan jw. 85															
Cof. Bepan jw. 86															
Cof. Bepan jw. 87															
Cof. Bepan jw. 88															
Cof. Bepan jw. 89															
Cof. Bepan jw. 90															
Cof. Bepan jw. 91															
Cof. Bepan jw. 92															
Cof. Bepan jw. 93															
Cof. Bepan jw. 94															
Cof. Bepan jw. 95															
Cof. Bepan jw. 96															
Cof. Bepan jw. 97															
Cof. Bepan jw. 98															

Second marché

section)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alain Marcouzin	1115	1110	Dreux	898	898	Mote	350	350
Alpi	730	715	Dreux-Beaumont	894	894	Moulin-Pontaux	910	800
B.C.M.	930	932	Dreux-OSL	3880	3880	Oberv-Lesne	660	660
B.L.P.	1280	1280	Editions Balland	304 80	305	Orn. Gust. Pn.	628	628
Edipol Technologies	1300	1300	Soci. S. Demont	985	980	Pontaux-R.D.	3580	3580
Edipol	781	781	Grand	781	778	Pontaux	300	300
Edipol de France	1458	1460	Imagot	780	780	Pontaux	680	705
Californien	848	860	Quintal	636	660	Pontaux	1448	1480
Carif	2870	2980	Sig Degreys	1041	1080	St-Gabriel Embrayage	1620	1515
Carif	2870	2980	St-Gabriel	1041	1080	St-Gabriel Embrayage	1620	1515
C.M.E.	1240	1240	W.L. France	400	400	St-Gabriel Embrayage	1620	1515
C. E. Soc. Elect.	311	318	Le gal de la mode	400	380	S.T.P.	330	310
C.E.S.O.	2950	2900	Loisirs-Invitation	390	335 80	S.T.P.	1980	1980
C.E.S.O. Commercial	1980	1980	Loisirs	390	335 80	S.T.P.	1910	1910
C.E.I. Informations	1080	1080	Marquis	568	576	S.M.T. Goupil	365	365
C. G. Sci. Recherche	180	180	Martin Imbertier	480	480	Sondring	1470	1510
Dalco	3430	3430	McClurg, McIntire	578	602	Sopco	360	400
Dalco	3430	3450	M.M.A.	578	602	Sopco	1510	1255
Diversity	2780	2787		770	772	Valère de France	378	380

SICAV (collection)

4

[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide
Casino
Crid. Fancier France
Pernod Ricard
Total	6 40

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 13/3	COURS Achet
Euro-Unit (\$ 1)	6 198	6 175	5 92
ECU	6 817	6 508	
Allemagne (100 DM)	332 760	332 770	322 40
Belgique (100 F)	18 073	18 073	15 80
France (100 F)	294 600	294 600	285 50
Grèce (100 dr)	88 470	88 440	86 50
Irlande (100 Ir)	88 710	88 580	86
Italie (100 L)	8 842	8 737	8 45

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 13/3
	Valeur			
0	6 470	Or fin (titre au titre)	81150	81000
0		Or fin (au lingot)	81000	81000
0	340 900	Pièce française (20 fr)	511	512
0	16 500	Pièce française (10 fr)	395	
0	203 500	Pièce suisse (20 fr)	542	545
0	22	Pièce suisse (10 fr)	498	498
0	81 500	Pièce italienne (20 li)	581	581
0	10 150	Souverain	1210	1139

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
5.15 Tapez LEMONDE puis SOURCE

- c : coupon détaché
- o : offert
- d : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Les menaces de l'OJR contre Jean-Louis Normandin. 5 Le Brésil de M. Sarney. 7 La visite de M. Chirac au Cameroun et au Sénégal. 8 Un attentat fait 22 morts en Inde. 9 Le Tout-Londres défie M ^{me} Thatcher.	10-11 M. Jacques Chirac et les socialistes font le bilan d'un an de gouvernement et de cohabitation. 12 La réunion du conseil national du PCF.	13 L'affaire du Carrefour du développement : le nouveau mystère Châlier. 14 La manifestation contre le projet de réforme du code de la nationalité. — Le colloque des cercles universitaires.	18 Le Tour d'érou, de Brittan, à Crétail. — Le Groupe de recherche musicale à Arras. 19 Fuegos, d'Alfredo Ariss. 12 Communication.	40 M. Méhaignerie veut clarifier la gestion du 1% patronal. 41 La guerre des nerfs se poursuit entre pays surendettés et banques créancières. 43-44 Marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées... 24 à 34 Carnet 22 Météorologie 21 Mots croisés 21 Loto, Loto sportif 22 Spectacles 20	● Sondage-anniversaire : satisfaction de la cohabitation. ● Otages : en direct de Beyrouth. ● Jeu : gagnez votre abonnement au Monde. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarket, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

ÉTATS-UNIS : l'« Irangate »

M. Reagan rend hommage au « dévouement » et à l'« intégrité » de MM. Shultz et Weinberger

Le président Ronald Reagan a affirmé, le samedi 14 mars, que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, « ont fait face à leurs responsabilités pendant l'affaire iranienne ». M. Reagan a précisé : « Dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, MM. Shultz et Weinberger m'ont fortement conseillé de ne pas poursuivre cette initiative. J'ai soupesé leur avis et ai décidé finalement que le risque valait la peine d'être couru et qu'il fallait aller de l'avant. Comme nous le savons maintenant, ils avaient raison et j'avais tort », a déclaré le président au cours de son allocution radiophonique hebdomadaire.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 mars

Effritement

Les affaires étaient généralement calmes, lundi matin à la Bourse de Paris, et, après la légère reprise de vendredi, l'effritement était au rendez-vous. A la fin de la session préliminaire, l'indice Coteaux reculait de 0,25 %. Baisse de Locomotives, Prouvost, Crédit national, Leroy-Sommer, Avance de Schneider, Sovac, L. Vuitton, SGE, Eco.

Valeurs françaises	Cours initial	Premier cours	Dernier cours
Acte	548	547	544
Agropar Herve	2070	2072	2072
Al Lipault B.T.	701	702	700
Banque Ciel	1074	1074	1074
Banque	2780	2780	2780
Banque	1248	1248	1248
Banque	3010	3008	3008
Cablevision	3788	3788	3788
Chapman S.A.	1938	1934	1945
Club Méditerranée	687	687	688
Club Méditerranée	1488	1490	1490
Club Méditerranée	348	348	348
Club Méditerranée	3620	3620	3620
Club Méditerranée	1488	1488	1488
Club Méditerranée	3180	3180	3180
Club Méditerranée	1584	1584	1570
Club Méditerranée	2508	2498	2498
Club Méditerranée	1228	1232	1236
Club Méditerranée	4240	4238	4230
Club Méditerranée	1084	1088	1088
Club Méditerranée	1460	1448	1448
Club Méditerranée	482	480	480
Club Méditerranée	888	880	880
Club Méditerranée	748	750	748
Club Méditerranée	3420	3420	3420
Club Méditerranée	1580	1588	1588
Club Méditerranée	472	468	468
Club Méditerranée	2280	2280	2280
Club Méditerranée	547	550	550

viens après que la commission Tower ait accusé les deux hommes d'avoir « manqué d'énergie pour protéger le président ». De son côté, le Washington Post a toutefois affirmé, samedi, qu'ils « étaient mieux informés sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran qu'ils ne l'ont dit publiquement ».

Quant au vice-président, M. George Bush, il a expliqué dimanche, dans une interview à la chaîne de télévision CBS, qu'il avait eu l'impression de recevoir « un coup de poing dans le plexus » quand il apprit le détournement au profit des rebelles nicaraguayens, les « contras », de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran. « Dès l'instant où je l'ai appris, j'ai eu clairement en tête que ce serait mauvais politiquement », a-t-il ajouté. Selon un sondage effectué récemment auprès des électeurs du sud des Etats-Unis, M. Bush apparaît dans cette région comme le favori des républicains, tandis que M. Gary Hart l'emporte chez les démocrates.

Pour sa part, le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, faisant preuve d'un optimisme débridé, avait déclaré vendredi que les deux dernières années de la présidence de M. Reagan se seraient pas consacrées à « expédier les affaires courantes », et qu'elles seraient même, peut-être, « les meilleures » de tout son séjour à Washington. Insistant sur la bonne forme du président, M. Baker avait affirmé que M. Reagan allait « démontrer sa vitalité et son énergie », ajoutant : « Nous avons un grand président, un grand gouvernement et un grand budget. Quelqu'un doit diriger, et Ronald Reagan dirige. Je demande instamment à tous de suivre. Avec votre aide, nous pouvons gagner ».

Diplomate et juriste de réputation internationale

M. Guy de Lacharrière est mort

Nous apprenons le décès de M. Guy de Lacharrière, qui, après une longue et brillante carrière au Quai d'Orsay, en particulier à la tête de son service juridique, avait été élu, en novembre 1981, juge à la Cour internationale de La Haye pour neuf ans.

[Né le 27 janvier 1919, docteur en droit, licencié en lettres, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales (russe), Guy de Lacharrière, après avoir servi dans l'armée, puis participé à la Résistance, avait été nommé premier conseiller des affaires étrangères à la Libération. Il avait été attaché à Moscou en 1945, à l'Administration centrale (relations culturelles) en 1948, pour y exercer différentes fonctions auprès de l'UNESCO, dont il devait devenir directeur du département

des sciences sociales en 1952. Revenu à l'Administration centrale du Quai d'Orsay en 1957 (affaires économiques), Guy de Lacharrière avait été nommé directeur adjoint des affaires internationales en 1965. Chargé du service des Nations unies, il devait participer à plusieurs sessions de l'ONU avant de devenir directeur des affaires juridiques en 1969. Il allait conserver cette fonction plus de dix ans, avant d'être nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, en 1979, puis d'être élu, en 1981, juge à la Cour internationale de justice de La Haye, dont il était devenu vice-président en 1983. Entre-temps, Guy de Lacharrière avait enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'E.N.A., et s'était affirmé comme un juriste de réputation internationale, en particulier dans le domaine du droit de la mer.]

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Jacques Delors se prononce pour « un armistice idéologique » pendant cinq ans

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, qui participait le dimanche 15 mars au « Club de la presse » d'Europe 1, a été interrogé sur le nom du candidat socialiste au scrutin présidentiel. Il a indiqué : « La question ne se pose pas actuellement. Quand elle se posera, ce sera au PS à y répondre. Le PS devra désigner son candidat en fonction de critères bien précis. »

1 — Quelle est la structure des votes en France, la proportion des votes fléchissants, à quelles conditions notre candidat peut-il espérer l'emporter ?

2 — Ce candidat, les Français vont le juger en tant que personne. Cette personne a-t-elle les qualités solides, la compétence nationale et internationale, l'expérience ?

3 — Le seul problème, ce n'est pas qui va s'engager dans la course ou qui va gagner la course, mais c'est pourquoi faire... Que proposer aux Français... J'ai des idées bien précises sur cette question.

La France

manque à l'Europe

Résumant l'idée d'une dissolution automatique de l'Assemblée nationale après l'élection présidentielle, M. Delors a jugé ainsi un an de cohabitation : « La cohabitation n'est pas une nouveauté, mais elle est nouvelle dans le contexte de la Constitution, comme je l'ai toujours soutenu. Par conséquent, ce cas de figure peut se reproduire, sans qu'on en fasse des craintes absolues ou qu'on se lance dans des exégèses sur la pensée du général de Gaulle. En deuxième lieu, il y a eu repli du président sur les compétences qu'il jugeait essentielles, plus quelques mines en garde, mais cela permet un certain équilibre et permet d'éviter certaines erreurs. Mais il y a, c'est le troisième point, et je le regrette, continuation du recul du Parlement ».

Evocant ensuite l'action de la France en Europe, M. Delors a précisé : « On ne peut comprendre la situation française que si l'on sait qu'il y a cohabitation entre un président socialiste et une majorité de droite, et si l'on sait par ailleurs que nous avons un gouvernement de coalition UDP-RPR. Entre un RPR qui a une certaine conception de l'Europe, allergique à la même, et l'UDF qui partage mes idées, le résultat, avec un président de la République très européen, c'est que pour l'instant la France est présente mais pas active. Et quand la France n'est pas active, il manque quelque chose à l'Europe. La France n'est plus au centre des initiatives ».

M. Delors s'est enfin déclaré « très inquiet » du décalage qui existe entre l'économie réelle et l'économie monétaire, « purement spéculative ». « L'argent circule dans une coquille de coquille, dans un casino », a-t-il dit, avant de conclure : « Un monde comme ça, je le refuse. Il ne se passera pas dix ans de plus sans que le marché ne commette de graves déboires, car il donne le spectacle de l'injustice ».

Sur le vif

Dur comme fer

— Allé ! c'est toi ? C'est Min. Dis donc, t'es regardé Polak, samedi soir ?

— Tuais-tu ! Tu m'aurais vu, assise par terre, en tailleur, devant le poste, mon trousseau de clés serré dans la main, les yeux dans les yeux de Uri Geller ! Ah ! ce regard, on dirait un écran terrestre ! Ce qu'il est beau, c'est pas croyable !

— Ce qui est pas croyable, c'est qu'on puisse y croire.

— Comment ça ? Mais je l'ai vu, moi, le tordue, cette culbute, une culbute vraiment dure avec ça ! Enfin, tu peux pas dire le contraire, il s'effleurait du doigt, lui avec petit gamin, là...

— Arrête tes conneries ! C'était truqué. T'es bien vu, après, Majak avec cette canne de golf.

— Et d'où elle sortait, tu peux me dire ? Il l'avait trafiquée avant de l'amener au studio, alors que la culbute, elle, venait du café du coin, ils l'ont dit à l'émission.

— Ou tu prends ça ? Moi, j'ai rien entendu de pareil. Et le coup de la boussole bloquée ! Majak, il a complètement effrité l'aiguille, et faut, c'est à peine s'il a pu la bouger d'un millimètre.

— Ben, voyons, c'est exagéré ! C'est pour montrer quel point c'est difficile quand c'est pour de vrai.

— Alors, là, d'accord, il truque pour faire croire qu'il truque pas.

— N'importe quoi ! T'es vraiment lourde, Min ! Tu te trahis au res des piquettes. T'es pas d'imaginaire, rien ! La parapsychologie, ça existe, même qu'il y a un industriel qui l'a dit, Brauer, Roux, je sais plus qui. Dans cent ans, tout le monde y croira.

— Tout le monde y croira au Moyen Age, les sorciers, tout ça.

— En attendant, Dédé, le garçon d'étage ici, au journal, se moque elle était complètement rouillée, détraquée, eh bien ! elle s'est remise à marcher.

— Et tes clés, elles se sont tordues ? Non, hein ! Tu les tenais pourtant bien serrées dans ta mainotte de vieille petite fille égarée devant ces mystères qui nous dépassent.

— Quand t'auras fini de m'embêter ! Si elles se sont tordues, c'est parce que j'ai pas voulu. Comment j'aurais fait pour rester chez moi après ? Alors, question finale, j'ai pas ouvert le robinet à fond.

— Ah, dis donc, ça me fait penser, je passe une audition aux Bouffes-Parisiens cet après-midi, alors tu croises les doigts et tu touches du bois pour moi, hein ! Surtout, oublie pas !

CLAUDE SARRAUTE.

Echecs

M. Raoul Bertolo président de la FFE

M. Raoul Bertolo a été élu, le samedi 14 mars, président de la Fédération française des échecs (FFE). Agé de cinquante-neuf ans et déjà président de la FFE de 1971 à 1976, M. Bertolo, rédacteur en chef de la revue Europe échecs, remplace M. Jacques Lambert.

Ce dernier, dont le principal titre de gloire pendant les dix années où il a régné sur les échecs en France, a été élu à la présidence de la Fédération internationale des échecs (FIDE), le représentant d'une nouvelle école. Mais, comprenant avant le vote qu'il serait battu, il retirait sa candidature au scrutin, et M. Bertolo était élu par 49 voix contre 12 à M. Némeš (douze inéligibles de M. Lambert) et 18 abstentions.

Le match Karpov-Sokolov. — Bien qu'ajourné au quarante et unième coup par Sokolov, avec les noirs, la huitième partie de la finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs jouée le dimanche 15 mars devrait se conclure par la nullité, sans même être reprise. Karpov menait alors par 5 à 3, à deux points et demi de la victoire finale.

A B C D E F G

REGALI CADEAUX & HALOGÈNES
importation directe du monde entier

1 CENTRE FRANÇAIS DE L'HALOGÈNE
100 MODELES EXPOSÉS

JAMAIS VU !
299 F
sur présentation du journal

GARANTIE 1 AN

EXCLUSIVITE REGALI

500 W AVEC VARIATEUR

CET HALOGÈNE A 2 FONCTIONS :
— Lampadaire 500 W
— Lampe de lecture
Eclairage 20 et 50 W

PARIS :
3° : 44, bd Sébastopol.
6° : 180, bd St-Germain.
8° : 63, bd Haussmann.
9° : 8, av. de Wagram.
10° : 57, rue Pierre-Charbon.
13° : C.C. Gatzke, niv. 2.
15° : C.C. Beaugrenelle, niv. 2.
16° : 45, av. Victor-Hugo.
18° : 86, rue de Passy.

17° : 56, av. des Terres, ASNIÈRES :
62, rue des Bourguignons.
BOULOGNE :
126, bd Jean-Jaurès.
CRETEIL :
C.C. Crivelli Solal, niv. 1.
EVRY : C.C. Evry II, niv. 2.
ST-GERMAIN-EN-LAYE :
24, rue du Vieil-Abrévot.

Le numéro du « Monde »
daté 15-16 mars 1987
a été tiré à 463 159 exemplaires

STAGE LECTURE RAPIDE
7-8-9 avril 1987
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

OXFORD
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
Apprenez l'anglais par la méthode OXFORD
21 rue Théobaldine, Paris 17
Tél. 01 47 50 12 92
App. 101 1981 - L.L. A 7100

L'ANGLAIS A OXFORD
Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toutes les semaines, pour écrit et oral
BAC - HEC
SCIENCES-PO
DEUG - LICENCE
CAPES

SÉJOURS LINGUISTIQUES
(Publiété)
ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE
• Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
• Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
• Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
• Etudiants (18-21 ans).
• Toutes vacances scolaires : Noël, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.
DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

ENIS
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général-Bugey, 69005 LYON
Tél. : 78-52-44-78

AMÉRIQUE

LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE
est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :
• Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1987, révisables sans préavis)
• Les tarifs de LOCATION DE VOTURES (à partir de 495 F par semaine et de CAMPGING-CAR)
• Les transports intérieurs (forfaits aériens illimités à partir de 349 \$)
• Les tarifs d'HOTELS (à partir de 180 F la chambre par jour)
• Circuits A LA CARTE et en groupe ; tours INSOLITES
• Renseignements pratiques

Recevez notre brochure contre 7,50 F en timbres

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Lacaze, 75014 Paris - M^{me} Mouton-Duvernet